



L'Ukraine en marche vers l'indépendance

INÉLUCTABLEMENT, l'Ukraine poursuit sa marche vers l'indépendance, et s'en donne les moyens sans attendre le référendum du 1^{er} décembre, dont le résultat ne fait aucun doute. Conformément à une résolution déjà votée il y a dix jours, le Parlement ukrainien a adopté, mardi 22 octobre, une série de lois précisant les modalités de la création d'une armée nationale - y compris aviation et marine - de 400 000 hommes et de 30 000 gardes nationaux, soit presque l'équivalent de l'armée française pour une République d'ailleurs aussi peuplée que notre pays.

A Moscou, on veut se consoler en soulignant que l'Ukraine n'a pas les moyens d'un tel investissement. Mais les dirigeants ukrainiens ne cachent pas que c'est l'armée soviétique stationnée chez eux qui pourra en former l'ossature. Une division évacuée de Tchécosslovaquie vers l'Ukraine a d'ailleurs déjà annoncé qu'elle se plaçait sous autorité ukrainienne. C'est la solution qu'elle a tout naturellement trouvée pour refuser l'ordre, peu attrayant, de se déployer dans le Caucase, où couvent d'autres guerres du type de celle qui endeuille toujours le Karabakh.

COMMENT prendre en compte, dans ces conditions, la menace, proférée par M. Gorbatchev - devant un Parlement de surcroît réprobateur - d'un décret « annulant » toute création d'armées républicaines ? Ou son appel, le lendemain, coigné par huit dirigeants républicains, à une association de l'Ukraine à l'Union ? « Disons-le carrément : à une association de l'Ukraine à l'Union ? » Nous sommes convaincus que le peuple multinational de l'Ukraine n'envisage pas l'événement sans relations fédérales avec tous les peuples de notre pays, liés par une histoire de plusieurs siècles, affirme candidement cet appel, qui reprend la vieille idée exprimée notamment par Lénine, et selon laquelle l'URSS n'est pas viable sans sa « tête ukrainienne ».

Le problème est que la majorité des Ukrainiens et leur classe politique sont convaincus du contraire. Non qu'ils refusent la nécessité évidente d'accords économiques avec le reste de l'Union, mais ils s'estiment, non sans raison, mieux armés économiquement que les autres Républiques soviétiques et pensent donc s'en sortir mieux seuls qu'en partageant les fardeaux des autres.

ILS préparent depuis plus d'un an la création d'une monnaie ukrainienne, qu'ils espèrent leur permettre de se protéger, autrement que par des barrières physiques, de l'inflation galopante qui submerge l'Union. Ce que certains banquiers français, comme les analystes de Paribas, trouvent d'ailleurs judicieux d'étendre à toutes les entités en formation sur le trop vaste espace soviétique, où plus personne ne peut gouverner.

A terme, l'effritement paraît inévitable. Que les Russes, et pas seulement M. Gorbatchev, n'arrivent pas à se faire à l'idée d'une indépendance de leurs petits frères slaves n'est sans doute pas le meilleur atout pour résoudre les autres problèmes, de taille, liés aux relations russo-ukrainiennes : négociations communes du désarmement nucléaire et surtout statut des minorités, notamment dans les régions, russes avant 1954, de Crimée et du port d'Odessa, laquelles ont un enjeu capital pour le commerce du blé et des hydrocarbures, c'est-à-dire pour le sort de tous les ex-Soviétiques. Même l'Ukraine, quelle que soit sa volonté de s'écarter de la Russie, ne pourra pas à l'avenir rester entièrement à l'écart du naufrage de l'ensemble soviétique.

MO147 - 1024 0 - 6.00 F



L'ONU chargée d'organiser des élections

L'accord de Paris sur le Cambodge met fin à plus de vingt ans de conflits

La conférence internationale sur le Cambodge devait s'ouvrir, mercredi 23 octobre, dans l'après-midi, au centre de l'avenue Kléber, à Paris, en présence de M. François Mitterrand, du prince Sihanouk et du secrétaire général des Nations unies. Les participants, en premier lieu les cinq membres permanents

du Conseil de sécurité, les pays de la région et les quatre factions khmères réunies dans le Conseil national suprême, signeront un accord pour mettre fin à un conflit qui dure depuis vingt et un ans. Ce texte confère à l'ONU une autorité de tutelle pour ramener la paix et organiser des élections libres.

Le plongeon dans l'inconnu

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

La majeure partie du centre de Phnom-Penh vit, dès la nuit tombée, dans l'obscurité. L'électricité coûte trop cher. Au petit matin, dans les quartiers résidentiels, des armées de maçons, souvent vietnamiens, retapent les villas destinées à accueillir légations étrangères, hauts fonctionnaires internationaux ou contingents des Nations unies. Elles se louent déjà à 3 000 ou 4 000 dollars par mois.

Le Cambodge, après vingt et

un ans de massacres et de guerres, attend la paix. Avec ses soldats de tout bord, ses déserteurs armés, ses paysans misérables, sa poignée de riches, ses dizaines de milliers de mines plantées à travers champs et forêts, il plonge dans l'inconnu. Ignorant jusqu'à l'état des lieux, personne n'ose prédire ce qui peut advenir de ce pays ravagé.

L'accord de Paris reste encore, selon la formule d'un ancien ambassadeur occidental, « la moins mauvaise des solutions ». La paix est donc au coin de la rue. Mais quelle paix ? Les ser-

vices de renseignement constatent déjà que les deux principales forces en présence, la guérilla des Khmers rouges et l'armée de Phnom-Penh, ont commencé à cacher des armes. Personne ne veut être pris au dépourvu au cas où les choses tourneraient à l'aigre.

Les démobilisations partielles s'annoncent, en outre, un parfait casse-tête pour les « casques bleus » de l'ONU.

JEAN-CLAUDE POMONTI

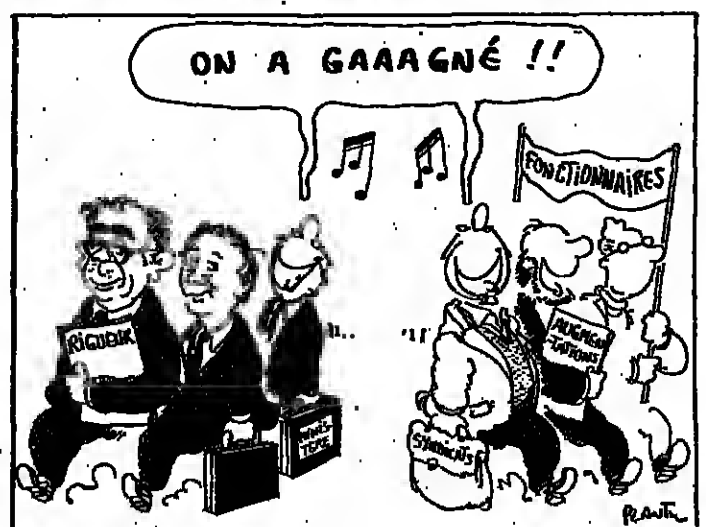
Lire la suite page 9

et l'article de PATRICE DE BEER page 8

6,5 % de hausse d'ici à 1993

Effort salarial pour les fonctionnaires

Le compromis élaboré mardi 22 octobre entre le gouvernement et quatre syndicats de fonctionnaires (CFDT, FEN, CFTC et FGA) va permettre aux fonctionnaires de bénéficier d'une augmentation générale de 6,5 % de leur rémunération d'ici au 1^{er} février 1993. M. Pierre Bédégovoy, ministre de l'économie, a d'autre part plaidé devant le Conseil économique et social pour le maintien d'une « gestion sérieuse de l'économie ».



Changer la République

Pour répondre à la crise de la démocratie française, le président du RPR propose de réformer les institutions

par Jacques Chirac

La République est aujourd'hui atteinte de langueur. Chacun constate qu'il existe chez nombre de Français une défiance envers le pouvoir, envers ceux qui l'exercent ou ceux qui y aspirent. Les symptômes de l'anémie démocratique sont connus et perceptibles depuis suffisamment longtemps pour qu'il soit illusoire de penser qu'ils disparaîtront d'eux-mêmes.

Quand, consultation après consultation, le moitié du corps électoral se tient éloigné des urnes, quand une fraction non négligeable de l'opinion cède aux mirages de l'extrémisme, la crise du politique prend la dimension d'une crise de la démocratie et,

au-delà, d'une crise de la République.

Au premier rang des explications, il y a, bien entendu, le poids de dix années presque ininterrompues de socialisme : politisation de la fonction publique à tous les niveaux, utilisation de la police et de la justice à des fins partisans, détournement des prérogatives de la puissance publique pour servir le parti au pouvoir et, pour finir, auto-amnistie des principaux responsables.

Mais se contenter de cette évidence serait un peu court. Le mal qui frappe notre vie politique vient aussi, pour partie, de la marche de nos institutions. Que l'on m'entende bien. Pour l'essentiel, elles ont réussi. Depuis plus de trente ans, elles

ont permis l'exercice serein de la souveraineté populaire, elles ont assuré la stabilité politique du pays et elles ont facilité la conduite de l'action gouvernementale à l'intérieur et à l'extérieur pour peu que l'équipe au pouvoir en ait manifesté la volonté. Elles se sont, de surcroît, révélées efficaces dans toutes les situations politiques, y compris lors des crises les plus graves, et à l'occasion de toutes les formes d'alternance que notre vie démocratique a suscitées. Cette réussite est tellement étonnante que, pendant près de dix ans, le débat constitutionnel, si âpre au cours des jeunes années de la V^e République, s'est complètement éteint.

Lire la suite page 2

Impatiences et bonne gestion

par Alain Verholes

Malgré l'élévation quasi continue de leur niveau de vie depuis quarante ans, les Français supportent toujours aussi mal les périodes de ralentissement économique. Les grèves et les manifestations qui se succèdent depuis quelques jours rappellent avec leurs revendications d'autres périodes plus troublées : les récessions ou les coups d'arrêt à la croissance de 1975 et 1980 qui, à l'époque, avaient plus ou moins été déclinés ou favorisés par de très fortes hausses des prix pétroliers.

Ces périodes mauvaises auxquelles nous devons être habitués parce qu'elles reviennent assez régulièrement en France, comme elles le font dans tous les grands pays industrialisés, déclenchent à chaque fois des réflexes de peur et de précaution. Réflexes qui ne sont pas l'apanage des seuls particuliers mais aussi des entreprises. Les premiers réduisent leurs dépenses

pour épargner davantage, transformant pendant quelques mois en pécule collectif ce qui est habituellement considéré comme vertu. Les seconds réduisent leurs stocks et coupent dans leurs programmes d'investissement, déclenchant on aggrave la réduction d'activité et suppressions d'emplois. L'épisode de la guerre du Golfe a forcé le trait jusqu'à la caricature, le pire étant que nous n'en sommes pas encore complètement remis.

Lire la suite page 33 et les articles de MICHEL NOBLECOURT et JEAN-MICHEL NORMAND page 31

POINT

Le mouvement des infirmières « Opération zéro » dans les hôpitaux Lire notre dossier page 18

Les Etats-Unis prêts à normaliser leurs relations avec le Vietnam page 7

Un entretien avec M. Antoine Waechter page 11

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42
« Le Monde des carrières » pages 34 et 35
« Le Monde immobilier » pages 36 et 37

ARTS • SPECTACLES
Le 12^e Festival de jazz de Paris
Après Miles, le déluge ?
Le bohème en clevier
Great Black Music : Les tribulations du regard pages 19 à 30

Prisons hybrides

Les nouveaux établissements mi-publics mi-privés n'ont pas sorti le monde carcéral de l'ornière

par Agathe Logeart

Le jour où il posa la première pierre de la première de ses prisons hybrides, issues du croisement inattendu du service public et de l'entreprise privée, M. Albin Chandon, alors garde des sceaux, lança, comme excité par le risque : « C'est pire qu'une bouteille à la mer... » La scène se passait dans le Pas-de-Calais, à Bapaume, le 21 avril 1988. De cette friche de bord de route, en rase campagne, une prison a donc surgi.

Prévue pour six cents détenus, elle n'est aujourd'hui qu'à moitié pleine, alors que d'autres établissements du parc ancien restent surpeuplés, comme celui de Nice, suroccupé à 250 %, livré au caïdat, et parfois aux exactions de surveillants dont certains ont été surpris

en train de trafiquer qui de l'alcool, qui de la drogue. A l'exception des syndicats minoritaires ancrés à gauche comme la CFDT et la CGT, les représentants des personnels pénitentiaires avaient d'abord été enthousiasmés par l'ampleur du programme de construction de nouvelles prisons. Aujourd'hui ils déchantent.

Lire la suite page 13

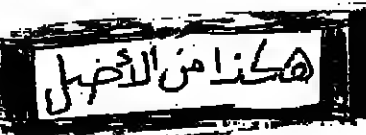
EDUCATION • CAMPUS
« Branle-bas de combat dans les « prépas » » Saint-Martial fait de la résistance « Les Français boudent l'Empire » Au secours des DEUG pages 15 à 17

Paula Jacques

Deborah

et les anges dissipés

MERCURE DE FRANCE



DÉBATS

Idéologies

Les âmes mortes du communisme

par Daniel Rondeau

Daniel Rondeau a réagi à l'article de Bertrand Poirot-Delpech publié dans le Monde du 18 septembre.

VOUS avez expédié d'un trait de plume, dans votre dernière «Diagonale», les quarante millions de victimes du système communiste, comme si vous redoutiez que, à trop les évoquer, à l'heure du bilan, la gauche ne se retrouve grosse d'une mauvaise conscience qui la mette à genoux. Vos lecteurs n'attendaient pas forcément de vous que, tel Soljenitsyne, vous portiez sur votre dos de chroniqueur ces quarante millions d'âmes mortes. Mais nous attendions pas de vous non plus que vous les rejetiez avec légèreté dans la fosse commune de l'oubli. Le communisme a conduit d'une poigne de fer, pendant des décennies, des millions d'hommes vers les abattoirs de ses camps de redressement par le travail. Vous savez bien que des populations entières ont été décimées.

Nos sociétés occidentales en général, et la société française en particulier, vivent depuis la fin de la seconde guerre mondiale avec le souvenir sans cesse réanimé des victimes de la barbarie nazie. Elles furent juives pour la plupart. Leur mémoire trace une ligne rouge dans l'absolu de nos consciences. Les fumées des camps de la mort n'ont pas fini de nous obséder. Ces contre-jour tardifs du remords veillent sur notre pays. L'antisémitisme, chez nous, n'a guère le droit de cité. Poursuivi par la justice, justement isolé par la presse, il est condamné à mourir en solitaire de sa haine.

Si les mots ont encore un sens, au bout du compte, un mort est un mort, et quarante millions de morts, c'est bien, comme l'écrivait Jacques Julliard, vingt fois Auschwitz. Il n'y a pas d'autre bilan du communisme. Il est proprement aberrant, au moment où le monde est à refaire, de traquer ces quarante millions de morts par-dessus la jambe.

Mais je vous entends protester : « Ces morts ne permettent pas de prétendre qu'il n'y a rien à garder

du communisme. L'attente de lendemains qui chantent est aussi chevillée aux corps des malheureux que l'espoir de la vie éternelle. Laissons à la vie éternelle, si vous le voulez bien, et parlons plutôt des lendemains qui chantent et de la France, puisque c'est notre pays. Vous semblez oublier que les dirigeants successifs du Parti communiste français se sont usés, les uns après les autres, à désespérer l'espérance.

Un grand parti passeur

Car c'est vrai que les clameurs d'octobre 1917 ont résonné comme des promesses de salut aux oreilles d'un certain nombre de Français parmi les plus pauvres. Un communisme populaire s'était installé très vite autour de Paris. Il campait dans les ateliers et au cœur de toutes les provinces industrielles. Des milliers d'hommes, armés de la force nue des idées, avaient décidé de résister à l'enfermement du travail et à l'indigne condition qui trop souvent leur était faite. Ce communisme populaire trouva tout naturellement son inspiration dans le grand tremblement de la révolution russe, mais aussi dans l'imagerie de la Commune de Paris, dans la lecture de Hugo, de Valéry et de l'Evangile, dans les mutineries de 1917, ainsi que dans une forte tradition anarchiste et socialiste française. Oui, il y eut une grande espérance. Qu'en ont fait les dirigeants du PCF ?

Leur tâche à tous fut peu réjouissante. Les hommes de Moscou à Paris n'ont eu de cesse de faire de l'espérance une dépouille, un cadavre momifié, traquant partout les hérésies, les frondes, les insoumissions, mais aussi la simple liberté de pensée, portant sans trêve la guerre dans leurs propres rangs au nom de la pureté d'un dogme pourtant variable et télégraphié du Komintern cinq minutes avant chaque changement d'orientation stratégique.

Non seulement ils ont désespéré leurs fidèles, leurs cadres, mais ils se sont aussi, à la longue, désespérés eux-mêmes. Et c'est ainsi que le PCF est devenu un grand parti pas-

saire, les plus ardents des communistes se lassant d'évaluer et de faire avaler des couleuvres et de répandre autour d'eux la paranoïa, l'exclusion, la délation ou le mensonge.

La résistance anti-nazie donna à ce communisme populaire un dernier sursaut. L'effort fut pourtant mal engagé. Le pacte germano-russe pesait tellement sur le PCF que Jacques Duclos tenta d'obtenir des Allemands, dans les premiers jours de l'Occupation, la liberté de publication pour l'*Humanité*, avec la bénédiction de la Kommandantur. Mais il se trouve que le Parti communiste et le syndicalisme ouvrier, en contribuant depuis longtemps à l'intégration des ouvriers étrangers, italiens ou polonais dans leur majorité, avaient préparé l'émergence d'une « nouvelle société du patriotisme français » (Bonnet). Des énergies communistes se dressèrent sans attendre les ordres ou les contradictions face à l'occupant. A la fin de la guerre, deux partis communistes cohabitaient sous la même enseigne : le premier est celui des morts et des survivants, de tous ceux qui ont traversé la guerre les armes à la main, « noirs de barbe et de nuit... », celui des valeureux, tels Guingouin et Tillon, pour ne citer qu'eux ; le second est celui de l'appel franco-moscouvite. Ce dernier mettra à quia le premier, tout en chantant ses louanges. L'espérance, encore une fois, se sera la centure. A la fin des années 60, elle ment de sa belle mort. Année après année, de la guerre d'Espagne à celle d'Algérie, les dirigeants communistes avaient ruiné le communisme populaire. La messe des funérailles finales fut célébrée à Nanterre, dans la déision, en mars 1968, par Daniel Cohn-Bendit.

Pourtant, ces tueurs d'espérance jouirent longtemps d'un prestige peu commun dans la gauche française, qu'ils méprisèrent royalement, et même dans l'ensemble de la gauche, car c'est eux qui ont organisé les parades parisiennes s'étant parées de la dépouille de l'espérance. Ils habitaient le cadavre, ils pouvaient même le faire visiter et recueillir pendant des années des rentes morales que leur procurait ce funèbre recel, méchant de leur brutalité

puissance tous ceux qui auraient voulu leur chercher des noises. Car les maîtres rouges, dans les municipalités, dans les usines et dans les sections qu'ils contrôlaient, n'y ont jamais allés avec le dos de la cuillère, gérant d'une même poigne des MJC, des cantines, l'avancement des instituteurs, des « débats » syndicaux et des grèves d'OS, maniant selon les besoins la barre de fer, la censure ou le bourrage des urnes. Un exemple, pris dans d'autres cercles que ceux des banlieues ouvrières : Aragon lui-même, membre éminent du PCF, rayonnant de tout son talent, que j'admire énormément, fit tous sa vie de militant, jusqu'au « printemps de Prague », le mal comme au hasard. Il aligna de son verbe sanglant poèmes et écrits réfractaires. Il a tiré et bu jusqu'à la lie le vin aigre du « tonneau de la haine » et tant pis si je l'écrase et tant pis si je le broie.

Soljenitsyne cette âme d'ours

Le mal était si grand que la gauche tout entière est souvent du mal à regarder la vérité en face. Elle ferma les yeux le plus longtemps possible, comme vous souhaitez peut-être qu'elle continue à le faire, sur le détail et sur l'essentiel. Elle n'aimait pas parler des quarante millions de morts. Elle faisait semblant de croire à la fiction de l'espérance et des lendemains qui chantent. Les moins hypocrites allant jusqu'à se persuader de la réalité de ce qui n'était qu'une fable.

Il faut Soljenitsyne pour renverser la vapeur. Cette âme d'ours planta ses griffes dans l'histoire de son peuple pour la dispute aux apocryphes. Mai 68, qui soit dit en passant ne fut qu'un épisode, que le communisme populaire, cette incarnation de l'espérance dont vous parlez, était bien mort, puis Glucksmann et sa *Cuisinière* s'engouffrèrent dans la brèche.

En 1970, les ouvriers de Gdansk avaient brûlé les locaux du Parti communiste polonais en criant : « A bas les fascistes rouges ! ». Quoi, dans la gauche non communiste, accepta

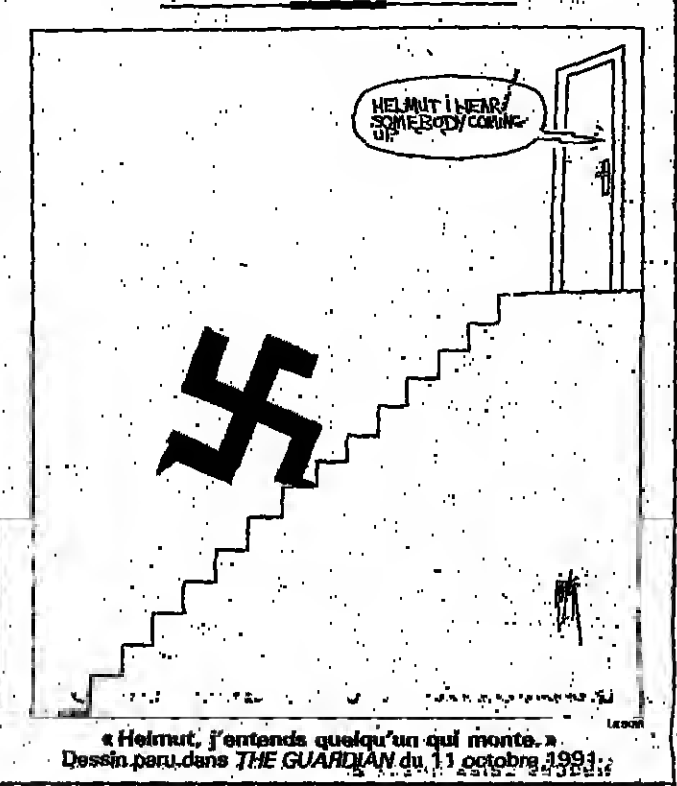
de les entendre ? Pourtant, à coups d'émeutes, de grèves, de pèlerinages, la Pologne se tira presque seule des bas-fonds du totalitarisme, par la mystique et le syndicalisme. Ces Européens à belle figure luttaient pendant vingt ans à mains nues contre les forces du néant. Jean-Paul II, Lech Walesa et Ronald Reagan, avec son poker menteur de la « guerre des étoiles », achevèrent le travail et mirent le communisme à genoux. Aujourd'hui, la bataille de la démocratie contre le totalitarisme rouge est gagnée. Les « anciens bouffeurs de coco », comme vous nous surnommez, n'en sont pas mécontents. Que les intellectuels français cessent de

plourmicher sur la mort d'une tyrannie. Le communisme est fini ? Tant mieux. L'espérance ne peut que s'en mieux porter. A gauche, la route est libre. Enfin !

Un tel ruse n'est de ce que rappelle Daniel Rondeau. Le refus de la notion de « sans terre » comme d'un prétexte à épouser le « communisme » dont un paysan souffrait les « ex-bouffeurs de coco » depuis que leur cible politique s'évanouit. Sa lettre confirme son diagnostic, tout en s'attachant par ses insinuations et ses « comme si » de langage mensonger. Pourquoi un message d'avertissement facile à lire le porte-t-elle à faucher leurs sœurs précieuses ? R. P.-D.]

Daniel Rondeau est journaliste et écrivain.

TRAIT LIBRE



Changer la République

Suite de la première page

Trente années ont donc profondément enraciné les institutions conçues et voulues par le général de Gaulle. Mais ces trente années ont aussi progressivement façonné une pratique institutionnelle qui a conduit à une dérive monarchique du pouvoir. L'affirmation progressive de la prééminence présidentielle au sein de l'exécutif d'abord, puis vis-à-vis du Parlement, a atteint aujourd'hui son paroxysme. M. Mitterrand exerçant avec délice un pouvoir quasi solitaire ; simultanément, la justice souffre des atteintes à son indépendance, en raison de l'usage dévoyé, par l'exécutif, des prérogatives qu'il tient de la Constitution pour la nomination et le déroulement de carrière des magistrats.

Dans le même temps, le sentiment des Français à l'égard des institutions a évolué. Un grand nombre d'entre eux sont des enfants de la V^e République. Accoutumés à son fonctionnement, ils valent moins ses imperfections que ses insuffisances. Ils ne se satisfont plus d'une vie démocratique qui consiste à déposer un bulletin dans l'urne à intervalles plus ou moins rapprochés, tout en les maintenant à l'écart des grandes décisions qui, pourtant, les concernent.

Aussi longtemps que persistera chez les Français le sentiment que la justice est sous influence, que le Parlement est un théâtre d'ombres, que l'exercice de la souveraineté se résume, une fois tous les sept ans,

à la désignation d'un homme providentiel qui échappe aussitôt à tout contrôle démocratique, la distance, aujourd'hui manifeste, entre le citoyen et le pouvoir ne pourra qu'augmenter.

Satisfaire à trois exigences

Pour remédier à ce grave affaiblissement de notre démocratie, il faut changer le cours des choses. Pourrais-je dire qu'il faut changer la République. Que l'on me comprenne bien. Les mots ont un sens. Changer la République ne veut pas dire changer de République. La démarche consistant à bouleverser nos institutions pour revenir en arrière ou pour nous projeter dans un système présidentiel satisfaisant, au choix, les nostalgiques du régime précédent ou les admirateurs de tel ou tel exemple étranger. Elle présenterait le défaut rédhibitoire à mes yeux de mettre à plat un édifice constitutionnel dans j'ai rappelé les immenses qualités. Changer la République, c'est satisfaire à trois exigences : contraindre l'exécutif à se remettre davantage en question ; rendre son autonomie et ses capacités d'initiative au Parlement ; garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire. C'est ainsi que l'on peut espérer reconstruire les Français avec leur démocratie.

En premier lieu, le citoyen doit être plus proche d'un pouvoir exécutif que tout concourt, en dehors de l'élection présidentielle, à placer hors de sa portée.

Il faut tout d'abord accroître le recours à la démocratie directe en élargissant le champ d'application du référendum à des sujets qui en sont aujourd'hui exclus, qu'il s'agisse de l'organisation de l'éducation, de la politique de l'immigration ou encore de la protection sociale. Je suis convaincu que pour résoudre, dans l'intérêt du pays, certaines des grandes questions autour desquelles s'organise notre vie politique, il faudra une décision du plus incontestable des arbitres, le peuple souverain lui-même.

L'extension du champ du référendum montrerait que l'intérêt des Français pour leurs affaires publiques est intact ; dès lors qu'ils prendraient part directement aux grandes décisions qui les concernent, je suis persuadé qu'ils manifesteraient leur volonté en très grand nombre. Il sera d'ailleurs probablement nécessaire d'aller

plus loin en instaurant un droit d'initiative parlementaire et un droit d'initiative populaire en matière législative, qui permettrait aux Français et à leurs représentants de décider des questions que le peuple aura à trancher.

Sans doute faudra-t-il également conclure le débat ouvert sur la modification de la durée du mandat présidentiel.

C'était l'objet de l'initiative prise par Georges Pompidou en 1973 et qui avait reçu l'approbation du Sénat et de l'Assemblée nationale, sans toutefois aboutir. L'immense délégation de pouvoirs que reçoit le détenteur de la fonction présidentielle n'est telle que dans la mesure où sa légitimité est intacte. Cela risque de ne plus être le cas dès lors qu'un trop long exercice du pouvoir viciet l'affaiblir. Des propositions existent. Il faudra y réfléchir et choisir l'estime, tout d'abord, qu'un représentant à intervalles plus brefs à l'épreuve du suffrage universel, le président de la République éviterait les conséquences néfastes de l'usure du pouvoir. L'efficacité du contrôle démocratique par le citoyen s'en trouverait accrue.

Limiter l'usage du 49-3

Le deuxième impératif, c'est rendre au Parlement son autonomie et une capacité d'initiatives qui sont aujourd'hui beaucoup trop faibles. Il faut d'abord un meilleur partage, en sa faveur, du travail législatif. Les textes proposés par les parlementaires doivent avoir une place dans les travaux des assemblées ; un nombre minimal de jours par session pourraient être réservés à leur examen et, dans le même esprit, un nombre minimal de propositions de loi émanant de chaque groupe parlementaire devraient être examinées. En prolongement de son rôle de législateur, un suivi du Parlement sur l'application des lois qu'il a votées est sans doute nécessaire.

Le Parlement doit aussi retrouver les capacités de contrôle qui sont la contrepartie indispensable de la liberté d'action de l'exécutif. Leur renforcement passe par l'extension des pouvoirs et des moyens des commissions d'enquête et de contrôle, dont les conclusions devraient donner lieu à une large information de l'opinion publique.

Je crois également venu le moment de modifier les conditions d'emploi de l'article 49, alinéa 3, de notre Constitution, qui permet l'adoption d'un texte sans l'approbation explicite du Parlement. Il ne s'agit évidemment pas de supprimer cette disposition, qui conduit chacun, gouvernement et Parlement, à assumer ses responsabilités politiques dans les moments cruciaux de notre vie publique. Il me semble, en revanche, que l'esprit de cette disposition n'est plus respecté, dès lors que son utilisation devient systématique à la moindre difficulté de procédure parlementaire sur un projet quelconque ; elle empêche toute discussion entre le Parlement et l'exécutif, placés dans une alternative de « tout ou rien » qui annule les facultés d'imagination et d'amendement de l'exécutif.

Mettre la justice à l'abri

Autant l'usage par le gouvernement de l'article 49-3 me semble légitime lorsque s'agit de constater s'il existe ou non une majorité pour repousser son projet de budget et, par là même, sa politique économique, autant je m'interroge sur le bien-fondé de cet usage lorsqu'il s'agit, par exemple, d'un projet de loi sur le médicament. A défaut de réserver l'usage de l'article 49-3 aux textes essentiels, ce qui se heurte à l'impossibilité de les définir, la solution réside dans la limitation du nombre de recours que le gouvernement pourra faire à cette procédure pendant une même session parlementaire.

Enfin, respecter le citoyen et le Parlement, c'est mettre un terme aux changements incessants de loi électorale. Changer la règle du jeu parce que l'on a peur de l'issue du scrutin, c'est indigne et c'est porter un coup grave à la démocratie. Il faut donc constitutionnaliser la loi électorale afin de la mettre à l'abri des manipulations partisanes. A cette occasion, il conviendrait d'ouvrir un débat sérieux et sérieux sur les conditions de représentation des différentes composantes de l'opinion publique, sans pour autant mettre en cause le principe majoritaire. Cela ne peut se faire, bien entendu, qu'au lendemain d'élections législatives.

Derrière changement que les Français attendent dans leurs institutions, c'est que l'indépendance de la justice soit réellement garantie. La tentation existe pour tout gouvernement d'essayer d'influen-

cer la justice. Les socialistes ont élevé cette tentation à la hauteur d'un principe, qu'il s'agisse de la nomination des magistrats ou des pressions pour empêcher l'avancement normal de dossiers qui indisposent le pouvoir actuel ou ses amis.

Il faut donc mettre la justice à l'abri du pouvoir politique. Dans ce but, la nomination des membres du Conseil supérieur de la magistrature doit échapper au président de la République et être confiée à la Cour de cassation, aux cours d'appel et aux tribunaux, qui désigneront en leur sein leurs représentants. Dans la nouvelle composition figureraient, en outre, trois personnalités extérieures, un conseiller d'Etat, un avocat et un professeur de droit.

L'institution verrait ses compétences élargies à la gestion des carrières : tous les magistrats et le ministre de l'Intérieur auraient obligation de la consulter pour les changements d'affectation des officiers de police judiciaire.

Cette réforme de niveau constitutionnel ne suffit évidemment pas à garantir une parfaite indépendance, qui est d'abord affaire de mentalité. Elle démontrera toutefois solennellement aux Français que tout est mis en œuvre pour qu'ils se reconnaissent dans leur justice.

Telles sont les adaptations institutionnelles qu'on appelle, à mon sens, le malaise grandissant de l'opinion et qui affecte notre vie publique tout entière.

Tout ne sera pas résolu pour autant. Il y a d'autres changements importants, de nature sociale, culturelle et économique, à conduire dans notre société. Mais vivre autrement nos institutions est un préalable nécessaire.

Notre peuple a conquis plus tôt que beaucoup d'autres sa liberté, et il a su la préserver à travers les épreuves. Il a derrière lui une longue histoire démocratique. Au moment où d'autres accèdent à leur tour à la démocratie et en mesurent le prix parce qu'ils ont longtemps souffert, prenons garde de ne pas apparaître immobiles ou indifférents. Le chemin de la démocratie se s'interrompt pas. Au-delà des conquêtes essentielles, il existe d'autres terres de liberté à parcourir ensemble. Alors, les Français retrouveront l'amour de leur République, et la France son rôle de messagère de la liberté.

JACQUES CHIRAC

Le Monde EDITIONS

AU KREMLIN comme si vous y étiez

Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev et les autres sous les feux de la glasnost

Bernard Féron et Michel Tatu

Que l'histoire d'un régime policier prenne les allures d'un roman policier n'est pas pour surprendre. Cette fois ce sont les témoins qui parlent et qui, grâce à la glasnost, rendent aux peuples de l'URSS la mémoire confisquée par Staline.

En vente en librairie

حزب التحرير

ÉTRANGER

La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient

A l'issue d'un entretien de cinquante minutes avec le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a exprimé, mardi 22 octobre à Paris, « l'espoir que la conférence de paix de Madrid aboutira à une paix juste et globale au Proche-Orient ». Il a tenu à « insister sur le rôle très important et actif de la France » dans la réalisation de la paix dans cette région. « Nous avons besoin d'un rôle actif, qu'il soit direct ou indirect », a-t-il ajouté.

M. Dumas a déclaré que la conférence de Madrid était une très grande chance offerte au

peuple palestinien, qui a par ailleurs « tant souffert dans ses droits », et a exprimé des « vœux » pour que la conférence « puisse progresser vers des solutions convenables », souhaitant que « toutes les parties concernées y mettent de leur part pour assurer le succès de la conférence. Arrivé en milieu d'après-midi à Paris, M. Arafat a quitté la capitale française dans la soirée, après avoir rencontré le chef de la diplomatie israélienne, M. David Ben Gourion, le président libanais, M. Elias Hraoui, et le prince Norodom Sihanouk.

A Téhéran, les participants de la « conférence internationale » de Téhéran sur la Palestine ont

appelé mardi, à l'issue de leurs travaux, les pays arabes et islamiques à « rejeter la conférence de capitulation de Madrid », qu'ils ont définie comme « la poursuite des accords honteux de Camp David ». Ils ont adopté par acclamation une déclaration dans laquelle ils demandent à chaque pays musulman « de créer des unités militaires permanentes dans le but de former l'armée de libération du Golan ».

A Jérusalem, la télévision a fait état mardi soir de documents internes du ministère du logement indiquant qu'Israël construira quatre nouvelles

localités et mille cinq cent soixante-quinze logements avant la fin de 1992 sur le plateau du Golan, annexé en 1981. La télévision a ajouté que la ministre du logement, M. Ariel Sharon, espérait doubler la population juive du Golan d'ici la fin 1992. Quelque douze mille cinq cents juifs vivent aujourd'hui dans ce territoire conquis sur la Syrie en 1967. Le ministère du logement a réagi à ces révélations en indiquant qu'il entend « poursuivre le peuplement juif de l'ensemble du territoire israélien, conformément à la politique du gouvernement ». — (AFP.)

Présentée à Jérusalem par M. Hussein

La représentation palestinienne comprend huit « proches » du Fath de M. Arafat

JERUSALEM

de notre correspondant

Au Proche-Orient, le pire n'est jamais sûr, ni à exclure. Mais, à en juger par les déclarations de M. Yasser Arafat, mardi 22 octobre à Strasbourg, il ne semble pas que les listes des négociateurs palestiniens présentées, quasiment au même moment à Jérusalem par M. Fayçal Hussein (principal interlocuteur des Américains), posent d'insurmontables problèmes de conscience politique aux autorités de l'Etat hébreu.

La liste des quatorze délégués « officiels » qui feront face le 30 octobre aux négociateurs israéliens ne comporte, en tout cas, aucune grosse surprise : des universitaires, des médecins, un évêque, un homme d'affaires... Huit d'entre eux sont réputés très « proches » du Fath de M. Yasser Arafat, trois autres identifiés comme des « sympathisants » du

Parti communiste, deux considérés comme des « indépendants » et le dernier comme « soutenant » le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP, branche modérée), mais aucun des noms proposés ne devrait s'exposer au veto des autorités israéliennes.

Il n'en va pas tout à fait de même pour la délégation parallèle de sept personnes, « le comité directeur », comme dit M. Hussein, qui en sera le chef. L'ambassadeur israélien à Washington, M. Zelman Shoval, a d'ailleurs été chargé mardi soir par son gouvernement de « vérifier », auprès de M. James Baker, que les critères appliqués à la délégation officielle ne soient aussi à celle des « conseillers », voire aux gardes du corps palestiniens des délégués. En clair, ces derniers ne devaient pas appartenir à l'OLP, pour le moins ne pas le proclamer. Tout le monde sait, à Jérusalem, que la démarche de M. Shoval n'a guère de chance d'aboutir, et il s'agit simplement,

pour Israël, de marquer son mécontentement. A Strasbourg, M. Shamir a d'ailleurs décliné cette affaire en rappelant que ses négociateurs, à Madrid, « ne parleront pas avec des soi-disant conseillers », lesquels « ne seront pas présents dans la salle des délibérations ».

D'une façon générale, l'OLP, qui a bien entendu entériné la désignation des délégués officiels — les « choisis et nommés », insiste même M. Arafat, qui cherche à déifier M. Shannir, — a d'abord veillé à ce que chacune des grandes zones urbaines de l'intifada dans les territoires occupés soit représentée. Gaza, Naplouse, Jéricho, Hébron et Ramallah ont un ou plusieurs ressortissants dans la délégation. Bethléem est représentée par son seul maire, l'indémodable et modéré Elias Freij, qui, à soixante-deux ans, est toujours aussi proche de la famille royale jordanienne et toujours aussi bien vu à Washington. Il est l'un des deux chrétiens de la délégation offi-

cielle et l'un des cinq qui n'ont jamais été arrêtés ou détenus. Les neuf autres ont tous, à un moment ou à un autre, été incarcérés, le plus souvent en « détention administrative », c'est-à-dire sans avoir été jugés.

La « capitulation » de Madrid

Pour leur part, au moins trois des membres du « comité directeur », à commencer par M. Hussein, ont connu la même situation. Mais là n'est pas le problème. Coïncidence ou provocation de bonne guerre, il se trouve surtout qu'à eux sept les « guides » de la négociation bravent l'ensemble des interdits édictés par Israël, avant l'annonce de la conférence. Trois d'entre eux résident en effet à Jérusalem-Est, trois autres sont des membres éminents de la diaspora, et, parmi ces derniers, certains ne cachent pas leur appartenance à l'OLP. Alors ? « Dans le sens où tous les Palestiniens doivent allégeance à l'OLP », disait mardi, à la radio de l'armée israélienne, M. Haydar Abdel Chafi, chef de la délégation « officielle », les négociateurs palestiniens, c'est vrai, représentent la centrale de M. Arafat. Mais, moins soucieux de la nuance, le président de l'« Organisation terroriste », comme disent les Israéliens, affirmait au même moment à Paris : « Tous les Palestiniens sont membres de l'OLP ».

Nul ne sait si M. Ryad Malki, « partisan » du FDLP de M. Georges Habbache dans les territoires, se sent encore membre de la centrale, mais il a lancé mardi une attaque en règle contre les « représentants » présents de M. Arafat à Jérusalem. Opposant acharné de la « capitulation » de Madrid, M. Malki, qui donnait une conférence de presse en compagnie d'un « sympathisant » du FDLP de M. Nayef Hawatmeh, a promis que, d'ici le 30 octobre, « la vie de ceux qui se rendent en Espagne » à commencer par celle de M. Fayçal Hussein, serait « un cauchemar ». « Nous allons mobiliser les gens, a poursuivi M. Malki, nous allons manifester tous les jours devant les résidences (des délégués), nous allons leur téléphoner, les inonder de messages, de visites à domicile et multiplier les pressions de toutes sortes. Violences comprises ? », a demandé le journaliste. « Non, a répondu le militant, je ne parle pas de violence. Je pense que nous en resterons à une opposition du genre civilisé. »

PATRICE CLAUDE

Les membres

du « comité directeur »

Le « comité directeur » comprend sept membres : — Fayçal Hussein, cinquante et un ans, de Jérusalem-Est, a été désigné par M. Arafat comme le chef de l'ensemble de l'équipe palestinienne. Interlocuteur privilégié de M. Baker, il a été emprisonné pendant un an par les Israéliens en 1967. Il a purgé plusieurs peines de détention administrative, dont la dernière en 1988.

— M^{me} Hanane Achraoui, quarante-cinq ans, de Cisjordanie, est professeure de littérature anglaise à l'université de Bir-Zeit. Elle a rencontré M. Baker au cours de huit de ses missions de paix. Proche de l'OLP, elle a été interpellée à plusieurs reprises par les autorités israéliennes, mais n'a jamais été détenue.

— Sari Nousseibeh, quarante-deux ans, est professeur de philosophie islamique à l'université de Bir-Zeit. Proche du Fath, il a été détenu trois mois en 1991.

— M^{me} Zaharie Kamel, quarante-six ans, de Jérusalem-Est, soutient une faction dissidente du FDLP. Enseignante, elle a été détenue administrativement en 1979 puis assignée à résidence de 1980 à 1987.

— Anis Kassem, avocat, réside à Nicosie. Il publie un annuaire juridique, le *Palestinian Yearbook of International Law*.

— Rehid El Khalidi, d'une grande famille de Jérusalem, enseigne les sciences politiques à l'université de Chicago. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la Palestine.

— Camille Mansour, né à Haïfa en 1945, a fait ses études à Paris. Docteur en sciences islamiques et politiques, il enseigne les relations internationales à Paris-I. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue d'études palestiniennes*, éditée à Paris.

Quatorze délégués et sept « conseillers »

Voici la liste des quatorze délégués « officiels » de la conférence de paix au Proche-Orient, telle qu'elle a été publiée mardi 22 octobre à Jérusalem :

— Hakef Abdel Chafi, né en 1918 à Gaza, préside depuis 1972 le Croissant-Rouge palestinien dans cette ville. Il a fait ses études de médecine au Liban et aux Etats-Unis. Emprisonné et exilé au Sinaï après l'occupation de 1967, puis expulsé en 1970 vers le Liban, il est considéré comme proche du parti communiste.

— Zakaria El Agha, né en 1942 à Khan Younis dans la bande de Gaza, est aussi médecin. Chef de service à l'hôpital El-Ahli de Gaza, il préside depuis 1985 l'Association médicale arabe de la ville. Il a été emprisonné à plusieurs reprises en 1975, placé en résidence surveillée en 1987, et frappé d'un mandat d'arrêt administratif de six mois en 1988.

— Fathi Abou Madfien, né en 1944 dans la bande de Gaza, a étudié le droit en Egypte, présidant depuis 1990 de l'Ordre des avocats de Gaza. Proche du Fath, il a été emprisonné un an en 1975.

— Abdel Rahman Hamad, né en 1946, réside dans la bande de Gaza. Doyen de la Faculté de génie public de l'université de Bir-Zeit (Cisjordanie), il est président de l'Association des universitaires palestiniens.

— Elias Freij, né en 1920 à Bethléem, maire de cette ville en 1972, réélu en 1978. En 1980, il a refusé de démissionner à la suite de la création d'une administration civile mise sur pied par les autorités israéliennes qui ont interdit alors de nouvelles élections municipales.

— Mouatapha Natché, est né à Hébron, en Cisjordanie, en 1930. Ingénieur chimiste, il est directeur depuis 1980 de la Compagnie des Industries agricoles. Il a été maire de Hébron de 1980 à 1983, avant d'être démis de ses fonctions par les autorités d'occupation.

— Mamdouh El Aker, est né en 1943 à Naplouse où il est

médecin. Modéré, auteur de plusieurs articles dans des journaux palestiniens et israéliens, il est proche du Fath et a été arrêté quatorze jours en mars 1991.

— Sami Zaid El Kiani, né en 1952 à Ya'bad (Cisjordanie), est professeur de physique à l'université Nejeh de Naplouse. Proche du Front démocratique de libération de la Palestine, il a été condamné à trois ans de prison en 1977, puis assigné à résidence de 1982 à 1985. Il avait été considéré comme un « prisonnier d'opinion » par Amnesty International. Il est auteur de nouvelles et de poésies.

— Nabih El Jeaberi, né à Hébron en 1945, formé à Londres, est professeur de dentistes à Jérusalem et préside le Conseil de l'université de Hébron. Il a été emprisonné deux mois en 1988.

— Samah Kanaan, né de mère juive en 1954 à Naplouse (Cisjordanie), est employé à la Chambre de commerce de Naplouse. Condamné à vingt ans de prison en 1973, puis libéré en 1985 dans le cadre d'un échange de prisonniers, il est proche du Fath.

— Ghassan El Khatib, né en 1954 à Naplouse (Cisjordanie), est professeur d'économie à l'université de Bir-Zeit. Proche du Parti communiste, il dirige un centre d'études sur les territoires occupés. Arrêté à plusieurs reprises, il a été emprisonné quatre ans (1974 à 1978) puis assigné à résidence de 1980 à 1987.

— Saib Oraitat, né à Jéricho en 1955, a fait ses études aux Etats-Unis et au Grande-Bretagne avant de devenir professeur-assistant de sciences politiques à l'université Nejeh de Naplouse. Il est éditeur du quotidien palestinien *El Ouds* et auteur de livres sur la question palestinienne et le conflit israélo-arabe.

— Nabih Kassir, né à Ramallah en 1945, est vice-recteur de l'université de Bir-Zeit en Cisjordanie. C'est un chrétien, considéré comme indépendant.

— Samir Abdallah est né en 1950 à Abou-Qaah près de Ramallah en Cisjordanie. Après des études d'économie en Jor-

Avant de discuter du statut des territoires occupés

M. Shamir veut « négocier la paix » en priorité

STRASBOURG (Communautés européennes) de notre correspondant

Invité au printemps dernier par la présidence du Parlement européen, M. Itzhak Shamir a rencontré, mardi 22 octobre, le « bureau élargi » de l'Assemblée de Strasbourg. Les hasards du calendrier ont donné une dimension particulière à la visite du premier ministre israélien, qui a dit n'avoir pas encore « décidé de participer personnellement » à l'ouverture de la conférence de paix à Madrid.

Comme à son habitude, M. Shamir s'est montré sûr du bon droit de l'Etat hébreu et intransigeant. Le statut de Jérusalem ? « Il ne sera pas discuté à Madrid ni dans aucune autre future conférence internationale : Jérusalem est la capitale éternelle d'Israël ». Le sort des territoires occupés ? « Tout d'abord, il faut négocier la paix et ensuite on pourra en discuter ». La représentation palestinienne ? « Je confirme que nous ne parlerons pas avec les négociateurs qui s'expriment au nom de l'OLP ».

« Une île démocratique dans une mer totalitaire »

O'entrée de jeu, le chef du gouvernement israélien avait tenu à prononcer un violent réquisitoire contre les pays arabes qui « ont provoqué toutes les guerres ». Selon lui, les difficultés réelles, ce ne sont pas « les territoires dits occupés ou le droit à l'autodétermination des Palestiniens », mais la nature même des régimes arabes qui fait d'Israël « une île démocratique dans une mer totalitaire ». Et M. Shamir d'ajouter : « Le vrai

problème, c'est le refus de la presque totalité du monde arabe d'accepter la réalité irréversible d'Israël en tant qu'entité permanente du Proche-Orient. »

Néanmoins, a ajouté le premier ministre, « l'espoir de paix existe entre Israël et ses voisins » pour autant que ceux-ci remplissent quatre conditions : changer d'état d'esprit, traiter l'Etat hébreu sur un pied d'égalité, entamer un processus de démocratisation de leur régime, appliquer les droits de l'homme aux minorités juives qui vivent chez eux, notamment en Syrie, et les autoriser à émigrer si elles le souhaitent.

« L'intention sincère » des Israéliens de conclure un accord ne leur fera pas pour autant baisser la garde : « Si des mains hostiles prennent le contrôle de la Cisjordanie, avertit M. Shamir, cette région serait transformée en base de départ pour une attaque et cela nous le permettrons jamais ». Dans ce contexte, il a réclamé que la conférence de Madrid se penche sur la réduction et l'élimination des armes de « destruction massive » dans la région.

Le premier ministre a évoqué, en privé, l'arrivée dans son pays des juifs soviétiques : peut-être un million, d'ici la fin de la décennie. A son avis, c'est une nouvelle chance pour Israël qui pourra ainsi bénéficier de l'apport de nombreux techniciens, scientifiques et intellectuels. Selon M. Claude Cheysson (PS), qui a vu « un juif glorieux, sûr de sa puissance à venir », M. Shamir fonde beaucoup d'espoir dans ces réfugiés pour assurer « un renouveau du judaïsme ».

MARCEL SCOTTO

Aide à la francophonie universitaire au Liban. — L'UNESCO et l'AUPELF (association groupant deux cent vingt universités utilisant le français dans quarante pays) viennent de signer à Paris un accord créant « un fonds de soutien aux quatre universités libanaises utilisant la langue française ». L'AUPELF a versé une première somme d'un demi-million de francs et l'UNESCO va créer une chaire d'enseignement supérieur francophone à Beyrouth.



Pierre Sansot
LES GENS
DE PEU

Le camping, le Tour de France, le bricolage... Pierre Sansot dessine par petites touches une catégorie sociale d'êtres rapprochés par un mélange de modestie et de fierté et, en particulier, par un goût commun pour des bonheurs simples.

Collection "Sociologie d'Aujourd'hui" dirigée par Georgesalandier. 224 pages - 130 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE



EUROPE

YUGOSLAVIE : refusant catégoriquement le plan de paix européen

L'armée fédérale jette le masque

La Serbie, hostile à la transformation de la Yougoslavie en une alliance double de Républiques souveraines, a proposé, mardi 22 octobre à Belgrade, lors de la réunion de la présidence fédérale (qui est réduite au « bloc serbe »), la formation d'une « mini-Yougoslavie ». Celle-ci engloberait notamment les Républiques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Ce projet sera présenté aux médiateurs européens, lors de la prochaine réunion de la conférence de La Haye, vendredi 25 octobre, à La Haye.

BELGRADE

de notre correspondant

« L'Allemagne nous attaque pour la troisième fois en un siècle : le ministre yougoslave de la Défense, le général Veljko Kadijevic, a dressé, mardi 22 octobre, un violent réquisitoire contre le modèle d'« union souple de Républiques souveraines » proposé comme base au règlement politique de la crise yougoslave par la Communauté européenne lors de la session plénière de la conférence de paix, vendredi dernier à La Haye. Le général Kadijevic a estimé que cette formule conduisait à la « catastrophe » et ne pouvait engendrer qu'un nouveau « bain de sang ».

Le plan de La Haye « s'oppose définitivement à la Yougoslavie et toutes les instances qui en dépendent, y compris l'armée nationale yougoslave (...) et entrent en conflit avec la politique de paix », a-t-il expliqué, pour souligner que le peuple serbe serait le plus désavantagé puisqu'il serait divisé et réduit à l'état de minorité ethnique, l'exposant ainsi au danger d'« annexion ». Il s'en est également pris à l'Allemagne, l'accusant de se cacher derrière cette idée de démantèlement de la Yougoslavie.

Le ministre fédéral de la Défense estime que le projet soumis par la CEE et approuvé vendredi dernier par toutes les Républiques yougoslaves, à l'exception de la Serbie, fait abstraction d'un des points-clés

de la crise yougoslave, en l'occurrence le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce droit fondamental est, selon le général Kadijevic, contesté au peuple serbe en Croatie, alors que le pouvoir croate est en train de l'annuler par la force, avec le soutien de plusieurs pays étrangers qui ont des prétentions territoriales covars la Yougoslavie.

Trois impératifs

Estimant que le moment était venu de prendre des mesures concrètes, aussi bien sur le plan politique que militaire, l'état-major du commandement suprême des forces armées yougoslaves a soumis au « bloc serbe » de la présidence fédérale, qui s'est réuni, mardi 22 octobre, à Belgrade, trois impératifs qui ont ensuite été adoptés intégralement. Les hautes autorités militaires ont ainsi que les représentants de la Serbie et du Monténégro à la présidence yougoslave ont donc décidé de mettre en œuvre le plus rapidement possible un processus permettant aux peuples qui le désirent de sauvegarder l'Etat yougoslave. Parallèlement, l'armée yougoslave se transformera en « force armée » de cette « nouvelle Yougoslavie ». Les conscripts et les réservistes provenant des territoires ayant choisi de rester en « Yougoslavie » seront mobilisés en fonction des besoins de l'armée. Cette mobilisation est nécessaire, précise-t-on, « pour empêcher qu'une force étrangère ne s'immisce dans la région qui entend continuer à vivre en Yougoslavie une solution inacceptable lors des négociations qui sont en cours, ou bien sur le champ de bataille si ces négociations viennent à échouer. Enfin, l'armée menace la Croatie de représailles si les forces croates continuent à bafouer, selon Belgrade, le dernier accord de cessez-le-feu conclu vendredi à La Haye; des actions décisives et des opérations offensives sont menées « tout au long du front croate », déclare le général Kadijevic. Cette mobilisation est nécessaire, précise-t-on, « pour empêcher qu'une force étrangère ne s'immisce dans la région qui entend continuer à vivre en Yougoslavie une solution inacceptable lors des négociations qui sont en cours, ou bien sur le champ de bataille si ces négociations viennent à échouer. Enfin, l'armée menace la Croatie de représailles si les forces croates continuent à bafouer, selon Belgrade, le dernier accord de cessez-le-feu conclu vendredi à La Haye; des actions décisives et des opérations offensives sont menées « tout au long du front croate », déclare le général Kadijevic.

Malgré les nombreuses et récentes déclarations du général Kadijevic affirmant que l'armée renonçait à son rôle politique dans le démantèlement de la crise yougoslave, le haut commandement militaire est sorti, une fois de plus, de sa neutralité politique en portant

un jugement officiel sur le document de La Haye. De plus, en soutenant la seule République - la Serbie - qui a refusé les propositions de la Communauté européenne, l'armée fédérale a rayé définitivement son épithète de « yougoslave ». Le nouveau-né qu'elle s'est juré de protéger, par la force si nécessaire, pourra difficilement prétendre à la neutralité sur le plan international - dont jouissait la Yougoslavie - et porter son nom. En effet, si quatre des six Républiques yougoslaves se sont, depuis longtemps, prononcées pour leur indépendance, en cas de désintégration de la Yougoslavie, la Serbie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la République serbe de Monténégro, fidèle allié de la Serbie, commence à se rebeller, prenant conscience des inconvénients de l'hégémonie serbe.

Divergences au Monténégro

Ce n'est pas un hasard si, avant d'adhérer au document de La Haye, le président du Monténégro, M. Momir Bulatovic, avait reproché aux Serbes de refuser massivement d'aller se battre en Croatie alors qu'un grand nombre de réservistes monténégrins combattent pour la cause serbe dans le sud de la Croatie. Cette première rupture entre les deux alliés, critiquée par certains partis pro-serbes, avait néanmoins été saluée par une partie de l'opinion monténégrine, qui par les réservistes qui protestent mardi devant la télévision de Titograd, demandant à se mobiliser exclusivement pour la défense des frontières du Monténégro et, notamment, face à la partie croate des Boutovics de Kotor. S'agit-il d'un revirement définitif du Monténégro, qui peut, lui aussi, prétendre à sa souveraineté? La prochaine session plénière de La Haye, prévue pour le vendredi 25 octobre, pourrait apporter une partie de la réponse.

Toutefois, cette prise de position du Monténégro n'est pas celle du représentant de cette République à la présidence yougoslave, M. Branko Kostic, qui a lui-même entièrement parti pour la Serbie. En attendant, le leader serbe, M. Slobodan Milosevic, essaye, de mettre fin à la discorde puisque, selon le journal « Politika », il aurait eu mardi un entretien de près de sept heures avec son homologue monténégrin, M. Bulatovic. Si le Monténégro ne revient pas sur sa déci-

sion de vendredi, l'initiative du général Kadijevic et du « bloc serbe » à la présidence fédérale risque de donner naissance à une « Grande Serbie ». Mercredi, les représentants des peuples « aspirant à vivre en Yougoslavie » étaient invités à la présidence yougoslave à Belgrade pour se prononcer sur le modèle élaboré, mardi, par les quatre membres de la direction collégiale. Le chef du gouvernement de la province de Krajina (Croatie), qui s'était autoproclamé Région autonome serbe, M. Milan Babic, avait, dès mardi soir, annoncé sa venue à Belgrade. Aux termes du communiqué de la présidence, la Yougoslavie, caduque, devrait se transformer en une « Fédération démocratique yougoslave de Républiques et de communautés autonomes qui doivent rester en Yougoslavie comme entités fédérales avec un statut spécial, et de Républiques indépendantes et souveraines qui en ont décidé ainsi par vote référendaire. Les Républiques qui le désirent pourront établir entre elles des liens confédéraux et créer une union d'Etats souverains ». Cette formule assez confuse devrait être présentée par la Serbie à La Haye, vendredi prochain.

FLORENCE HARTMANN

■ L'Albanie reconnaît la « République de Kosovo ». - Le Parlement albanais a reconnu, le 22 octobre, la « République de Kosovo, Etat souverain et indépendant » ainsi que son gouvernement provisoire récemment constitué et dirigé par M. Bajram Bokoshi. Le Parlement a constaté le « plein succès » du référendum sur l'indépendance organisé fin septembre par les Albanais de Kosovo, qui constituent près de 90 % des deux millions d'habitants de cette province sous tutelle serbe. Il a qualifié de « juste et légitime » la résolution adoptée par les députés du Kosovo réclamant « une pleine égalité avec les autres peuples » de Yougoslavie. Le Parlement a également déclaré que le « statut d'Etat d'urgence » imposé par la Serbie en juillet 1990. Le ministre yougoslave des affaires étrangères avait déclaré, mardi, une vive protestation auprès de l'Albanie, accusant d'« ingérence flagrante » dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, en raison de son soutien à l'Albanie du Kosovo. (AFP)

URSS

Nouvelles révélations sur le financement des PC occidentaux et le rôle de M. Gorbatchev

Révéler en grande pompe des secrets de Polichinelle n'est pas forcément un exercice inutile s'il n'agit d'enfoncer un nouveau clou dans le cercueil du PC soviétique, et excessivement de rogner un peu plus les ailes à M. Mikhaïl Gorbatchev, déjà passablement déprimé. Telle semble en tout cas avoir été l'intention des responsables russes, qui ont rendu compte mardi 22 octobre des résultats de leur enquête sur les activités « criminelles » du Parti communiste.

MOSCOU

de notre correspondant

En théorie, l'enquête en question porte sur l'implication du PC dans la tentative de coup d'Etat du mois d'août dernier. Mais les informations apportées sur ce sujet par une commission ad hoc créée par le Parlement de Russie n'ont pas été d'un très grand intérêt. Seul élément nouveau, M. Egor Ligatchev, ancien représentant des « durs » au sein de la direction du parti, aurait été mis en cause, et en cas de succès de l'opération, il aurait pu, à en croire le communiqué, accéder au poste de secrétaire général.

Interrogatoire mis en cause

Mais l'essentiel des interventions du ministre russe de la justice, M. Nikolai Fiodorov, et du procureur général de Russie, M. Valentin Stepanov, portaient sur un aspect des activités du PC n'ayant strictement rien à voir avec le putsch : le financement des PC occidentaux, légaux ou illégaux, et les « engagements financiers » pris envers des « sociétés amies », elles-mêmes liées à ces divers Partis communistes - comme la firme française d'import-export Intergara et une série de sociétés italiennes,

portugaises, grecques, chypriotes, autrichiennes, voire ouséboïennes. Le schéma était relativement simple, les sommes allouées à ces sociétés étant considérées comme des sortes d'avances sur les crédits obtenus par l'URSS dans certains pays où ces sociétés étaient implantées. (Mais dans certains cas, on a pu constater des crédits accordés par la Corée du Sud, ou même l'Arabie saoudite).

Cette pratique était apparemment fort ancienne, et ce n'était un secret pour personne que le PC soviétique puisait sans vergogne dans les caisses de l'Etat aussi bien pour financer les activités des partis frères que pour satisfaire ses propres besoins et participer aux loisirs de ses dirigeants et de leur famille.

Mais la situation semble s'être compliquée dans la période récente où l'emprise du parti sur l'Etat s'était un peu desserrée. Ainsi, les enquêteurs citent une lettre en date du 26 avril 1990, adressée à M. Gorbatchev par M. Valentin Faline, alors chef du département international du comité central, indiquant que la direction du parti ordonne un prélèvement sur le budget de l'Etat de devises destinées à soutenir les « sociétés amies », faute de quoi « nous serions dans l'obligation de prélever sur le budget du parti les ressources nécessaires au soutien des partis amies ».

A l'époque, lesdites sociétés se plaignaient de ne pas être payées, Intergara réclamant notamment un arriéré de 136 millions de dollars, qui fut finalement réglé par la Banque soviétique du commerce extérieur, à la suite, selon le ministre russe de la justice, d'une négociation directe de M. Gorbatchev avec un membre de la direction du PCF, M. Gaston Plissonnier.

Un passé embarrassant

C'est là bien entendu que l'affaire se corse, puisqu'elle met en cause M. Gorbatchev. Selon le ministre russe de la justice, il faut en effet « l'intervention directe du secrétaire général et président soviétique » lorsque « des sommes très élevées étaient en jeu », et M. Gorbatchev « a signé jusqu'à une période récente les autorisations de transferts de fonds à prélever sur le budget de l'Etat ».

Interrogé à ce sujet, le porte-parole du président soviétique, M. Andreï Gratchev, après avoir expliqué qu'il n'était pas au courant des déclarations du ministre russe, a commenté l'affaire en termes très généraux : « Oui, une telle pratique a existé, cela n'a jamais été un secret, a-t-il dit. Cette forme d'activité était considérée comme une action de soutien politique aux forces politiques amies, comme on les appelle à l'époque ».

Bref, c'est du passé, mais un passé fort récent qui pourrait embarrasser M. Gorbatchev. En dépit de déclarations récentes de M. Eltsine sur sa coopération avec le président soviétique, les collaborateurs du président russe font bien en sorte qu'on n'oublie rien. D'autant que c'est M. Gorbatchev qui, en croisant le président de la commission d'enquête sur les activités du PC pendant le putsch, détestait dans ses archives personnelles certains documents qui, seuls, permettaient de faire la lumière sur l'étendue des activités « criminelles » du PCUS. En effet, M. Valeri Bokine, l'ancien chef du secrétariat de M. Gorbatchev, qui fut lui-même directement impliqué dans le putsch, aurait retiré des dossiers spéciaux du Politburo des archives du comité central pour les confier aux archives de M. Gorbatchev, et leur accès « est aujourd'hui impossible ».

Interrogé à ce sujet, M. Gratchev a manifesté un discret agacement : « Les autorités de Russie se sont procuré beaucoup plus de documents qu'il ne leur en faut pour leur enquête ».

JAN KRAUZE

■ Un Américain nommé ministre des affaires étrangères de la République d'Arménie. - Un citoyen américain, M. Raffi Ovanissian, trente-deux ans, qui vit depuis deux ans en Arménie, a été nommé ministre des affaires étrangères de la République, a annoncé mercredi 23 octobre l'agence Tass. (AFP)

Pologne : les Allemands de Silésie sous surveillance

Pour la première fois, la minorité allemande présente des candidats aux élections législatives

OPOLE

de notre envoyé spécial

Au volant de son minibus Volkswagen flambant neuf, don de l'Association allemande des expatriés de Silésie, M. Donitz parcourt depuis la semaine dernière les villages de la région d'Opole pour distribuer aux comités de soutien de la minorité allemande les affiches de la campagne électorale. Des affiches aux couleurs européennes, bleues avec la couronne d'étoiles, portant les portraits des candidats de la minorité aux élections législatives polonaises du 27 octobre.

Les préparatifs de la réunification allemande, en 1990, avaient fait naître bien des espoirs dans les villages « allemands » de haute-Silésie, autour de la ville d'Opole - Opeln en allemand. On se serait bien vu « réunifié » avec les autres. La reconnaissance par la nouvelle Allemagne de la frontière Oder-Neisse est venue rappeler chacun aux réalités. Pour ceux qui ne font pas partie de l'ouest, malgré les promesses d'une « réunification » plus facile, l'intégration à l'Europe est le dernier espoir, faute de mieux, de voir disparaître cette maudite frontière et retrouver la mère patrie.

En attendant, il ne faut pas rêver. A la veille des premières élections législatives libres de Pologne, les leaders de la communauté se sont fixé

l'objectif de faire le plein des voix « allemandes » pour s'assurer une représentation de choix à Varsovie. Les Allemands de Pologne ont présenté des candidats dans neuf voïvodies (départements). Mais c'est dans la voïvodie d'Opole qu'ils se comptent : dernier bastion allemand en Pologne, les « Silésiens » y représentent près de 30 % de la population.

A la fin de la seconde guerre mondiale, dix millions d'Allemands, dont deux millions de Silésiens, avaient été victimes des expulsions massives vers l'Allemagne, décidées par les Alliés pour faire place nette dans tous les territoires situés à l'est de la frontière Oder-Neisse, attribuée à la Pologne ou à l'URSS. La région d'Opole est la seule région où les « Allemands » restent en partie, notamment dans les villages. C'était une région catholique, à la frontière de l'ancienne Pologne. Les deux cultures y étaient étroitement mêlées; beaucoup de familles « allemandes » parlaient le polonais ou le patois silésien.

Mauvais souvenirs

Vestige de l'histoire, ces Allemands d'Opole ont été pendant des années, en raison de l'activisme des associations d'expatriés ouest-allemands, un sujet de discorde entre la Pologne, qui ne reconnaissait aucune minorité, et la RFA. Le traité d'amitié qui vient d'être ratifié par les deux Parlements règle officiellement ce problème en garantissant des droits, notamment culturels, à la communauté. Mais il faudra du temps et beaucoup de dialogue pour apaiser les mémoires. Les mauvais souvenirs et la nostalgie des « anciens » de Silésie entretiennent un climat de suspicion dans une population polonaise qui a toujours redouté le « retour des Allemands ». L'attitude de la minorité à l'égard de l'Allemagne est néanmoins plus

ambiguë qu'il n'y paraît. Celle-ci agit comme un allemand, mais sans, au moins, les idéologies nazies. De moins en moins attachés à une culture allemande qui s'est perdue en cours de route, les jeunes sont en revanche toujours assez convaincus que le salut est un Allemand, et le cas à l'ouest possible. Les Allemands de l'est, avec un baccalauréat à la retraite, n'ont pas beaucoup de sympathie. Au village voisin, près de Gogolin, les filles de l'école, nantes blondes et corsage blanc, chantent en chœur pour la réunion électorale de la minorité de vieilles chansons silésiennes en allemand. Mais c'est tout ce qu'elles connaissent de leur langue. Le meeting des candidats local à la députés, M. Heinrich Kroll, se tient en polonais. Le nombre des Allemands de Pologne est sujet à controverse. La législation allemande, basée sur le droit du sang, reconnaît la nationalité allemande à tous ceux qui peuvent prouver un ascendant allemand ou assimilé. Les organisations d'expatriés d'Allemagne défendent un chiffre d'un million de personnes. Au siège de la Fédération des associations socio-culturelles allemandes, sorte de conseil central de la communauté, on parle de trois cent mille Allemands polonais pour la région d'Opole sur un total d'un million d'habitants. Deux cent mille sont officiellement inscrits dans les associations. Il y en a peut-être environ cent mille à l'étranger pour la région de Katowice, quant à celle de Cieszyn, à Wrocław - l'ex-Breslau, capitale prestigieuse de l'ancienne province allemande de Silésie, - à Szczecin, à Varsovie, ils ne sont que quelques milliers.

Les dirigeants de la minorité n'ont rien ménagé pour rallier électoralement le plus large possible : dans la région d'Opole, où dix sièges de députés sont à pourvoir, elle espère bien en enlever la moitié. La minorité des Polonais devant la dégradation de leur situation économique laisse prévoir un important taux d'abstention. Les « Allemands », eux, vont voter massivement. Une

alliance a également été conclue au niveau national avec les autres minorités, notamment la plus importante, la minorité ukrainienne, qui représente deux millions de personnes, pour se répartir les sièges attribués à la proportionnelle sur les listes nationales. En outre, il y a eu la création d'une « alliance » pour les sénateurs avec un ex-appariteur local, le député Norbert Lysek, qui, après avoir représenté les couleurs de l'ancien Parti communiste, se présente aujourd'hui au Sénat comme « indépendant silésien ».

Pas d'intimité avec Solidarité

Cette alliance n'est pas du goût de tout le monde. Le nouveau consul général d'Allemagne à Wrocław, M. Bruno Weber, arrivé il y a un an dans les bagages de la réunification allemande, tient de tout ignorer de cette histoire. Si le siège officiel de la campagne des Allemands de Silésie est à Opole, son QG est pourtant installé à Tarnow-Opolski, dans des locaux autrefois fournis par l'usine locale de chaux, dont le directeur n'est autre que Norbert Lysek. Le président du comité électoral, M. Johann Lehnert, et son animateur, M. Henryk Szendler, travaillent d'ailleurs tous deux pour la firme. L'ancien pourfendeur de Solidarité a multiplié les prévenances à l'égard de la minorité, allant jusqu'à offrir à Tarnow-Opolski une plaque commémorative pour les morts des deux guerres mondiales, ornée d'une croix de fer. Les rapports de la minorité avec Solidarité n'ont jamais été très intimes. Surtout implantée dans les villages, la communauté allemande se réveille à l'écart des batailles politiques des années 80. Dans son pavillon de Gogolin, M. Heinrich Kroll, vétérinaire, admet qu'on doit soupçonner à Solidarité, comme tous les gens de frontières, des citoyens de deux cultures. Il porte mieux que les autres, c'est

qu'elle n'a pas participé aux grèves et qu'elle a toujours bien travaillé.

Un combat singulier avait opposé, en janvier 1990, M. Kroll à M. Simonides, qui défendait alors les couleurs du syndicat, au deuxième tour d'une élection sénatoriale partielle. C'était la première fois que la minorité allemande se comptait lors d'une élection. Le mur de Berlin venait de tomber. M. Simonides l'avait emporté de justesse. Puis, aux élections communales de 1990, deux maires allemands ont été élus. Aujourd'hui, les candidats essient de part et d'autre d'éviter les surenchères, d'appeler à la tolérance. « Si les Allemands obtiennent la moitié des sièges, cela posera des problèmes d'ordre étonnant. Mais nous avons des objectifs communs : l'économie, l'environnement, les transports. Si la minorité respecte les lois, il n'y aura pas de problèmes », affirme le géographe Kazimierz Szczepielak, candidat de l'Union démocratique de l'ex-premier ministre Tadeusz Mazowiecki.

Le dynamisme voïvodie d'Opole, M. Ryszard Zembaczynski, qui entretient de bons rapports avec le gouvernement allemand, se veut lui aussi apaisant. « La minorité est aujourd'hui la force sociale organisée la plus importante de la région d'Opole. Elle ne doit représenter au Parlement, mais elle ne changera pas le cours de l'histoire de la Pologne », dit-il. Interrogé sur le risque d'invasion allemande rampante dénoncé par les nationalistes, le représentant du gouvernement affirme au contraire qu'il manque d'investissements allemands. « La génération soixante ans a été éduquée dans des écoles allemandes sous le nazisme. Il n'y avait pas de tolérance. Les jeunes vont connaître aujourd'hui une autre culture allemande, découvrir une autre image de l'Allemagne. Ils vont devenir, enfin, comme tous les gens de frontières, des citoyens de deux cultures ».

HENRI DE BRESSON

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

مركز الاتصال



L'avis de chacun nous intéresse.

Chez Du Pont de Nemours, la mise au point d'un nouveau produit pour la protection des plantes fait appel aux experts les plus universels, scientifiques, agriculteurs, agronomes, écologistes... sans compter les hérissons. L'opinion de chacun est indispensable. Il faut savoir répondre à toutes les exigences : efficacité, faible dose d'utilisation, absence de résidus, sélectivité, respect de l'environnement... Du Pont de Nemours a investi dans

un effort de recherche particulièrement novateur qui a déjà porté ses fruits.

Nos derniers herbicides sont moins nocifs que le sel marin et s'utilisent pourtant en quantités infinitésimales. Aucun résidu dans les cultures n'a pu être décelé malgré les analyses les plus sophistiquées. Ils prouvent ainsi qu'ils savent respecter la qualité de la chaîne alimentaire et de l'eau.

Notre hérisson en témoigne.

Du Pont et la vie.

Notre nouvel herbicide ALLIE* fait partie des centaines de nouveaux produits développés par Du Pont de Nemours qui participent à la sauvegarde de l'homme à travers le monde.

Des investissements annuels de l'ordre de 7 milliards de francs et une étroite collaboration avec des spécialistes d'horizons aussi variés que l'agriculture, la médecine et l'énergie permettent aux hommes de

Du Pont de Nemours de mettre la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A., 137 rue de l'Université - 75334 Paris Cedex 07 - Tél: (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours. 20% de METSULFURON-METHYLE - Homologation N° 840255



De meilleurs produits pour une vie meilleure.

DU PONT

مركز النشر

DIPLOMATIE

Un entretien avec le président du Pérou

« Nous avons besoin de l'Europe pour nous réinsérer dans un monde de paix et de développement »
nous déclare M. Alberto Fujimori avant sa visite à Paris

Dans le cadre de sa première tournée européenne qui l'a déjà mené à Bruxelles et à Madrid, le président péruvien Alberto Fujimori est attendu, jeudi 24 octobre, à Paris, où il sera notamment reçu par le président François Mitterrand. A trois semaines du début des négociations franco-péruviennes sur la dette de ce pays, M. Fujimori eura aussi un entretien avec M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avant de partir pour Rome dans la soirée.

LIMA
de notre envoyé spécial

M. Alberto Fujimori, au pouvoir depuis juillet 1990, n'apparaît pas comme un homme exubérant ou volubile. Il est sérieux et agacé. Son plan brutal de stabilisation économique d'août 1990, par lequel le FMI, a dramatiquement frappé une population dont la majorité était déjà aux limites de la survie. Dans n'importe quel autre pays d'Amérique latine, un tel plan aurait provoqué des émeutes populaires sanglantes. Les mouvements de guérilla, celui d'inspiration gub-

variste Tupac Amaru (MRTA) et surtout les rebelles « maoïstes » du Sentier lumineux ont certes poursuivi leurs actions mais, jusqu'à présent, la majorité des Péruviens a accepté le choc et la cote du chef de l'Etat reste bonne. Celui-ci a accepté, avant de partir pour l'Europe, de répondre à nos questions.

« Quelle est aujourd'hui votre préoccupation principale ? »
- Le trafic de drogue. Car il n'affecte pas seulement notre situation économique ; il finance le terrorisme. Sans les narco, la lutte contre les organisations subversives et d'abord contre le Sentier lumineux serait plus facile.

- Estimez-vous que ce trafic est en augmentation ?

- Il est stationnaire. Nous avons marqué des points importants grâce à l'aide de l'étranger et d'abord des Etats-Unis, mais c'est insuffisant. L'élément nouveau et positif est le rapprochement des autorités avec les paysans producteurs de coca, la matière première de la cocaïne. Les « cocaleros » ne sont plus nos ennemis, ils ne sont plus les alliés des narco et des terroristes. Ils sont résolus à changer d'activité mais cela implique une modification de tout le système de production dans les régions affectées et d'abord dans la vallée du Huallaga. Nous ne disposons malheureusement pas des moyens modernes pour lutter contre les trafiquants. Il conviendrait d'installer un réseau régional de contrôle radar pour détecter les avions des narco, les pourchasser et les capturer.

- Pensez-vous que la lutte des autorités colombiennes contre le cartel de Medellín a favorisé une dissémination des laboratoires de production de cocaïne en Amérique du Sud ?

- Sans doute. On a pu noter des infiltrations mais pas d'une grande ampleur, du moins au Pérou et

pour le moment. Nous n'avons pas repéré de grand laboratoire. La lutte contre le fléau de la drogue doit être internationale. C'est le bon sens. En ce qui nous concerne, l'ac-



cord que nous avons signé en mai dernier avec les Etats-Unis (1) doit être complété dans les six mois.

Pas de soldats américains au Pérou

- Y a-t-il déjà du personnel militaire nord-américain dans les zones concernées par le trafic ?

- Absolument pas. Pas de bérets verts au Pérou, pas d'opérations militaires comme en Bolivie. Pour le moment, il y a seulement coopération entre la DEA, l'agence américaine chargée de la lutte contre le trafic de drogue, et la police péruvienne anti-drogue. Ce qu'il faut bien comprendre, en revanche, c'est qu'on ne peut pas dissocier le trafic de la subversion terroriste. Il faut donc gagner la population à notre

cause. Un simple programme de substitution de la coca ne mènerait à rien, nous en avons fait l'expérience, et une éradication brutale des champs de coca ne provoquerait que des drames. Ce qu'il faut, c'est créer les conditions d'une économie de marché, construire des routes avec l'aide de l'armée, les protéger, rechercher la commercialisation des produits tropicaux comme le bois précieux, café, cacao, huile de palme ou les fruits. Pendant mon voyage en Europe, je compte prendre des contacts avec des sociétés internationales intéressées.

- On parle beaucoup de la nouvelle stratégie anti-subversive du gouvernement. En quoi consiste-t-elle ?

- La défense de la légalité ne peut pas se faire seulement par les armes des militaires ou des policiers. Pendant des années, on a privilégié cet aspect sans que personne, apparemment, ne s'aperçoive des dangers d'une telle politique. C'est très grave. Il faut combattre le Sentier lumineux sur son terrain, lui arracher des populations qu'il peut contrôler par la terreur. Le terrorisme ne va plus bénéficier du climat mou qui était celui des gouvernements démocratiques faibles de ces deux dernières années. Je le dis, le peuple péruvien a supporté une avalanche de malheurs : l'hyperinflation, le terrorisme, le trafic de drogue, la corruption, les tremblements de terre, le choléra, les désastres naturels. Mais il est resté debout et il se bat. Le Sentier est revenu aux méthodes barbares de ses débuts, l'intimidation ; les meurtres. Il assassine les dirigeants des clubs de mines, des organisations populaires, des religieux, des coopérateurs étrangers. C'est la terre brûlée, le nihilisme, une réaction désespérée, pas une progression. Nos services de renseignements sont de

plus en plus performants. L'armée est engagée dans des actions civiles de développement. Avant, quand un village était occupé par le Sentier, même brièvement, les habitants étaient « senderistes » et ne réprimaient sans discrimination d'où les massacres collectifs. Ces méthodes sont terminées.

- Il reste que le Congrès américain fait dépendre l'aide des Etats-Unis du strict respect des droits de l'homme.

- Sans doute. Il y a en des bavures. Par des éléments qui ont échappé au contrôle de leur hiérarchie, du commandement policier ou même militaire. Il y a encore des progrès à faire.

- Les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme sont très critiques sur le Pérou et dénoncent ce que vous appelez des bavures.

- Je condamne les violations des droits de l'homme avec énergie. Je pourrais les responsabiliser. La participation se fera avec la loi dans la main. Mais je critique les organisations qui dénoncent seulement les excès commis par les forces de l'ordre et qui font le silence sur les atrocités perpétrées par les subversifs, Sentier lumineux et MRTA. C'est leur obligation de tout dénoncer. La seule guerre n'est pas à sens unique. Dans la nouvelle stratégie anti-subversive, les forces armées seront à l'avant-garde de la lutte pour le développement et la justice sociale. Et le Pérou, qui vient de réintégrer la communauté financière internationale entend aussi se réinsérer dans un monde de paix et de développement. Et pour cela, nous avons besoin de l'Europe.

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGAU

(1) Le Congrès américain vient finalement de donner son feu vert à une aide de 80 millions de dollars au Pérou pour la lutte contre le trafic de drogue.

La Ve République :

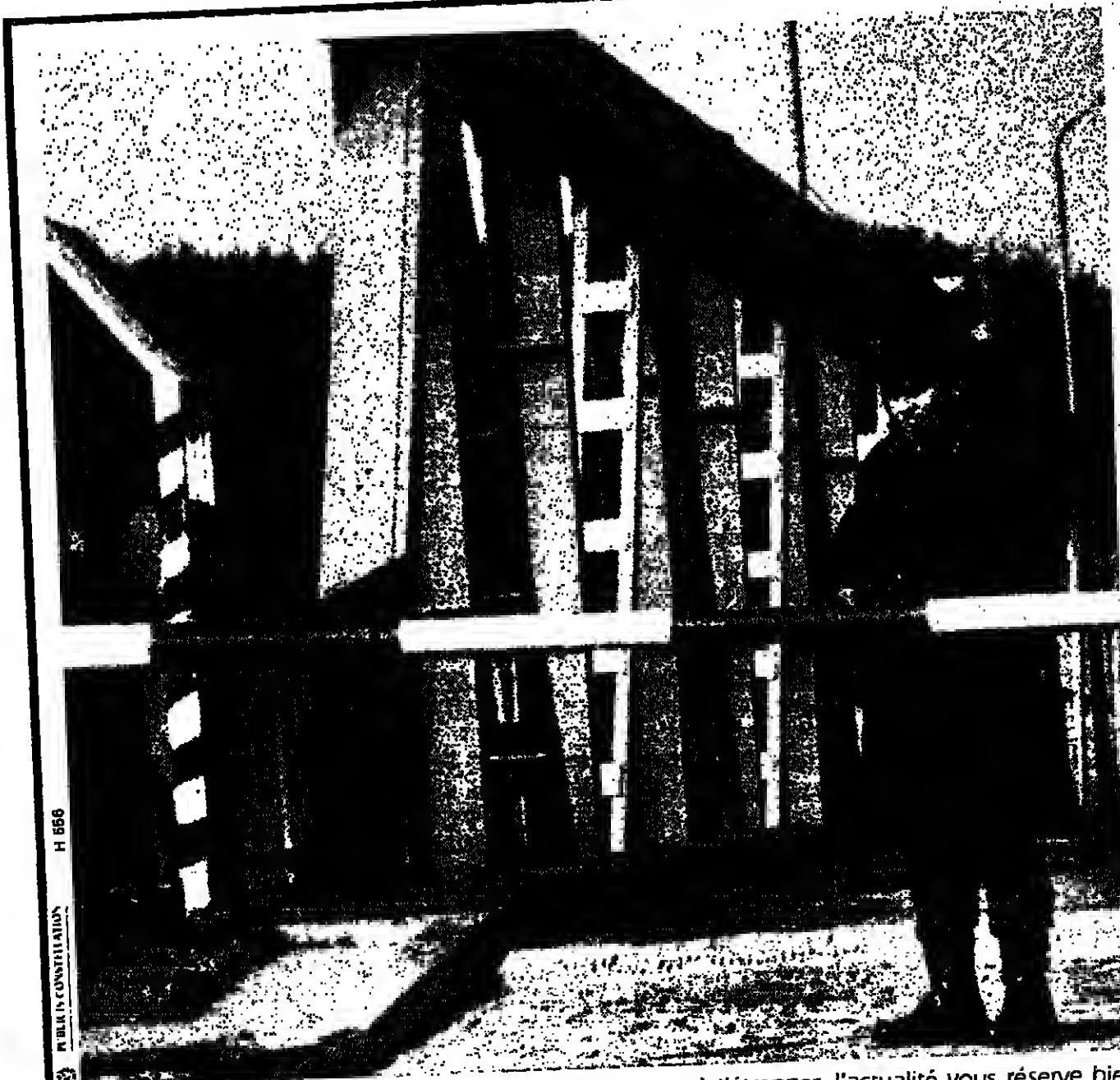
compromis

ou

modèle ?



DALLOZ - LES INDISPENSABLES



Ce ne sont pas des problèmes de frontières qui doivent vous arrêter.

X
EUREXEL

AUSSI LOIN QU'IRONT VOS AFFAIRES.

Que vos clients soient en France ou à l'étranger, l'actualité vous réserve bien des surprises, bonnes et mauvaises. Aujourd'hui, avec EUREXEL, ne profitez que du meilleur. EUREXEL conjugue les compétences de la SFAC et de la COFACE pour protéger vos crédits dans le monde entier. Pour des indemnités encore plus élevées et encore plus rapides, adoptez le contrat EUREXEL PLUS.

SFAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

EUREXEL - 48 rue Pierre Charron. 75008 PARIS

telephone : (1) 47.20.50.06.

COFACE

lu Pérou

ne sont
des problèmes
frontières
doivent
s'arrêter.

X
EUREXEL

DIPLOMATIE

A sept semaines du sommet de Maastricht

La France veut lutter contre l'«europessimisme» ambiant

A sept semaines du conseil européen de Maastricht (Pays-Bas), qui devrait déboucher sur la signature d'un traité d'union économique, monétaire et politique, la France veut lutter contre la frilosité ambiante. Le ministre des affaires européennes dénonce les «dérives» de certains propos.

Le ministre délégué chargé des affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, au cours d'un point de presse informel, mardi 22 octobre, n'a pas caché le plaisir avec lequel elle venait d'entendre la proclamation de foi européenne du président de la République sur France Inter. Non pas qu'elle ait eu le moindre doute sur son credo européen, a-t-elle précisé, mais parce que, dans le contexte ambiant, quelque peu émollient pour l'idée européenne, «la fermeté de l'engagement européen» du chef de l'Etat participe, selon elle, d'une saine et utile pédagogie.

A sept semaines de l'important conseil européen de Maastricht, qui devrait déboucher sur une

union à la fois politique et économique, le ministre s'inquiète, en effet, du climat actuel qui tend à faire de la Commission de Bruxelles le «bouc émissaire» des difficultés du moment : de l'affaire De Havilland jusqu'aux questions agricoles en passant par le problème de l'évolution du budget communautaire.

L'impossibilité dans laquelle se trouvent, pour l'instant, les Douze de tracer la voie d'un règlement pacifique en Yougoslavie n'est pas de nature, non plus, à redorer le blason de l'Europe. S'agissant de la Commission, M. Guigou a rappelé, comme elle l'avait fait au Sénat en réponse à une question orale (le Monde du 10 octobre), que le conseil était également corresponsable d'un certain nombre de décisions et qu'il était trop facile de faire porter à la seule Commission la responsabilité de décisions contestées.

Elle souhaite lutter contre cette forme d'«europessimisme» qui traduit le besoin de «se repérer fraternellement sur soi». Comme devant les sénateurs, elle a également vivement regretté les «dérives» du langage politique et les «propos

simples» de certains. «Nous devons collectivement réagir», estime M. Guigou, qui poursuit sa croisade pour qu'une meilleure information sur l'Europe rende plus difficiles les débordements «démagogiques».

En reconnaissant que, dans ce domaine, «l'expression gouvernementale rencontre vite ses limites», elle a annoncé la tenue à Paris, en janvier prochain, de deux jours de rencontres nationales consacrées à l'Europe, notamment sur le thème de l'identité nationale face à l'Europe. Ces rencontres seront ouvertes au monde politique, culturel, économique et social.

Approfondir puis élargir

L'enjeu est d'autant plus important, considère M. Guigou, que les événements à l'Est ont renforcé le sentiment de «l'urgence européenne». En une autre époque, il eût été envisageable de laisser du temps au temps. Mais, compte tenu des bouleversements actuels, il est essentiel pour l'Europe que, sur le plan de la politique étrangère et de sécurité, Maastricht représente «une étape significative» dans le processus d'approfondissement européen à douze.

Il s'agit donc, «au-delà des visions abstraites» ou d'un certain «romantisme» (dont les Allemands ne sont pas toujours exempts quand ils songent à l'élargissement de la CEE à l'Est), d'avancer résolument pour que cette ville des Pays-Bas devienne demain le symbole d'une étape essentielle pour l'Europe communautaire. Cet approfondissement est la clé de voûte du futur élargissement de la Communauté : «Il faut approfondir tout en donnant une perspective à l'élargissement», affirme le ministre.

Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, ne dit pas autre chose quand il explique que le conseil européen de décembre est «une échéance vitale» et que «la Communauté telle qu'elle est n'est pas suffisamment armée pour répondre au défi de la Grande Europe. Elle ne pourra le faire et se donner la capacité de s'ouvrir plus largement à l'extérieur qu'en s'approfondissant à l'intérieur» (1).

PIERRE SERVANT

(1) Tribune publiée par la revue *Bénédictine*, numéro d'octobre-novembre.

Lors de la visite de M. Vaclav Havel à Washington M. Bush écarte l'idée d'une association des pays d'Europe centrale à l'OTAN

A l'occasion de la visite du président tchécoslovaque à Washington, MM. George Bush et Vaclav Havel ont exprimé mardi 22 octobre leur volonté d'élargir le partenariat transatlantique aux pays anciennement membres du pacte de Varsovie.

M. Havel s'est félicité de la proposition américaine d'élargir l'OTAN à ces pays au sein d'un «Conseil de coopération de l'Atlantique nord». M. Bush, en revanche, écarte l'idée de consentir aux pays d'Europe centrale un statut de membres associés à l'OTAN, ce suggère le président tchécoslovaque.

«Nous n'estimons pas que cette question soit à l'ordre du jour pour le moment», a indiqué M. Thomas Niles, secrétaire d'Etat adjoint

pour les affaires européennes, ajoutant que ce n'était pas «une possibilité réaliste pour le moment». Il a déclaré que les Etats-Unis s'en tiendraient à la proposition «pour l'instant adéquate» avancée le 2 octobre par MM. Baker et Genscher et qui sera discutée lors du prochain sommet de l'OTAN les 7 et 8 novembre à Rome.

Dans la perspective de ce sommet, M. Havel a d'autre part adressé à M. François Mitterrand une lettre dans laquelle il expose son analyse de la situation actuelle en Europe et son point de vue sur la proposition américano-allemande. Cette dernière a été accueillie avec réserve par Paris, qui conteste l'élargissement des fonctions de l'Alliance atlantique. — (AFP, Reuters)

Washington prêt à normaliser ses relations avec Hanoï

Le secrétaire d'Etat américain a déclaré, mercredi 23 octobre, que les Etats-Unis étaient prêts à entamer la normalisation de leurs relations avec le Vietnam. «Des ententes entre les deux pays sur la normalisation de leurs relations, seize ans après la fin de la guerre du Vietnam, pourraient commencer d'ici à un mois», a déclaré M. James Baker avant de rencontrer son homologue vietnamien, M. Nguyen Manh Cam, à Paris, où il est venu assister à la signature des accords de paix sur le Cambodge. — (Reuters)

■ HAITI : visite du Père Aristide en France et en Suisse. — Le président haïtien le Père Jean-Bertrand Aristide, renversé le 30 septembre par un coup d'Etat, devait quitter mercredi 23 octobre Caracas, où il a trouvé refuge, pour se rendre en Suisse et en France, a annoncé le ministre vénézuélien des relations extérieures. Le Père Aristide, qui espère pouvoir discuter de la situation de son pays avec les autorités françaises, se rendra à Genève jeudi, à l'invitation du Conseil oecuménique des Eglises. — (AFP, AP, Reuters)

■ JAPON : la reine Beatrix des Pays-Bas rappelle au Japon les crimes de guerre commis contre des Hollandais. — En visite officielle au Japon, la reine Beatrix des Pays-Bas a, le mardi 22 octobre, en présence de l'empereur Akihito, rappelé de façon plus abrupte que ne l'aurait prévu le protocole, les crimes commis par le Japon durant la dernière guerre à l'encontre de ses compatriotes. Plus de 20 000 d'entre eux, capturés en Indonésie, alors colonie des Pays-Bas, ont disparu dans des camps nippons. Plus de la moitié étaient des civils, qui sont morts de faim. — (AFP, UPI)

EN BREF

■ AUSTRALIE : grève générale en Nouvelle-Galles du Sud. — Pour la première fois depuis soixante-quinze ans, une grève générale a paralysé, mardi 22 octobre, l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud (NSW) et sa capitale Sydney. Le mouvement a été violemment dénoncé par le gouvernement conservateur de l'Etat. Ses promoteurs entendaient protester contre l'introduction d'une nouvelle législation du travail. Parmi les points les plus controversés de la loi figurent la suppression du *close shop* (syndicalisation obligatoire) et le renforcement des accords d'entreprise au détriment des accords de branche. — (UPI)

■ CONGO : interpellation d'un officier de marine soviétique. — Recherché par Interpol, M. Nicolas Levin Andreievitch, de nationalité soviétique, capitaine d'un bateau battant pavillon chypriote, a été interpellé à Pointe-Noire par la police angolaise, a rapporté, mardi 22 octobre, la radio nationale. L'officier de marine aurait accepté, il y a deux ans, à la demande de la police sénegalaise, d'abandonner sur un radeau de fortune, au large de Dakar, cinq Mauritanais qui ne remplissaient pas les conditions d'entrée au Sénégal. L'un d'eux avait péri en mer. — (AFP, Reuters)

■ ETHIOPIE : un charnier découvert dans une prison. — Les dépouilles de soixante et onze personnes, tuées sous le régime du président Mengistu, ont été retirées des latrines d'une prison, à Debre Berhan, à l'est d'Addis Abeba, a rapporté mardi 21 octobre la télévision nationale. Les victimes seraient des étudiants incriminés à la fin des années 70. — (Reuters)

■ KENYA : les placements à l'étranger représenteraient la moitié de la dette extérieure. — Selon divers économistes, hommes d'affaires ou membres de l'opposition, le montant des fonds placés à l'étranger par les Kényans dépasse-

rait les 80 milliards de shillings, soit environ 3 milliards de dollars. Cette somme représente la moitié de la dette extérieure du pays. Les détournements de fonds et la corruption, à grande échelle, avaient motivé la suspension de l'aide danoise, annoncée la semaine dernière (le Monde du 17 octobre). Le président arap Mni a lancé, dimanche 20 octobre, un appel à ses concitoyens pour qu'ils rapatrient leurs avoirs à l'étranger, avec officiel des difficultés de l'économie kényane. — (AFP)

■ NIGER : trois mille réfugiés tchadiens ont quitté le pays. — Quelque 3 000 Tchadiens, réfugiés au Niger depuis onze mois à la suite du renversement du président Hissène Habré, ont quitté la région frontalière de Diffa dans la plus grande discrétion, au cours du week-end, a indiqué mardi 22 octobre la radio nigérienne. Leur destination n'a pas été précisée ; pour certains il s'agit du Tchad, pour d'autres de la Libye. — (AFP, Reuters)

Le Monde ÉDITIONS
LES GRECS, LES ROMAINS ET NOUS
L'Antiquité est-elle moderne ?
Textes réunis et présentés par Roger-Pol Droit
EN VENTE EN LIBRAIRIE
DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde DES LIVRES

AFRIQUE

ZAIRE : après émeutes et pillages

Plusieurs centaines d'Européens ont été évacués de Lubumbashi

La vague d'émeutes et de pillages qui a ravagé Lubumbashi, capitale de la province minière du Shaba, dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 octobre (nos dernières éditions du 23 octobre), a conduit la plupart des Occidentaux à quitter le pays. Environ la moitié des 1 000 à 1 400 Européens résidant à Lubumbashi (essentiellement des Belges et des Français) ont été évacués, mardi après-midi, par des avions de l'armée belge. Quelques 400 d'entre eux étaient attendus, dans la nuit de mardi, à Brazzaville, capitale du Congo.

Selon la télévision zairoise, d'autres localités de l'ex-province du Katanga, dans le sud-est du pays, ont été le théâtre d'émeutes analogues — Likassi et Kolwezi, notamment. Le Shaba, dont est originaire M. Nguz Karl Bond, un des principaux chefs de file de l'opposition, n'a pas été la seule province à être touchée par les pillages. Certaines localités, comme Mbuji-Mai, située dans la province voisine du Kasai, fief du premier ministre limogé, M. Etienne Tshisekedi, ou comme Kisangani, capitale-fantôme du haut Zaire, dans le nord-est, ont connu, elles aussi, des drames identiques.

A Kinshasa, déjà dévastée par les pillages des 23 et 24 septembre, des heurts ont opposé, dans la matinée de mardi, manifestants et soldats de la garde civile, dans différents quartiers populaires. Aucune victime n'a cependant été signalée. Les mili-

taires belges, qui ont assuré l'évacuation des Européens de Lubumbashi, sont moins d'un millier, présents surtout dans la province du Shaba. Il n'en reste qu'un petit nombre dans les autres villes, déjà presque totalement évacuées, après la première vague d'émeutes de septembre. La situation reste d'autant plus précaire qu'aucune solution politique ne semble devoir se dessiner rapidement. Depuis un mois, le Zaire est sans gouvernement. Les partis de l'opposition, réunis mardi à Kinshasa, ont renouvelé leur confiance à M. Tshisekedi — révoqué par le président Mobutu — et l'ont confirmé comme candidat au poste de premier ministre. — (AFP, Reuters)

MAROC : devant le comité des droits de l'homme de l'ONU

Les représentants de Rabat affirment que la question des militaires détenus est «en voie de règlement»

GENÈVE

de notre correspondant

Le comité des droits de l'homme de l'ONU, composé d'experts indépendants, réuni à Genève pour une session de deux semaines, s'est intéressé, mardi 22 octobre, à la situation au Maroc. Lors de sa précédente session, en juillet, la délégation de Rabat avait refusé de siéger à cause de la présence de caméras de télévision.

Cette fois-ci, un compromis avait été trouvé : une seule caméra filmait les débats depuis une galerie où avaient pris place la presse et le public, parmi lequel M. Abraham Serfaty et M. Abdelmoumen Djurri, opposants au régime de Hassan II.

Le représentant du ministère marocain de la justice, M. Atmani, a indiqué que la

veuve du général Mohamed Oufkir, libérée avec ses enfants au mois de mars, n'était pas en résidence surveillée et qu'elle pouvait même, si elle le désirait, quitter le pays. Un haut fonctionnaire du ministère marocain de l'Intérieur, M. Choukri Serghini, a précisé qu'elle pouvait obtenir un passeport.

Le comité de l'ONU s'est aussi inquiété du sort des vingt-neuf militaires survivants du bague secret de Tazmamart, récemment rasés. Aucune nouvelle de ces détenus n'a filtré, si ce n'est l'annonce, en septembre — quelques jours avant la visite du roi Hassan II aux Etats-Unis, — de la libération du lieutenant M. Berek Tuill, marié à une Américaine, qu'il n'a pas encore rejoint.

Les représentants marocains ont laissé entendre qu'il y aurait d'autres libérations et que la question des militaires arrêtés à

la suite des tentatives de coup d'Etat, en 1971 et 1972, était «en voie de règlement».

ISABELLE VICHNIAC

Des prix à vous faire partir !
THAILANDE
prix à partir de
8760 F
* Transport A/R compris
* Taxes locales non incluses
Mini-circuit
* Bouleaux de Printemps * 4 nuits
Séjour Pattaya, 3 nuits Orchid Lodge
VO
Dites-nous vos conseils...
Tél. : 40 53 07 11
131, bd Poirel, 75017 PARIS

Saddam Hussein continue à défier la communauté internationale en détenant toujours 2 101 Koweïtiens innocents parmi lesquels des enfants, des femmes et des vieillards.

En nous aidant à libérer nos Koweïtiens prisonniers en Irak, nous consolidons ensemble le droit international.

Comité chargé de la défense des Koweïtiens prisonniers en Irak

2, rue de Lubeck - 75016 PARIS

L'ACCORD DE PARIS

La plus importante opération de l'histoire des Nations unies

Er
acc
rech
cor
dée
publ
tion
ou j
dire
taine
bre).
nise
moy
en i
maj
com
con
tiale
vée
sen
don
che
que
d'et
sibi
tati
exti

Il aura fallu deux ans, deux mois et une vingtaine de jours pour aboutir à la signature de la paix au Cambodge, mercredi 23 octobre, à Paris, et mettre fin à la troisième guerre d'Indochine. Des ennemis de guerre et de palabres, une conférence ratée, la lassitude des protagonistes et de leurs mentors, un changement de la conjoncture internationale, mais surtout l'incroyable détermination des négociateurs pour parvenir à l'accord que le secrétaire général des Nations unies, dix-huit ministres des affaires étrangères (1) et les factions khmères - sihanoukistes, nationalistes, Khmers rouges - ont signé, dans une indifférence quasi générale. Il s'agit pourtant de l'opération la plus importante de l'histoire de l'ONU.

L'effondrement du système communiste en URSS, la proximité de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient ont en effet relégué le Cambodge au second plan de l'actualité. C'est dommage, mais c'est peut-être aussi une bonne chose, car, dans une certaine mesure, le combat aura cessé, faute de spectateurs et de sponsors.

Le « règlement politique global au Cambodge » devrait marquer une étape vers le nouvel ordre mondial, ainsi que dans le rôle qu'y joue l'ONU. Il aboutira à un Etat-membre sous tutelle d'un représentant spécial du secrétaire général de l'ONU chargé d'y rétablir la paix et d'organiser des élections, les plus libres sans doute de l'histoire du pays. La France - coprésidente de la conférence avec l'Indonésie - souhaite une décision rapide en faveur de M. Rafeud-din Ahmed, secrétaire général adjoint responsable du dossier.

La mission impartie à l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge, co-anglaise UNTAC) qui entrera en fonctions au début de 1992, a été définie dans un cadre juridique strict, lui donnant des pouvoirs extrêmement étendus. Enfin, les principaux protagonistes du conflit - les parties khmères, la Chine et le Vietnam - en sont des partenaires volontaires, même si leur main a pu être quelque peu forcée. Cet accord, basé sur le document-cadre préparé l'an dernier par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, peaufiné lors de réunions entre Khmers et avec les Cinq au cours de l'été et complété par la création d'une Mission préparatoire (MIPRE-NUC) de 268 membres chargés d'évaluer les besoins, s'orchestre autour de plusieurs points-clés : rétablissement de la paix, retour des réfugiés, organisation du pouvoir pendant la période transitoire, adoption d'une Constitution permettant d'organiser des élections libres et d'éviter le retour au pouvoir des Khmers rouges, neutralisation et reconstruction du pays.

« La percée de Pattaya »

Les points les plus délicats auront été le désarmement des forces, le mode de scrutin et les relations entre l'APRONUC et le Conseil national suprême (CNS) regroupant les quatre factions.

« organe légitime unique et source

de l'autorité au Cambodge » jusqu'aux élections, qui « délègue à l'ONU tous pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de cet accord ».

A quoi doit-on ce déhoussement soudain, en juin dernier, pour aboutir à « la percée de Pattaya » ? D'abord au sens politique du prince Sihanouk, une fois obtenu le feu vert de Pékin. Ensuite à l'ancienne personnalité entre l'ancien souverain et le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen. L'acceptation, par le Khmer rouge Khieu Samphan, à Pailaya, des propositions du prince sur le cessez-le-feu, la fin de l'aide étrangère et la présidence du CNS - sur la pression chinoise - aura marqué l'aboutissement des pourparlers de paix.

Elle aura en tout cas tellement surpris M. Hun Sen qu'il en a gratifié le Khmer rouge d'un « Excellence bien-aimée ». Dans la foulée, les frères ennemis décidèrent de déclarer les temples d'Aogkor « patrimoine commun de l'humanité », d'accepter un drapeau commun et un hymne national, sans paroles. Restait le désarmement des forces et le mode de scrutin. Tout fut résolu en septembre à New-York. Grâce à la bonne volonté de tous, certes. Mais il faut dire aussi qu'entretemps avait eu lieu le putsch avorté de Measouk, et que Hanou et Pékin, également déconcertés par l'effondrement de la « patrie du communisme », s'étaient réconciliés.

Le point le plus délicat fut le choix du siège du CNS. On se rallia finalement sur le choix de la capitale, car il était exclu que des ambassades puissent s'ouvrir dans la jungle. Le prince Sihanouk et le CNS arrivèrent à Phnom-Penh le 14 novembre, précédés par la Mission préparatoire, et suivis de près par les ambassadeurs des pays signataires. C'est en triomphateur que Norodom Sihanouk s'installa. Quant aux Khmers rouges, qui en avaient été chassés en 1979, ils exigent que leur sécurité soit assurée avant de rentrer. On les comprend. D'autant qu'ils seront sous la haute surveillance de l'ONU.

Du désarmement aux élections

1. Le rétablissement de la paix. - Celui-ci passe par le respect du cessez-le-feu et le désarmement des protagonistes. Ce qui explique qu'il aura fallu attendre septembre pour parvenir à un accord entre ceux qui, comme l'ONU, les Etats-Unis ou la Chine, voulaient un désarmement à 100 %, et M. Hun Sen, qui avait rétorqué : « Nous ne céderons pas un fusil, pas un soldat ». Le compromis s'est réalisé sur un regroupement et un désarmement à 100 % des belligérants dans des zones désignées par l'APRONUC, et par une démobilisation à « au moins » 70 %. Selon le représentant français, M. Jean-David Levitte, directeur d'Asie au Quai d'Orsay, dont le rôle aura été déterminant, « c'était la clé du succès ».

Le maintien de l'ordre sera assuré par l'APRONUC, qui vérifiera « le retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et leur non-retour ». L'APRONUC s'assurera en outre de la cessation de l'aide militaire étrangère. Il faudra aussi procéder au déminage du pays et à la destruction des caches d'armes. Après l'élection d'un nouveau gouvernement, en 1993, les forces désarmées seront démobilisées ou intégrées à l'armée nationale, selon la volonté du pouvoir sorti des urnes, tandis que l'APRONUC se retirera graduellement. Washington voulait éviter une situation « à la libanaise », avec des bandes armées razzant les campagnes.

2. Le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées. - Il s'effectuera « dès que possible » sous la coordination du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Il sera « volontaire », « entrepris en pleine connaissance de cause » et chacun sera libre de « choisir sa destination au Cambodge ». Précision d'autant plus importante que les Khmers rouges ont déjà tenté de rapatrier par la force des réfugiés des camps à la frontière thaïlandaise vers les zones sous leur contrôle. Cette première « bavure » aura permis de tester la rapidité de réaction de l'ONU et des « paratrans » de l'accord, tout comme les difficultés que les attendent (voir l'article de Jean-Claude Pomonti).

3. L'organisation du pouvoir pendant la période transitoire. - Le but premier de l'ONU était d'assurer la paix au Cambodge malgré les Cambodgiens. Leur accord aura simplifié l'équation après un long débat sur l'équilibre des pouvoirs. L'ONU et les Etats-Unis voulaient éviter tout risque de blocage ; les Khmers étaient attachés au respect de leur souveraineté. Finalement, le CNS donnera des avis à

l'APRONUC. Le CNS opérant sur la base du consensus, en cas de désaccord le prince Sihanouk, « représentant légitime de la souveraineté khmère », prendra seul sa décision. S'il ne le veut, ou ne le peut, le pouvoir sera transféré au représentant spécial.

Trois autorités se partageront le pouvoir, le CNS, l'APRONUC et « les structures administratives existantes », c'est-à-dire le régime en place à Phnom-Penh. L'APRONUC « exercera un contrôle direct » sur les affaires étrangères, la défense, les finances, la sécurité publique et l'information, « pour en assurer la stricte neutralité », et le représentant spécial, « en consultation avec le CNS, déterminera quelles autres institutions (...) pourraient avoir une influence directe sur le résultat des élections » et assurera leur supervision.

4. La Constitution et les élections. - Les élections pour une Constituante de cent vingt membres qui se transformera, une fois la loi fondamentale adoptée, en Parlement, auront lieu au début de 1993 au scrutin proportionnel à l'échelon provincial, sous contrôle de l'ONU. La réélection demandait la proportionnelle, Phnom-Penh un scrutin par circonscription sur lequel il comptait pour éliminer par les urnes les Khmers rouges.

Deux éléments importants ont été ajoutés au texte. Le premier est que « l'histoire tragique récente du Cambodge nécessite des

mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme », afin d'« assurer que ne soit jamais permis un retour à la politique et aux pratiques du passé » ; en clair, il faut éviter que ne se reproduise l'avenir sanglant des Khmers rouges, qui avaient obtenu la suppression du terme de « génocide ». Ensuite, l'ONU exige que le « Cambodge suive un régime de démocratie libérale, sur la base du pluralisme ».

5. La neutralisation. - Un document garantit « la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriale, la neutralité et l'unité nationale » du Cambodge. Ce qui aboutit à un retour au neutralisme prôné par le prince Sihanouk avant son renversement, en 1970.

6. La reconstruction. - Enfin, une « Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge » lui reconnaît le droit de décider de ses besoins et le devoir de faire profiter toutes les régions du pays de l'aide, de « promouvoir l'esprit d'entreprise ». Les signataires appellent la communauté internationale à participer à cette reconstruction - ce compte beaucoup sur le Japon, mais aussi sur le richissime sultanat pétrolier de Brunei - coordonnée par l'ONU.

Ce qui frappe, dans cette série de textes, c'est leur caractère réaliste, pragmatique et pratique qui leur aura permis d'être, à la fin, acceptés par tous. Contraignants mais préservant la fierté nationale

liste des Khmers, souples mais fermes sur le respect de droits de l'homme si souvent violés, ils s'appuient sur une structure administrative et militaire importante.

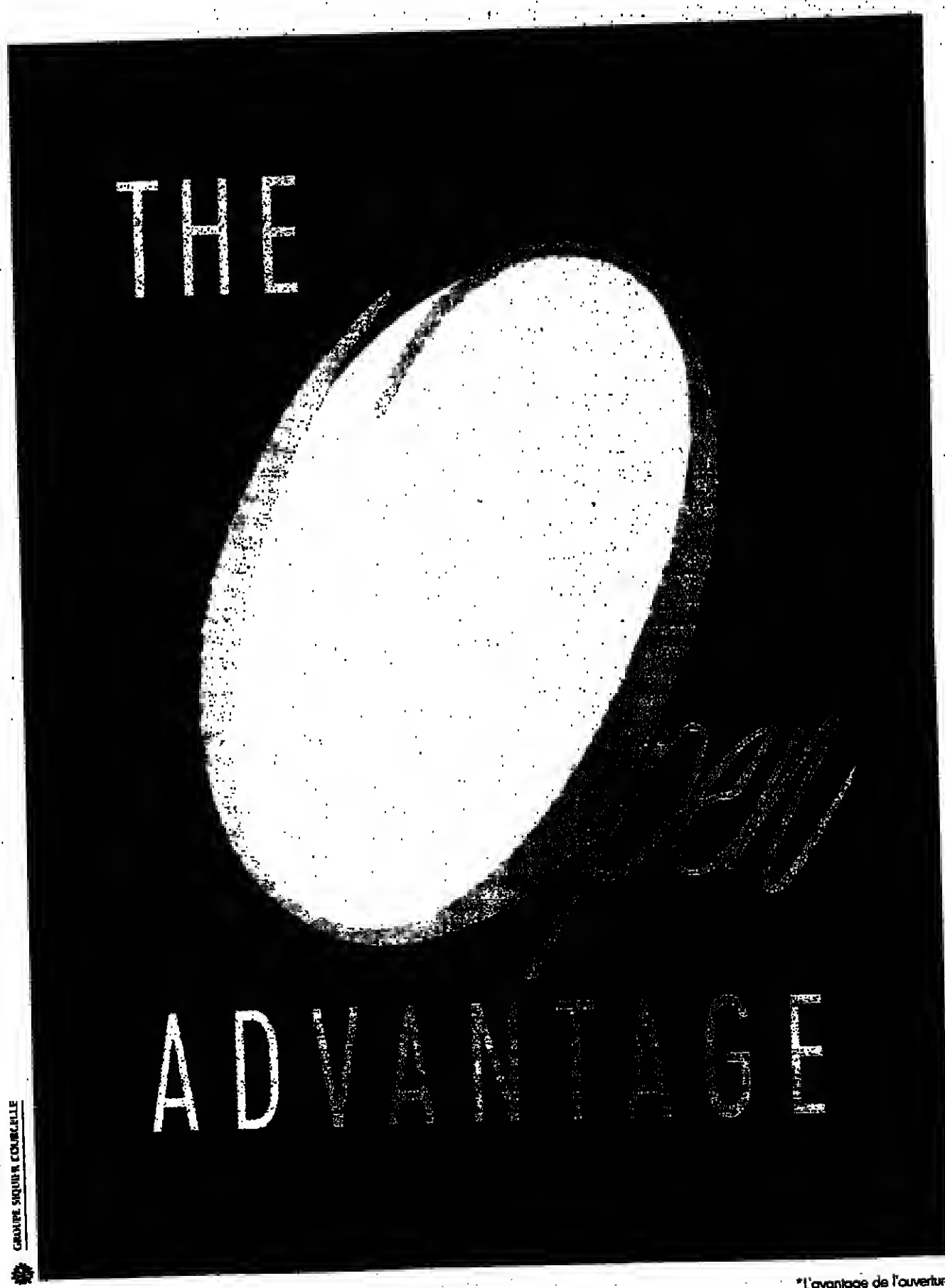
2 milliards de dollars pour la paix

La bonne foi et la coopération de tous seront néanmoins nécessaires, et l'ONU risque d'être contrainte à employer la manœuvre forte pour amener les récalcitrants à résipiscence. En particulier les Khmers rouges, dont tous souhaitent qu'ils soient pris au piège de l'accord et s'y survivent pas.

On avance le coût de 1 à 2 milliards de dollars pour financer l'APRONUC. C'est beaucoup, et cette somme sera sans doute difficile à rassembler. Mais le coût de l'opération devrait être moins élevé que les 5 milliards prévus à l'origine, lorsque l'ONU pensait imposer la paix par la force. C'est en fait nécessaire, à la fois pour ramener la paix au Cambodge et dans la région, mais aussi pour asseoir la crédibilité du nouvel ordre mondial. Un exemple dont on souhaite qu'il puisse être imité ailleurs.

PATRICE DE BEER

(1) Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les six membres de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande, le Vietnam et le Laos, l'Australie, le Canada, l'Inde, le Japon et la Yougoslavie.



*L'avantage de l'ouverture

ASIE

MONGOLIE

Découverte de charniers de moines bouddhistes

La commission pour l'étude de la répression durant la période communiste vient de découvrir à Mörön, dans l'ouest du pays, près de la frontière avec l'URSS, un charnier contenant les restes de plusieurs milliers de lamas bouddhistes, massacrés vers la fin des années 30, sous le régime du maréchal Tchoibalsan. Selon le président de cette instance nommée après la récente instauration du multipartisme dans le pays, 4 000 crânes ont déjà été découverts et autant demeurent à exhumer. M. Rintchine prévoit que des fouilles ultérieures pourraient mettre au jour, à travers le pays, les restes d'au moins 100 000 victimes de la terreur stalinienne.

La BBC, qui a filmé ce macabre

épisode, a interviewé un vieillard qui dit avoir été le chef de la brigade d'extermination mise sur pied avec l'aide du NKVD, la police secrète soviétique. Il affirme être responsable de la mort de 15 734 personnes : « Je les regroupais dans un camion et nous les maintenions à terre pendant qu'ils étaient abattus d'une balle dans la nuque ». Et de préciser : « La plupart n'avaient commis aucun crime ». Vers la fin des années 30, le bouddhisme était le seul rival idéologique du gouvernement révolutionnaire mongol. Environ 700 lamaseries ont été détruites, et leurs occupants assassinés, sur l'ordre direct de Staline. (Reuters, AP.)

SUR LA PAIX AU CAMBODGE

Le plongeon dans l'inconnu

Suite de la première page

Les «casques bleus» auront déjà la tâche bien malaisée de rendre effectif un cessez-le-feu appliqué, en principe, depuis le 1^{er} mai sur un territoire peuplé de huit à neuf millions d'habitants, dont plusieurs régions, couvertes de forêts denses, sont très difficiles d'accès et dont la superficie est de plus de 180 000 kilomètres carrés. L'accord est avant tout politique et une vigilance permanente sera indispensable pour que les parties en présence soient contraintes de le respecter.

Ce qui pose avant tout le problème des Khmers rouges, partie prenante à l'accord et qui comptent déjà deux représentants, MM. Khieu Samphan et Son Sen, au sein du Conseil national suprême (CNS). Dès la fin de 1988, alors que le corps expéditionnaire vietnamien n'avait pas encore évacué le Cambodge et que les négociations demeuraient dans l'impasse faute d'un rapprochement sino-vietnamien, M. Pol Pot avait défini la ligne que les Khmers rouges appliquent depuis.

Le plan de M. Pol Pot

Ces derniers ont annoncé l'abolition du PC et leur conversion au multipartisme et à la démocratie. Mais tout indique qu'ils suivent la

stratégie de reconquête du pouvoir élaborée par celui qui fut le maître du Cambodge de 1975 à 1978 et qui passe pour demeurer le principal animateur du mouvement.

M. Pol Pot estime que, dans la phase actuelle de lutte politique imposée par des circonstances défavorables, les Khmers rouges doivent concentrer leurs attaques contre les «exploiteurs» et les «capitalistes». Pour renforcer leur emprise sur le monde rural, il leur faut une représentation au sein de l'Assemblée nationale - de 20 % à 30 % des sièges - et un pied dans l'administration. Ils doivent avoir leurs propres banques et maintenir d'étroites relations économiques avec la Thaïlande, les zones qu'ils tiennent le mieux, dans les frontières du royaume. Il leur faut également maintenir de bonnes relations avec la Chine, autre «allié stratégique», ce qui expliquerait la souplesse dont les Khmers rouges ont fait preuve dans la négociation.

Bref, une partie de l'élite et des forces des Khmers rouges demeureront dans la clandestinité tandis que le mouvement s'efforcera d'exploiter les faiblesses des autres formations, notamment la corruption rampante, pour pénétrer l'administration et tenter ainsi, par d'autres moyens, de reprendre le pouvoir. Tout en admettant que «certains exécutés» ont été commis de 1975 à 1978, la direction khmère rouge estime toujours que son passage au

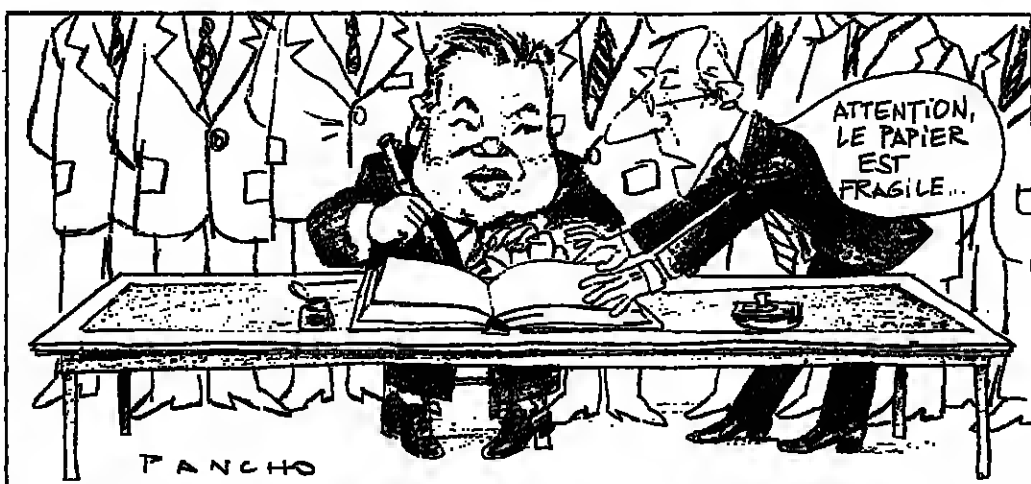
pouvoir a été l'âge d'or de l'histoire du Cambodge.

Pour beaucoup, l'intervention de l'ONU et le retour du prince Sihanouk, que les Khmers rouges peuvent difficilement taxer de complicité avec le Vietnam, ont donc pour principal objectif d'empêcher que cette reconquête du pouvoir se réalise. Faute d'un compromis sur le dos des Khmers rouges, que la Chine n'aurait pas accepté, il s'agit donc de tenir en laisse et, si possible, de réduire un mouvement certes affaibli mais qui s'encre quelques profondes racines dans la société khmère. Les milliers de fonctionnaires et de «casques bleus» de l'ONU auront tout pour tâche de créer les conditions du non-retour des Khmers rouges au pouvoir.

Le véritable pari d'un règlement international à la fois boiteux et coûteux est d'obtenir l'évanouissement à terme d'un mouvement politico-militaire qui a joué un rôle de premier plan dans l'histoire récente du pays. Et qui aurait donc, si cet objectif est atteint, signé son arrêt de mort le 23 octobre. Dans la fluidité de la situation actuelle, l'ambition n'est pas mince.

Un environnement radicalement différent

Même si le HCR, le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, organise au mieux le retour de quelque trois cent mille réfugiés, une bonne partie de ces derniers, habitués à l'assistance, ne resteront pas sur les terres qui leur auront été allouées. Des précédents suggèrent qu'après avoir erroué pendant douze ans dans des camps en Thaïlande, où bon nombre de leurs enfants sont nés, même les paysans reprendront difficilement



leurs anciennes activités. En outre, la plupart ne pourront pas rejoindre leur village d'origine, dont les terres ont été occupées depuis longtemps. De nombreux réfugiés devraient donc, après quelque temps, se retrouver à la périphérie de villes dont ils gonfleraient inévitablement la masse des chômeurs que la démobilitisation des forces armées aura déjà renforcées.

Il est difficile de mesurer l'impact d'une forte présence étrangère pendant au moins quinze mois et sans doute davantage. Elle va créer des emplois et, si la paix est relative, un gros effort de reconstruction sera entrepris. Avec la levée annoncée de l'embargo américain, il sera facile de régler la dette (39 millions de dollars) du Cambodge au Fonds monétaire international. L'assistance des grands organismes de crédits internationaux est assurée.

Pour sa part, le Japon a déjà affiché l'intention de nourrir un effort exceptionnel de reconstruction. La France, de son côté, est déjà active. A court terme, cependant, l'intervention étrangère risque également de renforcer les disparités déjà criantes entre une petite minorité, qui s'est déjà visiblement enrichie ces dernières années, et la grande masse des gens qui vivent nettement au-dessous du seuil du pauvreté à la campagne et même à Phnom-Penh.

Coupé du reste du monde sous le règne des Khmers rouges, placé en quarantaine pendant la longue période d'occupation vietnamienne qui a suivi, le Cambodge va se retrouver, d'ici quelques semaines, dans un environnement radicalement différent. Une multitude de troupes et d'experts étrangers participent, directement ou indirectement, à sa gestion, contribuant à

calmer le jeu entre factions militaires, à lutter contre le banditisme, à réinstaller réfugiés et personnes déplacées, à nourrir la population, à reconstruire une infrastructure dévastée et même à tenter d'y recenser un corps électoral. Cette influence sera très sensible - et ne peut être que positive - dans les centres urbains et, à un moindre degré, à leurs alentours. Ailleurs, à la périphérie du Cambodge utile, on jouera sans doute au chat et à la souris. Les Khmers rouges, présents un peu partout, tenteront d'être les maîtres d'un jeu qui consistera à défaire le lendemain ce qui s'est fait le jour même. Y réussiront-ils? Le pari est que le carcan peut être assez solide pour leur couper peu à peu les ailes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'OUVERTURE : LA LIBERTÉ DES CHOIX.

L'ouverture, c'est vous garantir tous les services de votre société. Prenez rapidement contact avec nous pour découvrir tous les bénéfices de "The Open Advantage".

une liberté de choix et surtout pouvoir respecter ceux-ci. Pour cela, nous avons développé des milliers de solutions avec nos collaborateurs et nos partenaires dans le monde entier. Nous nous impliquons fortement dans les organismes chargés de la mise au point des nouvelles normes. Nous multiplions les échanges technologiques et les concessions de licences. C'est aussi cela "The Open Advantage". Vous voulez offrir à vos collaborateurs un accès plus large aux informations qui leur sont nécessaires et vous souhaitez que chaque application soit disponible pour tous les services de votre société.

Offrez leur un choix ouvert. Digital vous donne cette liberté avec des solutions pouvant intégrer des produits de marques différentes. Même si votre choix ne comprend pas de matériel Digital, nous le partagerons avec vous. Quelle que soit votre décision, nous sommes en mesure de vous conseiller et d'intervenir sur plus de 8 000 produits de 800 marques différentes. Cette ouverture de choix, c'est encore un atout de "The Open Advantage".

le 05 205 205.

digital™

Le logo Digital est une marque déposée de Digital Equipment Corporation.

Les Khmers rouges veulent démanteler l'administration de Phnom-Penh

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Tout en présentant l'accord de Paris comme une victoire historique, les Khmers rouges ont appelé, mardi 22 octobre, au démantèlement de l'administration actuelle de Phnom-Penh. Leur radio a ajouté que les Vietnamiens «n'ont pas encore renoncé à leur ambition d'annexer le Cambodge et de l'incorporer au sein de leur fédération indochinoise».

Les Khmers rouges astimant que leur victoire n'est que «préliminaire» et que de «nombreuses tâches» demeurent. La priorité, disent-ils, est l'union entre Cambodgiens afin de poursuivre l'offensive en vue de démanteler et de dissoudre au maximum, dans les villages, les communes, les districts et les provinces, tout type d'autorités mises en place par les agresseurs vietnamiens pour les remplacer, à tous les niveaux, par des «conseils nationaux».

Entre-temps, en territoire thaïlandais, la situation demeure très précaire au camp de réfugiés de Site-8, contrôlé par les Khmers rouges. Ces derniers se sont engagés, la semaine dernière, à ne pas procéder au rapatriement forcé vers les zones qu'ils contrôlent au Cambodge d'ici quelques semaines. Mais des pénalisations du camp. Mais des

témoins étrangers, qui travaillent pour des organisations humanitaires, ont affirmé mardi que les réfugiés de Site-8 n'avaient reçu aucune garantie contre un rapatriement forcé et que les administrateurs convoqués le 30 septembre par le commandement khmer rouge n'avaient toujours pas répondu. En outre, ils ont constaté la présence, de nuit, de soldats khmers rouges à l'intérieur et aux alentours du camp.

Selon différentes sources, les Khmers rouges prévoient d'évacuer la population, du 20 au 23 octobre, vers une zone qui serait infestée de mines et où le paludisme sévirait. Aucun préparatif sérieux - stocks de nourriture et de médicaments - n'aurait été entrepris en vue de l'accueil des réfugiés. Les organisations humanitaires redoutent que les Khmers rouges se soient contentés, face aux protestations, de reporter le transfert.

Le commandant thaïlandais sur la frontière a déclaré mardi au quotidien *The Nation* qu'«un nombre substantiel de civils cambodgiens dans les camps de la frontière, en particulier à Site-8, ne veulent pas retourner au Cambodge maintenant parce que leur sécurité n'est pas garantie». Il a ajouté que les forces thaïlandaises locales avaient été placées en état d'alerte, au cas où des réfugiés tenteraient de s'évader de Site-8.

J.-C. P.

AMÉRIQUES

CHILI : lors de sa visite officielle

Le chancelier Kohl a évoqué le sort de la colonie allemande «Dignidad»

SANTIAGO

de notre correspondant

En visite officielle au Chili du samedi 19 au mardi 22 octobre, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, a exprimé son soutien à la politique de démocratisation menée par le président Patricio Aylwin. Devant les journalistes, les deux dirigeants ont évoqué la discrète demande d'asile de l'ancien numéro un est-allemand, M. Erich Honecker, que le Chili a rejeté (le *Monde* du 23 octobre), ainsi que le sort de la colonie allemande «Dignidad», située à 350 km au sud de Santiago. A ce sujet, M. Kohl s'est déclaré partisan «d'abaisser tous les murs construits par ceux qui ont quelque chose à cacher». Or, le mur qui protège la mystérieuse enclave de Dignidad est encore debout, au grand dam des défenseurs des droits de l'homme, qui ont pu établir que des dizaines de prisonniers politiques y furent torturés et

exécutés par la police politique du régime militaire.

Le décret pris en février par le gouvernement chilien, par lequel ce domaine agricole exploité depuis 1961 par trois cents ressortissants allemands a été privé de sa personnalité juridique, n'a pas suffi à démanteler ce «petit Etat dans l'Etat», et c'est la justice qui devra trancher. Quoi qu'en dise aujourd'hui le chancelier allemand, Dignidad a bénéficié de la protection de Bonn jusqu'à la défaite du général Pinochet au plébiscite de 1988. Pour quelles obscures raisons? La colonie s'est-elle prêtée à des trafics en tout genre. L'hypothèse n'est pas gratuite, puisque le président de «l'association des amis de Dignidad» en Allemagne n'est autre que M. Gerhard Mertins, un important négociant en armes d'outre-Rhin que l'on dit proche des services de contre-espionnage (BND) de la République fédérale.

G. B.

POLITIQUE

Après les déclarations du président de la République

M. Mitterrand continuera d'aider M^{me} Cresson dans l'espoir d'une « inversion de tendance »

M^{me} Edith Cresson, qui était invitée à commenter, mercredi matin 23 octobre, sur Europe 1, les propos tenus par M. Lacombe, n'a pas manqué de faire remarquer à son tour que la fameuse réplique utilisée naguère par M. Laurent Fabius dans des circonstances analogues, pour faire remarquer sa différence : « Lui, c'est moi », n'est pas la même. Elle s'est employée, au contraire, à souligner la complémentarité naturelle des rôles de l'Elysée et de l'Hôtel Matignon : il est « normal » que le président de la République s'exprime en « période d'agitation », mais « c'est le gouvernement qui dirige le gouvernement ». Comment aurait-elle pu dire autrement sans se déconcerter ?

Bien qu'il admette que l'exercice de sa charge ne conduise à s'occuper de « beaucoup de choses », M. François Mitterrand est le premier à faire preuve d'une extrême discrétion sur l'appui qu'il apporte à un premier ministre dont il doit constater l'impopularité. Cela pourrait être interprété, en effet, de manière aussi désobligeante qu'injuste.

Certes, le chef de l'Etat, aujourd'hui plus que jamais, aide le chef du gouvernement à gouverner, mais il ne manque jamais l'occasion de relativiser ses interventions personnelles en soulignant, comme il l'a fait sur France-Inter, que M^{me} Cresson « n'a pas toujours besoin qu'on l'assiste ».

Si M. Mitterrand n'a pas laissé à personne d'autre le soin de faire savoir, mardi 22 octobre, après sa charge radiodiffusée contre « les bandes » d'agitateurs qui mettent en péril « une certaine manière la République », qu'il s'apprêtait à partager, ce même matin, son petit déjeuner avec le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, M. Raymond Lacombe, c'est parce qu'il y avait urgence. Il lui fallait prouver que la nécessité de faire respecter l'ordre républicain n'occultait pas, chez lui, la volonté de dialogue.

Tout bénéfice

Compte tenu de l'exaspération des milieux paysans, cette précaution n'était sans doute pas inutile. Elle n'a pas été jugée inopportune, en tout cas, par M. Lacombe, qui n'a pas protesté contre les injonctions présidentielles. Le président de la FNSEA, qui était, mardi soir, l'invité de la station de radio communisiste TSF, s'est montré soucieux de ne pas voir les agriculteurs se couper de l'opinion publique et il s'est borné à répéter, à propos des incidents de ces derniers semaines, que derrière les « dérapages » il fallait voir « une profonde détresse » et appeler « une réponse » de la part des « élus de la nation ».

M. Mitterrand a écouté M. Lacombe répéter que la France ne devait pas « laisser se délabrer la

politique agricole commune » ni « laisser se délabrer les zones rurales » et qu'il convenait que le Parlement et le gouvernement résolvent ensemble « le problème de fond posé à la société française : est-ce qu'on va réorganiser la campagne ? ». Selon le président de la FNSEA, le président de la République s'est montré « préoccupé » par son argumentation.

Par ailleurs, la réaction du président du Centre national des jeunes agriculteurs, M. Philippe Mangin, qui a dénoncé la présence d'« activistes d'extrême droite » dans les « commandos » paysans, est venue justifier, a posteriori, la fermeté de M. Mitterrand, qui s'était gardé, pour sa part, de toute précision sur les racines politiques des extrémistes en question.

Les renseignements dont disposent les autorités à ce sujet n'autorisent, en effet, aucune certitude. Selon les départements les soupçonnés de la police et de la gendarmerie portent sur des syndicalistes proches du Parti communiste ou sur des meneurs réputés en sympathie avec le Front national, mais la seule chose dont ces autorités soient sûres concerne la présence, dans le « matériel » de certains « commandos », d'engins (barres de fer, bombes lacrymogènes, cocktails Molotov...) peu fréquents dans l'outillage des vrais paysans mais dont aucune famille politique n'a le monopole.

En coulisse...

Dans l'entourage du président de la République on était donc enclin à relever, mercredi matin, sans se départir d'une grande prudence, que le message présidentiel trouvait un certain écho au sommet des deux principales organisations agricoles. C'était déjà tout bénéfice politique.

S'ajoutait à cette première impression l'impact psychologique de l'annonce de l'accord salarial partiel conclu dans la nuit par le ministre de la fonction publique, M. Jean-Pierre Soisson, avec quatre des sept syndicats impitoyables, qui laissaient espérer une détente sur le « front » des salaires. Il n'en fallait pas plus pour donner à M. Mitterrand l'impression que les chances d'une « inversion de tendance ».

M. Mitterrand continuera donc à « aider » en coulisse M^{me} Cresson comme il le fait depuis la rentrée.

ALAIN ROLLAT

Il n'y a pas de « crise sociale » déclare le premier ministre

Interrogé mercredi 23 octobre au micro d'Europe 1, M^{me} Edith Cresson s'est félicitée de l'accord intervenu dans la nuit avec quatre des organisations syndicales de fonctionnaires (lire page 31). « Nous n'avons pas liché au-delà de ce qui est supportable pour les finances de l'Etat », a-t-elle souligné, ajoutant : « Ce n'est pas du tout un retour à l'indexation des salaires sur les prix. Elle a même précisé que le « combat contre l'inflation » est « continué par la

Car la réception du président de la FNSEA à l'Elysée ne revêtait, en vérité, aucun caractère exceptionnel. Avant d'inviter M. Lacombe à sa table, le président de la République avait déjà reçu, plus discrètement, pour approfondir d'autres dossiers, le secrétaire général de Force ouvrière, M. Marc Blondel, le président de la CFE-CGC, M. Paul Marchetti, et le secrétaire général de la FEN, M. Guy Le Néouannec. Dans le même esprit, il doit recevoir bientôt le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kaspar.

Quant aux conseillers du chef de l'Etat, ils ne chôment pas non plus. En charge des affaires sociales, M. Jean Laverne, par exemple, participe directement, en relayant les interventions de l'Hôtel Matignon et du ministère de la Santé, aux négociations avec les infirmières dont il a reçu, mardi après-midi, une délégation, issue de la manifestation qui se déroulait en même moment dans les rues de Paris. Il se montrant ensuite un brin optimiste sur la suite des événements.

Les réactions des états-majors politiques aux déclarations présidentielles, en revanche, ne suscitaient, mercredi matin, aucun commentaire à l'Elysée. Sur ce registre, il est vrai, chacun a joué une partition comme d'habitude. La conduite des affaires de l'Etat ne trouve même plus grâce aux yeux de M. Raymond Barre, qui s'est associé à la signature de la motion de censure déposée à l'Assemblée nationale par le RPR, l'UDF et l'UDC, après avoir approuvé en septembre le plan du gouvernement en faveur des PME et reconnu homologue à la politique de M. Pierre Bérégovoy.

Cette prise de position de l'ancien premier ministre tend à confirmer l'isolement actuel du président de la République, accusé dans le meilleur des cas d'être sourd et aveugle et dans le pire d'être inconscient des réalités. M. Mitterrand, apparemment, n'a pas cure, il ignore surtout qu'il n'a pas fini de s'entourer de proches par ses adversaires de vivre à l'horde de « l'Etat » selon l'expression du président du groupe RPR, M. Bernard Pons - au moment où il s'apprête à célébrer, samedi, son soixante-quinzième anniversaire.

ALAIN ROLLAT

L'opposition fait feu de tout bois contre l'« immobilisme » présidentiel

Les déclarations de M. François Mitterrand sur France-Inter, mardi matin 22 octobre, jugées « toniques » par le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, ont eu un effet roboratif, à tout le moins sur... l'opposition.

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a fait preuve de sa vivacité habituelle pour s'exclamer, mardi matin, le récepteur de sa voix à peine éteint : « N'en déplaise au président à la place », M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a précisé, un peu plus tard, que le chef de l'Etat avait « mobilisé les énergies afin de surmonter une crise de sinistres que la réalité ne justifie pas ». « Cela redonne », a-t-il ajouté, « l'envie de se battre ».

Cependant, M. Auroux a fait lui-même la part belle à la droite en présentant les propos de M. Mitterrand comme « un contre-poids significatif à la motion de censure d'une opposition qui s'efforce de masquer ses divisions par une coalition de circonstance ». L'opposition n'avait d'ailleurs pas attendu M. Auroux pour considérer que les déclarations du chef de l'Etat s'adressaient à elle, ni pour y répondre. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a exprimé « le sentiment que l'an avait affaire à une présidence qui petit peu au bout du rouleau ». Pour son homologue du CDS, M. Bernard Bosson, c'est « le bout de voir socialiste » qui est « le bout de voir socialiste », a-t-il dit, « est apparu sans projet, sans réponse aux attentes du pays ».

Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, s'est dit, « chaque » par les propos du chef de l'Etat sur les agriculteurs, « une révélation » et de la « méconnaissance » de leur auteur, ainsi que de son « incapacité, hier comme aujourd'hui, à apporter des réponses à la situation dramatique de milliers de familles ». Selon le député d'Ille-et-Vilaine, « on doit passer toute violence, d'où qu'elle vienne », mais

« il y a aujourd'hui [...] chez les agriculteurs, un refus de paraître assistés, et cela n'est absolument pas compris au niveau national ». « Le devoir du président de la République », a ajouté M. Méhaignerie, « est de donner de l'espoir à ceux qui n'en ont pas. Or la porte s'est brutalement fermée ce matin ».

Le temps qui passe

M. François Bayrou, délégué général de l'UDF, fait le même constat lorsqu'il déclare : « Dans la période de crise morale politique et sociale sans précédent que nous traversons, on attendait que le président de la République propose une issue. Cette attente est déçue. » En une discrète allusion au temps qui passe, M. Bayrou a renvoyé M. Mitterrand à l'entre-deux-guerres, puisant les commentaires du chef de l'Etat pour se résigner, selon lui, par la formule : « Tout ne va pas si mal, madame la marquise ».

M. Bayrou a les souvenirs de sa culture. M. Jean-Marie Le Pen a ceux de son âge. « Ce président de gauche en est réduit à s'appuyer sur la police pour gouverner », a déclaré le chef du Front national. M. Mitterrand a bouclé la boucle : il est redevenu le ministre de l'Intérieur de la IV^e République. « Tourneur jeune, M. Philippe de Villiers, député (UDF-PR) de la Vendée, a entendu « le ronronnement du pépi socialiste » qui satisfait du pépi socialiste : qui s'examine de toutes responsabilités et qui hâte entre aphasisme et lieu commun ». Dans le même genre, l'alternative rouge et verte (AREV) estime que « le chef de l'Etat se complait dans l'immobilisme sénile et la répression ». C'est peut-être une manière d'échapper à la durée, semble penser M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, pour qui M. Mitterrand « vit en dehors du temps ».

L'œil sur l'actualité, président du Parti républicain, a trouvé dans les déclarations du chef de l'Etat la preuve que celui-ci fait « un mandat de trop ». Pour le député de la Meuse, « les excès des agriculteurs sont la conséquence de dix ans de

socialisme ». « En jouant la défense », a-t-il dit, M. Mitterrand a renforcé dans une conviction de plus en plus partagée : l'urgence du changement politique dans notre pays. » Encore faut-il que ce changement du mode de scrutin ne vienne pas troubler les espérances de la droite. Selon M. Juppé, M. Mitterrand « sent bien que la seule manière de sauver ce qui reste de son septennat, c'est de tricher » en établissant un autre scrutin, mais M. Longueville ne pense pas que l'Assemblée nationale voterait une nouvelle loi électorale pour les législatives.

« Réussir Maastricht »

Le PCF, par la voix de M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a fait savoir que « rien, dans les propos du président de la République, ne répond réellement au profond mécontentement social qu'on monte du pays ». M. Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), estime que, « victime d'un système avec lequel il n'a pas voulu rompre, le président de la République n'a plus rien à dire, rien à proposer » et que « face à un mécontentement social parfaitement légitime, le président, le gouvernement et le Parti socialiste sont aux abonnés absents ».

Les socialistes ne se laissent pas démonter pour autant. « L'opposition n'a pas de projet de gouvernement crédible à proposer aux Français », a affirmé M. Auroux. « La réaffirmation de l'autorité de l'Etat », son refus de violences jamais justifiées et son attention toujours renouvelée pour le grave désarroi de certaines catégories sociales ne peuvent entraîner le soutien des radicaux de gauche », a précisé le président du MRG, M. Emile Zuccato. M. Manry a assuré que, le président de la République ayant « clairement assigné des objectifs des prochains rendez-vous européens », tous les socialistes « seront à ses côtés et à ceux du gouvernement pour franchir une nouvelle étape de la construction de l'Europe (le) réussir Maastricht ».

PATRICK JARREAU

M. Michel Giraud critique les « insuffisances » du projet de statut de l'Elu

Devant le soixante-quatrième congrès de l'Association des maires de France, qui s'est ouvert le 22 octobre à Paris (le Monde daté 20-21 octobre), M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, s'est félicité d'avoir tenu ses engagements en présentant, comme promis, un projet de statut de l'Elu local. « Je vous en suis gré », lui a répondu M. Michel Giraud, président (RPR) de l'association, en rappelant que celle-ci réclame une telle réforme depuis de nombreuses années. « Mais comment, comme vous le savez, les collectivités locales supportent seules la charge financière des retraites », a-t-il ajouté, « alors que la fiscalisation croît de nouvelles recettes pour l'Etat ? » M. Marchand a précisé que l'Assemblée nationale examinait le texte à la mi-novembre.

M. Giraud a demandé que les élus locaux soient reconnus dans leur rôle d'employeurs des fonctionnaires territoriaux. Il a réclamé un « partenariat » entre l'Etat et les collectivités locales en matière financière, et une « vraie » politique d'aménagement du territoire. Deux revendications que le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a également formulées en venant saluer les congressistes.

Quatre ans de prison pour un militant présumé d'Iparretarak. Le tribunal correctionnel de Paris a condamné, mardi 22 octobre, Xavier Manterola, militant présumé d'Iparretarak, à quatre années de prison et deux ans d'interdiction de séjour en Pays basque. Cet ami de Philippe Bidart avait été jugé, le 24 septembre, pour « association de malfaiteurs » et tentative de destruction (le Monde du 23 septembre) après un attentat contre une agence immobilière. Cette condamnation, jugée « extrêmement sévère » par les amis et la défense du militant, intervient alors que, samedi 26 octobre, est organisée à Bayonne une manifestation de solidarité avec les militants de la cause basque incarcérés.

DÉFENSE Pour éviter un « découplage » des forces La France regroupe ses moyens aériens stratégiques et préstratégiques

La France a regroupé sous un commandement unique ses moyens aériens nucléaires, qu'ils soient stratégiques ou préstratégiques, à la différence de ce qui existait jusqu'à présent où les unités concernées dépendaient, selon leurs missions, de deux états-majors distincts. Ce commandement est placé sous l'autorité du général de corps aérien Jacques Devosud, le « patron » des Forces aériennes stratégiques (FAS).

Cette décision est présentée de source officielle comme une volonté du gouvernement français d'affirmer clairement, au regard de l'extérieur, la vocation des armes stratégiques et préstratégiques (dites encore « d'ultra-moyens ») de contribuer à l'ensemble du dispositif national de dissuasion. Une telle initiative a pour conséquence d'éviter ce qui se constate dans les arsenaux nucléaires étrangers, à savoir une dissociation - voire un « découplage » selon une expression plus spécialement anglosaxonne - entre armes stratégiques et armes préstratégiques, autrement baptisées « armes tactiques du champ de bataille » par les Américains. C'est cette distinction à que la France refuse, au nom d'une doctrine de la dissuasion qui fait du nucléaire une panoplie formant un tout homogène.

Sur un plan pratique, ce distinguo se traduit, depuis un mois maintenant, par l'intégration de la « escadre de chasse, basée à Luxeuil (Haute-Saône), dans les FAS. Cette unité, qui comprend trois escadrons de quinze Mirage 2000 N chacun, relevait précédemment des Forces aériennes tactiques (FATAC), désormais vouées à l'interception de

défense aérienne et à l'attaque air-sol classique de haute précision. Deux des escadrons de Mirage-2000 N sont stationnés à Luxeuil même et le troisième est en garnison à Istres (Bouches-du-Rhône).

Ces avions, capables de voler à la vitesse du son à environ 60 mètres d'altitude par tous les temps, sont armés d'un missile air-sol portant une arme nucléaire de 300 kilotonnes (plus de quinze fois la puissance de la bombe d'Hiroshima), et susceptibles de parcourir ses propres moyens entre 100 et 300 kilomètres de distance selon l'altitude de son largage.

La 4^e escadre de chasse vient compléter la flotte actuelle des bombardiers nucléaires Mirage-IV P qui sont en service dans les FAS et qui peuvent transporter le même missile sur des étapes sensiblement plus longues que le Mirage-2000 N.

A l'occasion du regroupement de ces moyens aériens et de leurs dépôts d'armes nucléaires ou de munitions spéciales sous un même commandement qui reste entré à Taverny (Val-d'Oise), les FAS ont également réaménagé leur dispositif. Ainsi, tous les avions ravitailleurs C-135 F, dont certains étaient basés à Mont-de-Marsan (Landes), ont été réaffectés à Istres. De même, le centre d'instruction des FAS, qui formait les personnels navigants et les mécaniciens sur la base de Bordeaux-Mérignac (Gironde), a été dissous. Ses missions ont été attribuées à un escadron renforcé de trois Mirage IV P qui est stationné sur cette même base et qui - tout en étant chargé de l'instruction - demeure apte à remplir des missions de bombardement nucléaire et de reconnaissance stratégique, comme les autres appareils.

Les FAS continuent, par ailleurs, d'administrer la base des dix-huit missiles sol-sol stratégiques S 3 enfoncés dans des sites fixes sur le plateau d'Albion, en Haute-Provence.

LE MONDE diplomatique

Octobre 1991

- **PROCHE-ORIENT** : Palestine, par Ignacio Ramonet. - Rincours et craintes dans les communautés orientales d'Israël, par Simone Bitan.
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Les Républiques tentées par l'autoritarisme, par Bernard Frédéric. - La Russie menacée, à son tour, de démembrement ? par Marc Ferro. - La troisième semaine d'août, par John Berger.
- **CEE** : L'Europe à l'heure et à dia, par Bernard Cassen.
- **DÉVELOPPEMENT** : Etre comme eux, par Eduardo Galeano. - Trompe-l'œil et fausses ruptures, par Jacques Decroix. - Péron « ajusté », Péruviens égarés, par Michel Chossudovsky.
- **ÉCONOMIE** : Puissance et crise des géants américains de l'assurance, par Frédéric F. Clairmonte.
- **CULTURE** : La littérature congolaise, par Jean-Michel Devésa.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

BBC ENGLISH
L'ANGLAIS DE LA BBC
1 livre + 2 audiocassettes
199 F
Renseignements gratuits sur demande
ÉDITIONS-BISQUES BBC (M)
8, rue de Berri, Paris 8
45-62-44-24
PLUS POST

هكذا من الأفضل

POLITIQUE

Un entretien avec M. Antoine Waechter

« Le national-égoïsme est à l'opposé des valeurs défendues par les Verts »

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, s'explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur la stratégie de son mouvement à l'égard du Front national et sur ses alliances éventuelles au lendemain des élections régionales.

« On vous reproche souvent de faire preuve de complaisance vis-à-vis de l'extrême droite. Ne prônez-vous pas vous-même le flanc à ces critiques en refusant, par exemple, de désigner le Front national des autres forces politiques ? »

« Certains malentendus ont été amplifiés par les fautes de des commentateurs développant à l'égard d'une formation politique, les Verts, qu'ils ne connaissent pas. Dès 1985, nous avons adopté une motion qui précise que les Verts feront tout pour empêcher la participation du Front national à un exécutif. D'autre part, quand on examine sérieusement les positions du Front national et les nôtres, on se rend bien compte qu'il y a une distance incommensurable entre les deux. Pour l'essentiel, le Front national fonde toute sa démarche sur la préférence nationale, sur la défense des privilèges de la nation. Ce national-égoïsme est à l'opposé des valeurs défendues par les Verts. »

« Pourquoi, dès que l'un de vos adhérents passe un accord avec vos concurrents de Génération Ecologie, est-il automatiquement exclu, quand, dans le même temps, l'un de vos responsables, condamné pour avoir écrit un texte antisémite, continue à participer à toutes vos réunions ? »

« Il faut savoir que la procédure d'exclusion est du ressort des régions et non du national, ce qui est de nature à compliquer parfois la gestion des problèmes. D'autre part, personne n'a été exclu pour sympathie à l'égard de Génération Ecologie. Mais nos statuts interdisent la double appartenance. Quant au cas que vous évoquez, celui de Jean Brette, il est assez complexe. Il était justifié de condamner son texte, mais non la personne elle-même, qui a fait la démonstration, de par son passé, qu'elle n'est ni raciste ni antisémite. »

« Constituer une majorité culturelle »

« Votre principe du « ni gauche, ni droite » ne s'applique-t-il pas, d'une certaine façon, au slogan « tous pouris » de M. Le Pen ? »

« Le principe « ni gauche ni droite » est la traduction des différences conceptuelles très fortes qui nous séparent des autres formations politiques. Ces dernières fondent l'essentiel de leur politique sur deux postulats que nous ne partageons pas. Le premier de ces postulats affirme le caractère illimité des ressources de la planète, d'où découle une logique économique fondée sur la recherche d'une croissance forte de la production matérielle. Nous opposons à cette fuite en avant une logique du partage : les ressources sont limitées, mais les inégalités entre le Nord et le Sud sont considérables et la pauvreté subsiste à l'intérieur de notre société ; seule une volonté de partage des richesses et du travail permettra de les résoudre. »

« Le second postulat, que nous mettons en cause, est celui selon lequel la technologie peut résoudre tous les problèmes. Ce n'est pas

vrai : la technologie ne peut que minimiser certains effets, reculer certaines limites, mais non supprimer les causes structurelles. Un exemple : ce n'est pas le pot catalytique qui résoudra le problème posé par l'explosion du transport routier et aérien. »

« Cette double réflexion nous conduit à des logiques économiques et sociales radicalement opposées aux logiques de la droite et de la gauche. De fait, nous nous situons en dehors du champ idéologique qui, depuis deux siècles, structure le paysage politique en droite et gauche. »



« Ceux qui vous connaissent savent qu'en effet vous prônez une remise en cause radicale de la logique productiviste. Croyez-vous que vos électeurs en ont bien conscience ? »

« Nous voulons d'abord constituer une majorité culturelle autour de nos idées, avant de disposer d'une majorité électorale. Pour cela, il faut faire en sorte que notre électorat adhère pleinement aux tenants et aux aboutissants de la pensée écologiste. Je note d'ailleurs une évolution positive : grâce à notre stratégie, nous avons désormais un électorat largement autonome qui ne se reporte, au second tour des élections, ni sur la droite ni sur la gauche. »

« Vous êtes prêt à passer des accords de partenariat au lendemain des élections régionales. Avec qui ? »

« Pour nous, l'important n'est pas de savoir avec qui, mais de savoir pour quoi faire. Ce seront les éléments non négociables que nous mettrons dans le contrat qui désigneront le partenaire possible. Je ne crois pas qu'il y ait aujourd'hui une seule formation capable de signer un tel contrat. Mais j'ai la conviction que les rapports de forces électoraux et l'application de la pensée écologiste dans l'opinion publique sont de nature à faire évoluer rapidement l'une ou l'autre de ces formations au point d'en faire un partenaire possible. C'est exactement ce qui s'est passé en Allemagne : après des années pendant lesquelles l'ensemble de la classe politique a tiré à boulets rouges sur les Grünen, une formation, ce l'ont été le SPD, a adopté progressivement les thèses écologistes et, à partir de là, un partenariat électoral est apparu comme possible. »

« Empêcher une alliance avec le Front national »

« Peut-on imaginer les Verts en alliance avec les socialistes dans le Nord, avec l'UDF en Provence ou avec les centristes en Alsace ? »

« C'est parfaitement imaginable. Notre prochaine assemblée générale de Saint-Brieuc va débattre de l'attitude à adopter au moment du second tour, c'est-à-dire lors de la constitution des exécutifs régionaux. Personnellement, je défends l'idée d'un partenariat sur la base d'un contrat établi sans complaisance, dont la signature serait déjà une victoire. Et si nous ne trouvons pas de partenaires, hypothèse probable dans la majorité des cas, les Verts éviteront le blocage de l'institution, mais ils refuseront de participer à une majorité. »

« Dans ce cas, nous présenterons vraisemblablement notre propre candidat aux deux premiers tours de l'élection du président. Au troisième, qui se joue à la majorité relative, soit nous nous abstenons, soit nous adoptons une attitude qui permette d'empêcher une alliance avec le Front national. Cela pourrait nous conduire à favoriser l'élection d'un exécutif minoritaire, de gauche ou de droite, afin de le dissuader de passer alliance avec le Front national. »

« Aujourd'hui, tout le monde vous tend la main. Comment appréciez-vous les offres de services qui vous sont faites par le PS, le RPR ou l'UDF ? »

« C'est la reconnaissance du poids des Verts dans le paysage politique français. Toutefois, l'attitude qui consiste à nous envisager que la formation d'une majorité sans s'intéresser à la démarche programmatique n'est pas correcte. Les Verts n'entendent pas se limiter à minimiser les effets d'un système, ils veulent modifier le système lui-même et faire disparaître les causes de la crise écologique. Je crois que les différentes formations qui envisagent une alliance avec les Verts ne se rendent pas compte que cela suppose de leur part une sacrée évolution dans leur approche des différentes politiques. »

« Regrettez-vous, comme le fait M. Brice Lohéac, la division des écologistes ? »

« Je conteste ce terme de division, qui suppose la séparation d'une partie d'un tout. Or, Génération Ecologie est une création de toutes pièces, constituée pour l'essentiel de socialistes, de radicaux

et de centristes. Cette formation est embryonnaire en termes de structures, elle est incapable d'élaborer une doctrine. D'ailleurs, s'il devait y avoir un processus d'élaboration d'une pensée cohérente, je serais curieux de voir comment des personnalités aussi différentes que Linnel Stoléru ou Gabriel Collin-Bendit, Jean-Louis Borloo ou Roger Winterhalter (1) pourraient s'entendre sur une ligne politique commune. En raison même de cette extraordinaire hétérogénéité, je ne crois pas à l'avenir politique de Génération Ecologie. En revanche, les véritables écologistes de ce mouvement pourront, un jour, trouver leur place chez les Verts. »

« Vingt mille adhérents en 1995 »

« C'est tout de même curieux d'observer dans un mouvement qui a le vent en poupe toujours autant de difficultés pour s'ouvrir sur l'extérieur. »

« Si le taux d'abstention n'est pas trop élevé aux élections régionales, nos chances de représenter 4 à 5 millions de Français en mars 1992. Or, les Verts comptent aujourd'hui moins de six mille adhérents. Ce rapport adhérents-électeurs est beaucoup trop faible. Notre ombre doit s'accroître. Mais nous devons en même temps éviter d'être noyés sous un flot d'opportunistes qui ne chercheraient qu'un label pour être mieux élus. Il ne faut pas que l'accroissement du nombre se traduise par un affaiblissement de notre identité. »

« Je pense qu'un succès aux élections régionales ou notre entrée à l'Assemblée nationale, en 1993, entraînera une nouvelle progression de nos effectifs, à l'image de ce qui s'est passé en 1989 après les élections municipales et européennes. Notre objectif est d'atteindre le chiffre de vingt mille adhérents en 1995. »

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX

(1) Ancien militant du PSU, M. Winterhalter est maire de Lauterbach (Haut-Rhin) et président de la Fédération nationale des élus autogestionnaires. Il devrait conduire la liste de Génération Ecologie contre celle de M. Waechter.

Saisie par un cadre du Front national La cour d'appel de Rennes annule une condamnation pour racisme

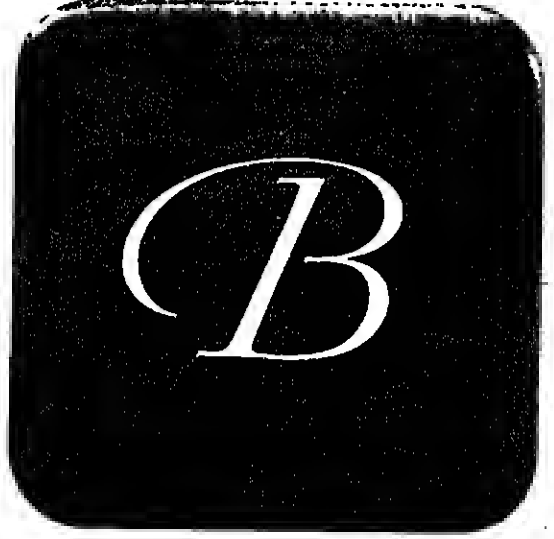
RENNES
de notre correspondant

Condamné, le 27 juin 1991, par le tribunal correctionnel de Nantes à une amende de 3 000 F pour provocation à la discrimination raciale, M. Arouaud de Périer, conseiller régional des Pays de la Loire, membre du comité central et secrétaire départemental du Front national en Loire-Atlantique, a été relaxé, mardi 22 octobre, par la cour d'appel de Rennes. Il était représenté à M. de Périer d'avoir participé à une campagne d'affichage sur le thème de « SIDA, signe de « socialisme, immigration, délinquance, affarisme », assorti d'un appel à rejoindre le Front national et d'un graphisme symbolisant le virus du sida.

Les premiers juges, qui avaient alloué 5 000 F de dommages et intérêts au MRAP, avaient relevé une « provocation à la discrimination à l'égard d'un groupe de personnes, en raison de sa non-appartenance à la nation française, le groupe des immigrés ». Pour la cour d'appel, en revanche, les éléments constitutifs de l'infraction ne sont pas réunis. « Le mot immigration caractérise un phénomène sociologique dans sa globalité, estime la cour. Il n'est nullement fait référence à des personnes ou à des groupes déterminés, ni à une ethnicité, une nation, une race ou une religion. » La loi réprime la provocation à la haine, la violence ou la discrimination visant un groupe de personnes déterminé.

CH. T.

CLIO BACCARA



3 et 5 portes

1.4 automatique et 1.7

De série :

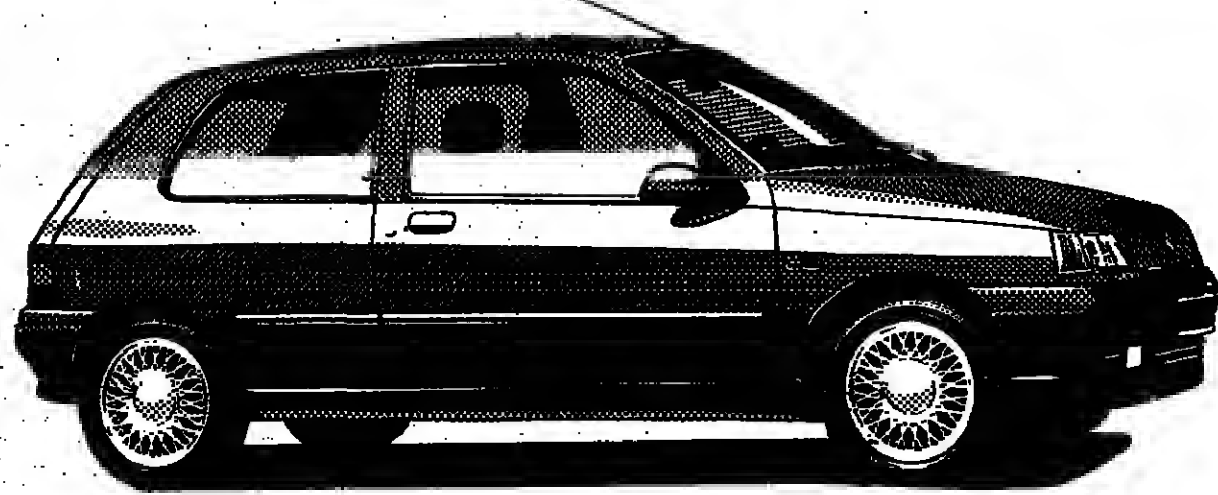
Climatisation

Sellerie cuir

Console stéréo 4x6 W

Direction assistée

MODÈLE PRÉSENTÉ : CLIO BACCARA 3 PORTES 1.4 AUTOMATIQUE



RENAULT
LES VOITURES
À VIVRE

Essayez-la dans tout le Réseau Renault Paris-Ile-de-France.

POLITIQUE

L'examen du budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration

M. Bianco juge « inadmissible » d'« affoler » la population à propos du sang contaminé

Les députés ont achevé, dans la nuit du 22 au 23 octobre, l'examen du budget du ministère des affaires sociales et de l'intégration. D'un montant de 39 milliards 245 millions de francs, ce budget enregistre une progression nominale de 0,94 % mais l'opposition met l'accent sur sa baisse de plus de 2 % en francs constants. Face à l'hostilité conjuguée de l'opposition et des communistes, le ministre, M. Jean-Louis Bianco, a demandé la réserve sur le vote de ces crédits. Les débats ont été dominés par la controverse sur le sang contaminé et les manifestations d'infirmités.

Il n'était guère possible, mardi 22 octobre au Palais Bourbon, d'écarter la « question infirmités ». Il y eut d'abord le registre de l'offensive de charme. Comme le président de la République, le ministre même, M. Bianco a couvert les infirmités d'une sollicitude émue. Il a ainsi admis qu'elles exercent « un métier difficile au contact de la souffrance, de la maladie, de la mort » et que « leur place dans l'hôpital n'a pas été assez reconnue ».

Puis est venu le moment des accents polémiques. Tandis que M. Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis) gratifiait à intervalles réguliers

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, de l'aimable scribe de « canon à eau », M. Alain Calmet (sup. PS, Cher) a regretté de voir certaines délégations d'infirmités « manipulées par des éléments politiques d'extrême droite », souvent à leur insu.

Il était tout aussi délicat, en ce mardi riche en actualité liée à la santé, de faire l'impassé sur la contagion provoquée par la transfusion de sang contaminé. M. Bianco a rappelé que l'État devait « améliorer l'indemnisation des hépatites et participer à celle des transfusés » et qu'à cette fin des négociations étaient en cours entre le ministère des finances et les compagnies d'assurances. « Si elles n'aboutissent pas, a-t-il indiqué, je présenterai un projet d'indemnisation dès que le débat budgétaire le permettra, soit avant la fin novembre ».

Mais surtout, M. Bianco n'a pas caché son irritation devant les révélations publiques dans la presse sur les infections par le virus de l'hépatite. Il a fait allusion, sans le citer explicitement, à l'article du Monde daté du 22 octobre. Parlant de « campagnes de presse », il a déclaré qu'il est « inadmissible que par le choix d'un titre — quel que soit le sérieux du contenu de l'article — on vise à affoler la population en laissant croire que quatre cent mille personnes seraient menacées. Il faut savoir que la contamination éventuelle par le virus de l'hépatite concerne beaucoup moins de monde. Heureusement des spécialistes ont

commencé à rétablir la vérité. De plus, le virus n'a rien de voir avec celui du sida, même s'il est dangereux dans certains cas ». Et il conclut : « Je demande donc instamment aux responsables, directeurs de publication, journalistes et hommes politiques, de ne pas diffuser de nouvelles alarmistes ».

Priorité à la prévention

Une fois ces questions d'actualité tranchées, l'Assemblée put se consacrer pleinement à l'examen des différents postes budgétaires. M. Durieux a mis l'accent sur la priorité accordée aux efforts de prévention, financés par des crédits en augmentation de 44 % depuis trois ans. Il a notamment cité la création d'un haut comité de la santé publique, chargé de publier chaque année un rapport sur l'état de santé des Français, ainsi que le renforcement des moyens destinés aux observatoires régionaux de la santé et la tenue de registres épidémiologiques.

La seconde priorité affichée par le gouvernement, a souligné M. Durieux, est la maîtrise des dépenses de santé. Faute de référence à l'accord récemment signé entre l'État et les caisses de Sécurité sociale, il a expliqué que « la solution consiste à négocier avec les professionnels un dispositif de régulation contractuelle ». Cette dernière n'a rigoureusement rien à voir, a-t-il sou-

ligné, avec « les slogans entendus ici ou là » évoquant une « étatisation » ou un « étouffement ».

Pour sa part, l'opposition a jugé ces dépenses à la fois excessives et insuffisantes. L'exercice vient de la « dérive » du Revenu minimum d'insertion (RMI), dénoncé par M. Gilbert Genier, rapporteur spécial (UDF) de la commission des finances pour la santé, qui a rappelé que le montant de cette allocation progressait de 45 % en 1992. En ce qui concerne les insuffisances, M. Christian Cabat, rapporteur (RPR) pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, s'est alarmé du « grignotage des financements des aides à la famille », tandis que M. Jean-Pierre Delalande, rapporteur (RPR) spécial de la commission des finances pour les personnes âgées, s'est déclaré « consterné par l'annulation de 7 % des crédits consacrés à la réhabilitation des hôpitaux ».

Ce projet de budget n'a pas recueilli plus de bienveillance sur les bancs communistes. M. Gilbert Millet (PC, Gard) a estimé que les options gouvernementales visaient à « remodeler le paysage sanitaire sur des bases profondément inégalitaires ». C'est donc, a-t-il souligné, que les intentions des uns et des autres ont été exprimées — le RPR, l'UDF, l'UDC et le PC votèrent contre, le PS vota pour — contraignant le gouvernement à demander, une fois de plus, la réserve sur le vote de ce budget et des amendements.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le financement des partis politiques

La commission d'enquête a entendu des promoteurs et des distributeurs

La commission d'enquête parlementaire sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales a entendu, mardi 22 octobre, MM. André Antolini, président de la Fédération nationale des promoteurs et des constructeurs, Michel Ban, président-directeur général de Carrefour, et Paul-Louis Halley, président de Promodès. Tous trois ont été tout d'abord entendus de leur entreprise à des partis politiques.

Ils sont honnêtes, scrupuleux et ils ont de la morale à revendre, aux. Ils ne sont pas comme ces hommes politiques dont ils ont découvert les vicieuses en lisant les journaux, ou, pis, comme ce vulgaire arriviste de la profession, qui ose raconter devant les caméras de télévision que la corruption des élus ou des fonctionnaires n'est qu'une donnée marketing supplémentaire à intégrer dans le calcul du coût de l'installation d'un hypermarché. MM. Michel Ban, président-directeur général de Carrefour, et Paul-Louis Halley, président-directeur général de Promodès, ne finissent pas dans le même panier que M. Michel-Edoardo Leclerc.

Pas question, raconte M. Ban, d'accepter des cadeaux de plus de 100 F chez les cadres de l'entreprise, le clercle est un simple

souffleur de conduite malhonnête, embauché lié à la signature d'une lettre sur le respect de l'éthique dans la société. Et lorsque l'on ajoute à ces principes une situation de leader sur le marché de la grande distribution, on ne se sent vraiment pas concerné par le financement occulte des partis politiques.

On constate seulement, comme l'a précisé subrepticement M. Ban, que le nombre d'autorisations d'implantation obtenues par son groupe est largement inférieur à celui auquel sa part de marché pourrait donner droit (8,7 % contre 17 %). En cinq ans, affirme-t-il, Carrefour n'a reçu que cinq autorisations ministérielles sur les vingt et une demandes déposées, et encore n'étaient-elles pas faites en son nom propre. Même constat chez Promodès, dont le président-directeur général, M. Paul-Louis Halley, s'est aussi présenté en victime de ses scrupules et de son honnêteté : cinq autorisations sur vingt demandes. Il n'a pas pu s'empêcher de glisser au passage que M. Leclerc, lui, semblait avoir eu plus de chance...

Unis dans la morale, unis contre leur concurrent hétéro, les deux PDG entendus par la commission d'enquête se sont également retrouvés dans le sordidisme de leurs appels de la loi Royer, qui, selon M. Ban, « ne sert qu'à promouvoir de la corruption ». « À partir du moment où l'enrichissement d'une personne dépend de l'autorisation d'une autre, il y a un risque de corruption », a observé le président-directeur général de Carrefour.

Mais n'ont-ils donc ces fameux corrupteurs ? se sont interrogés les députés-enquêteurs, vaguement agacés par les déclarations d'innocence qui se succèdent depuis l'ouverture des travaux de la commission. Si ce n'est chez les hypermarchés, c'est peut-être chez les promoteurs. Le représentant de leur fédération nationale, M. Antolini, allait pourtant vite les démentir. Il n'a jamais entendu parler de « pressions » des promoteurs sur les collectivités locales, pour obtenir un terrain. En revanche, a-t-il glissé, il n'ignore pas complètement que les représentants de sa profession puissent « subir parfois des sollicitations ». C'est donc la faute aux hommes politiques...

Seule concession du président de la Fédération nationale des promoteurs et des distributeurs aux membres de la commission stupéfaits : « Je lis les journaux comme tout le monde. Si je vous disais que je n'ai jamais entendu parler de sollicitations, vous auriez l'impression que je me paie votre tête ». Non, on si peu...

PASCALE ROBERT-DIARD

Estimations et décisions

par Jean-Yves Nau et Franck Nauchi

L'ARTICLE du Monde visé par M. Jean-Louis Bianco et qui avait pour titre « Quatre cent mille personnes auraient été contaminées par le sang infecté » était fondé sur une note à diffusion restreinte signée le 11 août 1989 par le docteur Michel Garreta, alors directeur général du CNTS et adressée à M. Jean-Paul Jeun, conseiller technique auprès de M. Claude Evin, et au professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé.

Intitulée « Marbidité virale transfusionnelle », elle concluait au chapitre des hépatites virales post-transfusionnelles (B et non-A, non-B) à un chiffre de quatre cent soixante mille récepteurs vivants contaminés. « Beaucoup moins médiatiques que celui du sida, connus depuis beaucoup plus longtemps, ils représentent en fait un risque transfusionnel plus insidieux. Seuls les délais importants pour l'évolution des maladies expliquent la relative ignorance de la communauté internationale jusqu'à une époque récente », écrivait le docteur Garreta.

A ces estimations, le directeur général du CNTS ajoutait celles concernant les cas d'infection post-transfusionnelle par le virus du sida et les situait à trois mille six cents.

Avant de publier notre article, nous avons fait lire ce document à plusieurs spécialistes d'épidémiologie qui nous ont confirmé pour l'essentiel ces données. Nous n'avons par ailleurs nullement mis en cause la politique de dépistage instituée progressivement en

France vis-à-vis de l'hépatite B (depuis 1972) et de l'hépatite C (depuis 1990) qui, contrairement aux affirmations de M. Bianco, ne permet pas la prévention de l'ensemble des hépatites non-A, non-B.

Aujourd'hui, plusieurs responsables de la transfusion sanguine — dont certains avaient à l'époque pris connaissance du document du docteur Garreta sans en dénoncer le contenu — contestent ces estimations. On attend qu'ils fournissent à cet égard des données objectives. Ils fondent en partie leur argumentation sur le fait que l'hépatite est « moins grave » que le sida et sur le fait que grâce au dépistage de l'hépatite C la situation s'est améliorée depuis deux ans.

Un risque réel

Sur ces points techniques, il faut préciser que l'hépatite virale, qui peut être mortelle, peut évoluer — dans 50 % des cas — vers la chronicité et la cirrhose. L'hépatite C n'est qu'un sous-ensemble du groupe des hépatites non-A, non-B et son dépistage ne permet nullement la prévention totale de ces dernières. D'autres contestent « l'arnaque » qui consisterait à publier aujourd'hui ces données épidémiologiques alors que l'affaire de la contamination de plusieurs milliers de personnes par le virus du sida à partir de sang infecté prend une dimension judiciaire et politique. Pourtant, même si la gravité des

faits n'est pas égale dans les deux cas, les problèmes soulevés touchent à la sécurité transfusionnelle et à l'attitude des responsables médicaux et des décideurs politiques.

L'utilisation de produits sanguins — qui pourrait le contestier — est indispensable à la pratique médicale et le système transfusionnel français fondé sur le bénévolat de millions de donneurs est simplement démonté sa valeur et son efficacité. Pour autant, se refuser à reconnaître publiquement, comme cela a été longtemps le cas, que le sang humain, filé dormi, puisse être infecté, minimiser le risque thérapeutique transfusionnel ou ne pas bâtir un véritable système d'hémo-vigilance, c'est-à-dire réduire les chances pour les malades contaminés de bénéficier au plus tôt d'une thérapeutique efficace, sont des attitudes difficilement admissibles.

Faute d'avoir abordé à temps le problème du risque infectieux, les responsables de la transfusion sanguine sont conduits aujourd'hui, après l'insuccès de trois responsables administratifs et médicaux, à en appeler au président de la République quant à la poursuite de leur activité. Alertés à plusieurs reprises depuis 1980, les gouvernements successifs se sont refusés à prendre des décisions sur certaines de ces questions. Les informations données sur les engagements passés conduisent le gouvernement actuel à annoncer des réformes, sous la pression.

Le dépôt d'une motion de censure

L'opposition dénonce la « brutale aggravation du chômage »

Les présidents des groupes RPR, UDF et UDC ont déposé, mardi 22 octobre, au siège de l'Assemblée nationale, une motion de censure, dont voici le texte : « L'Assemblée nationale, considérant que le gouvernement n'a pas pu prévenir la brutale aggravation du chômage, et que, de ce fait, il ne dispose plus de marges de manœuvre nécessaires pour faire face au chômage social qui se généralise, à la dégradation des rapports sociaux et au développement de nouvelles formes d'extrême pauvreté ; considérant par ailleurs que le gouvernement n'a pas su diriger toutes les conséquences de l'échec de la politique économique qu'il conduit et que son budget ne permet pas de poursuivre une action résolue pour faire respecter l'ordre public ».

La dégradation du monde rural du fait de la crise de l'agriculture, l'insécurité et le mal vivre dans les banlieues ; considérant enfin que l'aggravation du déficit budgétaire et l'alourdissement de la charge de la dette publique entraveront durablement la politique de redressement de la France qu'il convient de mettre en œuvre, décide, en vertu de l'article 49-2 de la Constitution, de censurer le gouvernement ».

Cette motion, que le groupe communiste ne votera pas, est la deuxième qui vise le gouvernement de M. Edith Cresson. La première, déposée en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, avait recueilli, le 17 juin dernier, 265 voix alors que la majorité requise s'établissait à 289.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand exhorte le gouvernement à « faire respecter l'ordre public »

M. François Mitterrand est intervenu à plusieurs reprises au conseil des ministres, mercredi 23 octobre, confirmant ainsi sa volonté de participer à la défense de la politique du gouvernement. Il a notamment souligné avec force que « le gouvernement doit poursuivre une action résolue pour faire respecter l'ordre public ».

A propos du conflit des infirmités, le premier ministre a observé que sept organisations « largement représentatives » participent aux négociations et que M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, « montre beaucoup de sérénité ». Après une communication de M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, et de M. Marcel Debarge, secrétaire d'État au logement, sur la politique du logement, le président de la République a affirmé, d'après M. Lang, qu'il s'agit d'« un dossier important ».

Au cours de son traditionnel tour d'horizon de politique étrangère, M. Roland Dumas a évoqué la conférence sur le paix au Cambodge, « qui avait mis fin à vingt ans de guerre civile », M. Mitterrand a cité par M. Lang, « un étonnant succès de la diplomatie française », car « c'est grâce à la France que ce résultat a pu être acquis ». Aussi le président de la République s'est-il félicité de la « République » et de la « ténacité ».

de nos négociateurs ». Le ministre des affaires étrangères a affirmé que « la France est plus que jamais active sur la scène mondiale ».

Le conseil des ministres a nommé M. Jean-François Collin directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi, et M. Gilbert Comte, écrivain et membre du cabinet de M. Cresson, inspecteur général de l'administration.

Le Sénat renforce la lutte contre les chèques sans provision. — Le Sénat a adopté en première lecture, mardi 22 octobre, un projet de loi relatif à la sécurité des chèques et des cartes de paiement.

Pour faire face aux « chèques en bois », émis à raison de un pour mille, le projet présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, institue notamment une pénalité de 120 F par tranche de 1 000 F pour les auteurs de chèques impayés. Après consultation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, le gouvernement a introduit un amendement pour permettre aux commerçants et artisans de vérifier, auprès d'un fichier géré par la Banque de France, que le chèque qu'ils ont remis en paiement n'est pas émis par une personne interdite de chèque.

"Paroles dégelées..."
Qui a réuni ces témoignages brûlants sur la vie en Lituanie?*



36 17 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Paroles dégelées

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La contamination des hémophiles par le virus du sida

Les responsables de la transfusion sanguine en appellent au président de la République

Les différentes affaires liées au problème de la transfusion sanguine et aux risques de contamination virale post-transfusionnelles suscitent de nombreuses réactions. Dans une lettre adressée, mardi 22 octobre au président de la République, au premier ministre et aux ministres de la santé et des affaires sociales, les docteurs Jean-Marc Biner, président de l'Association pour le développement de la transfusion sanguine, Maurice Chassagne, président de la commission consultative de transfusion sanguine, et le professeur François Streiff, président de la Société nationale de transfusion sanguine, demandent s'ils peuvent continuer à distribuer des produits sanguins sans tomber sous le coup de la loi.

« Venant de prendre connaissance, écrit-il, du motif d'inculpation du docteur Michel Garreta, ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), qui est d'avoir contourné les dispositions de la loi de 1905, nous nous demandons de nous indiquer officiellement si nous pouvons continuer aujourd'hui à distribuer des produits sanguins. Les signataires font allusion au risque résiduel de contamination par différents virus qui subsiste en dépit de toutes les précautions prises en œuvre avec toute transfusion ».

Réagissant pour sa part à l'inculpation du professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé et par ailleurs, membre du comité central du Parti communiste, le bureau politique du PCF a estimé cette inculpation « injustifiable ».

Dans un communiqué diffusé mardi 22 octobre, le bureau politique indique qu'il est bien décidé à ce que « la justice aboutisse à mettre en lumière les véritables responsables ». Elles sont insupportables des choix opérés par le gouvernement avec la mise en œuvre de la politique d'austérité des 1980s.

Soulignant que le professeur Roux s'était « immédiatement préoccupé de l'apport et de la progression du sida en France », le Parti communiste indique que « dès le début, il se heurta à des obstacles persistants venant du refus du premier ministre, des ministères des affaires sociales et des finances, de mettre en œuvre les moyens nécessaires, qu'il s'agisse de la décision et des conditions du dépistage, de la recherche, de la mise en circulation des produits chauffés et de leur remboursement par la Sécurité sociale. Les inquiétudes qu'il manifestait publiquement quant aux pratiques financières du directeur du Centre national de la transfusion sanguine ne furent pas prises en considération ni plus haut niveau. Pour toutes ces raisons, son départ fin 85 fut un acte politique ».

Pour sa part le professeur Léon Schwartzberg, ancien ministre délégué à la santé, qui coodirait la liste Majorité présidentielle lors des prochaines élections régionales dans les Alpes-Maritimes, a violemment mis en cause, au micro d'Europe 1, les « grands chefs de la transfusion sanguine » et les dispositions à l'égard d'appareils pour tester les donneurs et ils ne l'ont pas fait. « Ils ont quand même, a-t-il ajouté, pris

la décision pour des raisons financières d'élever les séropositifs. (...) Tout cela est criminel ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et lui aussi candidat dans les Alpes-Maritimes, devait dénoncer peu de temps après « le véritable crime contre l'humanité qui a consisté à commercialiser sciemment et massivement des lots de sang contaminés par des maladies mortelles contagieuses ». Selon lui, « les vrais responsables » sont « les politiciens socialistes en place à cette époque ». « On peut s'étonner au passage, poursuit M. Le Pen dans son communiqué, que le professeur Léon Schwartzberg dénonce le crime et les coupables du Parti socialiste : celui des criminels ».

On a enfin appris, mardi 22 octobre, que le centre départemental de transfusion sanguine Yveline-Nord de Poissy, « en cessation de paiement », a fait une demande de redressement judiciaire auprès du tribunal de grande instance de Versailles. Ce centre préleve 35 000 dons de sang chaque année et couvre une population de 700 000 personnes et près de 4 000 lits d'hospitalisation publiques et privés. Selon les responsables du centre de Poissy, toutes les précautions ont été prises avec les hôpitaux du département et le centre de transfusion de Versailles pour assurer le transfert des activités transfusionnelles et de laboratoire, sans porter atteinte à la sécurité des malades.

RELIGIONS

Personnalité ouverte au dialogue œcuménique

Le métropolite Bartholomée de Chalcédoine a été élu patriarche de Constantinople

La saint-synode de l'Eglise orthodoxe de Constantinople a élu sans surprise, mardi 22 octobre, son doyen, le métropolite Bartholomée de Chalcédoine, comme archevêque de Constantinople et patriarche œcuménique. Il succède à Dimitrios I^{er}, décédé le 2 octobre (Le Monde du 4 octobre). Cette élection devait être favorablement accueillie dans les milieux œcuméniques, à Rome et à Genève.

ISTANBUL

de nos correspondants

Le nouveau patriarche de Constantinople, Bartholomée I^{er}, a été choisi à l'unanimité parmi les quinze électeurs-candidats du saint-synode, tous métropolitains de nationalité turque, figurant sur une liste soumise au gouvernement turc. Selon le traité de Lausanne de 1923, en effet, Ankara et Athènes disposent d'un droit de veto lors de l'élection des chefs de leur minorité religieuse respective, les Grecs orthodoxes en Turquie et la minorité européenne musulmane de Thrace occidentale.

La communauté grecque orthodoxe de Turquie ne compte plus aujourd'hui que 3-500 représentants, descendants des habitants de Byzance qui avaient bâti la célèbre

église Sainte-Sophie, par la suite transformée en mosquée avant de devenir musée. Mais le patriarche œcuménique de Constantinople est le premier « parmi les égaux » dans l'épiscopat orthodoxe et chef spirituel des 250 millions de chrétiens orthodoxes dispersés dans le monde.

Proche confident de son prédécesseur Dimitrios, Bartholomée est, comme lui, un homme tourné vers l'extérieur. Parlant couramment sept langues, dont le français, l'anglais et le latin, il est connu dans les milieux œcuméniques et participa aux assemblées du Conseil œcuménique des Eglises (comme celle de Canberra au début de 1991). Il est aussi actif dans la préparation du concile « panorthodoxe » qui doit déboucher sur une nouvelle organisation canonique des Eglises.

Détente

avec les autorités turques

En 1987, Bartholomée a accompagné le patriarche Dimitrios lors de ses visites aux Eglises locales orthodoxes, au pape et à l'archevêque de Canterbury. Il a joué un grand rôle dans le rapprochement entre les catholiques et les orthodoxes, concrétisé par les visites de Jean-Paul II à Constantinople (1979) et de Dimitrios I^{er} à Vatican (1987). Le nouveau patriarche passe pour favorable au maintien du dialogue avec les catholiques malgré les difficultés

nées de la renaissance de l'œcuménisme.

Les relations entre le patriarche et les autorités turques n'ont pas toujours été faciles. En 1972 notamment, en pleine crise de Chypre, le gouvernement turc avait rejeté quatre des candidats proposés pour le poste de patriarche. Depuis lors, les contacts se sont améliorés.

Malgré de récentes tensions avec les autorités grecques, qui ont remplacé par un candidat de leur choix, le métropolite (chef religieux) désigné par la communauté musulmane de Thrace occidentale, le gouvernement turc n'a pas voulu d'objections, cette fois, à la liste des candidats qui lui a été présentée par le saint-synode orthodoxe, signe peut-être qu'une nouvelle atmosphère de modération et de tolérance débute avec le règne de Bartholomée I^{er}.

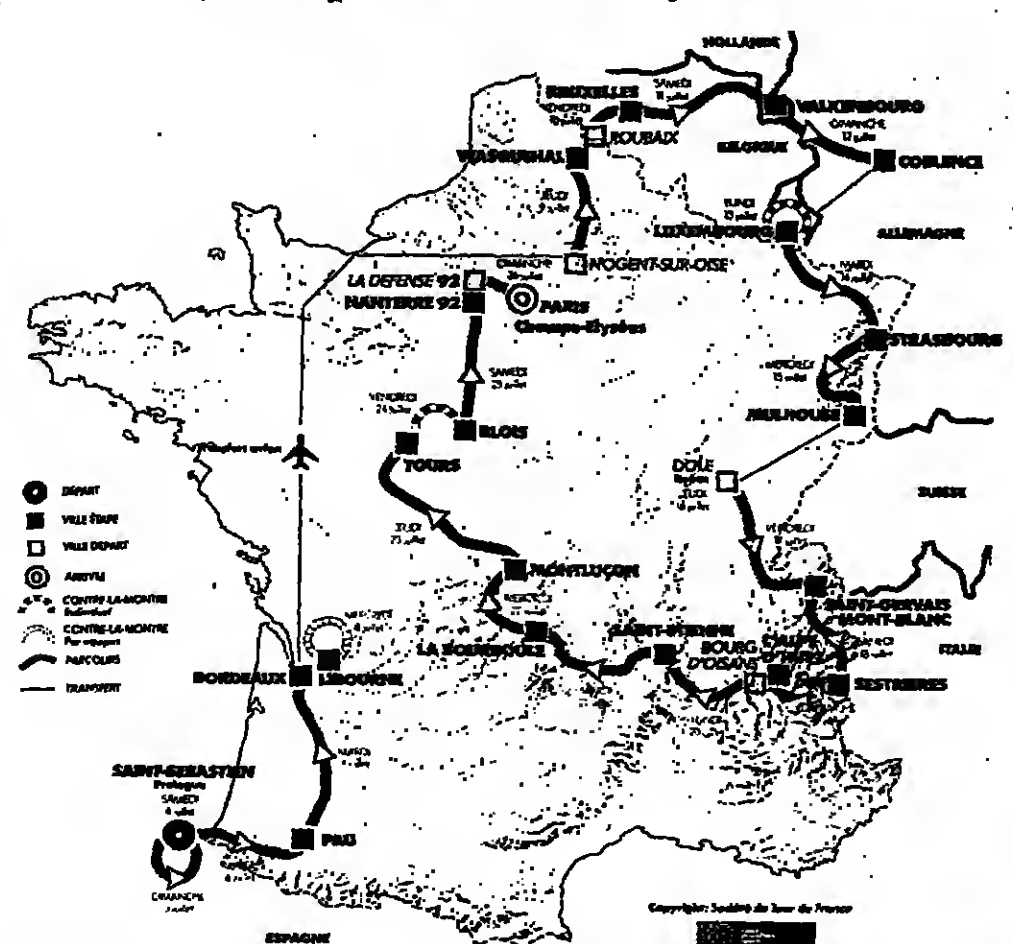
NICOLE POPE

[Né le 12 mars 1940 à Imbros (en mer Egée), Dimitrios Archondakis - aujourd'hui Bartholomée I^{er} - a fait ses études de théologie à la faculté de Halki. Il a étudié à Munich, Genève et fait son doctorat canon à l'université grégorienne de Rome. Ordonné prêtre en 1969, il est assistant du doyen de la faculté de théologie à la faculté de la faculté de théologie en 1971 et devient directeur du bureau privé du patriarche Dimitrios lors de son élection en 1972. Il est consacré évêque en 1975 (métropolite de Philadelphie) et devient métropolite de Chalcédoine en 1990. Il est membre du comité central du Conseil œcuménique des Eglises.]

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France 1992

L'Europe sans les Pyrénées



L'édition 1992 du Tour de France cycliste, présentée mardi 22 octobre à Issy-les-Moulineaux, aura un parcours atypique. Les 198 coureurs qui s'élanceront d'Espagne le samedi 4 juillet vont passer par sept pays européens avant d'arriver dimanche 26 juillet à Paris, après 3 830 kilomètres. Pour les organisateurs, la célébration d'une année 1992 à forte symbolique européenne valait bien une entorse à la promesse de ne visiter qu'un seul pays étranger par édition. Et tant pis pour ceux qui, comme Laurent Fignon, auront l'impression de repartir pour un Tour de la CEE. Conséquence de ces escapades

communautaires, la partie française du parcours a dû subir quelques amputations douloureuses. Les Pyrénées, l'un des hauts lieux du Tour, seront à peine effleurées : un seul col après le départ de San-Sébastien, celui de Marie-Blenque, et puis s'en va. Les grimpeurs ne disposeront en fait que de trois grosses journées pour creuser des écarts. Un passage dans les Vosges avec quatre cols et l'ascension du Grand Ballon. Dans les Alpes : une trizème étape chargée d'histoire avec le grand retour au col de l'Iseran à une arrivée au sommet à Sestrières, quarante ans après la victoire de Fausto Coppi, et, le

lendemain, l'ascension traditionnelle de l'Alpe d'Huez, après les cols de Montgenèvre, du Galibier, du Télégraphe et de la Croix-de-Fer.

Les coureurs rentreront ensuite à Paris à vélo, et non plus en avion ou en train comme ses derniers années, en traversant la Maasif Central à la Centre. La course devrait s'achever de se dérouler dans un contre-la-montre entre Tours et Blois (après ceux du Luxembourg, et, par équipes, de Libourne). Ultima nouveauté : le départ du parvis de la Défense pour une dernière étape de 130 kilomètres sur les Champs-Élysées.

FOOTBALL : coupes d'Europe. - En s'imposant à Norkkoping (2-1), mardi 22 octobre en match du deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, l'Association sportive de Monaco a fait un grand pas vers la qualification

pour les quarts de finale. Les Monégasques ont ouvert le score par Roger Mendy (18^e minute). Les Suédois ont égalisé par Holmström (22^e) avant de concéder un deuxième but marqué par Georges Weh (48^e). En

revanche, en Coupe de l'UEFA, l'Association sportive de Cannes s'est inclinée sur son terrain face au Dinamo de Moscou (0-1). Le but soviétique a été inscrit par Kirilov juste avant la mi-temps.

Réunis en assemblée plénière à Lourdes

Les évêques de France veulent renforcer leur contrôle sur l'enseignement catholique

L'assemblée plénière annuelle des évêques français s'ouvre jeudi 24 octobre à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Elle examinera les enjeux du prochain synode de Rome sur l'Europe, diverses questions sociales et familiales et surtout les nouveaux statuts de l'enseignement catholique, sur lequel la hiérarchie voudrait renforcer son contrôle.

« On a perdu les hôpitaux et les parcs, on ne perd pas les écoles », l'évêque qui s'exprime ainsi ne cache pas son irritation devant le projet de révision des statuts de l'enseignement catholique, qui déposerait les évêques de leur droit de regard, au profit des organismes de gestion, des syndicats et des associations. Ce conflit a pour enjeu le fonctionnement et la tutelle des dix mille établissements catholiques sous contrat, qui scolarisent deux millions d'élevés dans toute la France, mais il touche plus largement à la place d'une institution chrétienne dans la société sécularisée.

Le statut actuel, datant de 1973. Le projet de révision remonte au Père Paul Guibert, qui, avant de quitter en 1986 son poste de secrétaire général de l'enseignement catholique, avait soulevé que les statuts étaient ajustés aux nécessités nées des lois de décentralisation et des mutations de l'éducation nationale.

Votés par le conseil national, c'est-à-dire le « Parlement » représentatif des parents, les chefs d'établissements, les syndicats, les organismes de gestion de l'enseignement catholique, ces nouveaux statuts ont été soumis à l'approbation de l'épiscopat. Mais, depuis le mois de février, le projet coule. Les évêques sont divisés. Après des votes indicatifs à l'assemblée plénière de Lourdes, une consultation par correspondance est prévue en janvier. Déjà certains évêques ont annoncé qu'ils ne voteront pas par correspondance sur un tel sujet.

Le fonctionnement actuel de l'enseignement catholique repose sur une pyramide d'organismes et d'associations, partant de l'établissement local (école, collège ou lycée) au conseil national, avec des échelons intermédiaires comme le CODIEC, comité diocésain et le CAEC, comité académique qui négocie avec le recteur, notamment la répartition des crédits. Le garant du système est le directeur diocésain de l'enseignement catholique, prêtre ou laïc désigné par l'évêque, qui nomme les chefs d'établisse-

ment. Dans la discussion sur les nouveaux statuts, les principaux points d'acrocage portent sur l'exercice de la tutelle épiscopale, le statut du comité académique et la mission du chef d'établissement.

Depuis sa création en 1978, le CODIEC veille à la fois à l'organisation de la vie des établissements et à l'exercice de la tutelle. Ces deux fonctions sont distinguées à l'avenir. La première sera confiée aux « professionnels », représentants des syndicats de maîtres, des parents, des organismes de gestion. Quant à la tutelle, elle sera assurée par un comité de six membres dont la moitié seront nommés par les « professionnels » et les autres par l'évêque. Ce comité qui, en particulier, aura à statuer sur les nominations de chefs d'établissement.

Dérives politiques ou morales

La crainte d'une dilution de la responsabilité et d'une « autonomisation » de l'enseignement catholique est renforcée par les nouveaux statuts du comité académique, qui avait été créé à titre expérimental au début des années 80. Formé par les directeurs de l'enseignement catholique des diocèses dépendant de l'académie, le CAEC verra sa composition élargie aux représentants des organismes syndicaux et des associations de gestion. Placé sous le régime des associations de la loi de 1901, il aura la personnalité juridique pour pouvoir discuter directement avec le recteur et les inspecteurs d'académie. Ce qui fait dire à un évêque : « On aura beau me mettre au premier rang, je n'aurai plus qu'à inaugurer des chrysanthèmes ». Surtout, la présidence de la situation, le pré-

sident de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, Mgr Bernard Panfili, archevêque d'Aix-en-Provence, estime que le bon fonctionnement du système repose sur la concertation, mais il convient que celle-ci est plus difficile dans les régions où l'enseignement catholique est puissant (Bretagne, Pays de la Loire, région parisienne). D'autres évêques ne partagent pas cet optimisme. « Ces statuts sont faits, dit l'un d'eux, pour qu'il n'y ait pas de vérification ».

De craintes des dérives susceptibles de nuire à l'identité confessionnelle et à la neutralité politique des établissements. La crise scolaire de 1984, les tentatives de « récupération » par les partis de droite en 1986, sont encore dans tous les esprits. L'enseignement catholique est un enjeu de pouvoir. « Parce que certains prétendent qu'il y a eu en 1984, tout le monde veut devenir marchand », dit un membre de la commission épiscopale du monde scolaire. Or, c'est précisément parce que l'enseignement catholique veut rester ouvert et ne réclame pas de certificats de baptême que sa direction doit rester ferme.

L'une des inquiétudes suscitées par le projet de loi est la conformité des responsables locaux, notamment des directeurs d'établissement, avec la doctrine de l'Eglise catholique. A cet égard, les références inscrites dans les nouveaux statuts de paratissent pas assez contraignantes à certains. L'une des questions posées est par exemple de savoir si l'on peut confier une responsabilité de direction d'un établissement catholique à un homme ou une femme divorcée. Chez les rédacteurs des nouveaux statuts, on cric tantôt au malentendu, tantôt à la remontée du cléricalisme.

HENRI TINCO

EN BREF

o Surtis à exécution demandée pour la ligne EDF du val Lourdes. - A l'audience du tribunal administratif de Pau, mardi 22 octobre, le commissaire du gouvernement a demandé le sursis à exécution des travaux de la ligne à très haute tension prévue entre la France et l'Espagne par le val Lourdes (Hautes-Pyrénées). Le juge a considéré qu'il y avait « erreur manifeste d'appréciation » du préfet lorsqu'il a autorisé ce projet de ligne électrique portée par des pylônes hauts de 10 mètres dans une vallée encore pratiquement vierge. La procédure de déclaration d'utilité publique est toujours en cours devant le Conseil d'Etat. (Corresp.)

o Fronte contre les nouveaux instituts universitaires professionnalisés. - Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) a demandé à l'unanimité, lundi 21 octobre, le report de la mise en place des instituts universitaires professionnalisés, nouvelles formations créées cette année à l'initiative du ministre de l'éducation nationale. Le CNESER déplore que ces nouvelles formations aient été lancées en l'absence de tout texte réglementaire. De « très fortes réserves », ont également été exprimées, aussi bien par les enseignants que les étudiants que par les représentants du monde économique.

مركز التوثيق

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Branle-bas de combat dans les « prépas »

Soupçonné de vouloir réduire la durée de formation des ingénieurs
M. Jospin a déclenché la fronde des directeurs de grandes écoles et des enseignants

MAIS quelle mouche a donc piqué, depuis peu, le monde des grandes écoles et des classes préparatoires ? Le 9 octobre, c'est la conférence des grandes écoles au grand complet et son président, M. Daniel Gourisse, directeur de l'École centrale de Paris, qui dénoncent les projets « inacceptables » du ministère de l'Éducation nationale. Le même jour, M. Denis Molas, nouveau président de l'Union des professeurs de spéciales (UPS), qui regroupe la quasi-totalité des enseignants de mathématiques et de physique des classes préparatoires scientifiques, souligne leur « opposition totale, résolue et unanime » aux réformes qui seraient concoctées Rue de Grenelle. Le 12 octobre, c'est l'Union des physiciens qui monte au créneau en écrivant à M. Lionel Jospin qu'elle s'opposera à ses projets « dangereux et injustifiés ».

La cause de ce branle-bas de combat est à priori bien tenue. Elle se résume en deux courtes lignes de la communication faite le 26 juin dernier devant le conseil des ministres par M. Jospin pour présenter ses projets de rénovation des enseignements supérieurs : « Un débat est ouvert sur l'éventuelle réduction de la durée de la préparation aux grandes écoles d'ingénieurs dans les classes préparatoires », lâche le ministre, ce jour-là.

L'effet d'un électrochoc

Y a-t-il là de quoi fouetter un chat ? Sans aucun doute, répondent aujourd'hui responsables d'écoles de « prépas », à l'exception de la phrase s'appuyant sur un document plus copieux, largement inspiré par le conseiller spécial du ministre, M. Claude Allègre, et qui aborde deux points ultrasensibles. Tout d'abord la qualité de la formation dans les écoles d'ingénieurs, où, « plus encore que dans les filières universitaires, une rénovation pédagogique est nécessaire ».

En second lieu, les conditions du recrutement des élèves : « Les classes préparatoires scientifiques, étant des classes destinées à la sélection pour les grandes écoles, il y a lieu de s'interroger sur leur durée, souligne le document ministériel. Alors que les programmes des lycées se sont allongés, que l'industrie réclame des ingénieurs plus jeunes, que l'étranger forme ses ingénieurs en moins de temps que nous, faut-il

maintenir la durée des études en classes préparatoires aux grandes écoles à deux ans ? Ne vaudrait-il pas mieux la ramener à un an, ce qui permettrait aux écoles d'accueillir des élèves toujours plus nombreux et plus jeunes ? Nous voulons fermement ouvrir ce débat. »

Ces quelques lignes ont fait l'effet d'un électrochoc. Pour les responsables d'écoles et les professeurs de spéciales, les griefs invoqués sont inacceptables. Ainsi du retard ou de l'inadaptation dont souffriraient les grandes écoles. Efficacité, rentabilité, haut niveau de culture générale, collaboration étroite avec les milieux professionnels, bonne insertion des diplômés des écoles sur le marché du travail, ouverture vers la recherche et contribution à la formation continue, rien ne justifie, aux yeux de M. Daniel Gourisse par exemple, les critiques du ministère.

La réaction est encore plus vive sur l'éventuelle réduction à un an des classes préparatoires. Les professeurs de spéciales sont, sur ce point, virulents. Les prépas, soulignent-ils, sont « avant tout des instruments de formation scientifique de base pour les étudiants », plus que des instruments de sélection. Loin de s'aligner, les programmes scientifiques des lycées ont eu, au contraire, depuis une dizaine d'années, « considérablement réduits », ce qui rend le rôle et les deux années de classes préparatoires « encore plus indispensables ». Quant aux comparaisons internationales, elles justifient à leurs yeux le maintien de la durée actuelle des formations d'ingénieurs en cinq ans puisque les ingénieurs allemands qui sortent des universités techniques sont formés théoriquement en six ans et en réalité en sept ou huit années.

Bref, les « dangers » d'un tel projet leur paraissent évidents. La réduction à un an transformerait les prépas en une longue séquence de bachotage, à l'image de ce qui se passe aujourd'hui dans les classes préparatoires commerciales, qui réclament en vain depuis des années leur passage à deux ans. Cela ferait disparaître « toute motivation pour la culture scientifique », conduirait « à former des scientifiques ayant une formation de base insuffisante et dépourvus de toute compétence ».

Enfin cela aurait, « des conséquences désastreuses » sur les enseignants de prépas en supprimant les possibilités de progression de car-

rière, en risquant d'alourdir les obligations de service, bref en décourageant les enseignants en poste et en dissuadant les jeunes de s'engager dans cette voie aujourd'hui prestigieuse.

En un mot, s'il allait jusqu'au bout de ses intentions, le ministère déstabiliserait tout le système de formation des élites françaises. Et l'émotion est d'autant plus vive que la conférence des grandes écoles et les professeurs de prépas étaient parvenus, au début de l'année, après des mois de délicats arbitrages, à un projet de rénovation des classes préparatoires scientifiques qui faisait l'objet d'un large consensus, y compris, semblait-il à l'époque, du ministère, dont la

puisse déboucher sur une réforme à court terme.

Mais cela n'empêche pas de continuer à distiller, ici ou là, auprès de directeurs d'écoles ou d'enseignants moins réfractaires, des arguments justifiant que l'on ait lancé un tel pavé dans la mare. « Il faut bien distinguer deux problèmes », souligne ainsi M. Allègre. C'est de la durée de formation des ingénieurs en France et de celle de la réduction à un an des classes préparatoires qui est le vrai débat.

La formation des ingénieurs à bac + 4 ? Elle s'appuie tout d'abord — chacun le sient — sur les comparaisons internationales. Les Américains, les Japonais, les Néerlan-



direction des enseignements supérieurs avait été associée aux discussions (Le Monde du 16 février). Le changement d'attitude du ministère, au printemps dernier, et l'interdiction de toutes les discussions qui devaient conduire à la mise en place de cette réforme dès 1993 sont donc vécus comme un dévancement supplémentaire.

Face à cette levée de boucliers, le ministère de l'Éducation nationale fait pour l'instant l'innocent. « Nous avons voulu ouvrir ce débat. Il s'engage et doit se poursuivre », répond-il en substance. En précisant qu'un tel débat bouscule trop de tabous pour imaginer qu'il

soient calés sur un « standard » à bac + 4. Les Britanniques sont plus économes encore puisque la formation de base de leurs ingénieurs dure en principe trois ans sans entamer pour autant la réputation de Cambridge. Quant aux Allemands, un tiers de leurs ingénieurs sont formés en six ans au minimum, mais c'est pour mieux se consacrer à la recherche. Malgré de sérieux efforts en la matière, les grandes écoles françaises semblent en retard sur leurs homologues étrangères, comme en témoignent, par exemple, le déficit national en matière de brevets industriels.

D'autre part, le modèle français

des écoles demeurerait « bien loin » des préoccupations de l'industrie », comme le soulignait, en décembre 1990, le rapport remis aux ministres de l'Éducation nationale et de l'Industrie par M. Michel Gouilloud, directeur général adjoint de Schlumberger, entouré d'un groupe de travail comprenant notamment des experts de la plupart des grandes entreprises françaises.

Trop abstraites, négligeant à la fois les impératifs de la production et l'expérience de la recherche, elles reposent sur des critères de sélection « trop étroits ». Or il est intéressant de noter que l'idée même de la réduction des prépas est précisément suggérée par le rapport Gouilloud qui préconise un standard de base des formations d'ingénieurs à bac + 4, soit dans des écoles préparées en un an, soit par des formations de type maîtrise. Une idée reprise, depuis, par le ministère de l'Éducation avec la création des instituts universitaires professionnalisés (IUT) débouchant en quatre ans sur le diplôme d'ingénieurs-maîtres.

Dé l'huile sur le feu

Enfin l'on n'écarte pas l'hypothèse que la violence des réactions de M. Gourisse, par exemple, soit liée à la grogne qui se manifeste depuis quelque temps au sein de la conférence des grandes écoles (notamment de la part des écoles provinciales ou commerciales) et qui a rendu moins facile que prévu, en juillet dernier, sa réflexion à la tête de la conférence. De là à le soupçonner de crier au loup pour ressouder les rangs des directeurs d'écoles, il n'y a qu'un pas.

Quant à l'émoi déclenché par la perspective de réduction de la durée des classes préparatoires, on y voit volontiers, dans les couloirs du ministère, une réaction très corporatiste de la part des professeurs de prépas qui constituent aujourd'hui l'aristocratie des enseignants du secondaire.

Autant d'arguments qui risquent à nouveau de verser de l'huile sur le feu. Et qui alimenteront, à n'en pas douter, l'assemblée générale des grandes écoles qui se tient, les 24 et 25 octobre, à Toulouse. A moins qu'il s'agisse surtout de préparer le terrain pour le discours que M. Jospin doit prononcer, à cette occasion, devant les responsables d'écoles.

GÉRARD COURTOIS

Ecole « blanche » en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

La Haute Cour britannique vient de rendre, le 18 octobre, un jugement qui fera jurisprudence : en dépit de la loi sur l'égalité raciale, la plus haute juridiction britannique après la Chambre des lords a estimé que des parents peuvent retirer leur enfant d'une école lorsque la proportion d'étrangers y est trop forte et qu'une telle attitude ne relève pas du racisme.

L'affaire remonte à 1988. Lorsque Katrice, alors âgée de cinq ans, est rentrée à la maison en chantant — en hindi — « Une pomme de terre, deux pommes de terre », la compagne apprime par tous les enfants britanniques, sa mère, M^{me} Jenny Stephen, n'a plus hésité : elle l'a changée d'école. Katrice a quitté Abingdon Road School, où la proportion d'élèves d'origine asiatique dépassait 60 %, pour Marton Grove School, distante de 3 kilomètres, mais où 98 % des enfants sont blancs. M^{me} Stephen, dont le mari est d'origine africaine, a affirmé qu'elle n'avait aucune objection à l'égard des Asiatiques, mais qu'elle souhaitait simplement que sa fille apprenne à parler l'anglais et non le hindi. La municipalité de la petite ville de Middlebrough, dans le comté de Cleveland, a soutenu la décision de la mère, ainsi que la direction régionale du ministère de l'Éducation.

Une préférence « souveraine »

L'histoire eût fait suffisamment de bruit pour que la Commission sur l'égalité raciale s'empare du cas de Katrice et conteste le choix des parents. La Haute Cour vient donc de trancher en faveur de la décision de transfert. M. Justice Macpherson, au nom de la Cour, a estimé que le comté de Cleveland n'était pas coupable de discrimination raciale et que la commission n'avait pu établir de faits contraires à la loi. Le jugement souligne, en outre, que la loi sur l'éducation de 1980 supplante celle sur les relations raciales, de 1976. Autrement dit, la préférence des parents en matière d'éducation de leur enfant doit être considérée comme « souveraine ».

La Commission sur l'égalité des races, qui envisage de faire appel, affirme, de son côté, que ce jugement va donner aux municipalités « le droit de procéder à des discriminations » et qu'il peut avoir pour effet d'entraîner un véritable mouvement de ségrégation raciale à l'école. L'arrêt de la Haute Cour rappelle un cas semblable, qui s'est déroulé il y a quatre ans : vingt-deux familles de la ville de Dewsbury, dans le comté du West-Yorkshire, avaient refusé d'envoyer leurs enfants dans une école où la proportion d'élèves asiatiques atteignait 85 %. Une salle de classe avait été organisée au-dessus d'un pub, les autorités locales refusant d'accorder aux familles des places dans une école « blanche ».

En tranchant nettement l'affaire de Katrice, la Haute Cour va très certainement faire jurisprudence et peut-être entraîner d'autres parents à réagir contre la forte proportion d'enfants d'origine asiatique dans bon nombre d'écoles britanniques.

LAURENT ZECCHINI

Saint-Martial fait de la résistance

Dans ce village du Périgord, parents et élus font feu de tout bois pour sauver leur école

PERIGUEUX

de notre correspondant

M. ROGER BEAU-CARNE, l'inspecteur d'académie de Dordogne, commence à perdre patience. Après avoir mis une première fois en garde M. Jean Andrieu, le maire de Saint-Martial-d'Albarède, ainsi que ses parents d'élèves, il vient de les avertir qu'il avait l'intention de saisir le procureur de la République et de lui demander d'engager des poursuites pour infraction scolaire.

Les menaces du représentant de l'éducation nationale laissent le village de marbre. Officiellement, l'école communale est fermée depuis la fin du mois de juin. Officieusement, cinq élèves continuent à la fréquenter quotidiennement. Tout le village vient d'ailleurs d'écrire une longue lettre à M. François Mitterrand pour lui expliquer quelle force tranquille l'anneau.

Saint-Martial-d'Albarède faisait partie cette année de la traditionnelle « charrette des Terrefrères ». Compte tenu du nombre de postes qu'il avait à sa disposition et des besoins qui apparaissent dans certains secteurs géographiques à forte expansion démographique, l'inspecteur d'académie avait considéré que le maintien d'une classe unique dans cette commune du Périgord vert relevait du domaine du super-

flu. Les douze enfants déjà scolarisés étaient priés de rejoindre l'école primaire d'Excideuil, le chef-lieu de canton, distant d'un peu plus de deux kilomètres.

Le 10 septembre, jour de la rentrée, enfants, parents et élus ont occupé l'école comme cela se fait souvent lorsque les suppressions entrent en vigueur. Mais ici, cette manifestation n'est pas restée sans lendemain. Depuis sept semaines, Saint-Martial est entré en résistance.

Marcel Pagani à l'appel

Contre leur gré, les élèves du cours moyen ont pris le chemin d'Excideuil. Sinon, ils courraient le risque de se voir interdire, en fin d'année, l'accès au collège ou au lycée. En revanche, Christelle, Annabelle, Michel, Miguel et Sophie viennent tous les matins s'asseoir dans la salle de classe de cette école rayée de la carte. Elle a été transformée en « garde-les-écoliers » sous la direction d'Emmanuel Moreau, un « gardien bénévole » qui n'est autre qu'un professeur de mathématiques à la retraite. Il n'est d'ailleurs pas le seul adulte à donner de son temps. Avec l'aide de plusieurs personnes, il veille à ce que les enfants ne se roulent pas les pouces en attendant la réouverture de l'établissement.

Les gens de Saint-Martial qui se battent sans le soutien des syndicats enseignants sont devenus allergi-

ques à un certain type de discours pédagogique qui voue la classe unique aux gémonies. Roger Pignon, l'un des animateurs de la fronde de Saint-Martial, cite volontiers Marcel Pagani. L'écritain s'apprête à lire seul dans la classe où son père travaillait avec des camarades plus âgés. « La classe unique est une bonne chose. Le fait d'avoir le même maître pendant plusieurs années, à condition qu'il soit très compétent, permet de réparer des lacunes. Les petits progressent à leur rythme, les petits bénéficient de l'enseignement dispensé aux plus grands. On passe son temps à réformer l'école sans succès, les jeunes ne savent même plus lire et c'est ce modèle qu'on veut nous imposer. »

M. Jean Andrieu, le maire de Saint-Martial-d'Albarède, ne cite pas de noms. Mais il sait que deux écoles bien moins fréquentées que la sienne ont survécu leur tête sans doute parce qu'elles se situaient dans des cantons renouvelables lors des élections du printemps prochain. Pourtant sa commune n'agrégeait vingt-cinq habitants entre les deux derniers recensements et dépassait la barre des quatre cents. L'école était passée du huit à quatre élèves en quelques années.

Comme les autres, les enfants de Saint-Martial avaient droit aux classes vertes et bénéficiaient d'un petit ordinateur. Et la municipalité ne mesurait jamais ses deniers quand il fallait rallonger un petit

quelque chose pour la cantine ou le chauffage.

« Dans une petite école de campagne, l'enfant prolonge la vie familiale mais commence aussi l'apprentissage de la collectivité. C'est un stage intermédiaire indispensable. Mais maintenant, la mode est aux batteries scolaires. Au nom de la rentabilité, le service public crée des déserts. Si notre école saute, le commerce « multiple » rural et la boulangerie vont se trouver en difficulté parce que moins de monde viendra au bourg. Nous mourrons à petit feu », pronostique Jean Andrieu.

Une croix sur le monde rural ?

Le maire de Saint-Martial appartenait au comité départemental de défense de l'école rurale, composé d'élus locaux de tous bords, de syndicalistes agricoles et de militants trotskistes. Fondé il y a quelques mois, il a reçu le soutien de plusieurs milliers de personnes et pris à rebrousse-poil nombre de syndicalistes enseignants. Il demande l'arrêt de l'expérimentation Msauger, du nom de ce chargé de mission au cabinet de M. Jospin, qui mène une grande étude sur l'avenir en milieu rural.

Avec cinq autres départements, la Dordogne fait en effet partie du champ d'observation retenu par les têtes pensantes du ministère de l'Éducation nationale. « Le rapport Msauger prévoit des écoles avec au

moins trois classes, sinon un regroupement de soixante-quinze élèves minimum est obligatoire », souligne l'un des animateurs du comité de défense. « Cela nous promet des coupes désastreuses. » Les responsables de l'éducation nationale considèrent pour leur part que les petites écoles ne sont pas sur le même pied d'égalité que les établissements à plusieurs classes. Ceux-ci offrent un bien meilleur service en matière de locaux, d'accueil, de restauration, de bibliothèque, et ils disposent de moyens techniques supérieurs. A leurs yeux, la petite classe unique qui survit encore dans nombre de communes pénalise les enfants sur le plan pédagogique.

« Arrêtons la démagogie », lançait ainsi M. Pierre Msauger lors d'un entretien accordé, le 11 mai dernier, au journal Sud-Ouest. « L'école n'est pas faite pour les enseignants, les maîtres, les parents, les transporteurs mais... pour les enfants. On ne doit raisonner que dans le cadre de leurs intérêts. »

Un discours de moins en moins facile à tenir, à quelques mois des cantonales, et alors que l'école rurale est en train de devenir un thème électoral en Périgord. L'opposition, qui ambitionne de conquérir le conseil général, affirme volontiers que les socialistes périgourdins ne sont plus qu'un relais de transmission du pouvoir parisien et qu'ils ont fait une croix sur le monde rural.

DOMINIQUE RICHARD

ISTH INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES PO PARIS

• Sessions annuelles et semestrielles
• Sessions du soir

SUCCÈS CONFIRMÉS

45 85 59 35 - 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

هكذا انتم

EDUCATION • CAMPUS

POINT DE VUE

Au secours des DEUG : le bac en première

par Michel Gouilloud

Les trois quarts des étudiants titulaires d'un DEUG (diplôme d'études universitaires générales) ont redoublé pour l'obtenir. Plus : la moitié de ceux qui commencent un premier cycle universitaire ne l'achèvent pas. Il y a là, pour les étudiants comme pour leurs professeurs, un gâchis de temps et de motivation qui défie l'imaginaire.

Les responsables universitaires invoquent deux causes principales à ces résultats décevants : les incertitudes et les échecs des étudiants à l'entrée ; l'insuffisance d'encadrement et de locaux pour donner aux étudiants de nos premiers cycles le temps de surmonter leurs échecs ou erreur d'orientation. Il y a donc bien là un cercle vicieux qui trouve son origine dans l'embaras manifesté par les jeunes au départ de l'enseignement supérieur : la moitié des élèves de terminale ne savent quelles études supérieures entreprendre ; ils se décident dans les heures qui suivent leur succès au bac.

Dans les IUT (instituts universitaires de technologie), les plus efficaces et les mieux reconnues de nos formations universitaires de premier cycle, le constat n'est guère différent. Un sondage récent (1) montre que plus des deux tiers des étudiants n'obtiennent leur diplôme universitaire de technologie que trois ans ou plus après le bac parce qu'ils ont passé une année à se chercher, le plus souvent, inutilement, en commençant un DEUG.

A la sortie de l'IUT, confusion encore : deux sur cinq des diplômés font volte-face et décident d'abandonner sur des études longues. Dans ces deux cas, combien trop fréquents, le jeune diplômé change d'avis parce qu'il s'est trompé, soit sur sa vocation, soit sur la vocation des IUT, soit sur les deux.

Restent les classes préparatoires aux grandes écoles, modèle d'efficacité parmi les formations accessibles à la sortie du bac. On y trouve des élèves superbement encadrés, travaillant d'arrache-pied pour se présenter à des concours grâce auxquels ils intégreront à peu près certainement une grande école — voie royale qui leur permettra de débiter dans la vie active à des salaires proches de 200 000 F par an.

Ici aussi, pourtant, force est de constater un nouveau gâchis, à la fois quantitatif et éducatif. Quantitatif : les élèves se « gavent » des mêmes sujets pendant deux et souvent trois ans. Pédagogique également : les connaissances acquises ont pour seule raison d'être le passage de concours sans souci de besoins scientifiques ou professionnels ultérieurs.

Une nécessaire cooptation

Une constatation, dès lors, s'impose : depuis l'âge de dix ans, le bachelier fait d'abord ce qu'il a décidé de choisir, mais sans véritablement prendre le temps de choisir son orientation. Ne nous étonnons donc pas si les lycéens devenus étudiants passent davantage de temps à se poser des questions qu'à suivre des cours. Et ne blâmons pas non plus les cadres universitaires — déjà trop peu nombreux — s'ils baissent parfois les bras devant ce gaspillage.

Un nombre croissant de professeurs de lycée se mobilisent déjà pour améliorer l'orientation de leurs élèves. Renforçant ces bonnes volontés, M. Lionel Jospin a annoncé, au début de l'été, des réformes destinées à affiner les diagnostics scolaires, prévenir certains problèmes et remédier à d'autres. Cependant pour aller plus loin, il faut faire jouer un rôle plus grand aux acteurs eux-mêmes et donner aux jeunes les moyens d'assumer la responsabilité de leur propre avenir. A cette fin, je voudrais proposer à tous d'accepter une petite révolution.

De la part des professeurs et animateurs universitaires, l'effort consisterait à aller recruter au lycée, au lieu d'attendre que défile le flot des bacheliers. Les lycéens ont besoin d'entendre les représentants des premiers cycles répondre aux questions les plus diverses et valider les mérites de leurs cursus respectifs comme de la vie dans leurs universités. Les universités fourniraient la documentation nécessaire, les animateurs se rendraient dans les lycées et les lycéens dans les facultés. Quand les élèves auraient pris leur choix, ils pourraient entrer en contact avec les représentants

des facultés sélectionnées, ne serait-ce que par téléphone. Cela se fait aujourd'hui dans les meilleurs IUT.

Cet effort d'information permettrait de ramener au minimum les erreurs d'orientation. Ouvrant un dialogue, il permettrait de créer une sorte de coopération entre étudiants et professeurs, condition nécessaire de la réussite.

Il reste que les enseignants avec lesquels j'ai pu m'entretenir font le plus souvent preuve de scepticisme quant à l'effet d'un tel effort de communication. Pour l'essentiel, leur pessimisme repose sur le manque d'intérêt que paraissent manifester les lycéens : soumis à une rude pression pour passer leur bac ou engoûtés par l'aspect de loterie que prend l'obtention ou non d'une mention, les jeunes ne montrent ni curiosité véritable ni volonté de fournir l'effort indispensable pour se renseigner sérieusement. Il faut bien convenir que ce pessimisme, en l'état actuel des choses, semble justifié.

Pour permettre à la communication de s'établir, il faut donc faire un pas en avant et accepter une sorte de révolution : faire passer le bac en fin de première. L'année de terminale deviendrait alors celle pendant laquelle le lycéen pourrait explorer et évaluer son avenir en commençant certes à approfondir quelques domaines de connaissances, mais surtout en réfléchissant minutieusement ses choix, en questionnant des interlocuteurs qualifiés et en allant inventurer sur le terrain les options qui lui sont vraiment ouvertes.

Faire de la dernière année de lycée une année-charnière avec la période universitaire est, il faut le rappeler, une solution qui a fait ses preuves aux Etats-Unis.

Un changement radical

Une telle réforme, d'allure « sabbatique », comporte certes des dangers à éviter : perte de motivation chez les élèves, études mal sanctionnées, saturation de l'encadrement du premier cycle universitaire qui aurait la charge de dialoguer avec les lycées. Ces difficultés ne sont pas insurmontables.

En premier lieu, pouvoir disposer du personnel nécessaire est une question de gestion, bien plus que de ressources globales. Toutes les années-étudiants aujourd'hui gâchées, ce sont autant d'années-professeurs gaspillées. C'est par là qu'il faudra regagner ce que l'on devrait investir.

Ensuite, pour motiver les élèves de dernière année de lycée, il faudra personnaliser les programmes, en particulier afin de pousser les élèves dans leurs domaines d'excellence et les aider à combler leurs lacunes. Là où les jeunes sont les meilleurs, les lycées devraient pouvoir commencer à leur faire prendre de l'avance pour donner un coup de fouet à leur cursus. Là où, au contraire, les résultats obtenus au bac paraissent légers pour s'engager dans la filière choisie, les élèves de terminale devraient pouvoir suivre des cours de rattrapage.

Enfin, bien que la pédagogie de terminale soit du ressort du lycée, les responsables de premiers cycles destinés à recevoir les élèves devraient collaborer à cette personnalisation. Trois exemples suffiront : le choix des matières de rattrapage dont dépend l'admission finale, pour les candidats un peu faibles ; pour les plus brillants, l'élaboration de programmes leur permettant de prendre de l'avance ; et pour tous, la définition des contrôles continus et des résultats à ces contrôles en dessous desquels les admissions pourraient être annulées. Une telle pédagogie — à la fois plus individualisée et plus spécialisée — rapprocherait les enseignants du secondaire de ceux du supérieur et adouciterait la rupture entre la discipline du lycée et la liberté de l'université.

Quons la confiance. Donnons aux lycéens les moyens d'assumer davantage de responsabilités. Ils relèveront le défi. Le rôle des meilleurs enseignants sera plus stimulant et notre industrie, pourvue de meilleurs cadres, s'en trouvera gagnante.

► M. Michel Gouilloud est directeur général adjoint de Schümmberger, membre du Haut Comité Education-Economie et président du conseil d'administration de l'Institut de physique du globe de Paris.

(1) Cité dans le rapport « Quels indicateurs pour l'industrie ? ».

SOURCES

La rapide insertion des bacheliers professionnels

Les baccalauréats professionnels sont-ils efficaces ? Une première étude du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERQ), menée sur la toute première promotion de « bacs pro » (1987), avait répondu par l'affirmative, indiquant qu'à près de 90 % les bacheliers professionnels avaient trouvé un emploi dans les six mois suivant leur entrée sur le marché du travail (Le Monde du 4 juillet). Une nouvelle étude du CERQ portant sur la deuxième génération de bacheliers sortis en 1988 (1) vient de confirmer ces résultats et précise que près d'un tiers du bac pro sur quatre est resté chez l'employeur où il a effectué son stage.

Neuf mois après leur sortie du lycée, le taux de chômage des bacs pro 1988 était de 12 %. Peu d'entre eux eurent connu une durée totale de chômage supérieure à un an (1 % pour les hommes, 8 % pour les femmes ; 2 % dans l'industrie, 6 % pour le tertiaire). Au contexte conjoncturel près, le CERQ rappelle que ces taux s'élevaient en 1983 pour les bacheliers technologiques ayant choisi d'entrer sur le marché du travail,

bec en poche, à 8 % des hommes et 25 % des femmes.

Créés en 1985, les baccalauréats professionnels semblent donc répondre à leur vocation initiale : réactiver la finalité professionnelle du niveau de qualification (IV (niveau bac) que n'auraient plus les bacs technologiques, le quasi-totalité de ces bacheliers poursuivant désormais leurs études. La compétence professionnelle des bacs pro, qui débouche majoritairement sur des emplois d'ouvriers qualifiés ou d'employés, semble d'autant mieux reconnue que ceux qui sortent non diplômés (par ailleurs titulaires d'un CAP ou d'un BEP) accèdent tout aussi rapidement à l'emploi.

Poursuite d'études

Néanmoins, le CERQ observe que les entreprises ont largement favorisé, ces dernières années, le recrutement au niveau bac et n'excluent pas que « se développe un processus de substitution des bacheliers professionnels au détriment des diplômés de CAP ou de BEP ». Le bac pro pourrait ainsi, à

terme, constituer une « version modernisée » des CAP et BEP.

Si les bacs pro trouvent rapidement du travail, le qualité de cette insertion, en revanche, n'est pas homogène, note le CERQ. Les hommes (répartis essentiellement dans les filières industrielles) accèdent plus souvent à un premier emploi sur contrat à durée indéterminée que les femmes, très nombreuses dans les filières tertiaires. En outre, les femmes subissent un fort déclassement dans le temps : 37 % de celles qui sont classées dans les professions intermédiaires du secteur tertiaire au premier emploi se retrouvent classées employées au dernier emploi, tandis que 13 % des hommes qui démarrent comme ouvriers qualifiés ont au contraire une mobilité positive.

Le CERQ confirme enfin que les bacheliers professionnels, pourtant formés pour rentrer dans la vie active, souhaitent entreprendre des études supérieures. 28 % des bacs pro en 1987, 32 % en 1988 ont effectivement poursuivi leurs études, notamment dans les sections de techniciens supérieurs (57,5 % des poursuites d'études, contre

19,5 % en premier cycle universitaire et 7,5 % en IUT). La synergie amorcée entre bacs pro et STS se confirme d'ailleurs par la limitation du taux d'abandon en première année de STS à 14 %, 42 % des bacheliers professionnels obtiennent le brevet de technicien supérieur (STS) en deux ans, contre 52 % pour les bacheliers technologiques. Certaines filières de STS, notamment tertiaires, paraissent même mieux adaptées aux bacs pro : 60 % de réussite en deux ans en « bureautique secrétariat » (contre 50 % pour les bacs techno). En revanche, la réussite tient encore de l'éphémère. Seuls 10 % des bacheliers professionnels obtiennent un DEUG en deux ans.

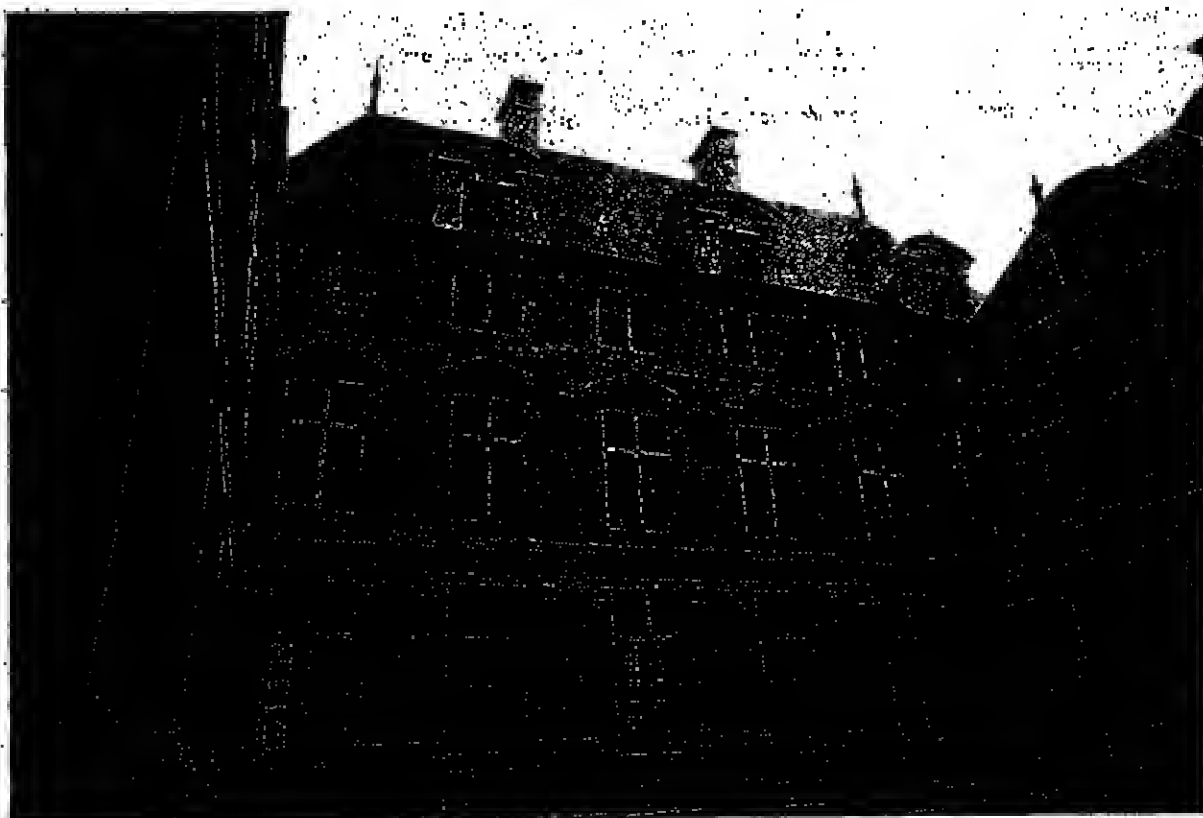
JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Cette étude porte sur 4 600 réponses. La promotion 1988 des bacheliers professionnels comprend douze filières au lieu de cinq la première année, dont sept industrielles et cinq tertiaires.

► « La réussite des bacheliers professionnels sur le marché du travail », CERQ Bref, n° 69, octobre 1991.

INVESTISSEMENT PIERRE

LE MARCHÉ DE L'IMMOBILIER D'ART EST IMPERTURBABLE.



Depuis 15 ans, nous guidons les investisseurs dans les placements les mieux adaptés à leur situation personnelle et à leur fiscalité.

Notre philosophie repose sur quatre principes : rentabilité immédiate, sécurité du placement, fiscalité avantageuse et constitution d'un patrimoine générateur de plus-value à terme.

Nous proposons des investissements dans des immeubles de qualité, situés dans les meilleurs emplacements de Paris et à des prix bien placés dans le marché (il suffit de les comparer).

Selon votre situation — imposition fiscale élevée, capacité d'investissement mal évaluée, volonté

de procéder à un arbitrage patrimonial — nous déterminons avec vous la solution la mieux adaptée et nous vous conseillons dans le choix financier le plus judicieux, avec une possibilité de crédit à 100 %.

Investissement immobilier avec garantie locative.

Nous vous faisons bénéficier : — d'un rendement de votre investissement, en vous assurant une rentabilité, adossée à une caution bancaire, pendant une durée de six ans, les loyers étant réévalués en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Une garantie unique en France, — d'une plus-value à terme en raison du caractère exceptionnel des

placements immobiliers « haut de gamme » proposés à la vente. Pour vous aider dans votre réflexion, nous avons édité une brochure présentant une vue d'ensemble de nos placements (investissement immobilier avec garantie locative, statut de loueur professionnel en meublé, opération de restauration réalisée dans le cadre de la Loi Malraux, placement bénéficiant des incitations fiscales de la Loi Méhaignerie).

Pour vous la procurer, envoyez-nous votre carte de visite.

JRH Conseil
4, rue de Castiglione 75001 Paris
Tél. 42 61 52 38 - Fax. 42 60 81 20.

JRH
CONSEIL

Notre Passion, l'Immobilier d'Art

هكذا في العمل

POINT/LE MOUVEMENT DES INFIRMIÈRES

« Opération zéro » dans les hôpitaux

Sur le pavé de Paris

« Alexandre » était là, bien sûr, le grand Minkowski, professeur de médecine aux infirmières reconnues. Au premier rang, bordé de « blouses blanches », et finalement juché sur la plate-forme d'un camion pour une harangue éblouissante. Il était là, l'un des rares de son rang, à vrai dire, pour s'indigner que « les infirmières soient traitées comme des domestiques ».

« Alexandre » porte d'or. Ce mardi 22 octobre, il flottait à Paris sur la manifestation des infirmières ce je-ne-sais-quoi d'orgueil froissé qui lui donnait des allures de riposte. Après les fameux incidents du 17 octobre, après tant de sit-in, de défilés et de cortèges depuis le début du mois, laborieuses et aide-soignantes, « manipulatrices » et infirmières foudraient le pavé de Paris comme pour laver une blessure d'honneur. Elles étaient, comme l'affichait l'une d'entre elles, des « héroïnes au bord de l'événement ».

« Ni bonne ni bonne... »

En colère, passionnément. Au point de converger à vingt mille vers la place Vauban, marchant en rang serré derrière un immense calicot fédérateur proclamant : « A ceux qui soulignent, Mitterrand oppose la violence. » Offensives aussi, sifflant en passant devant la rue de Bivert, où réside le président de la République, s'époumonant à réclamer la démission de leur ministre Bruno Durieux. Persifflées enfin, ravies d'entendre sur des airs populaires la pavane

d'une politique de la santé présentée comme bien souffrante...

De Rennes à Béziers, de Lille à Dax, ce n'était qu'un cri, tantôt timide et bon enfant, tantôt exaspéré, pour demander : « Ne tirez plus sur les infirmières ! » Et eux gouvernants, tentés de les trouver bien gentilles et mignonnes pour mieux les amadouer, elles réservaient un slogan terne sans excessive tendresse : « Ni bonne, ni bonne, ni bonne ! »

Une nouvelle génération, en somme, combattive à l'égard de Mireille Cez, présidente de la Coordination nationale infirmière, qui occupe, après trois bonnes heures de marche sur talons hauts, François Mitterrand de « laisser pourrir la situation » et de jouer des différends opposant la Coordination aux syndicats. Des divergences qui éclatèrent brusquement au terme de la manifestation, lorsque la Coordination tint forum au pied des Invalides et que d'autres, parés d'un titre magique (« Nous sommes les acteurs de la santé »), s'enhardirent à quelques milliers à foncer vers le ministère.

Ceux-là ne voulaient pas, disaient-ils, laisser « dériver leur lutte ». Ils réclamaient sur-le-champ des « négociations à ciel ouvert » et une audience à Bruno Durieux. Dans leur audace, ils provoquèrent quelque émoi en secouant un peu vivement les barrières Vauban destinées à protéger le ministère. Mais la gendarmerie, requise pour l'occasion, garda la tête froide et le ministre de la santé eut le répit point.

LAURENT GRELSAMER

Trois ans après la naissance de leur mouvement revendicatif, les infirmières sont descendues, une fois de plus, dans la rue. Mardi 22 octobre, elles étaient environ 20 000 à défilé à Paris, de la place de la Bastille à la place Vauban, près du ministère de la santé, pour réclamer de meilleures conditions de travail, une augmentation des effectifs et des salaires plus élevés.

La Coordination nationale infirmière a appelé, à partir de mercredi 23 octobre, l'ensemble des hôpitaux à une « opération zéro infirmière ». Si cet appel est suivi,

« seules les urgences vraies et la sécurité des patients » devraient être assurées. Selon les modalités définies par la coordination, les infirmières réquisitionnées, assignées ou grévistes sont présentes et se regroupent sur le site hospitalier, la continuité des soins étant assurée par les médecins.

A la différence de 1988, le mouvement infirmier fait entendre plusieurs voix. La coordination unitaire de l'époque a éclaté, avec, d'un côté, deux syndicats professionnels, la Coordination nationale infirmière et l'Union infirmière France, de l'autre, la fédé-

ration CRC (Coordonner, rassembler, construire), qui exprime des revendications intercatégorielles. Aujourd'hui, pas moins de huit organisations syndicales et professionnelles participent aux négociations, qui devaient reprendre, mercredi à 17 h 30, avec le ministre de la santé, M. Bruno Durieux. Celui-ci proposait notamment la création de 4 500 postes de soignant sur trois ans, la diminution du travail de nuit de 39 heures à 36 heures et de meilleures rémunérations pour les dimanches et jours fériés.

11 400 francs en fin de carrière, primes comprises

A l'heure actuelle, le salaire net moyen des infirmières s'établit (hors primes) à 7 100 francs en début de carrière et à 10 400 francs en fin de carrière, après vingt-deux ans de service. Il faut y ajouter une prime annuelle de 7,5 %, dont l'attribution dépend de la présence au travail et d'une indemnité de 6 francs par heure au titre du travail de nuit et de 150 francs pour le dimanche. Une infirmière travaillant en permanence de nuit gagne ainsi environ 800 francs supplémentaires. En outre, dans les établissements de l'Assistance publique de Paris, une prime de 300 francs est accordée, notamment au titre d'indemnité de résidence.

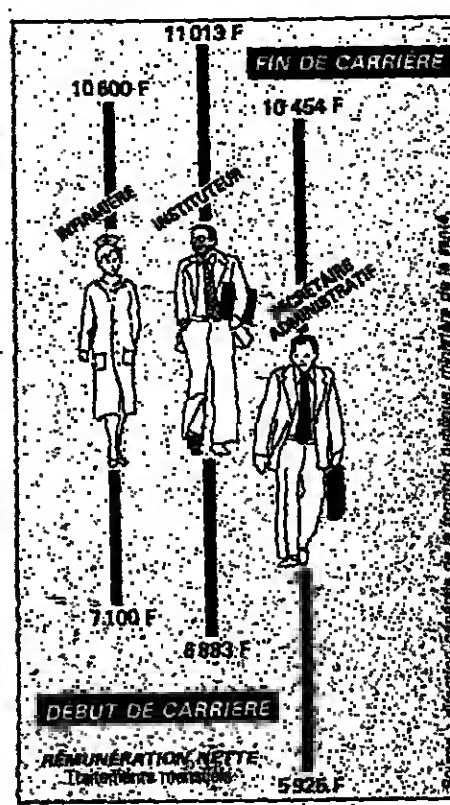
Compte tenu du niveau des primes, le salaire net de début de carrière atteint 7 802 francs. Après cinq ans, il se situe aux alentours de 8 304 francs. En fin de carrière, il atteint 11 433 francs.

Ces rémunérations ne tiennent pas compte des dispositions prévues dans le cadre de l'accord conclu le 9 février 1990 pour le modernisation de la grille indiciaire de la fonction publique. Celle-ci prévoit des améliorations progressives. A compter du 1^{er} août 1993, une infirmière percevra 7 800 francs nets (hors primes) en début de carrière et 11 000 francs nets (hors primes) en fin de carrière (sans compter les augmentations générales de salaires). Les infirmières de salle d'opération ont la possibilité de recevoir une « nouvelle bonification indiciaire », permettant de

reconnaître en terme salarial la spécificité de certains emplois. De leur côté, les infirmières spécialisées pourront bénéficier d'un « classement indiciaire intermédiaire » (C11) destiné à mieux

rémunérer les qualifications à la suite d'études de niveau bac + 2.

Toutefois, ces améliorations catégorielles n'ont, au plan individuel, qu'un impact modeste car elles doivent s'étaler sur une



Ces trois types de fonctionnaires appartiennent à la catégorie B (niveau baccalauréat) et disposent en principe d'un niveau de qualification assez comparable. Les primes, variables selon les emplois, n'ont pas été prises en compte.

dorée de plusieurs années. Selon le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), le salaire net moyen des personnels hospitaliers publics (hors médecins et pharmaciens) a été de 101 600 francs en 1990, soit une progression quasi nulle (0,2 %) du pouvoir d'achat après une hausse de 4,7 % en 1989, consécutive aux décisions intervenues à la suite de l'accord de 1988.

Les infirmières libérales tirent sensiblement mieux leur épingle du jeu que leurs confrères salariés. En 1990, leurs honoraires (267 000 francs par personne en moyenne, soit 9,9 milliards de francs) ont augmenté de 5,1 %, soit 1,7 point de plus que l'inflation. Les 37 083 infirmières et infirmiers du secteur libéral (on en compte près de 65 pour 100 000 habitants) enregistrent chaque année un fort développement de leur effectif, qui s'est accru de 2 000 nouveaux professionnels l'an passé. Cet accroissement démographique soutenu et l'absence de réajustement tarifaire n'ont, semble-t-il, pas trop pesé sur leur rémunération.

Dans une étude récente (Bilan statistique, n° 34, avril 1991), la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) souligne que les infirmières libérales réalisent de plus en plus de soins aux personnes âgées. Ces soins sont mieux rémunérés que les actes traditionnels.

JEAN-MICHEL NORMAND

Une journée ordinaire

L'enfant respire avec difficulté. Sa poitrine bat comme celle d'un oiseau affolé. Son regard craintif suit les mouvements des mains en blanc qui s'activent autour de lui : deux infirmières et une aide-soignante. Il crie. Une main caresse rapidement son front en sueur. On n'a pas le temps de s'attendrir. L'aiguille cherche les veines. Une fois, deux fois. En vain. L'infirmière « passe le relais » à une autre, irritée de s'échouer. « Plus on insiste, pire c'est », dit-elle. Sans se parler, les trois femmes exécutent avec rapidité les gestes utiles. On remplit les tubes de sang.

L'enfant est épuisé. Il cherche l'air de toutes ses forces. Il est arrivé dans les bras de ses parents aux urgences. L'interne a diagnostiqué une bronchiolite, une inflammation des dernières ramifications bronchiques. Il a prescrit des médicaments. Penché au-dessus du petit garçon, les infirmières l'observent, lisent la fiche de prescription, se regardent. « Ce traitement ne suffira pas », lâche l'une d'elles. Vite, on appelle le médecin. Pourrait-il prescrire des bronchodilatateurs en aérosol et une perfusion pour alimenter l'enfant qui n'a rien mangé depuis le matin ? Le médecin est d'accord.

Le diagnostic, les prescriptions, c'est lui. Mais rien ne remplace l'expérience des infirmières et les heures passées à guetter les signes de la maladie. « Ce savoir et nos responsabilités face aux malades ne sont pas reconnus », explique Béatrice en se dirigeant vers les parents au bout du corridor. « Vous pouvez appeler à n'importe quelle heure de la nuit, il y aura toujours quelqu'un pour vous répondre », leur dit-elle. Il est minuit. Béatrice a pris son service à 14 heures, elle devait partir à 22 heures. « On râle, mais on reste une ou deux heures de plus », il le faut. Personnellement, l'ai 200 heures à récupérer.

Arrivée en août 1988 dans le service de pédiatrie P2 et de néonatalogie de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Béatrice, trent-trois ans, remplace, depuis un an, une surveillante partie en retraite. Pour 8 000 francs par mois. Récuse d'ailleurs à son diplôme, elle n'a pas eu de mal à trouver un poste, comme elle le

souhaitait, auprès des enfants. « A l'époque, les infirmières générales de l'Assistance publique de Paris se réunissaient à la bibliothèque de la Salpêtrière, offrant des postes aux élèves, se souvenant-elles. Les mieux classées à l'examen choisissaient les meilleures places. Il y avait plus de demandes que d'offres. »

« Notre métier a changé »

Aujourd'hui, c'est l'inverse. Dans le service, une quinzaine de postes – dont six infirmières et trois puéricultrices – n'ont pu être pourvus, faute de candidats. Fermée pour l'instant, une unité de six lits est obligée de garder porte close. Presque toutes les fins de semaine, il faut faire appel à du personnel intérimaire. « On n'accepte plus ce que nos aînées acceptaient », explique Béatrice. On a toujours fait appel à notre conscience professionnelle pour conseiller notre ras-le-bol. C'est plus facile avec les femmes. Notre métier a changé, il a évolué avec les techniques médicales. Il faut qu'il soit reconnu à sa juste valeur.

En arrivant, à 14 heures, Béatrice commence la journée par « les transmissions ». Une surveillance sur le départ lui explique les changements dans le service depuis la veille. Sur sa blouse, un badge signale qu'elle est en greve. On dégrise les noms des petits pensionnaires. Un « entrant » est arrivé en début de matinée pour une bronchite asthmatiforme. Un autre n'a pas « des selles très jolies ». Celui-ci aura un scanner...

En début d'après-midi, le bureau bourdonne comme une ruche. Béatrice répond au téléphone, remplit les feuilles de sortie, discute avec les parents, renseigne les internes. « Non seulement les infirmières servent de secrétaires, accueillent les visiteurs mais elles nous donnent aussi des conseils », explique l'un d'eux. Récemment, mon patron m'a renvoyé à une surveillance pour obtenir des renseignements d'ordre clinique sur la méningite.

Béatrice commence sa « tournée ». Deux des huit unités en

fonctionnement du service ne disposent que d'une aide-soignante. « En 1985, quand j'ai débuté, on avait le temps de s'occuper des enfants, explique l'une d'elles. Maintenant les cas sont plus graves et il y a moins de personnel. Alors on est pressé. Les enfants le sentent, ils vont se débiter, il faudrait au moins une infirmière de plus pour nos deux unités. »

Dans les moments de découragement, Béatrice envisage de faire une formation de puéricultrice. « Ça me permettrait d'éventuellement de quitter l'hôpital et de diriger une crèche, pense-t-elle. Avec des horaires normaux et plus compatibles avec une vie de famille. » Elle aimerait aussi faire des études universitaires, le matin avant de venir à l'hôpital. « Il faudrait une reconnaissance de notre niveau bac + 3 avec des équivalences possibles. » Pour l'instant, Béatrice veut devenir surveillante. Même si dans ce métier, son doit se sentir encore un million de la chaîne.

La nuit tombe. Un petit est passé de son lit à barreaux dans les bras d'un interne. Il a pleuré des heures durant mais personne n'avait un moment à lui consacrer. « Nos relations s'avèrent avec les parents, explique Sandrine, l'infirmière de garde. On manque de personnel, on change de salle. Il m'est arrivé de travailler dans des unités différentes en sept jours. »

Après deux ans d'attente, Sandrine a quitté le foyer où elle partageait une chambre avec sa petite fille pour un appartement HLM dans le 19^e. Elle travaille tous les week-ends, ce qui lui permet de gagner 540 francs de plus par mois – soit environ 8 000 francs au total – et d'avoir un rythme plus régulier. Sinon, elle doit travailler sept jours de suite, se reposer deux jours, puis travailler de nouveau trois jours.

Tout à l'heure, elle va chercher sa fille à la crèche de l'hôpital. Il sera 19 heures. Il faudra la réveiller, prendre le RER, le métro. Deux changements. Pendant ce temps, Béatrice s'apprête à grignoter sur le coin d'une table à l'office. En attendant un autre enfant qui n'arrive pas à respirer à cause d'une bronchiolite...

MARTINE LARONCHE

Les principales revendications

L'augmentation des effectifs, des salaires et l'amélioration des conditions de travail figurent parmi les principales revendications des infirmières.

« Augmentation des effectifs. La Coordination nationale infirmière et la Fédération santé de la CGT réclament la création de 20 000 postes d'infirmières, l'Union infirmière France insiste plus particulièrement sur la nécessité de compléter les postes budgétés actuellement non pourvus et sur la mise en place d'une évaluation nationale de la charge de travail. Selon les statistiques du ministère de la santé, sur les 365 515 infirmières diplômées d'Etat depuis 1953, c'est-à-dire de moins de soixante ans, seulement 240 711, soit les deux tiers, continuent actuellement à exercer leur profession. Ces chiffres ne prennent pas en compte les infirmières de secteur psychiatrique, qui sont au nombre de 61 204. On estime qu'une infirmière exerce sa profession en moyenne pendant huit à neuf ans.

« Hausse des salaires. La Coordination nationale infirmière réclame une augmentation de 10 000 F. L'Union infirmière France de 9 500 F. La CFTD saoté insiste sur de meilleurs salaires en fin de carrière.

« Amélioration des conditions de travail. Il s'agit de la diminution du temps de travail (treize-cinq heures de jour et treize-cinq heures de nuit pour l'Union et la Coordination), l'aide au logement près du lieu de travail, la création de crèches supplémentaires dans les hôpitaux, le remplacement immédiat des congés de maternité, parentaux ou de maladie, une meilleure rémunération des contraintes inhérentes à la profession (astrotécies, travail de nuit, du dimanche et des jours fériés).

« Meilleure reconnaissance de la profession. L'Union infirmière France souhaite la mise en place d'un « véritable statut à la hauteur des missions confiées », ainsi que l'élargissement du champ de compétences des infirmières. Par exemple, les soins palliatifs ou encore les actes de petite chirurgie ou les pansements devraient être placés sous la responsabilité des infirmières.

« Pouvoir décisionnel accru à l'hôpital. L'Union infirmière France réclame la mise en place

rapide, et en concertation avec les professionnels, des décrets d'application de la loi portant réforme hospitalière. Celle-ci prévoit la création d'un service de soins infirmiers, d'une commission de soins infirmiers (qui donne son avis sur le projet d'établissement), et la présence d'une infirmière au conseil d'administration de l'hôpital. La Coordination réclame, pour sa part, une représentation de la profession, avec

voix délibérative, dans toutes les instances décisionnelles.

« Revalorisation du diplôme d'Etat. Les infirmières veulent une reconnaissance financière de leur niveau d'études bac + 3. Elles veulent bénéficier d'équivalences pour accéder à des formations universitaires (psychologie, sociologie...), voire une formation infirmière en université.

M. La.

L'attrait de la Suisse

BERNE
de notre correspondant
La pénurie chronique de personnel soignant et les conditions proposées aux candidats pour remplir les vides expliquent en grande partie l'attrait qu'exerce la Suisse sur les étrangers. Le phénomène est perceptible en particulier dans les cantons frontaliers, mais il se vérifie également à l'intérieur du pays. Il y aurait environ cinq mille postes de travail vacants dans la profession, et 36 % concerneraient des infirmières diplômées. Les perspectives se semblent guère meilleures, certaines projections prévoyant plus de six mille postes à pourvoir en l'an 2000.

Recrutement au Québec

Dans leur tentative de revaloriser la profession, les autorités n'hésitent pas à coopter des étrangers. Les médecins suisses sont-ils plus élevés qu'ailleurs : de la première année, une jeune diplômée peut gagner, par exemple, 34 800 francs suisses à Genève et 33 400 à Fribourg (1 franc suisse équivaut à 3,89 francs français). Mais la semaine de travail reste en général fixée autour de quarante-deux heures, et le coût de la vie est aussi plus élevé en Suisse que dans les pays voisins. Si bien que le statut d'infirmière commence à être mis en question, les associations professionnelles estimant de plus en plus que la profession s'est dévalorisée aux yeux du public, si ce n'est de l'usage.

Reste que les conditions de travail en Suisse semblent suffisamment alléchantes pour attirer non-

bre d'étrangers, ou plutôt d'étrangères, dans tous les domaines de la santé, du secteur à l'infirmière. Ainsi, à Genève, le personnel étranger et frontalier représente la moitié des effectifs. Il est de 30 % de l'ensemble du pays, avec une pointe de 42 % pour le centre hospitalier universitaire de Lausanne. Pour colmater les brèches, cette institution moderne et à technologie de pointe n'hésite pas à recruter large en faisant de la prospection jusqu'au Québec. Elle envoie régulièrement des émissaires ou des équipes de recrutement du personnel infirmier qui se tient depuis quelques années à Montréal et s'ouvre des centres de placement hors des frontières helvétiques.

A Annemasse, on reconnaît l'attrait exercé sur le personnel formé dans les écoles spécialisées de Haute-Savoie par des salaires de 5 000 francs suisses par mois contre moins de la moitié selon les barèmes nationaux français. Phénomène analogue du côté de la Suisse italienne, où un infirmier diplômé peut gagner d'emblée, uniquement en traversant la frontière, autant qu'un médecin italien. Les médecins de la santé ont, en Suisse, une meilleure image que chez eux, que dans les pays voisins. Les conditions de travail y sont plus satisfaisantes, de même que les possibilités de promotion professionnelle. De l'autre côté de la frontière, les responsables italiens et français commencent cependant à réclamer une politique régionale mieux coordonnée en la matière, ainsi que d'éventuelles compensations pour ces échanges mal maîtrisés.

JEAN-CLAUDE BUHNER

مركز التمثيل

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 19

Le Monde

SECTION 8

ARTS • SPECTACLES

LE DOUZIÈME FESTIVAL DE JAZZ DE PARIS



Martial Solal, tête d'affiche de l'édition 91.

BERTHARD DESPREZ/REUTERS

Après Miles, le déluge ?

par Francis Marmande

LES choses ne sont plus les mêmes et rien n'a changé. Miles Davis est mort. La mort de Miles a créé un double vide. Elle se distingue de la mort ordinaire des musiciens de jazz. On entend d'habitude une sorte de lamentation très douce et déçue. Le deuil est d'autant plus lourd à porter qu'il faut l'annoncer à ceux qui l'ignorent. C'est en général ce qui se passe. Les musiciens de jazz ne sont pas interchangeables. Ils ne se succèdent pas.

Un Africain qui meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. Un musicien de jazz qui s'en va, ce n'est pas seulement une personnalité qui s'évanouit, pas seulement un art de faire, un savoir-faire, une technique, une maîtrise, une personne qui disparaît, c'est à lui seul une idée du jazz — donc, l'idée même du jazz — qui finit. Chaque musicien porte à lui seul le jazz qu'il ne peut jouer qu'avec d'autres et avec quoi il part : pour parler des derniers à avoir passé l'arme à gauche, Dexter Gordon, c'était une façon de tenir le ténor et le timbre unique d'une voix ; Sarah Vaughan, un port de tête et un jeu d'inflections qui signaient sa présence sur terre ; Stan Getz, une aisance et une souveraineté faussement désinvoltes ; Chet Baker, un rôle et un rythme, le souffle d'une voix réservée à la confidence.

Ce qui embrouille les amateurs, ce qui les enlève d'une discrète névrose sacrée qu'ils cultivent comme d'autres les gémissements, ce qui laisse bien désemparés les profanes, ce n'est pas ce rapport familial que les esprits courts mettent à la communauté du jazz (elle n'est en rien la « famille du jazz », elle est justement le bonheur de l'anti-famille !), c'est qu'on entre ou pas dans la confidence d'amour, qu'on partage ou pas le secret d'amour, qu'on est ou non dans l'œil du cyclone.

En pervers rapide et tendre voyou, Miles Davis a joué ce rapport aux musiciens et au public jusqu'au bout. Avec adresse et culot. Comme on joue une mise. Comme on joue un rôle. Comme on se joue de soi. C'est ce qui fait que sa mort est la première d'un Nègre américain à avoir déclenché des débits amoureux, des colères d'enfant blessé, la souffrance à l'état pur ou l'abandon du deuil. Il

avait induit ce rapport-là aussi. Il avait suscité par avance ce désarroi que l'on respecte. Sa disparition laisse la scène d'un vide étrange parce qu'elle ne se confond pas avec la simple brutalité de la mort. Kierkegaard a ce mot : « Ma tête est vide comme un théâtre où l'on vient de jouer. » Ce vide est stérile. Il n'est pas le vide de ce qui n'aura plus lieu, il est le vide de ce qui vient d'avoir eu lieu.

Au lieu de se survivre, de se répéter ou de mourir trop jeune, Miles a changé en question spectaculaire ses limites, la défile de son organisme et sa conception de la musique. C'est pourquoi il restait sur la scène. C'est pourquoi ses concerts tenaient plus d'un théâtre musical où il exhibait la musique qu'il cachait à la fois, mettant en scène le geste où il dissimulait, par un tour de prestidigitiation, la source de la musique dont il feignait de produire l'origine, se tournant comme pour garder le secret, allant de l'un à l'autre comme on marche en studio, comme on va en répétition, donnant aux photographes la posture qu'ils allaient justement lui demander, se déplaçant ou se touchant pour dire quoi de plus ? mon cœur ? mon âme ?

A Vienne, il y a deux ans, dans l'amphithéâtre romain, il a captivé huit mille personnes trempées jusqu'à l'os par un déluge de deux heures et demie. Sous les parapluies, des inconnus se tenaient la main et ne bougeaient pas. Pourquoi ? Pour la musique. Il sautait à la diable et quittait la scène, l'orchestre continuait seul, puis se séparait un par un jusqu'au moment où il ne restait plus que des boîtes électroniques à lampions de contrôle rouges, bleus, verts, les derniers synthés à jouer, seuls comme sur une planète abandonnée, jouaient-ils d'ailleurs ? Ils signalaient prudemment que c'était fini, que ça venait de finir, que rien n'allait finir de ce qui finirait.

La scène est vide de lui, et il va falloir inventer d'autres formes de présence. Miles est souvent venu au Festival de Paris comme il participait désormais à toutes sortes de manifestations d'importance inégale. Ses rôles de locomotive, d'alibi et de déséquilibre — ses cachets étaient autant de lettres de cachet pour tant de musiciens méritants — s'agapient. On vient de commencer de les regretter. On n'a pas fini. Ni pour la légende (pur symbolique) ni pour la

vérité (purement imaginaire), encore moins — les organisateurs vont sentir leur douleur — pour les affaires (le business, l'argent, le réel-réel).

Miles électrisait toutes relations, féminisait le masculin, vidait les femmes, conduisait vite, aimait les substances et faisait danser l'argent. Mais enfin, c'est sa musique, son art de la note, de la durée, qui traînent dans les têtes, dans les crânes, et, pour les plus chanceux, les musiciens, dans les doigts, ce souffle coloré en son, cette imitation poétique du mouvement du siècle.

Comment monter un programme auquel il a si souvent participé ? En créant. En créant comme à Paris aujourd'hui des rencontres nécessaires, des attentes : Martial Solal, Max Roach et Gary Peacock, par exemple, une formule géométrique qui, sur le papier, avant toute réalisation, fait lever plus de désirs, de fantasmes et d'orages que la lecture d'un script de Fellini. Ou encore Solal, Humair et ce jeune prodige — comme un renversement de formule ancienne — Jerry Bergonzi, et pour finir, en duo, déjà mieux éprouvé, avec Toots Thielemans, qui est à l'harmonica ce que Youri Bashmet est à l'alto.

De Bill Frisell, on ne peut attendre que l'étonnement, l'inattendu, la tension de ce qui n'aura pas lieu. Idem pour Ray Anderson, entouré de pointures encore peu connues (Simon Nabatov), c'est le jazz tel qu'il se fait demain, hors toute idée préconçue et détonnante du jazz. Le jazz tel qu'on ne le sait pas et tel que les festivals de l'été, par routine, par souci de présenter de la musique hygiénique, par peur d'eux-mêmes, écrasent.

Quant à Dave Holland, Kevin Eubanks et Mino Cinelu, on donnerait beaucoup pour les suivre, les entendre préparer, les regarder faire. Voilà : si vous ajoutez qu'on n'a rien dit de Steve Lacy, du Phil Woods European Rhythm Machine reconstitué et de cette idée saugrenue, magnifique, extravagante, casse-gueule, vraiment excitante, de célébrer les vingt-cinq ans de l'Art Ensemble de Chicago au Zénith, on dira du Festival de jazz de Paris, douzième du nom, qu'il s'annonce comme une grille réellement d'après Miles Davis. Ce qui est d'autant mieux que ce programme a été monté longtemps avant sa disparition. (Lire nos articles pages 20 à 22.) ■

CINÉMA 23

Wim Wenders
au bout du monde

DISQUES 29

Le XX^e siècle dans le violon
d'Irvine Arditti

ARTS 30

Les sculptures de fer
de Robert Jacobsen

Lire pages 24 à 28 la sélection
des rendez-vous de la semaine.

IMMENSE



BEETHOVEN
LES 9 SYMPHONIES
The Chamber Orchestra of Europe
NIKOLAUS HARNONCOURT



Prix
Nouveauté
-20%
fnac

مركز الفن

JAZZ A PARIS

RENCONTRE AVEC LE PIANISTE ET COMPOSITEUR JOACHIM KÜHN

La bohème au clavier

Pianiste et compositeur né à Leipzig, ex-RDA, en 1944, Joachim Kühn s'est exprimé dans tous les domaines de la musique : classique, jazz, expérimentale (son groupe avec Jean-Luc Ponty s'appelait Experience)... Depuis sept ans, installé en France, il constitue avec Daniel Humair et Jean-François Jenny Clark un trio auquel se joint souvent Michel Portal. Le Festival de Paris lui donne l'occasion de présenter un all-stars de quelques-uns des principaux musiciens du moment. Dont Rolf Kühn, son frère.

« Quelle est votre idée du piano ? Références, modèles, refus ?

— C'est simple, je refuse dès l'instant que quelqu'un vient me dire ce qu'il faut faire, ce qu'il faut jouer et comment le jouer.

— Vous semblez avoir une conception très spectaculaire de la scène, du mouvement et du jeu. Chacun de vos concerts est très physique, plus qu'un geste, une chorégraphie, une tempête de cheveux très romantique. Est-ce pour vous une condition de la transmission avec le public ?

— Ecoutez : je ne m'étais jamais aperçu de la façon dont je bouge en concert, jusqu'à ce que je le voie à la télévision. J'ai été sidéré de mesurer à quel point je gesticulais. Je ne le savais pas. Je ne m'en étais jamais rendu compte. En même temps, c'est certainement le reflet de mon tempérament le plus naturel, une façon spontanée de descendre au fond de la musique, de son inconscient : je n'ai pas le contrôle de mes mouvements. Je me rappelle que mon professeur me réprimandait déjà, enfant, à cause de mes gesticulations, et aussi du fredonnement dont j'accompagnais mon jeu. Quand il m'arrêtait, c'était comme si je m'éveillais. Je n'avais pas le moindre souvenir de ce que je venais de faire.

» Dans un sens très différent, très conscient celui-là, j'ai toujours attaché, en scène, une énorme importance à la tenue, à l'allure, aux vêtements par exemple. Le public doit absolument comprendre et savoir que vous êtes en train de faire quelque chose de pas ordinaire.

» Jouer, c'est spécial, il faut le signaler, il faut s'en convaincre.

— Le jazz ?
— Un mode de vie.
— Le free jazz ?
— Une partie de la musique.
— Composer ?

— Un morceau de jazz n'est pas une composition. Un vrai compositeur écrit tout le temps, comme s'il répondait à une nécessité intérieure, ce qui arrive plus couramment dans la musique classique. Mais il

n'empêche qu'il y a aussi de vrais compositeurs de jazz.

— La musique contemporaine ?
— Une expression mal employée.
— Les perspectives ?
— Faites votre musique, rien que votre musique, pure, sans compromis, sans intentions commerciales.

— Au Festival de Paris, vous présentez une sorte d'all-stars, avec de grosses pointures comme Michel Portal, Randy Brecker, Palle Mikkelborg, ceux que je ne cite pas et qui en sont déjà tristes. Ne me dites pas que ça ne pose pas des problèmes d'égo, de narcissisme, de préséance, de leadership... Y a-t-il un risque à ne pas voir venir la musique à force de multiplier les personnalités ?

— Un bon chef d'orchestre, ou plutôt *band leader* — le chef, c'est une notion du classique, — n'est pas seulement un leader en musique, c'est aussi une personne qui sait rassembler les gens qu'il faut. Les musiciens qui se comprennent, qui s'attendent.

» Je crois avoir un certain talent pour mettre les

gens ensemble, sur un plan musical et humain. Il n'y aura pas de problèmes d'égo. L'orchestre monté pour le Festival de Paris, cet all-stars, vous avez raison, a d'énormes solistes. Si chacun a la chance de jouer son solo, nous serons tous heureux. Puisqu'il s'agit de mon groupe, j'apporte mon propre matériau écrit, oui, des compositions. Mais je demanderai aussi à Portal ou Mangelsdorff d'écrire pour l'orchestre.

— Si je vous dis Coltrane...

— Depuis que je joue du jazz, Coltrane est là, qui m'accompagne, qui me suit. Et il sera toujours là. C'est un des plus grands musiciens de tous les temps, comme Bach.

— Que diriez-vous du trio que vous formez, depuis longtemps, avec Daniel Humair et Jean-François Jenny Clark, auquel se joint souvent Portal ?

— Que c'est l'expérience la plus longue que j'aie eue en jazz. Nous nous connaissons depuis plus de vingt ans et nous jouons ensemble depuis sept ans. Eh bien, nous continuons de nous surprendre réelle-

ment dans les improvisations, par nos solos. L'inspiration est constante. On ne peut atteindre ce niveau qu'à raison d'une immense confiance réciproque, ce qui suppose aussi l'amitié.

» Néanmoins, ceci explique cela, enfin je n'en sais rien, nous sommes aussi différents que possible dans la vie quotidienne. Trois personnalités à déplacer pour parvenir à jouer ensemble. Quand Portal nous rejoint, idem : un ami des années 60 qui est l'exemple même du musicien européen parfaitement individuel. Je l'admire pour tout, pour Mozart, pour les films, pour le jazz...

— Que diriez-vous des autres pianistes d'aujourd'hui ? Keith Jarrett, Martial Solal, Marcus Roberts ?

— Keith Jarrett, c'est un phénomène de notre temps. Solal, un grand pianiste. Marcus Roberts, je m'en balance un peu, mais je songe constamment à Art Tatum, Horace Silver, Bobby Timmons, Red Garland, Wynton Kelly, McCoy Tyner, Herbie Hancock, Cecil Taylor, John Taylor, Gordon Beck, Bobo Stenson, Jasper Van't Hof, Franco D'Andrea, Chick Corea...

— La vie ? Les directions, vous qui avez tout embrassé, le classique, le jazz, le free, la fusion, l'avant-garde...

— Ma vie est celle d'un bohémien sans maison, mes pays préférés sont la France et l'Allemagne. L'Allemagne est aujourd'hui presque plus divisée, plus coupée qu'avant. Mais les nouvelles générations vont changer tout ça, l'Europe est le pays d'avenir.

» Le voyage prend une place énorme dans ma vie. J'aime voyager loin. Je continue de m'investir dans tous les types de musique. Je tiens à être un musicien complet. Je le veux. Pas seulement polarisé sur le jazz, mais sur les nouveaux types de composition et d'improvisation. Je continuerai d'avoir un style personnel dans des projets différents.

— Vous avez des regrets ?

— Des regrets musicaux, non. J'ai eu beaucoup de chance. Je crois fermement que vous pouvez toujours faire ce que vous désirez faire, je crois que c'est possible.

— La tristesse ?

— Une vie de bohémien n'échappe pas à la tristesse, mais les grands moments de musique payent pour tout le reste et, plus encore, vous enrichissent. C'est sans la musique que commencent la vraie tristesse. Je n'ai rien à faire de l'origine d'un type, de sa couleur, de sa religion. Seules comptent la façon dont il joue, sa sincérité, sa maîtrise, son invention et sa personnalité.

» Le plus grand moment d'innovation en jazz, c'est la fin des années 60. Après, tout glisse plus ou moins vers le business. Mais je crois en mes attaches européennes, *my european roots*. Nous savons très bien d'où nous venons, absolument pas où nous allons...

Propos recueillis par FRANCIS MARMANDE

Ils sont venus, ils sont tous jazz

— SAMEDI 26 OCTOBRE : Martin Solal. Théâtre des Champs-Élysées. 20 h 30. Tél. : 47-20-30-88. F. 60 F à 220 F.

— DIMANCHE 27 OCTOBRE : L'Orchestre national de jazz, dirigé par Denis Badault. Maison de Radio-France. 20 h 30. Tél. : 42-30-15-18. 20 F.

— LUNDI 28 OCTOBRE : Joachim Kühn Jubileum Orchestra (Michel Portal, David Liebman, Cristof Lauer, Rolf Kühn, Randy Brecker, Palle Mikkelborg, Albert Mangelsdorff, Conrad Bauer, Bob Stewart, Jean-François Jenny Clark, Adam Nussbaum). Casino de Paris. 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. 130 F.

— MERCREDI 30 OCTOBRE : Martin Solal et Toots Thielemans. Théâtre de la Ville. 18 heures. 88 F. Privilège, avec Karim Driscoll et Joe Baron. Egebert Giesonoff Group (Nardo Carneiro, Zeca Assumpção et Jacques Morelambert). Théâtre de la Ville. 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F (à 18 heures). 130 F.

— JEUDI 31 OCTOBRE : Kevin Eubanks, Dave Holland, Mino Cinelu, Jean-Marie Machado (vibraphone ; musique inédite en création avec le percussionniste Mann Vasconcelos). Théâtre de la Ville. 20 h 30.

— VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE : Fe and Male, dirigé par Mathias Rüegg. Radio-France. 20 h 30.

— SAMEDI 2 NOVEMBRE : Art Ensemble of Chicago, Lester Bowie's Brass Fantasy (avec Starnton Davis, E. J. Allen, Gerald Brazel, Vincent Chancey, Steve Turre, Franck Lacy, Bob Stewart, Vinnie Johnson et Don Moye). The Amartubo Male Chorus (avec David Serame, Joe Leguabe, Elliot Ngubane, Max Bhe Bhe, Kay Nsumelo, Thomas Moyo, Jonas Dube et Zack Nyoni). Zénith. 20 h 30. Tél. : 42-45-91-48. 150 F.

— LUNDI 4 NOVEMBRE : Masahiko Satoh et Jean-François Jenny Clark. Laurent Newton et Fritz Hauser. Eric Watson et John Lindberg. Auditorium des Halles. 21 heures. Tél. : 42-36-13-90. 130 F.

— MARDI 5 NOVEMBRE : Steve Lacy et Masahiko Togashi. Phil Woods avec Gordon Beck, Henri Texier et Daniel Humair. Théâtre du Châtelet. 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. 150 F.

★ Festival de jazz de Paris. Produit par l'Association nationale de diffusion culturelle, 5, rue Bellart, 75015 Paris. Réservations auprès des théâtres.



Les New Morning qui chantent

Dix ans, le New Morning ne fait pas son âge. Il cumule plusieurs avantages incontestables. D'abord, il est très confortable. Il n'a aucune grâce particulière. Il n'est pas dans un quartier passant. Ni branché. Son côté loft à trois sous a toujours l'air bricolé. La scène est comme raffistolée. Maurice Cullaz, son directeur, n'a pas le droit de fumer « backstage ». Le son est moyen. Les éclairages étiés. Le panneau immense du titre qui tient lieu de toile de fond a quelque chose de lassant. Par temps couvert, les places sont chères. C'est dans l'ensemble plutôt cher. Le public est une bonne collection de blairaux fuchs de faire fête à la première adolette armée d'un saxophone à bretelles. Mais l'essentiel n'est pas là.

An New Morning, on se sent bien. La musique vient souvent. Plus qu'ailleurs. Le mélange même du public est très excitant. C'est le premier club à avoir mêlé les vrais blairaux aux débutants, ceux-ci aux pseudo-spécialistes et ces derniers aux musiciens. Beaucoup de musiciens dans la salle. C'est un signe qui ne trompe pas. Le public est un vrai public. Très jeune. Plutôt indigent : c'est qu'il aime aimer, on ne va pas le lui reprocher. Le lieu inachevé a des airs de studio, de club, de hangar, de grenier, de garage, de possible, de n'importe quoi, de rêve ouvert. Son confort est intérieur. Rien n'y laisse l'ordre de penser, d'écouter. C'est ce qui fait qu'on y tend plus l'oreille qu'ailleurs.

Dernier point. Mais n'importe qui de sensé eût commencé par là. N'importe qui, qui eût à produire un discours promotionnel. Ce n'est pas notre

affaire. Voilà : si vous prenez en jazz la liste des musiciens qui se sont succédés sur cette scène mal fichue (ce n'est pas vrai) du New Morning, si vous lisez celle du mois prochain, vous tomberez, si plus ni moins, sur tous ceux qui comptent, sans exception, sans réserves, sans distinction d'âge, de styles, de générations. On devrait feuilleter les programmes du New Morning comme un calendrier ouvert, comme une anthologie, comme un dictionnaire en désordre, comme un livre d'images musicales. Un calendrier de rendez-vous inspirés. Plus tard, on le fera, ces choses-là circuleront, on se dira, ce n'est pas possible, ils forcent la note, c'était un dictionnaire animé.

Non, ce sera simplement l'éphéméride du New Morning. L'histoire de nos jours, de nos nuits de Paris pendant dix ans (pour l'instant), une succession de noms incomparables. On a pas mal voyagé. Nulle part ailleurs, un simple club fuchs comme l'as de pique n'a su proposer, ces dix dernières années, autant de listes dignes d'un festival de haut niveau, autant de noms dignes des plus grandes salles, autant d'assemblages dignes des initiatives les plus gaies et les plus hardies. Nulle part. Même à New-York ? Même à New-York City...

A supposer que vous ne soyez jamais allés au New Morning, tout est possible, vous venez de perdre dix ans de votre vie. Ce n'est pas grave en soi, mais ça compte. Malgré tout.

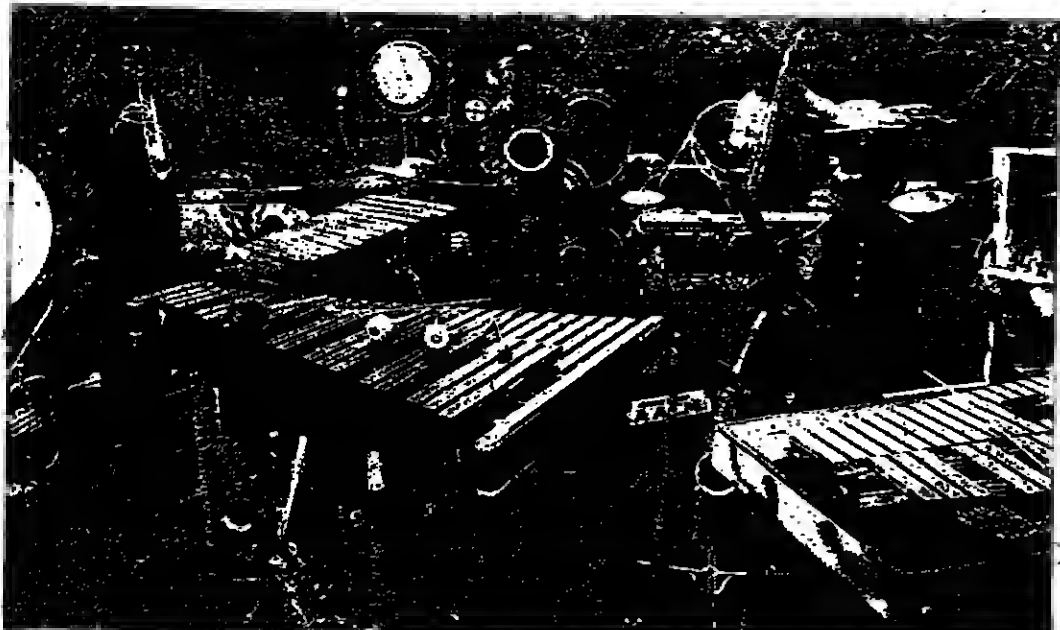
F. M.

مركز الفن

JAZZ A PARIS

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ART ENSEMBLE OF CHICAGO

Great Black Music



L'Art Ensemble of Chicago en 1989.



...et en 1979.

Tout concert de l'Art Ensemble of Chicago commençait avant le concert. Il commençait dans les têtes. Il commençait sur scène avant toute entrée, une scène façon caverne d'Ali-Baba, grand ouverte sur le monde, sur le Sud. Bientôt quatre, puis cinq musiciens déboulaient, acteurs, créateurs, activistes. Noirs. C'était en 1966. Les mêmes, aujourd'hui, fêtent à Paris leur anniversaire.

QUAND le rideau se levait - le plus souvent, il n'y avait pas de rideau - la scène surgissait, encombrée d'une quincaillerie de boutique du Sud, ivre d'un capharnaüm tiré d'un songe, grenier d'enfance de plusieurs lignes de musiciens de province, frottoir magnifique de cuivres, de peaux et d'os, les plus beaux instruments européens (le saxophone basse, par exemple) venant avec des balafons superbes, les plus remarquables percussions africaines mélangées à des trucs informes, le rêve du bricolage et de l'antiquaire, la cave d'une maison inconnue et familière, le labyrinthe à cachettes, une sorte de projection hologrammatique des incouscous de l'époque, tout faisait sens, le sens était partout, non-sens compris, ils n'avaient pas commencé de jouer, la musique était déjà là, éparse, installée, entretenue, disponible, bordélique, oui, c'était le bordel imaginaire du jazz, monté par des artistes.

L'époque, 1966, tombe juste, ils ont vingt-cinq ou trente ans. Ils en sont des acteurs, des activistes. Ils : Malachi Favors, peintures de guerre, galabie de céré-

monie, contrebasse, sifflets, percussions, balalaïka, lamentations rituelles; Lester Bowie, fines lunettes et blouse blanche ouverte d'apothicaire, irrésistible Grouches black, trompette, tambours, trompe tibétaine, harmonica, claviers. Roscoe Mitchell, anches, famille des saxophones au grand complet, roulette, bonbon chamarré, planche à laver, happenings sourcilieux, cris de guerre; Joseph Jarman, iton, double menaçant et cependant très identifiable, dans le registre des mêmes séries, tous cuivres au vent, peinture nuba, amateur, comme les autres, de oouba; Famoudou Don Moyé, percussions avant tout, branle-bas de combat, batteur hétérodoxe, promoteur de mystères, si peu grimaçant qu'il en paraissait sous masque, grand collectionneur de coiffeurs pour un bataillon sans chef.

Tels ils sont, vite cinq après s'être construits à quatre, venus de Chicago où la musique s'est arrêtée un instant après ses courses de furet, sa vitesse de feu qui se propage, de Nouvelle-Orléans en Saint-Louis, Chicago une première fois, Kansas-City au temps des langoustines, New-York-New-York, plusieurs fois, Los Angeles le temps de rêver les vagues, et quand le pays commence à prendre feu, justement à Watts, le ghetto de L.A., retour à New-York avec une escale imprévue à Chicago, dans les années 60.

Chicago n'est pas une ville ordinaire. C'est une ville du blues. Rien ne la prédispose à symboliser la révolution en jazz. Rien ne prédispose personne aux révolutions. Il suffit de voir aujourd'hui. Deux hommes pourtant, quelques autres sans doute, cassent les images et inventent une nouvelle forme d'amour (ce coin plus général de la musique et moins raciste que le jazz) au début des années 60. L'un est Von Freeman, le père de celui qui le rendra célèbre, Chico, saxophoniste téor parfaitement insensible aux ex-

gences de la mode et des margoulins. Famille de musiciens, cœur d'or, ce qui sauve Von Freeman et nos âmes, c'est sa mère. Il n'a jamais voulu quitter Chicago de son vivant. Ça ne l'intéressait pas. Les tournées, les journaux, les succès, la pacotille, ça ne lui disait rien. C'est ainsi. Il jouait régulièrement dans un club du sud de la ville. En tournée, les grands du jazz, Armstrong, Parker, Miles, Dexter, Gillespie, venaient jouer avec lui, aucun besoin de bouger. Sa musique bougeait bien assez comme ça.

Dans les années 40, compagnon de Sun Ra, « otro toro », il disposait déjà d'une espèce d'esthétique free, outrancièrement libre, qui ficherait en l'air les grandes généalogies du jazz (ultime recours théorique de ceux qui n'ont pour toute base que l'imitation de Jésus) et les censures des médiocres (« le free est fini, mauvais moment, bruitage et commissariats politiques en tous genres » : ultime recours théorique de ceux qui fonctionnent au fantasme - ce qui n'est pas, on le sait, le meilleur carburant).

En 1965, à l'initiative de Mihal Richard Abrams, pianiste et compositeur qui menaça deux ans plus tard l'Experimental Band (on voit le genre), les chicagoans de vingt ans se réunissent. Ça tient du mouvement surréaliste, de Contre-Attaque et des groupes d'action. C'est politique, oui. Ça ne fait ni peur ni mal, c'est une machine à faire de la musique (voir plus haut), à aimer, à avancer. Mihal donne un nom : Association for the Advancement of Creative Musicians. Free Jazz, ce n'est pas un sigle, un pin's, une légende, ça veut dire très simplement : libérons le jazz!

Voilà l'aventure. On va essayer, c'est couru, de la réduire, de l'écraser, de l'antéhistoriquement, mais ça ne marche pas. Tous ces types ont eu un mélange étonnant de lucidité historique - ils savaient ce qu'il en était de l'histoire du jazz - et de désir de

renouveau. Tous les concerts des bureaux de l'AACM et de son groupe phare, l'Art Ensemble, étaient des actes, des actions, de l'activisme. de la création, de la gaieté, des ardeurs, du p. andiose, un sujet de conversation, pas un qui laisse indifférent, on en sortait brisés, regonflés, hilares, en colère, amoureux, ça allait de pair avec Tel Quel, Lacan, Foucault, Deleuze, les manifestations, le remue-ménage des idées, l'art du temps, les poings gantés de noir des sprinters américains à Mexico, la contestation généralisée, le joli mois de Mai et toutes ces années qui se sont ensuivies. Qui durent encore, en un sens. Sauf pour les repentis et les vrais oévroisés - ce qui n'est pas donné à tout le monde. Ceux qui se laissent simplement porter par l'époque, ils étaient la farine du soufflé, sont retombés. Ils cultivent l'oubli.

Les autres savent à quel point ils ont été changés par l'Art Ensemble. Autour de Mihal, une génération entière, Anthony Braxton, Kalaparusha, John Stubblefield, Henry Threadgill, Leo Smith, George Lewis, Leroy Jenkins, Fred Hopkins, Kahil El Zabar, Philip Wilson, Jack DeJohnette, comme la Jazz Composer's Guild à New-York, d'autres ailleurs, ont promu la Great Black Music. Quand on juge de l'état actuel du spectacle et de la musique, avec une pointe pessimiste, on pourrait dire que ça n'a pas pris. Ça n'a pas donné. Pas plus que les idées de 68. En cynique, on pourrait ajouter, « nous avons fait mai 68 pour ne pas devenir ce que nous sommes devenus » (Wolinski). En optimistes et au regard des résultats (donc, en réalistes), on dira ceci : si ces types n'avaient pas existé, misère, qu'est-ce que ça serait, alors, aujourd'hui...

F. M.

PASSATION DE POUVOIR A LA TÊTE

Mélophile

Claude Barthélémy, directeur sortant d'une formule phibiscitée de l'Orchestre national de jazz, cède son tour. Il a succédé à François Joanneau (1986-1987), Antoine Hervé (1987-1989), et passe le relais à Denis Badaut. Un saxophoniste, un pianiste, un guitariste, un pianiste. Des moyens mesurés, en comparaison des divers budgets de la direction de la musique. Un libre choix des pupitres. Quatre esthétiques radicalement différentes. Bilan du départ après conversation avec les autres.

par Claude Barthélémy

CONTRE la montre... Ce n'est pas de Greg LeMond que je parle, c'est de l'ONJ. N'empêche que diriger l'ONJ tient, à bien des égards, d'une course contre la montre par équipes. L'épreuve reine, en un sens, mais à quel prix? Une année d'exercice (François Joanneau), deux et demi (Antoine Hervé), deux (ma pomme) ou trois (Denis Badaut), ça importe. In durée pourvu qu'on ait la vitesse. Soient patiemment qu'on fait dans la durée avec l'arrêt du mandat.

D'où un fort désir de tout dire, au risque de précipitation saillante. Plutôt garder en soi, dirais-je, l'urgence. Mes camarades, les musiciens, ne s'y sont pas trompés, qui m'ont amicalement poussé à réduire de plus de trois heures à moins de deux la durée de chaque spectacle.

Cette expérience, unique au monde - car il ne s'agit pas, comme en Allemagne, par exemple, d'un orchestre de radio avec pupitres permanents et chefs invités, mais d'une sorte de carte blanche laissée à un directeur musical - ne peut être que marquante pour celui-ci, surtout à la fin : un an de purgatoire pour Antoine Hervé, un an à la Réunion pour Joanneau, faite en avant pour moi dans l'espoir de maintenir le fond de l'orchestre. « Ça fait partie de mon histoire



Denis Badaut, nouveau chef de l'Orchestre national de jazz.

DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ

et mélomane

mais je ne veux pas en être tributaire», me glisse Hervé. Je n'en suis pas à ce point de sagesse. (Car il s'agit bien de cela : on devrait dire mélophile, comme philo-sophia ou philatéliste; or l'on dit mélomane, comme toxi-comane).

Cela dit, il est réconfortant de constater qu'au moins quatre esthétiques radicalement différentes peuvent se manifester en France en six ans, avec des instrumentistes de haut niveau, différents, changés, pour les servir, dans le cadre d'un « grand orchestre » - quel terme idiot : en classique, vingt musiciens, ce n'est même pas l'orchestre de chambre mozartien, mais bon...

Radicalement différentes? Bien sûr, chez Joanneau, le soliste n'était pas forcément désigné à l'avance, alors que toutes mes pièces, et de plus en plus, sont des portraits - réminiscence ellingtonienne, peut-être. Voilà, parmi tant d'autres, un exemple de différence... Une chose est sûre, nous avons tous partagé le même désir de convivialité dans nos formations, beaucoup d'initiatives au sein du groupe, que l'on soit trois ou vingt, c'est pareil, en veillant tout de même au risque « d'une certaine dilution des responsabilités par effet de masse » (Joanneau).

Bilan personnel : neuf mois de préparation dont trois consacrés au casting et six à l'écriture. Deux années de concerts, un salaire de cad' sup, bref, un exténuant petit nuage en somme, beaucoup de rires et des amis nettement décidés à continuer l'aventure, quelque difficile qu'elle semble hors cadre institutionnel : le revers de la médaille d'originalité de la formule. Plus l'immense joie, la vraie joie de se faire jouer et reconnaître comme compositeur-arrangeur, même si l'ensemble des responsabilités ne permet pas trop de se pencher sur son propre instrument. Petite blessure. On va arranger ça tout de suite.

J'ai beaucoup parlé de temps, mais la musique n'en est-elle pas l'expression la plus exacte, la plus sûre? Et pendant ce temps-là, Denis Badaut jubile. Tant mieux!

JAZZ A PARIS

RENCONTRE AVEC LE BRÉSILIEN EGBERTO GISMONTI

Les humeurs joyeuses d'un cannibale

Jazzman hétéroclite, virtuose du piano et de la guitare, Egberto Gismonti dévore Villa-Lobos et le folklore nordestin, prolonge en défilés construits la tradition des musiques populaires et érudites de son pays. Et perpétue, en le modernisant, le mouvement artistique né au Brésil dans les années 30, l'anthropophagisme. Le gourmand s'explique.

ENTRE intellectuel et primitivisme : la musique de Gismonti, comme celle de ses compatriotes Hermeto Pascoal et Nana Vasconcelos, est faite de ruptures, de chocs frontaux et de difficultés contournées en pirouettes. Compositeur prolifique, il multiplie thèmes et improvisations qu'il truffe de références musicales « natives », d'emprunts maniés en jongleur : à la chanson populaire, quatre mesures d'Aquello do Brasil, une samba d'Arry Barroso (1939), au folklore nordestin, à l'élancé des repentins, à la poésie sans domicile fixe ; il y ajoute une touche de bamba-meu-bai, tradition noire du bœuf espagnol de la côte atlantique ; un mystère en forme de samba indien, écho de la réserve indienne du Haut-Paraná, où Gismonti s'en fut apprendre la flûte à la fin des années 70 ; du choro, notes égrenées dans un sanglot joyeux et populaire ; Webern, « sériel mystérieux » ; Carlos Gesualdo, son fétiche ; Villa-Lobos, beaucoup de Villa-Lobos. Et du swing en torsion, à la Mingus. De la contrebasse, du violoncelle. « Vous appelez ça du jazz, vous, eh bien, pourquoi pas ? »

Gourmand, iconoclaste, copieur, ogre, Gismonti ? Non, digne héritier de l'anthropophagisme brésilien, mouvement artistique et littéraire né dans le bouillonnement des années 30 au Brésil, et qui a, jusqu'aujourd'hui, résisté à toutes les modes. Rockers inspirés (Cazuza, mort l'an passé du sida), chanteurs vedettes (Caciano Veloso, co-inventeur de la vague tropicaliste), jazzmen éclectiques (Hermeto Pascoal, Pau Braz, Nivelo Ornelas) en revendiquent la filiation directe, et Egberto Gismonti, gâté sans roi, brésilien de l'Etat de Rio (un grand-père né à Beyrouth, un autre à Catane, en Sicile) plus que d'autres.

Anthropophage : le pays méritait-il pu choisir meilleur mot ? En 1928, le poète Oswald de Andrade s'en empara et en fit une philosophie de l'irrespect : enthousiasme illimité à phagocytiser tout ce qui passe à portée de main, l'Europe, les indigènes, la cruauté, l'humanisme, l'esthétique et la laideur, à coller tout cela dans le même chaudron paysan avant de touiller avec énergie et malice. « Aujourd'hui encore, tout est à prendre, dit Gismonti. Dans ma musique, je veux retrouver les trois Brésils, ces immensités réunies par un lien invisible qui nous donne une hallucinante volonté de vivre. Le Sud, qui produit la majorité des 375 milliards de dollars de PIB ; le Nordeste, ce désert indi-



gent où sont ancrées toutes nos traditions et l'Amazonie indigène.

Grand habitué de la scène jazz occidentale, en quartet, en quintet, en grand orchestre nu en duo, Gismonti fait de la musique instrumentale sans doute insupportable aux oreilles de l'amateur de jazz type. Un éternel bonnet vissé sur la tête, les cheveux noués en catogan et la barbe à la façon d'un virtuose du piano attaque les gammes à la vitesse grand V et casse tout à la moindre trace de facilité. Dilettante surdoué, il joue de sa guitare à dix cordes (ou douze ou quatorze) comme d'un Stradivari, quand il ne la transforme pas en instrument de percussion raffiné. Comment cet olibrius des tropiques décalé arrive-t-il, malgré tout - c'est étonnant - à rester classique ? Comment avec une musique si difficile parvient-il à nous laisser d'aussi bonne humeur ?

« Eh bien ! C'est que je suis moi-même de bonne humeur », répondait-il à la fin du concert donné à Nancy Jazz Pulsations au début du mois d'octobre. Concert enchanté, d'un jaillissement, amplifié, l'extrême complexité du chef d'orchestre estompée par ses pairs (Nando Carneiro aux synthés et à la guitare, ombre portée de son aîné, Zeca Assumpção à la basse et Jacques Morelbaum au violoncelle). S'il y a un mystère Gismonti, c'est celui, insondable, dit-il « des hasards, de la chance qui m'accompagne, des liens in-

vis dans la famille des musiciens. Ceux là mêmes qui m'ont toujours répété : « Egberto, ta musique est un immense non. Attends-toi donc à recevoir beaucoup d'autres non en retour. » J'ai entendu la leçon, mais je suis totalement serein. Je ne fais aucune concession sur ma liberté d'expression ».

1968 : le pianiste en herbe à vingt ans. Il monte à Rio. Dans les cafés, il rencontre Tom Jobim, Baden Powell. Un an plus tard, le Festival international de la chanson sélectionne une de ses compositions. Coup de cœur de Marie Laforêt qui passe par là. « Elle m'a demandé de faire les arrangements de son disque, puis de tourner avec elle en Europe. C'est comme ça que j'ai passé un an en France. Avec elle, j'ai appris la magie de la scène », Egberto habite l'avenue Pasteur. Il travaille son piano. Un jour, le concubine, un mépris timide et retranché, sonne à la porte : « Monsieur, c'est bien Webern que vous jouez là ? ». Habitée en exil, avocat, musicologue, le concubine était un élève de Nadia Boulanger et un ami de Jean Barraqué. Partitions sous le bras, le potache Gismonti affronte alors Madame le professeur. Zéro pointé : « Vous êtes un musicien européen passable et un compositeur brésilien nul. Où est la samba, où est le choro ? », lui demande abruptement la virtuose. Egberto repart au Brésil méditer son identité. Grands orchestres, thèmes en demi-teintes, harmonies et arrangements inspirés

d'Antonio Carlos Jobim, où le compositeur chante mezza-voce (des poèmes) : sur ces bases évanescentes, il estaine ses recherches rythmiques et sonores.

1975 : Gismonti et son groupe sont invités au Festival de jazz de Berlin. Manfred Eicher, patron du label ECM, sacré depuis champion des mélanges risqués, y découvre le « prodige » et lui propose sur-le-champ d'enregistrer un disque. Mais, subitement, le gouvernement militaire brésilien installe, pour tout voyage hors frontières, un dépôt obligatoire de 1 000 dollars. Désespéré (la somme est énorme à l'époque), mais pas vaincu, Gismonti part sans musiciens avec un projet de disque en solitaire. Une partie de deux jours à Paris met un inconnu, le percussionniste nordestin Nana Vasconcelos, sur son chemin. « Je lui dis : « Viens avec moi à Oslo ! » Il fut tout de suite d'accord. Nous n'avions jamais joué ensemble, il était impossible de répéter. Donc nous avons parlé en marchant. Puis enregistré Danças das Cabeças, une longue promenade en forêt amazonienne. C'est un objet rare. A cause de son étrange justesse, il a gagné tous les prix possibles, y compris un Grammy aux USA. » Partition sophistiquée mais dépoluée, alternance de temps calmes et de distorsions, Egberto Gismonti met la dernière main à son esthétique. « Bizarrement, mon seul disque d'or au Brésil fut Danças das Cabeças, en 1989, où figure une des compositions les plus célèbres de Villa-Lobos, Tremzinho do Caipira. Villa-Lobos était un voyou de grand chemin, génial, qui pensait que pour arriver à faire de la qualité il fallait faire de la quantité, des kilos et des kilos de musique... C'est un très grand compositeur, un as de la grande brésilienne qui a composé des choros en mêlant une vie de bohème et Floresta Amazonica en regardant la Merne près de Paris, là même où Debussy avait imaginé la Mer. »

Egberto Gismonti est un individu ténu. Il a racheté toutes les matrices de ses disques publiés au Brésil chez EMI-Odeon pour fonder son label, Carmo. Il a réussi à convaincre ECM d'en assurer la distribution en Europe, puis est parti en campagne auprès de JVC pour l'Orient, Polygram pour les Etats-Unis. Les livrets reprennent, en réduction, la formule des albums brésiliens, fameux en Amérique du Sud à cause de leur format de poche (le Journal du péqueno) : avec recettes de cuisine, textes littéraires et un secret de culture brésilienne (l'anthropophagisme, le carnaval...) dévoilé par un écrivain ou un journaliste connus.

Les premiers exemplaires (Arvore, de 1973, Circe, de 1980, Kuavup, la musique du film de Ruy Guerra, de 1989, plus Violão, de Nando Carneiro) sont sortis il y a trois mois. D'autres suivront : « A chaque fois que je traverse une ville au Brésil, je ramasse des dizaines de cassettes. J'y retrouve les odeurs de campagne, le vert des jardins, la route du matin, la poussière des chemins creux, comme chez Hermeto Pascoal, comme chez Villa-Lobos. » Egberto Gismonti ou l'éloge de la profusion.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Notes de lecture

« La plus savante des musiques populaires », selon la formule consacrée, a suscité une vaste bibliographie. Réduire celle-ci aux ouvrages disponibles en français, c'est se prendre pour le nombre du monde, à quoi nous n'avons que trop tendance, et sacrifier aux goûts du public que les éditeurs enregistrent dans leurs livres de comptes. Ainsi, un livre qui marque l'époque, Free Jazz/Black Power, de Philippe Carles, rédacteur en chef de Jazz Magazine, et Jean-Louis Cornéli, ne se trouve plus qu'en bibliothèque, comme plusieurs autres livres essentiels. La BPI du Centre-Pompidou dispose d'un riche rayon sur le sujet. Voici, pédagogiquement, et comme s'il fallait obéir à une contrainte oulipienne, une liste de douze ouvrages d'initiation, par ordre de difficulté, puis cinq monographies et deux nouveautés.

« Le Jazz », d'André Francis : André Francis, directeur Jazz de Radio-France et responsable de la programmation du Festival de jazz de Paris, reste l'auteur de la plus populaire des initiations, qui demande une remise à jour. (Seuil, « Microcosme », 1992, 352 p., 44 F.)

« Les incontournables », sous la direction de Philippe Carles et André Claret. Une armée de critiques, dont « notre » Francis Marmande, très présent, ont choisi ceux que le jazz a choisis : d'incontournables incontournables. Avec les photos qui révèlent les caractères. (Flammarion, 1990, 266 p., 220 F.)

« L'Avanture du jazz. 1/Des origines au swing, 2/Du swing à nos jours », de James Lincoln Collier : une histoire où dominent les histoires sur le jazz, sans trop verser dans l'anecdote. Le livre date de 1978, sa conception du jazz d'une dizaine d'années plus tôt. On y a beaucoup puisé. Le Roman du jazz, de Philippe Gumplovicz (Fayard, 1991) peut être lu comme une sorte de mise en forme romanesque de cet ouvrage, pour les fatigués. (Traduit par Maurice et Yvonne Culliez, Albin Michel, 1981, 292 p., et 290 p.)

« Le Guide du jazz », de Jean Wagner : un guide original, où les goûts classiques du critique de jazz de jazz à Tchécoslovaquie s'affirment avec discrétion et beaucoup de chaleur aussi. Une bibliographie française. (Triaune édition revue, Syros/Thémis, 1989, 238 p., 85 F.)

« L'Épopée du jazz. 1/Du blues au hop, 2/Au-delà

du hop, de Franck Bergerot et Arnaud Merlin : le dernier-né des ouvrages introductifs. La plus réussie des iconographies, d'abord. Ensuite un texte vif écrit par des auteurs jeunes et qui connaissent leur affaire jusqu'au présent, ce qui recommande fortement leurs deux petits volumes. (Gallimard, « Découvertes », 1991, 2 vol. de 160 p.)

« Les Grands Créateurs du jazz », de Gérard Amoud et Jacques Chesnel : par style, par instrument, une présentation pleine de savoir et de sérieux, avec la collaboration du pianiste Daniel Goyone pour l'aspect technique. Ouverture sur les musiques connexes. Excellente documentation. (Bordas, « Les Compacts », 256 p., 89 F.)

« La Vie quotidienne des jazzmen américains jusqu'aux années 50 », de François Billard : dans une collection qui a fait ses preuves, les éléments d'une étude socio-historique, mise en récit avec passion. L'auteur a tout lu. (Hachette, 1989, 333 p., 98 F.)

« Dictionnaire du jazz », de Philippe Carles, André Claret et Jean-Louis Cornéli : indispensable. Pour connaître la carrière d'un musicien, ses enregistrements principaux (sans les références discographiques, que l'on trouve chaque année dans le Guide Akai du jazz), le sens des termes techniques (par exemple : funk). Ne pas y chercher les nouveautés venues sur la scène. Vous serez spécialistes quand vous verrez les lacunes, qui sont répandues au fur et à mesure des rééditions. (Robert Laffont, « Bouquins », 1988, 160 p., 120 F.)

« Le Jazz », de Lucien Malson et Christian Bellest : Lucien Malson, premier docteur de l'université en matière de jazz et créateur de la rubrique « Jazz » dans le Monde, et Christian Bellest, trompettiste et

compositeur, étaient tout désignés pour un « Que sais-je ? » qui répond aux exigences de l'encyclopédie des PUF, donc aux questions historiques, esthétiques et musicologiques qui se posent sur le sujet. (Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? » n° 2392.)

« L'improvisation, une lecture du jazz », de Jacques Réda : le maître coréain de la critique de jazz en France s'adresse aux lecteurs qui aiment le jazz sans savoir en parler. Lui sait, admirablement. Il aurait tendance à répondre par la négative à la question posée par son compère Michel-Claude Jellard : Le jazz est-il encore possible ? (Paranthèses, 1988 : Gallimard, « Folio Essais », 369 p.)

« Portraits en jazz », d'Alain Gerber : des articles, des notes, des textes de pochettes de disques, toute l'activité d'un critique amoureux et parfois polémique, aussi exigeant pour le jazz qu'il l'est pour sa propre écriture, pleine de métaphores. (Renaudot et Cie, 363 p., 195 F.)

« Hommes et problèmes du jazz », d'André Hodeir : dans la plus séduisante des collections spécialisées (rapport aujourd'hui chez P.O.L.), sous le nom de « Birdland », on trouve encore la deuxième édition du seul ouvrage de musicologie et d'esthétique paru en français sur le jazz, en 1954. André Hodeir, compositeur de jazz, a fait autorité dans les années 50 et s'est retiré sous les assauts du free. (Paranthèses, 1981, 284 p., 90 F.)

Cinq monographies exemplaires : Louis Armstrong, de James Lincoln Collier, traduction de Jean-Louis Hodeir, discographie de Daniel Richard. Savant et fiable, une biographie « à l'américaine »

pour le premier génie du jazz (Denoël, 1986, 473 p.). Bird, la légende de Charlie Parker, de Robert Reisner, traduit par François Billard et C. Weinberger-Thommes. Les témoignages de musiciens, d'amis et de parents composent un portrait pirandellien du Mozart du jazz. Discographie par François Billard. La discographie, soit dit en passant, est le genre le plus précis des annuaires du premier cercle (Belin, 1989, 283 p.). Bird, la vie de Charlie Parker, de Ross Russell, traduit par Mimi Perrin, préface de Chan Parker. Témoignage d'un producteur qui connaissait la musique, ce récit de vie a inspiré le Bird de Clint Eastwood (Filipacchi, 1980, 381 p.). L'Âme de Billie Holiday, de Marc-Edouard Nabe (Denoël, 1986, 250 p., 82 F.). Une évocation digne de son titre, et de Lady Day, par un écrivain provocant, irréductible, authentique musicien. Son journal intime, Nabe's Dream (Éditions du Rocher, 1991), aux options détestables, contient les pages les plus séduisantes écrites de l'intérieur du jazz. (Ongaro Fleinhardt, de Patrick Williams. Impeccable érudition, tout l'appareil critique attendu pour une étude du plus grand créateur européen du jazz et de sa postérité (Éditions du Limon, coll. « Mood Indigo », 1991, 296 p., 98 F.)

« Deux nouveautés : Revue d'esthétique, « Jazz », n° 19, 1991. Critiques spécialisées, écrivains, esthètes, peintres, photographes, musiciens, tous notables, en un rassemblement de textes aux niveaux de lecture très variés. Le jazz pour ceux qui veulent en savoir plus (Éditions Jean-Michel Place, 240 p., 195 F.). Jazz sur livres, un petit volume remarquablement documenté (par Philippe Fréchet) sur la présence du jazz dans l'édition francophone, avec anthologie, parcours bibliographique, répertoire des collections et des revues (Maison du livre et des écrivains, 20, rue de la République, Montpellier, 94 p.).

« Regarder le jazz : l'œil du jazz », de Herman Leonard. Herman Leonard est le Lester Young des photographes de jazz. La photographie est indispensable au jazz. (Textes réunis par Philippe Carles, Conception graphique par Francis Paudras. Filipacchi, 158 p., 270 F.)

MICHEL CONTAT

cannibale

هكذا من العمل

CINÉMA

«JUSQU'AU BOUT DU MONDE», LE NOUVEAU FILM DE WIM WENDERS

Les tribulations du regard

Voir à Paris-France un film né en Australie et qui y finit. En parler à Tokyo avec Wim Wenders en se souvenant des beaux voyages des œuvres précédentes. C'était tourner autour de cette odyssée gigantesque et composite, aux dimensions de la planète et de l'univers des images, qu'est *Jusqu'au bout du monde*. Pour tenter de dresser une carte de ses andaces, de ses éclats et de ses failles.

ASSIS au milieu du désert australien en train d'écrire une histoire de science-fiction le jour de Noël 1977... Ce n'est pas le début d'une de ces chansons de Bob Dylan dont Wim Wenders aimait parsemer ses premiers films. C'est l'acte de naissance de *Jusqu'au bout du monde*. Chez les aborigènes, du côté de Darwin (Northern Territory), commençait la gestation de cette histoire de l'an 2000 qui allait devenir film-planète, film-mémoire d'éléphant, film casse-cou coulé de dollars et d'idées, de peurs et d'espoir.

Etrange et audacieuse entreprise que celle dans laquelle s'est lancé Wenders : un film double, un film à deux visages - comme son personnage principal, Claire-Solveig Dommartin, alternativement brune Cléopâtre et aventurière bloquée et sentimentale. Un film avec des péripéties et une façon de voir le monde, puis la critique de ces péripéties et de cette représentation, selon un grand «pli» qui, au milieu du film, le rabat sur lui-même. *Jusqu'au bout du monde* se divise très clairement en deux parties, séparées par la plus radicale des ruptures, une explosion atomique.

Avant, il y a ce qui pourrait s'intituler *les Tribulations de Claire*. Dans un univers futuriste entre *Blade Runner* et *Bilal*, Wenders lance son héroïne dans une folle course autour de la planète. Elle rebondit de Venise à Paris, de Lisbonne à Moscou, de Tokyo à San-Francisco (avec un détour par Pékin le temps de dresser un fugace monument à Tiananmen). Tour à tour chassée et chassée, croqueuse de trésor et proie sentimentale, elle piste un mystérieux et séduisant personnage qui ne révèlera que tardivement son nom, Sam Farber, mais a d'emblée les traits de William Hurt.

LE MIROIR FATAL DE LA HAUTE DÉFINITION

Dans ce maelström de lieux, de langues, de gadgets, l'héroïne entraîne une multitude de comparses, dont des Dupont-Dupond figurés par son soupirent éconduit et écrivain, Sam Neill (qui a remplacé Jacques Dutronc, forfait pour cause de non-anglophonie), et un détective très wendersien (Rudiger Vogler, qui fut de ses cinq premiers longs métrages). Sur le parcours, une paire de trands français (réjouissants Eddy Mitchell et Chick Ortega), un sbire de la CIA, un vieux sage japonais et guérisseur (Ryu Chishu, l'acteur fétiche d'Ozu), des amis et des ennemis de rencontre.

«Et maintenant, on le refait encore une fois, ce voyage.» Octobre 1991. La voix étonnamment douce de Wenders quand il s'exprime en français. Chambre 827, Hôtel Capitol, Tokyo. Wim Wenders semble las. Il arrive de Berlin, via New-York et Moscou, où était-ce Madrid ? Il repart bientôt. Ils repartent bientôt, lui et Solveig Dommartin, compagne-interprète-cocoonnière (1)-inspiratrice. Ils ont plus l'air de romanciers plantés que de membres de la jet-set. Wenders : «On arrive de plus en plus vite dans les endroits, et ils se ressemblent de plus en plus. Mêmes musiques, mêmes voitures, mêmes images sur les mêmes télé. C'est de plus en plus difficile de filmer, tout s'aplatit et s'uniformise.»

Ici, au Japon déjà, dans le si beau Tokyo-Ga dédié à Yasujiro Ozu, «dont le regard savait encore créer un ordre dans un monde de plus en plus confus», un autre cinéaste, Werner Herzog, disait à Wenders : «Il ne reste plus beaucoup d'images.» Mais il n'est pas sûr que ce soit en allant «au bout du monde» qu'on en retrouve, des images.

Jusqu'au bout du monde (avec, à la caméra, le toujours parfait Robby Müller) est le film de Wenders qui affiche le plus gros kilométrage. Il est pourtant le contraire d'un road-movie, genre auquel le cinéaste d'*Alice dans les villes* et d'*Au fil du temps* a donné ses lettres de noblesse (et emprunté le nom de sa société de production). Le road-movie appelle la durée et la distance, le voyage de Claire est immédiat et unique : telle une touriste moderne, elle voit d'autant moins qu'elle va plus vite dans plus d'endroits. Et le spectateur aussi, s'il se divertit fort des aventures de cet Ulysse au féminin, ne voit pas grand-chose.

tre les visages de sa famille dispersée sur la planète. An terme de cette folle chevauchée, tout le monde se retrouve en Australie.

En route vers le laboratoire secret de son père (l'inventeur de la caméra), Sam, aux commandes d'un petit avion, enlace Claire. L'hélice s'arrête. Silence. Sens de l'économie et de l'image d'un vrai cinéaste, sans déluge de feu ni tonitrues en THX, une explosion nucléaire vient d'interrompre la course du monde.

Le film change : mobile il était, statique il devient. Les personnages s'enterrent dans un village mi-savane mi-cité des sciences. Là attend la mère aveugle, là règne le père visionnaire. Au voyage horizontal et ultrarapide dans l'espace succède une lente plongée dans le temps (entre aborigènes immémoriaux et quincaillerie futuriste) et dans le subconscient. Pour que sa mère - Jeanne Moreau, impériale - puisse découvrir les visages des siens, Sam a saoué leurs images, comme le pompier de *Fahrenheit 451* sauvait les livres. Et Claire, tendre médium, se prête à la machine pour qu'avant de mourir ces visages existent malgré la cécité.

Pour ces «images mentales», Wim Wenders n'a pas voulu de la physique et de la chimie du cinéma : «J'ai visionné toutes les séquences de rêve filmées que j'ai pu trouver, que des amis m'ont indiquées (Wenders a, de part le monde, énormément d'amis). Ces images

direct, autre histoire de regard maléfisant). «Je ne sais pas rendre un personnage méchant, confesse Wenders. Même mon Ripley dans l'Ami américain était le moins mauvais possible. Je ne saurais pas quoi dire à un comédien pour lui faire jouer un méchant. Fritz Lang, lui, savait.»

Mais Fritz Lang était un classique, Wim Wenders est, lui, un moderne. Chez lui le mal ne s'incarne plus dans les figures négatives du monde en noir et blanc, il est dissous, en suspension, dans la technique et ses si jolies couleurs. Pris à ses indolores filets, Claire et Sam deviennent des zombies, ils dépréssent en regardant les images de leurs songes : mortifère danger de l'image omnipotente, réduisant ses victimes à l'état de camés autistiques. «J'ai essayé d'anticiper le devenir des images, qui deviennent de plus en plus publicitaires, violentes, accrocheuses. J'ai moi-même subi une dérive semblable à celle qui piège les personnages, les aspirant comme dans un trou noir, lorsque je tournais *Hammett*, avec ce système vidéo que Francis Coppola (2) utilisait. J'étais tout le temps en train de regarder mon petit écran, complètement accro.»

Les métaphores de la vision, de ses vertus et de ses dangers sont elles-mêmes trop «visibles» dans le film, et pour cela laissent insatisfaits. Mais la beauté de *Jusqu'au bout du monde* est aussi dans cette transparence qui laisse apparaître les efforts de sa fabrication. Sam sera sauvé par l'infinie sagesse des aborigènes, ceux

Méliès - et la science-fiction se prête à ce changement de cap. Qui a, cette fois, déséquilibré le «système Wenders».

On pourrait résumer ce système par la devise : «voyage, famille, cinéma», les lignes de force de tous ses films. Mais le voyage est devenu satellitaire sans territoire dans la première partie, le regard cinématographique, contaminé par la haute technologie, est empoisonné dans la deuxième. Reste la famille, commanditaire des images du premier acte, creuset où tous se réunissent dans le second. Les histoires de famille prennent l'avantage. Trop.

Du coup, le film aujourd'hui distribué ressemble de très près à son scénario (à son scénario définitif, considérablement amputé après des révisions encore plus multinationales). Au cours d'un tournage marathon, Wenders a pourtant tenté de faire ce qu'il fait dans tous ses films : saisir sur le vif, à la légère. «Quand je tourne, je filme des plans qui n'étaient pas prévus, c'est le plaisir. S'il fallait uniquement enregistrer ce qui a été programmé sur le scénario, ce serait invivable.» Ces scènes d'inserts et de digressions sont le sel de son cinéma.

Mais, au premier bout-à-bout, le fruit de cette quête durait neuf heures. Et le contrat de production, contraignant, à la mesure du budget énorme (140 millions de francs), exigeait deux heures quarante minutes maximum. Remettant son ouvrage sur la



Comme un signal envoyé du bout du monde, le film de Wim Wenders (ici avec Jeanne Moreau, en Australie) donne des nouvelles du voyage du réalisateur, parti d'un cinéma du regard vers un cinéma du récit.

ne me convenaient pas, ça restait du cinéma, la même matière que les séquences réelles.»

Alors, lui qui avait entrevu, en filmant au Japon *Carnet de notes sur vêtements et villes*, que la vidéo pouvait être complice et son ennemie du cinéma, est allé chercher l'électronique de la haute définition. Au Japon toujours, qui n'est pas le «bout du monde» mais «le centre du monde, le pays où l'on fabrique des téléviseurs pour le monde entier, pour que le monde entier puisse regarder les images américaines» (commentaire de Tokyo-Ga). Une alliance avec le diable ?

Périlleuse rencontre, en tout cas, pour les personnages comme pour le film. Les uns et l'autre tombent, victimes de la fascination technique, les premiers en s'abîmant dans la contemplation de leurs propres rêves, le second comme ébloui des artifices de couleurs et de formes qu'autorise la numérisation des images. «J'ai découvert en utilisant cette technique qu'elle tend à se suffire elle-même, et à occuper toute la place. Alors qu'elle devrait mieux montrer le monde, elle s'interpose entre lui et le regard. La haute définition est froide, j'ai voulu la réchauffer en m'inspirant de la peinture.» Etrange, cette coquetterie qui associe haute définition, rêve et peinture, après Kurosawa (pour celui de ses *Rêves* qui se passait dans les tableaux de Van Gogh), le peintre Peter Greenaway (pour le rêve égotiste qu'est *Prospero's Books*), et Jean-Jacques Annaud (qui avait, pour les rêves de l'Ours, commandé des séquences HD inspirées de Seurat et Signac, finalement abandonnées). Ici, ce sont les impressionnistes, et Vermeer, qui sont mis à contribution.

Avec l'arrivée des machines électroniques, le film, où les références à Fritz Lang abondent, passe du feuilleton - dans le fil des *Araignées* - au panoptique de *Mabuse*, un Mabuse moins méchant que possédé lui aussi par ses inventions. Pas une once de machiavélisme chez le vieux Henry Farber, joué par le charmeur Max von Sydow (dans un personnage exactement opposé à celui qu'il incarnait dans *la Mort en*

qui savent encore rêver le monde et vivre leurs songes sans tout mélanger. Claire sera sauvée par son amoureux écrivain. L'homme des mots et des récits délivrant la belle prisonnière des images ? La morale est osée de la part d'un homme de cinéma, plus encore de la part de Wim Wenders : longtemps le regard a commandé dans ses films. Une intrigue minimum fournissant assez de carburant pour de belles errances, les yeux grands ouverts sur les grises réalités du monde.

DES HISTOIRES ET DES FEMMES

Ces errances étaient masculines aussi, célibataires. Les femmes et le récit sont arrivés ensemble. Précisément, sous les traits de Nastassja Kinski et au cours de la grande confession de Harry Dean Stanton à travers le miroir du peep-show, dans *Paris-Texas*. Juste avant, le cinéaste avait filmé au plus près du gouffre l'impossibilité de raconter, avec *L'Etat des choses*, l'avait vécue avec le tournage chaotique de *Hammett*.

Femme et récit ont, de concert, progressé en importance dans *les Ailes du désir* - où un ange abandonnait son état de pur regard et son immatérielle immortalité, pour une femme et une histoire d'amour. Femme et récit deviennent, dans *Jusqu'au bout du monde*, l'une personnage central, l'autre baume salvateur. «J'ai commencé par des films où l'image était essentielle : aujourd'hui, je me retourne contre mes anciennes convictions. Désormais, je me méfie des images pour elles-mêmes - et plus encore des «belles images». Je crois de plus en plus à la force des histoires, je crois qu'il faut leur faire confiance. Alors que j'ai des doutes sur le prétendu point de vue du cinéaste. Dans un film de guerre, même si le réalisateur est pacifiste, qui peut dire ce qui passe vraiment ?»

S'eloignant, film après film, des territoires éthérés de la poésie pour les sillons du romanesque et le corps des femmes, Wenders est toujours autant cinéaste, mais de moins en moins témoin, de plus en plus démiurge. Il est passé du camp de Lumière à celui de

Maviola avec son monteur complice de toujours, Peter Przygodda, Wenders est «descend» à trois heures et a obtenu qu'its des producteurs (3). Solveig Dommartin, frustrée de la suppression des séquences qu'elle a réalisées elle-même, seule, en Chine, regrette les scènes de musique et de danse tournées en Australie :

«Beaucoup de séquences humoristiques ont disparu, et presque tout ce qui concernait les aborigènes...»

«Et les personnages secondaires ont été renvoyés à l'arrière-plan...»

«Et aussi la tendresse !»

Dans ce dialogue un peu nostalgique se dessine ce qu'on pressent à la vision du film : la machine de production et les méandres du récit ont peu à peu contraint, empiété, le cinéaste. Tel Harry Dean Stanton sillonnant les routes du Texas, le film semble chercher autour du monde, puis dans les tréfonds de l'inconscient, le lieu de sa conception, la belle et simple réverie née dans le désert rouge d'Australie.

Mais l'histoire n'est pas finie : de sa voix à peine audible, Wim Wenders se promet de recommencer à travailler, cet hiver, sur la version longue (environ six heures) que nous verrons un jour. Et parce qu'il est un vrai auteur de cinéma, parce que chaque film n'est qu'un moment d'une œuvre qui avance, il s'apprête à retourner à Berlin, retrouver le second ange des *Ailes du désir*, Cassiel, l'ange des solitudes. Aller voir ce qui lui arrive dans une Allemagne entre-temps réunifiée, c'est encore reprendre le voyage du cinéma, pour rentrer à la maison. Wim Wenders était en Australie quand le Mur est tombé : «Il n'est pas tombé, il a à peine commencé à tomber. Je veux aller voir.»

JEAN-MICHEL FRÉDON

(1) Le scénario est coécrit par Wim Wenders, Solveig Dommartin et le romancier australien Peter Carey.

(2) Producteur de *Hammett*.

(3) Sauf aux États-Unis, où Warner exige toujours la durée prévue : le film y sortira dans une version encore raccourcie.

300 SPANISH
FURNITURE
e 77

هكذا نحن الان

DE LA SEMAINE

Minnie and Moskowitz

de John Cassavetes, avec Gena Rowlands, Seymour Cassel, Vol Avery, Tim Carey, Katherine Cassavetes, John Cassavetes. Américain, 1971 (1 h 55).

On peut toujours revoir les films de Cassavetes, ils ne vieillissent pas. Et cette histoire de banquier gardien de parking amoureux d'une bourgeoise n'est pas la plus connue.

VO : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

Les Quatre Filles du docteur March

de George Cukor, avec Katharine Hepburn, Joan Bennett, Jean Parker, Frances Dee. Américain, 1949, noir et blanc (1 h 55).

Katharine Hepburn, la plus gaisonnée des filles du docteur March, qui veut prendre ses responsabilités pendant que son père est à la guerre de Sécession, a fait pleurer des générations et gagné la célébrité avec ce film.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Les Trois Balcas, 8 (45-81-10-60).

Tom Jones

de Tony Richardson, avec Albert Finney, Susanah York, Hugh Griffith, Edith Evans. Britannique, 1963 (2 h 10).

Les pittoresques aventures d'un bâtard officieusement séduisant, dans la haute société britannique du XVIII^e siècle. C'est vigoureux, sensuel, drôle, et merveilleusement joué. Certaines scènes - celle où, dans un lit, Tom Jones et sa conquête rongent un os de poulet - sont des classiques.

VO : Roflet Logos 1, handicapé, 5 (43-54-42-24) ; Elysées Lincoln, 8 (43-53-38-14) ; Sept Paroissiales, 14 (43-20-32-20).

VF : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43).

La Vieille Fille

de Edmund Goulding, avec Bette Davis, Miriam Hopkins, Jane Bryan, George Brent, Donald Crisp. Américain, 1933, noir et blanc (1 h 35).

Quand Bette Davis ne joue pas les parcs, elle tourne quand même des mélos extravagants qui peuvent entrer dans le livre des records pour la quantité de larmes versées par les spectateurs.

VO : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

Yoyo

de Pierre Etaix, avec Pierre Etaix, Philippe Dierckx, Lucie Klein, Claudine Auger, Dario Merli. Français, 1964, noir et blanc (1 h 20).

La Grande Bleue

de Erico ou Carlos Saura, elle rend hommage à Fernando Arrabal, Mario Camus ou Pedro Almodovar et se souvient de la guerre d'Espagne.

Villeneuve-d'Azur, le Méliès : jusqu'au 3 décembre. Tél. : 20-81-65-62. Le Kino, du 6 au 21 novembre. Tél. : 20-91-08-64. Armentières, du 13 au 19 novembre. Tél. : 20-77-13-54. Camille, du 20 au 28 novembre. Tél. : 27-81-35-20. Celine, du 20 au 26 novembre. Tél. : 27-81-35-20. Lilla, du 13 novembre au 3 décembre. Tél. : 20-08-63-81.

La Grande Bleue à Montpellier

Depuis douze ans, et comme son nom l'indique, le Festival international du cinéma méditerranéen s'impose comme le rendez-vous annuel des cinéastes de la région. Il propose un panorama des productions récentes en Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, Israël, au Liban, en Turquie ou en Italie. Dix films concourent pour l'Atalaye d'or, prix doté de 25 000 francs pour le réalisateur et de 50 000 francs pour le distributeur français. Le festival propose une rétrospective de néoréalisme italien et à la Grande Bleue au temps du minet ; la visite des villes méditerranéennes, rend hommage à Maurizio Nichetti, aux réalisateurs l'enguir Aboulkhalil et Mohamed Khan et consacre cette année son « gros plan » au cinéma grec des années 50 et 60.

Du 25 octobre au 3 novembre. Tél. : 87-04-29-39.

Guerre froide à Passac

Après « Le temps des colonies », le Festival international du film d'histoire de Passac se penche cette année sur la guerre froide. Espions ou agents doubles, bons et méchants, une cinquantaine de thrillers ou comédies - Hitchcock, Huston, Sternberg et Clouzot, Don Camillo en Russie, le Troisième Homme ou Rancho III - racontent la coexistence pacifique. Quatre rencontres autour de la projection d'un film d'été : Roger Moore sur « Le grand schisme » (le 24) ; « Le face-à-face soviéto-américain » (le 25) ; « Les briseurs » (le 26) ; « La guerre est finie » (le 27).

Jusqu'au 27 octobre. Tél. : 56-48-25-43.

Clio à Rueil

Histoire également, mais plus dispersée que Passac, le Festival de Rueil-Malmaison, cinquième du nom, présente dix films récents d'origines variées. Et aussi des fictions TV, des documentaires, et plusieurs rétrospectives consacrées aux grandes batailles, aux grands personnages ou aux péplums.

Jusqu'au 26 octobre. Théâtre André-Malraux à Rueil-Malmaison. Tél. : 47-32-24-42.

L'Italie à Villers

Sorties récentes en France, avant-premières, Villers se veut un festival populaire qui présente toute l'actualité cinématographique italienne. Six films inédits concourent pour le Prix du jury, présidé par Giovanni Gagliardo. Parmi eux : *Boracco*, de Claudio Sestini, *Faccia di Lepre*, de Liliane Giammuschi, *Italia-Germania 4 a 3*, d'Andrea Bazzini. La rétrospective annuelle est consacrée au cinéma italien au féminin, pour revoir Sophia Loren dans la *Ciociera*, Monica Vitti dans *Drume de la jalousie* ou Claudia Cardinale dans la *Peau*, de Liliana Cavani.

Du 26 octobre au 11 novembre. Tél. : 82-89-40-22.

La sélection « Cinéma » a été établie par Colette Godard et Bénédict Martin.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Au-delà du voile

de Laila Hadj Moulou, mise en scène de Laila Hadj Moulou, avec Fatouma Ousila, Dalia Halioui et Simone Serailles.

La condition des femmes dans l'Algérie d'aujourd'hui, libre mais musulmane.

Beaumarchais-Centre Walid-Brizelles, 46, rue Quincampoix, 4. A partir du 26 octobre. Les mercredi et jeudi à 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16. 50 F et 80 F.

Le Barbier de Séville

de Beaumarchais, mise en scène de Robert Lussan, avec la compagnie de l'Equipe.

Beaumarchais est décidément très en vogue depuis les commémorations du bicentenaire de la Révolution française. Après la trilogie « de Figaro » offerte par la Comédie-Française, reviens les aventures du valet, Arlequin français, servies par la compagnie de l'Equipe.

Salle Villiers, 1, place Villiers, 13. A partir du 25 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mercredi, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 45-84-30-40. 20 F.

Exercices de style

de Raymond Queneau, mise en scène de Michel Abecassis, avec Dominique Falcoz, Philippe Lebeau et Michel Abecassis.

Variations dans un autobus. Le grand classique. Pour savourer la langue, se moquer des autres et de soi-même.

Neutiles Sébastien-théâtre, Quai Malaquais, passage des arts, 6. A partir du 25 octobre. Les vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h 30. Tél. : 40-51-84-53. 70 F et 90 F.

Jusqu'à la prochaine nuit

de Ruzvini, mise en scène de Pierre Chabert, avec Anne Tatu et Pierre Chabert.

Ruzvini revient au théâtre avec une sorte de poème qui fait voyager un homme et une femme dans la musique de leur mémoire.

Essai de Paris, 6, rue Pierre-et-Lud, 4. A partir du 25 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Mercredi dimanche à 18 heures. Tél. : 42-78-48-42. 80 F et 120 F.

Léo Kratz et ses œuvres

de Louis-Charles Stijon, avec Pierre Delle, Daniel Kanigberg, Marie Marini, Arthur Naucry et Jean-Luc Porzec.

Trois aventures de Léo, magicien, peintre, puis écrivain. Enfermé peut-être dans un hôpital psychiatrique, qui sait. Un soliloque à multiples voix.

Bestille, 76, rue de la Roquette, 11. A partir du 27 octobre. Du lundi au dimanche à 19 h 30. Mercredi dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 90 F.

Misère

d'après « Les Trois Sœurs » d'Anton Tchekhov, mise en scène d'Edouard Gaihos, avec Valérie Berger, Anne Dupagne et Cécile Gaudel.

Cloisonnées, défilées, usées, trois femmes revivent les lambeaux de leur

passé. Une adaptation des Trois Sœurs, de Tchekhov.

Théâtre de Nœle, 8, rue de Nœle, 6. A partir du 23 octobre. Du lundi au samedi à 19 heures. Tél. : 46-34-81-04. De 65 F à 120 F.

Oncle Vanja

d'Anton Tchekhov, mise en scène d'André Cazalis, avec Paule Abecassis, Charlotte Berger, André Cazalis, Robert Deluc, Laurent Lapine, Valérie de La Fouchais, Arlette Baldis, Alain Paron et Jacques Roux.

Le type même du personnage tchekovien, vieillissant, ému, fragile et bête, incommensurablement désespéré.

Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. A partir du 23 octobre. Du lundi au samedi à 21 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

Pour en finir avec le hareng saur

d'après des textes de Charles Cros, mise en scène de Charles Cros.

Après les monologues surréalistes et parapsychiques de Charles Cros.

Marie-Stuart, 4, rue Marie-Stuart, 2. A partir du 25 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-06-17-80. De 65 F à 95 F.

La Valse avant la nuit

de Benoît Marbot, mise en scène de l'auteur, avec Myriam Lethemmer, Georges Fricke, Philippe Berth, Roger Perrin et Djordjé Hoffmann.

Avant de retourner au front, un jeune officier de la Grande Guerre, celle de 14, trouve sa fiancée avec son meilleur ami. Une intrigue Belle Époque dans un monde qui bascule.

Arènes, 168, rue Saint-Maur, 11. A partir du 25 octobre. Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 43-38-19-70. De 50 F à 100 F.

Paris

L'annonce faite à Marie

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Adrien, avec Jean-François Bagot, Béatrice Delvaux, Alain Mucé, Jacques Garbille.

Après Berlioz, Ariane Mnouchkine retrouve sa maison, la Cartoucherie : les splendides du théâtre grec et de l'orient. Un spectacle précieux en alternance avec Iphigénie et Agamemnon.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Le vendredi à

Huguette Kingué, Hélène Lapiower et Annie Morice.

Ce n'est plus un drame mystique, c'est une histoire paysanne, l'impitoyable saga d'une famille où les haines et les jalousies s'exaspèrent et se nourrissent de frustrations.

Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Mercredi dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-35-36. Durée : 3 heures. De 50 F à 110 F.

Le Café

de Rainer Werner Fassbinder, d'après Goldoni, mise en scène d'Ivan Monne, avec Jean-Marc Avoant, Nathalie Besançon, Paul Escoffier, Bruno Feury, Corinne Frimas, Anne Marlier, Yves Pignot, Bernard Salvage et Jean-Claude Weibel.

Goldoni revu par Fassbinder. On discute toujours éperdument autour des tables, mais c'est surtout vivant.

Théâtre le Vannes, 12, rue Sadi-Carnot, 52000 Vannes. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Mercredi dimanche à 18 heures. Tél. : 46-46-46-47. 60 F et 100 F.

Les Chants de Maldoror

de Lautréamont, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Frédéric Attine, Gitta Barthel et Alex Desma.

Précis de sensualité, de violence, dynamique, dérapage de conscience, dans une version scénique de Hans Peter Cloos dont on n'a à Paris une mise en scène de l'Opéra de quai-sous, et du Malade imaginaire.

Paris-Vilette, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Mercredi dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. 90 F et 120 F.

Les Choeurs

d'Echyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, G. Sigot, J. Carneiro Da Cunha, N. Nityanandan, C. Schaub, M. Bernaud, D. Bellugi, M. Bouilly, S. Brodt, S. Canto, L. Chavreuil, D. Delonca, N. Djerrah, E. Fegnon, I. Gazonnois, V. Grial, M. Jacques et B. Jodovovskiy.

Après Berlioz, Ariane Mnouchkine retrouve sa maison, la Cartoucherie : les splendides du théâtre grec et de l'orient. Un spectacle précieux en alternance avec Iphigénie et Agamemnon.

Cartoucherie, Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Le vendredi à

19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 110 F et 135 F.

Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclán, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Philippe Blanchet, Maria Casarès, J.-O. Chatain, M. Chavit, M. Couturier, L.-A. Diéguez, D. Gence, I. Gonzalez, J.-P. Joris, G. Juarez, I. Karajan, M. Labont, P. de Oliveira, S. Quenda, G. Ser et E. Suarez.

C'est une histoire folle, l'histoire la plus folle de toute l'Espagne, ce qui n'est pas peu dire. L'imagination furieuse de Dumas mainmise de Ponson du Terrail et de Victor Hugo n'arriverait pas à la cheville de Valle-Inclán. C'était l'événement-polémique du dernier Festival d'Avignon.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Spectacle en intégrale (durée 6 heures) ou en deux soirées. Intégrale à 15 h 30 : samedi et dimanche. Première partie à 20 h : jeudi 24, mardi 29. Deuxième partie : mercredi 23, vendredi 25, mercredi 30. Tél. : 42-66-83-80. De 110 F à 220 F.

Les Ephémères

mise en scène de Max Eyrille, avec Jacques Barville, Jean-Paul Daniel, Juliette Faur, Denis Lepage, Gérard Paillet et Agnès Valéry.

Une étonnante intrigue sur la morale du plaisir, d'autant qu'elle est menée par une jeune femme qui fait le commerce de son charme, mais pas de son plaisir.

Rosau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 heures. Tél. : 42-71-30-20. 70 F et 100 F.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Geneviève Casile, Alain Pralon, Gérard Chouder, Richard Fontana, Mariel Mayette, Jean-François Rami, Jean-Baptiste Maistre, Christophe Lidon et Béatrice Darnay.

Comédie des faux-semblants, des masques. Le cynisme de Molière en plein jour, dans une mise en scène tendue, précise comme un scalpel. Un spectacle de haute volée, et tout le métier des comédiens français.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le lundi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

PHILIP MORRIS
JAZZ BAND
présente
B.B. KING
DIANNE REEVES
avec
GENE HARRIS AND
THE PHILIP MORRIS
JAZZ BAND
WORLD TOUR 1991
LE 23 OCTOBRE A MONTPELLIER LE ZENITH • LE 25 OCTOBRE A PARIS LE ZENITH
LOCATIONS : FNAC - VIRGIN - POINTS DE VENTE HABITUELS - 3615 FNAC - 3615 LIBE
RENSSEIGNEMENTS : (1) 42 36 43 43

Box-office Paris

Il faut remonter plus de cinq ans en arrière pour trouver une performance équivalente à celle de *Terminator 2*, véritable bulldozer du box-office avec plus de 64 000 entrées le premier jour, et quelque 420 000 entrées pour la semaine (*Ricky IV* la semaine du 22 janvier 1986 : 79 000 spectateurs le jour de sa sortie, 437 000 en première semaine). Encore, avec quarante-sept salles, Schwarzenegger dispose-t-il de dix-huit écrans de moins que Stallone naguère.

Grand triomphateur, *Terminator 2* n'a pas pour autant asséché tout le marché. Interdit aux moins de douze ans, il a laissé le public enfantin se rabattre sur *Croc-Blanc* : près de 100 000 spectateurs sont allés flatter le chien-loup dans quarante et une salles. Et, la répartition des genres étant pour une fois assez judicieuse parmi les sorties, les Amants du Pont-Neuf, qui vise un public différent, trouvait aussi

Florence CESTAC
LA GUERRE
DES BOUTONS
de Louis PERGAUD
Gallimard
144 P. Couleurs 148 Frs.

ARTS

Nouvelles expositions

Bronzes bouddhiques et hindous de l'antique Ceylan

Les musées de Sri-Lanka présentent leurs chefs-d'œuvre au Musée Guimet : cinquante-trois bronzes bouddhiques et hindous datant, pour les plus anciens, des premiers siècles de notre ère, et pour les plus récents, du treizième siècle.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-81-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 23 octobre au 24 février 1992. 23 F.

Dessins d'écrivains

Artaud, Michaux, Queneau, Petros, Burroughs, Gysin et bien d'autres ont glissé de la lettre au signe, de l'écrit à l'image. Pour échapper au verbe, consigner l'indicible, jouer. Une exposition de soixante-dix dessins d'écrivains, proposée par Annie Cohen, écrivain qui dessine.

Centre Georges-Pompidou, Galerie de la BPI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi, de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Du 23 octobre au 24 janvier 1992.

Dessins de Dürer et de la Renaissance germanique

Avec trois expositions : l'une de sculptures, l'autre de gravures et la troisième de dessins, le Louvre se met à l'heure allemande, celle du passage du Moyen Âge à la Renaissance. Dürer en est le grand maître, dont on pourra voir ici soixante-dix dessins, et la dix-neuf gravures.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jussieu - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures, lundi, mardi de 9 heures à 21 h 45. Du 25 octobre au 20 janvier 1992. 30 F (ticket d'entrée au musée).

Gravures allemandes du quatorzième siècle

Lire ci-dessus.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51.

Sculptures allemandes de la fin du Moyen Âge

Lire ci-dessus.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Jeudi, vendredi, samedi, dimanche de 9 heures à 18 heures, lundi, mardi de 9 heures à 21 h 45. Du 25 octobre au 20 janvier 1992. 30 F (ticket d'entrée au musée).

Paris

Giovanni Boldini

On fit de ce peintre italien marseillais, qui connut la gloire dans les salons parisiens, un rival de Manet. Il n'est pas sûr que l'exposition du Musée Marmottan nous en convaincra. Elle réunit une centaine de tableaux, aquarelles et dessins, qui ne sont pas toujours du meilleur cru.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F.

Pierre Dunoier, Robert Gober, Raul Ruiz

Un peintre exigeant, français de souche et de sources, qui a pratiquement disparu de la circulation depuis quinze ans : Pierre Dunoier. Un Américain qui monte des fragments de corps humains, pour en faire le support d'objets d'art, du quotidien : Robert Gober. Un cinéaste chilien qui succombe à l'envie de jeter un pont entre le cinéma, le théâtre et la peinture, et dont c'est la première installation multimédia : Raul Ruiz.

Galerie nationale du jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

En bateau

Des années 1840 à nos jours, un voyage photographique en deux cent images prises dans toutes sortes de bateaux : barques, péniches, paquebots ou porte-avions, fixés à bord ou sur la côte par Le Gray, Stieglitz, Bassat, René-Jacques, Manuel Eschès, Marcel Bovis ou Jorge Ribalta (voir notre illustration ci-dessus).

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 novembre.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'époque napoléonienne certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins retraçant sa brève et fulgurante carrière, qu'on ne saurait résumer à un seul tableau : le *Radeau de la Méduse*, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la gouache est retravaillée en cinquante de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Esenhoffer, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 8 janvier 1992. 30 F.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

Musée du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 mars 1992.

هكذا انتم

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Gounod

Faust

Richard Leech (Faust), Cheryl Studer (Marguerite), José Van Dam (Méphisto), Thomas Hampson (Valentin), Marianne Mahé (Siebel), Chœurs et Orchestre du Capitole de Toulouse, Chœurs de l'armée française, Michel Plasson (direction). « Quelle musique ! », s'exclamaient, extasiés, le patron du Capitole de Toulouse à l'issue de l'exécution en concert qui précéda immédiatement les séances de studio dont est sorti cet enregistrement (le Monde Arts et Spectacles du 28 février 1991). Comme Plasson aime, qu'il possède comme nul autre Faust - « son Faust pourrait-on dire, tant cette musique coule sous sa baguette avec naturel et générosité, - on ne pourra en douter à l'écoute de cette nouvelle version sur disques argentés de l'opéra français le plus joué de l'histoire, version qui vient indubitablement s'aligner aux côtés de celles de Prêtre à l'Opéra de Paris, de Colin Davis avec Ariza, de Lombard avec Aragall et Caballé, ces derniers n'ayant bénéficié que tout récemment d'une réédition laser (Erato). La chaleur du concert nous avait-elle un peu trompés, sur le Faust de Richard Leech ? Le jeune ténor américain, qu'on s'il chante un français toujours stupéfiant, avec une vaillance inégalée, nous paraît maintenant quelque peu claironnant dans l'air, surtout dans la scène initiale qui, il est vrai, l'expose tout entier. Cheryl Studer a la grâce vocale, la simplicité, la clarté d'âme, un certain prosaïsme aussi, un côté « bonne fille sincère et directe », dans ce rôle que Caballé tirait en 1977 vers les grandes coquettes, avec des rubatos, des pianissimos à tomber. Marianne Mahé est un Siebel charmant, désarmant, un peu fragile vocalement. Thomas Hampson, un Valentin de récital, voix superbe mais comme désinvestie au point de vue théâtral. Van Dam, enfin, « est »

Méphisto : l'entendre, c'est le voir jouer ; il bâtit le personnage syllabe après syllabe. Sans écraser - c'est sa manière - il domine la distribution. Affiche probablement insurpassable étant donnée (comme nous le rappelle Alain Lanceron, producteur de l'enregistrement) la quasi-impossibilité de réunir aujourd'hui de grands chanteurs pour un travail musical prolongé. Et donc abouti, comme c'est le cas ici. On trouvera, reléguées en appendices, quelques scènes généralement coupées, et la musique du ballet.

1 coffret de 3 CD EMI Classics, 754228 2/4.

Messiaen

Turangalila-Symphonie

Yvonne Loriod (piano), Jeanne Loriod (ondes Martenot), Orchestre de la Bastille, Myung-Whun Chung (direction).

Après Ozawa le Japonais, après Rattle l'Anglais, après Salonen le Finlandais, Chung, notre Coréen parisien... Monument colossal en dix mouvements et 2 683 mesures, véritable massif montagneux sorti du cœur jubilaire d'un Messiaen amoureux, délivré en 1946 des menaces de « la fin du temps », la Turangalila reste, ces derniers temps, réservée aux chefs « exotiques », aventureux. Le premier grand enregistrement de Chung sous étiquette jaune exigeait un coup d'éclat. Le voici. Avec ses accords de tendresse exaltée, ses délicieuses sonnailleries orientales, ses explosions jazzées, avec la majesté de ses frises rythmiques obstinées, ses cadences pianistiques volubiles et pépantes, avec l'alchimie de son orchestration mystérieusement corcée par les ondes Martenot, la Turangalila est l'œuvre la plus éblouissante que soit. L'orchestre enregistré sous l'œil du maître, il semble que ça l'ait rendu plus que fervent : gai.

1 CD Deutsche Grammophon, 431 781-2.

Bizet

Carmen suite, Jeux d'enfants, l'Arlesienne suites 1 et 2

Orchestre de la Bastille, Myung-Whun Chung (direction).

Quelques lignes pour tempérer l'enthousiasme ressenti à la Turangalila. La seconde suite de l'Arlesienne nous paraît d'un ennui pesant, menée dans un tempo trop lent, avec un style bien sentimentale. Dans le pianissimo final du Duo des Jeux d'enfants, les cordes de la Bastille montrent leur fragilité, une intonation incertaine. Tout cela, même Carmen (la Danse bohème colle au sol), manque de désinvolture, de chic, et n'aurait paru indispensable qu'avec un orchestre brillantissime.

1 CD Deutsche Grammophon, 431 778-2.

Lecocq, Offenbach, Gounod, Caplet, Manziari, Van Parys, Trenet

Fables de La Fontaine



Galliano.

François Le Roux (baryton), Jeff Cohen (piano).

Un sourire pour terminer cette sélection hebdomadaire décidément franco-française. Et une devinette : combien de compositeurs la Cigale et la Fourmi a-t-elle inspirés ? Six, à n'en croire que ce seul disque, de Lecocq à Trenet, avec au sommet André Caplet (ses trois Fables, qu'on pourrait croire écrites par un Debussy tenté par l'atonalité, sont les plus belles fleurs du bouquet) et, en guise de curiosité, l'adaptation des mêmes vers par Gounod pour quatre voix d'hommes à cappella. Entouré pour cette seule occasion par les témoins Laurence Dale et Jean-Paul Franchet, par la basse Jean-Philippe Courty, François Le Roux n'a qu'une partie de l'humour canaille d'un Pierre Berthelot, de l'agilité vocale d'un Hugues Cuénod. Mais c'est une bonne surprise de voir une de nos stars de l'art lyrique sacrifier à ces délicieuses « bêtises » sans cesser d'être perfectionniste.

1 CD EMI Classics, CDC 7 54227 2.

A. R.

Rock

The Sneetches

1985-1991

Quand on écoute les Sneetches, on pense aux Beatles comme on pense aux dinosaures en regardant un lézard. On s'émerveille de la finesse du détail, on n'arrive plus tout à fait à comprendre comment cette musique a pu dominer le monde. Cette compilation de titres glanés en cinq ans d'une carrière discrète démontre la constance des Sneetches : même modeste, même délicatesse, même fixité absolue sur ce

moment du rock qui va du premier 45 des Beatles à la conversion de Dylan à l'électricité. Cette néo-philie résonne est à la fois bizarre et charmante.

Alan Records 30900, distribution Virgin.

Simply Red

Stars

Simply Red n'est plus un groupe depuis longtemps. L'appellation sert désormais de pseudonyme au chanteur Mick Hucknall, l'homme aux longues boucles rousses, à la voix de cuivre qui peut suivre sur leur terrain à la fois Aretha Franklin et Marvin Gaye. Du temps où Hucknall arborait une casquette de toile style Grande Dépression et reprenait Money's Too Tight To Mention, on l'a par mégarde rangé dans la catégorie chanteur plein d'âme et de conscience sociale.

Another Flame, l'album précédent du groupe, est du comp apparu comme une trahison, le passage avec armes et bagages dans le camp de la dance music sentimentale. Stars ne revient pas en arrière, simplement on a eu le temps de digérer la méprise. Pourquoi ne pas tolérer d'Hucknall ce que l'on a accepté de ses modèles américains, Smokey Robinson ou Luther Vandross ? D'autant que le chanteur a retrouvé sur Stars son tour de main de compositeur, se tenant à distance raisonnable de l'univers de la house music, pour proposer un album de soul, commercial et sophistiqué, l'équivalent exact des disques de Julie London ou Peggy Lee que les collégiens des années 50 mettaient sur leur platine quand ils recevaient le soir.

East West/WEA 9031-75284-2.

T. S.

Rap

Galliano

In Pursuit of the 13th Note

On pourrait, en écoutant ce disque, passer son temps à réfléchir sur la nature du rap : la déclamation ou l'échantillonnage, la danse ou le discours. Galliano, collectif de musiciens qui a pris le nom du rapper qui dit les quinze textes ici réunis, marche entre les conventions, explore de nouveaux territoires : les textes sont dits, mais on trouve, sur In Pursuit, plus de mélodies (jouées sur de vrais instruments, suggérées dans la scansion) que dans la plupart des albums de pop. On peut danser sur Galliano, mais les textes sont présentés (sans être retranscrits) sur le livret du CD comme des poèmes. En fait, les Anglais ont baptisé le genre acid jazz, parce qu'on l'écoute dans les boîtes comme l'acid house, parce qu'elle se nourrit d'instruments (cuivres, piano, contrebasse) et de figures mélodiques utilisées par les jazzmen.

Il se dégage dans la musique de Galliano des espaces, des perspectives que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Cette singularité que n'entache aucune affectation fait tout le prix de cet album à l'évidence beauté.

Talking Loud 848 483-2, distribution Phonogram.

Public Enemy

Apocalypse 91...

The Enemy Strikes Black

Public Enemy a inventé une forme classique du rap. Accablé à une rhétorique révolutionnaire, à un son menaçant en permanence par le chaos,

l'adjectif peut détonner. Mais dès les premières mesures d'Apocalypse 91... le paysage semble familier sans être plus hospitalier que d'habitude : le rôle premier du trin est de dire (on trouvera les textes sur le livret du CD) la vie de la communauté noire. Les disques de Public Enemy sont une espèce d'almanach qui passe en revue les thèmes du jour : polémique indirecte avec les groupes de gangsta de la côte ouest, NWA et compagnie (I don't wanna be called a nigger), attaques simultanées contre tous les médias (How to Kill a Radio Consultant, A Letter to The New York Post, More News at 11), Public Enemy est là pour maintenir la pression à un niveau insupportable.

Ce qui ne veut quand même pas dire que le disque est dépourvu d'intérêt musical. Les échantillons (guitares saturées, sirènes de police) s'assemblent en un collage terrifiant, correspondance exacte de l'exaspération urbaine des textes. Et pour conclure le disque, la déjà célèbre reprise de Bring Tha Noise, en collaboration avec Anthrax, groupe de heavy metal radical. Parce que c'est un des meilleurs textes de Public Enemy, parce que les deux parties tournent autour du genre adverse comme Mohammed Ali autour de son adversaire, c'est de loin le meilleur moment du disque.

Def Jam/Sony Music 468751-2.

P. M. Dawn

Of the Heart

Of the Soul and of the Cross

The Uptown Experience

« Il fut un temps où la réalité était mon amie » (Reality Used to Be a Friend of Mine) : « Dérive dans la béatitude des souvenirs » (Set Adrift on Memory Bliss) : en deux titres, on a tout le temps de constater l'allergie des deux frères Cordes au monde qui les entoure. Ils sont nés dans le New Jersey bien après que les Beatles se furent séparés, mais la seule preuve de leur contemporanéité est leur qualité de rapper. A part ça, tout : leur univers sonore, leur imaginaire, les ramène vers le psychédéisme. Ils rappent sur des harmonies vocales qu'on croirait (croirait seulement) empruntées aux Beach Boys, les claviers planent comme ceux du Pink Floyd. Et parfois ils chantent (comme dans passer d'une note aiguë à une note plus grave, et ainsi de suite jusqu'à ce que mélodie s'en suive). Cette reconstitution d'un passé fantasmé à travers le filtre d'un genre contemporain a attiré à P. M. Dawn la sympathie de sectateurs jusqu'ici réfractaires au rap. Mais on n'arrivera jamais à danser le jerk sur P. M. Dawn, seulement le hip-hop.

Geo Street/Island GEECI 7.

A Tribe Called Quest

The Low End Theory

Quand on énumère les groupes qui poussent le rap new-yorkais vers l'avant, A Tribe Called Quest vient généralement en troisième position, après De La Soul et Jungle Brothers, comme pour faire masse. The Low End Theory ne changera pas grand-chose à ce statut de petits maîtres du hip-hop intelligent. Le trio ne veut pas rompre avec les figures fondatrices du rap (les incantations à l'unisson, les provocations sexistes adolescentes), tout en essayant de renouveler un peu la façon de les présenter. A Tribe Called Quest va donc chercher ses échantillons du côté du jazz, varie ses tempos, et force est de reconnaître que Q Tip et Phife sont des rappers première division, sûrs d'eux-mêmes et souvent drôles. Mais la position du centrisme est aussi difficile à tenir en art qu'en politique : manquent à Tribe Called Quest l'urgence des rappers au premier degré et l'audace formelle des avant-gardistes. Restent les satisfactions qu'apporte un travail bien fait.

Jive/BMG 2274940.

T. S.

Musiques du monde

Mémoires populaires

brésiliennes

Paulo Abel do Nascimento (contralto)

Cláudio Fontes (piano)

Voici vingt-deux petits chefs-d'œuvre de la musique brésilienne, qualifiée là-bas d'érudite, par opposition à la chanson des rues, et dont le représentant le plus illustre fut Heitor Villa-Lobos, compositeur « classique », mais aussi grand voyageur et bon buveur. Le contraltiste Paulo Abel do Nascimento chante six courtes

pièces de Villa-Lobos, à commencer par l'incroyable Nozani-ná, un chant indigène du Mato-Grosso recueilli par le futur grand compositeur lors d'un de ses interminables voyages au fin fond du Brésil des années 20, alors que sa mère faisait dire des messes à sa mémoire, le croyant disparu.

Il y a aussi Azulejo (l'Oiseau bien), de Jayme Ovale, sur un texte du poète Manuel Bandeira ; trois Lieders du compositeur de Recife, Marlos Nobre, sur des invocations aux divinités africaines de Bahia ; des chants de labeur de l'Etat du Ceará et des histoires de la forêt repêchées par Waldemar Henrique, figure marquante de la ville de Belém dans les premières années du siècle. L'interprétation de Paulo Abel du Nascimento (que l'on a entendu dans le rôle du castrat dans les Liaisons dangereuses de Stephen Frears) est tout en nuances et en force. Traduction et explications dans le livret.

1 CD Lyric LVR CD085 distribué par Wotro Music.

Gitanes

Jazz Brésil

Gal Costa, João Bosco, Caetano Veloso, Antonio Carlos Jobim, Maria Bethânia, João Gilberto

Les bonnes compilations sont rares, même quand elles évitent le mélange des genres et des artistes. Profitez-en. En albums séparés, artiste par artiste, Gitanes Jazz passe en revue les pièces essentielles de la chanson brésilienne des années 70 jusqu'en 1987 environ. Pourquoi cet arrêt imprévu ? Simplement parce que la série française reprend l'excellente série brésilienne Personnalité, où l'on retrouvait les grands succès de ces personnalités de la musique populaire brésilienne.

Le choix des titres est judicieux, les versions sont originales. Point de conseil d'achat à donner donc, si ce n'est celui de suivre ses goûts, le rock séducteur à la Gal Costa, le sacre de la guitare à la João Bosco, le drame à la Bethânia, le surréalisme à la João Gilberto (d'aucun le dernier album, Joao, vient enfin de sortir en CD chez Phonogram France) ou les sambas orchestrées à la Tom Jobim.

Six CD PolyGram 848 880 à 866 distribués par Phonogram.

V. Mo.

Chanson

Marc Laviolette

Paris

Marc Laviolette n'est pas mauvais chanteur. Il met du punch dans ses interprétations, il possède une tendance élégante aux graves, une envie certaine de convaincre. Les mots (de Marc Laviolette) visent une simplicité de bonne augure (l'Amour en trente secondes). Tout irait bien si cette même simplicité ne confinait pas à l'indigence lorsqu'il s'agit d'en arriver à la musique. Mélodies répétitives (de Fabrice Aboulker), percussions programmées à un seul bouton, ce qui peut paraître étonnant pour un album fabriqué à Hollywood.

1 CD Arpop 191034 distribué par PolyGram.

La fiancée du pirate

Un nouveau couple pour la rock-chanson française ? On en doute. Elle, Lola (paroles), lui, Michel (musique), ont voté à Nelly Kaplan son titre iconoclaste. Le deuxième album du groupe-dun, réalisé avec Steve Forward, joue sur les multiples passages à la radio de Paul pas m'faire..., dont le texte est signé Higelin, et qui rééquilibre l'album vers plus d'authenticité et moins de mièvrerie.

La Fiancée se sort parfois bien de l'exercice du chant, avec de beaux accents vibrants, des chansons bien balancées qui parlent des hommes, des pompiers, des bombons. Le Pirate a quelques jolis tours dans son sac-synthé, mais beaucoup de platitudes aussi, dont on sort un peu las. Les photos de la pochette sont d'Ellie Meideros. Qui se ressemble s'assemble.

1 CD Sony Music 14-468450-11.

V. Mo.

COLLECTION ARDITI D'ŒUVRES CONTEMPORAINES

Quatre garçons dans le temps

CERTAINS interprètes sont de vrais services publics ambulants. Les compositeurs croient en eux, ont envie de leur dédier des inédits dont ils savent qu'ils seront servis au mieux. De leur côté, ces exécutants zélés passent commande, inlassablement. Pour assurer en aval, en braves petits soldats de la création de leur temps, la diffusion de ces nouveautés, d'institutions en festivals.

Mieux que le clarinettiste Portal, que le saxophoniste Kientzy, que le bassoniste Ouzounoff, que le flûtiste Pierre-Yves Artaud, tous bien méritants de la cause contemporaine, plus fort que le Trio à cordes de Paris, que le Quatuor Lasells (ce genre de militantisme s'effectue aussi en groupe), le Quatuor Arditi pratique à l'anglaise, avec méthode et sang-froid, accouchements et baptêmes à la chaîne. A quatre, mais aussi de manière individuelle : Saram de Rohan, le violoncelliste, sert en solo Ligeti (Racine 19), Berio (Il Ritorno degli Sforzandi), Rodelescu (version pour violoncelle de Das Anders). Quant à Irvine Arditi, premier violon et fondateur de la formation, c'est le bûcheron de la bande.

On sait que Josef Joachim suscita à son époque (la seconde moitié du dix-neuvième siècle) une floraison de concertos pour violon que lui dédicacèrent Bruch, Dvořák, Schumann, ou dont il assura de droit la création, comme le simple et le double de Brahms. Mais on n'en est plus tout à fait au concert, ni alors au concerto détourné comme ce Dux-Ork de Xenakis, créé par notre Anglais au dernier Musica de Strasbourg (le Monde du 9 octobre). Faute de grandes pages concertantes, Irvine Arditi s'est donc le cartable bourré d'œuvres pour violon solo dont un grand nombre lui sont dédiées.

Depuis Bach et ses parties, le genre n'a pas démenti.

Irvine et ses compositeurs : voilà bien le fleuron de « The Arditi Quartet Collection » (telle avancée de la production des Disques Montaigne, qui n'a pas à son catalogue que les archives sonores du Théâtre des Champs-Élysées.) On a déjà parlé ici de cette collection, tribut courtoisement payé par les quatre Anglais, sous forme de CD bien sonnants et jamais trébuchants, aux créateurs qui les ont tant gâtés. On ne dira jamais assez la beauté de ce one-man-show, bouquet dont le plus belle fleur est signée d'un Écossais : Del Cuatro elemento, de James Dillon, est un voyage halluciné dans des matières instrumentales inouïes et cauchemardesques que l'interprète donne moins l'impression de produire que de repousser loin de lui, comme des fantômes.

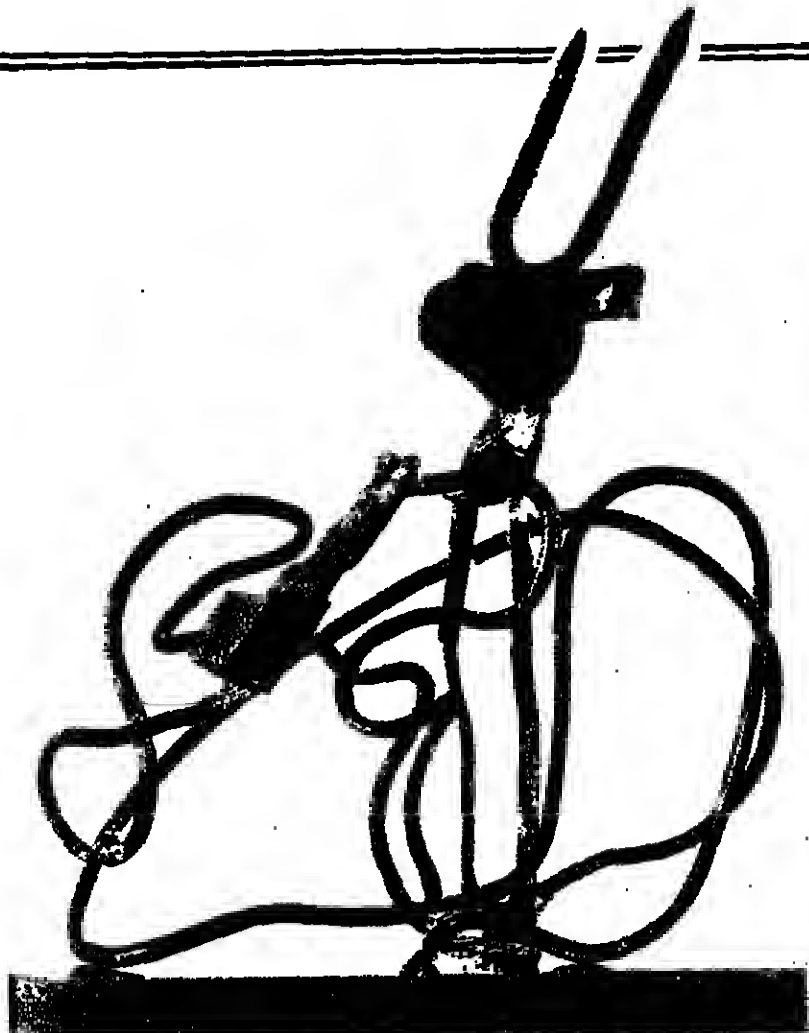
Ce disque, où chaque compositeur se livre à un difficile exercice de style, dit aussi admirablement la diversité des univers de chacun. Folklores imaginaires de l'italien Donatoni (Argot), bizarreries archaïques du Mexicain Julián Estrada (Canto occulto), fuite en avant dans la complexité de l'Anglais Fennellyhough (Violino spagnolo), retours pince-sans-rire à Vivaldi chez l'Espagnol Luis de Pablo (Improvisation). Tout cela sorti, comme des foulards multicolores, d'un tout petit violon.

ANNE REY.

* Irvine Arditi : Recital for Violin. Vient de paraître également : Œuvres pour quatuor à cordes et trio de percussions (Georges Aperghis, François-Bernard Mache, Iannis Xenakis, Alain Gaussin) par le Quatuor Arditi et le trio Le Cercle. Prochaine parution : Quatuor à cordes par 2, 3 et 4, de Wolfgang Rihm. 3 CD Disques Montaigne, distribution Wotro Music, 101, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 42-22-60-11.

هكذا من الفصل

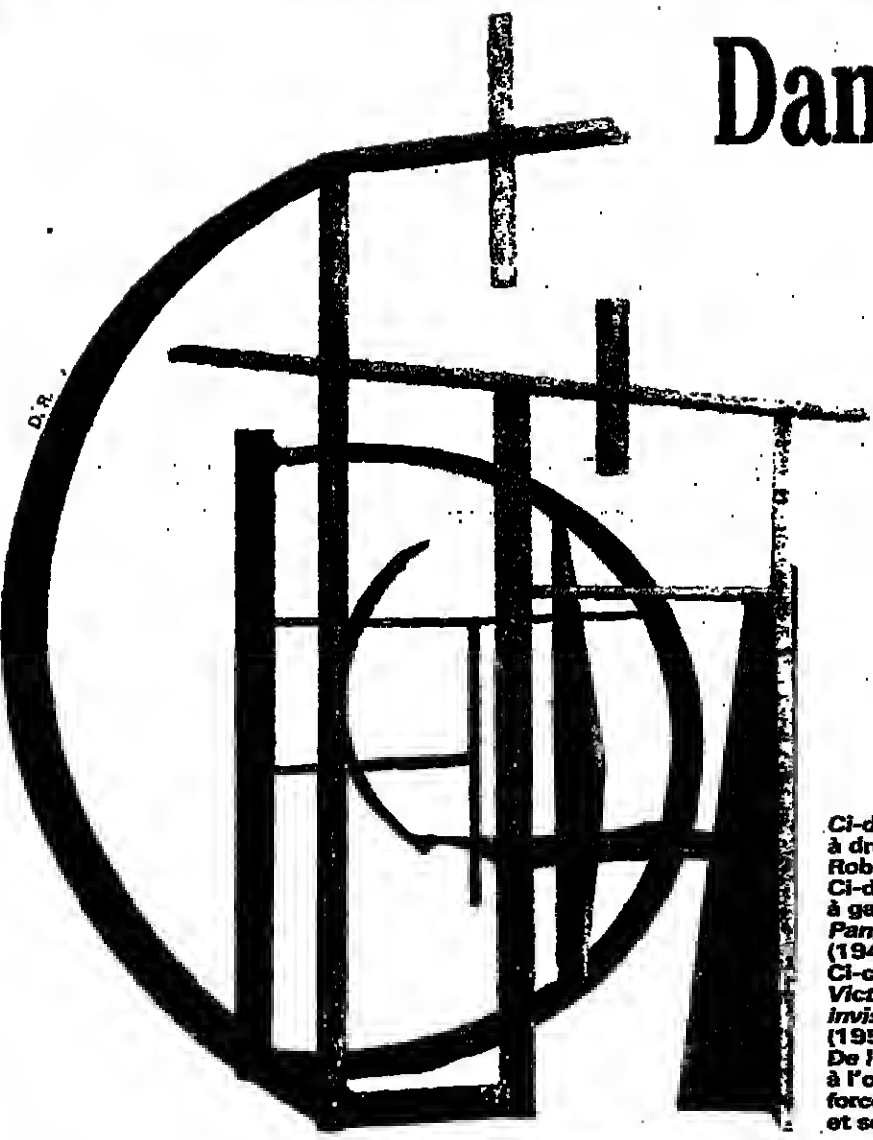
ARTS



LE SCULPTEUR DANOIS EXPOSE AU MUSÉE DU CATEAU-CAMBRÉSIS



Dans les parages de Jacobsen



Ci-dessus, à droite : Robert Jacobsen. Ci-dessus, à gauche : *Par, fer* (1949). Ci-contre : *Victoire invisible, fer* (1957). De l'homme à l'œuvre : force, rigueur et sourire.

Le Danois Robert Jacobsen figure dans toutes les histoires de la sculpture moderne pour son œuvre abstraite, construite et linéaire des années 50, à laquelle on ne saurait réduire cette force de la nature.

On l'appelle familièrement « le gros Robert ». Et c'est vrai qu'il est gros, et grand, Jacobsen, le grand sculpteur danois justement salué cet été à Meymac par une rétrospective et la réalisation d'une commande publique tout près de l'abbaye, devenue Centre d'art contemporain. Salué aujourd'hui au Musée du Cateau-Cambrésis (1). Il est gros et grand, mais pas démesuré. C'est un regard clair dans un corps rond, la transparence dans l'opacité. Le tout s'équilibre.

Jacobsen est taillé à l'image de son œuvre, mélange intime de forces bataillieuses et de douceur, de rigueur et d'embrouilles, de tensions et de détente, de sérieux et d'humour. Une œuvre placée sous haute surveillance, faite de tensions contrôlées, d'angles et de courbes, d'arcs et de plans, mais aussi de lignes gracieuses, de cadres éclatés et de poupées. Le sculpteur, qui a beaucoup bourlingué - et fait tous les métiers : coureur, plongeur, tailleur de pierre, marin, joueur de banjo, avant de se mettre au fer, - a tracé sa route en toute liberté. Mais fort d'une certaine idée de l'art : qu'il ne déborde jamais de l'échelle humaine.

Jacobsen a aujourd'hui près de quatre-vingts ans. Depuis vingt ans, il est retourné au pays, après avoir longtemps vécu à Paris, de 1947 aux années 60, moment où le linéaire et le construit l'ont d'abord emporté, avec Denise René pour galeriste, Magnelli, Vasarely et Dewasne pour amis. Mais aussi Mortensen, lui aussi danois, et Jora, le libérateur des fins fonds scandinaves dans les toulours de Cobia. Pour un peu, en France, on oublierait ces amitiés-là, autrement dit les racines de Jacobsen et une part des sources auxquelles il a puisé.

Cela dit, on ne saurait se résoudre à faire du sculpteur un lointain descendant des Vikings. Trop facile. Ce serait du coup oublier l'Italie de Magnelli, que l'on devine dans certaines pièces des années 50, ou les dérapages de Klee, présents dans les « poupées » qui accompagnent, ludiques, la production abstraite. Pas facile, notre sculpteur. Il se refuse à trancher entre le Nord et le Sud, et le bas et le haut. C'est un bouillonnement de toutes les cultures, populaires surtout. La ferme de Tageland, en plein Jutland, où le sculpteur vit et travaille, en donne une idée. Elle regorge d'objets, d'images, d'ex-voto en frises, de la cuisine au salon. Jacobsen y a deux ateliers : l'un pour la sculpture, où voisinent un grand Christ pour une église, des pompes frisées, une petite sculpture qui bascule, à laquelle il est en train de travailler, toujours en quête de nouvelles articulations, une maquette pour Cartier, l'autre pour la lithographie, où, ces derniers temps, il était fort préoccupé par une suite Rimbaud, de nuits et d'éclats : vingt lithos pour *Une saison en enfer*. Il doutait, il avait peur de se tromper encore et toujours, comme un gamin, et demandait ce qu'on en pensait. Il est modeste, vraiment.

Les projets ne manquent pas, plutôt grands : par exemple, une sculpture de 60 mètres pour le port de Copenhague. Jacobsen en profite pour rappeler que la monumentalité ne vient pas du format - il l'a prouvé. Il semble même se faire violence en acceptant ces commandes du soir, à l'heure de la notoriété. Et quand on lui a demandé des sculptures pour réhabiliter un ancien lieu d'extraction de gravier, à Torskind, il a chargé le Français Jean Clareboudt, qu'il connaît depuis plus de dix ans, de s'en occuper.

Torskind, c'est une belle histoire, le produit rare aujourd'hui d'une rencontre fructueuse entre deux artistes de générations différentes. Clareboudt a trente ans de moins que Jacobsen, qu'il considère comme son « papa ». De son côté, Jacobsen affirme : « Travailler avec Jean, ça m'a donné une nouvelle vue. Il avait des idées pour le site. Pas moi. Il m'en a donné. Il m'a appris comment on peut faire des choses autrement. » S'il a aussi pensé à Jean, c'est que « lui travaille sur des sites, engagé dans le paysage. La question du paysage, franchement, ça ne m'intéressait pas. Toute ma sculpture est en rapport avec la ville, la maison ».

C'est donc Clareboudt qui est intervenu le premier dans le tron de Torskind, remodelant le terrain parfois, avant d'implanter au sol ou en surplomb cinq grandes sculptures, faites de poutrelles, de dalles d'acier, de gros blocs de pierre et de troncs d'arbres entiers, barrant, balisant, fléchant l'espace de ses constructions en suspens, en levier, en porte-à-faux. Après quoi Jacobsen s'est placé, improvisant quatre pièces en réponse, en signe d'amitié, en jouant à la guerre : Clareboudt charrie et catapulte des pierres, lui dirige des canons. Des canons duels, qui pointent en eux l'homme, sa vanité mais aussi sa sagesse. Il n'y aura pas d'escalade. Le site ne sera pas transformé en champ de bataille, sera le lieu sans âge d'une conquête de l'espace, à pied. Un lieu vivant et vivable, où les pique-niqueurs du dimanche ont quelque chose à se mettre sous la dent. Si vous passez par le Jutland, ne manquez pas le « site sculptural » de Torskind. Clareboudt, « le petit Français », s'y est défoncé, et « le gros Robert » bien amusé.

GENEVIEVE BREERETTE

(1) Musée Maris, palais Fénelon, Le Cateau-Cambrésis. Jusqu'au 15 décembre.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI
PEINTURES, DESSINS, SCULPTURES
GRAND PALAIS
Avenue Winston Churchill
Tous les jours de 12 h à 19 h
du 19 octobre au 3 novembre

OPERA BASTILLE
6, 9, 12, 14, 16, 19, 22, 25 NOVEMBRE
L'ANGE DE FEU
PROKOFIEV
LOCATION OUVERTE
SUR PLACE AUX GUICHETS
14 JOURS AVANT LA DATE CHOISIE

A PARTIR DU 22 OCTOBRE
Les chants de Maldoror
Lautréamont
Mise en scène et version scénique
Hans Peter Cloos
RÉS. 42.02.02.68
THEATRE PARIS VILLETTE

MUSIQUES DU MONDE
SAMEDI 26 OCTOBRE 18H
STEVE YOUNG
un "songwriter"
pas comme les autres
75 F - LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

PIANO
MURRAY
PERAHLA
célèbre
MOZART
3 programmes différents
les 4, 12 et 18 novembre
RENS. LOC. PLEYEL 45-61-06-30

LA GALERIE LOUISE LEIRIS
à
50 ANS
PICASSO
80 estampes
23 Octobre - 23 Novembre
47, rue Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14

SALON D'AUTOMNE
Hommage à
GEORGES OUDOT
Sculptures - Dessins
du 19 octobre au 3 novembre
GRAND PALAIS - PARIS

24. Revalorisation des salaires dans la fonction publique
25. La grève des enseignants
26. La grève des fonctionnaires
27. La grève des fonctionnaires
28. La grève des fonctionnaires
29. La grève des fonctionnaires
30. La grève des fonctionnaires
31. La grève des fonctionnaires
32. La grève des fonctionnaires
33. La grève des fonctionnaires
34. La grève des fonctionnaires
35. La grève des fonctionnaires
36. La grève des fonctionnaires
37. La grève des fonctionnaires
38. La grève des fonctionnaires
39. La grève des fonctionnaires
40. La grève des fonctionnaires

28. La grève des fonctionnaires
29. La grève des fonctionnaires
30. La grève des fonctionnaires
31. La grève des fonctionnaires
32. La grève des fonctionnaires
33. La grève des fonctionnaires
34. La grève des fonctionnaires
35. La grève des fonctionnaires
36. La grève des fonctionnaires
37. La grève des fonctionnaires
38. La grève des fonctionnaires
39. La grève des fonctionnaires
40. La grève des fonctionnaires

39. Sources de Paris
40. Communication

BILLET

Sinistrose et apaisement

«Sinistrose». Le mot a été lâché par le président de la République mardi 22 octobre sur France Inter et tout concourt en apparence dans le paysage à en accréditer l'idée. Le 24 octobre est annoncé comme un «jeudi noir» parce que FO a lancé une grève générale. Interprofessionnelle - avec un coup de main de la CGT - qui est déjà sûre d'être visible à Paris puisque les usagers y seront privés de métro. Les agriculteurs manifestent leur colère, ou leur inquiétude à coups d'opérations aussi musclées que contestables, courant ainsi le risque de perdre les faveurs de l'opinion. Les infirmières poursuivent leur mouvement. La défiance politique s'installe et le doute sur le bien-fondé de la politique économique de M. Bérégovoy, encouragée par le patronat et saluée par M. Mitterrand, s'insinue. Rien ne va plus.

A travers la succession de conflits catégoriels, cette sinistrose révèle le malaise social de groupes qui, à tort ou à raison, estiment ne pas avoir touché les dividendes d'une période de plus de trois années de croissance. Le problème est que leurs plaintes surviennent à un moment où aucun faux pas n'est permis. M. Bérégovoy attribue à sa politique de désinflation et de franc fort le retour de la France à un bon niveau de compétitivité. Mais l'irrésistible montée du chômage et la persistance du déficit du commerce extérieur (près de 34 milliards de francs en cumulés depuis janvier) sont là pour rappeler nos ténébreuses. Pour autant, une sinistrose économique ne se justifie pas plus que le catastrophisme social : le secteur privé reste très calme - alors qu'en 1990, avec 693 700 journées individuelles perdues, on avait atteint le niveau le plus bas depuis 1948 - et l'apaisement semble se dessiner dans les campagnes.

Pourtant, dans ce contexte, les pouvoirs publics, mal assurés politiquement, donnent parfois l'impression d'hésiter entre la carotte et le bâton. M. Mitterrand s'est ainsi montré ferme face aux «bandes» d'agriculteurs et aux revendications sociales qui peuvent être prises en compte mais «sans mettre par terre les finances publiques». En même temps, il a pris soin de renouer le dialogue avec la FNSEA tandis que les discussions se poursuivaient entre M. Bruno Durieux, ministre de la Santé, et les infirmières, et que la fonction publique ont abouti à un accord qui, moyennant quelques assurances de préservation, maintient les grands principes de M. Bérégovoy et écarte un retour à l'indexation des salaires sur les prix. Mais d'autres initiatives gouvernementales seront nécessaires pour calmer durablement le jeu.

MICHEL NOBLECOURT

□ Manifestation d'agriculteurs à Bourg-en-Bresse. - Environ quatre cents agriculteurs ont répondu à l'appel des organisations syndicales départementales de l'Ain et se sont regroupés, mardi 22 octobre peu avant minuit, à Bourg-en-Bresse, devant la préfecture. Après s'être livrés à des occupations de postes de péage d'autoroute, les agriculteurs ont allumé des feux devant la préfecture, où ils ont également déversé 7 000 litres de lait. L'un des dirigeants syndicaux, M. Albert Thévoz, a mis en cause les propos du chef de l'Etat de mardi matin, qui ont eu, selon lui, «un effet mobilisateur». Les forces de l'ordre, présentes sur place, ne sont pas intervenues. - (AFP)

Revalorisation de 6,5 % des salaires dans la fonction publique d'ici à 1993

Le gouvernement et quatre syndicats de fonctionnaires ont trouvé un terrain d'entente

Le gouvernement et quatre syndicats (CFDT, FEN, CFTE, FGA) de fonctionnaires sur sept ont trouvé un terrain d'entente, mardi 22 octobre, au terme de la troisième séance de négociation salariale.

Les traitements des 4,5 millions de salariés de l'Etat, de la fonction publique hospitalière et des collectivités locales, ainsi que les pensions de 1,5 million de retraités progresseront de 6,5 % jusqu'en février 1993.

Le calendrier des hausses prévues est le suivant : 1 % au 1^{er} novembre 1991 (ainsi que l'attribution, à titre rétroactif, d'une augmentation de 0,5 % plus deux points d'indice au 1^{er} août), 1,3 % au 1^{er} février 1992, 1,4 % au 1^{er} octobre 1992 et 1,8 % au 1^{er} février 1993. Les quatre syndicats vont consulter leurs instances avant de donner une réponse officielle.

C'est en définitive moins sur des augmentations de salaires que sur

des symboles que se sont affrontés, mardi 22 octobre, le ministre de la Fonction publique, M. Jean-Pierre Soisson, et les syndicats de fonctionnaires. Cette troisième et ultime séance de négociation - convoquée en hâte après une «mission bons offices» de M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique - a débouché en fin de soirée sur un compromis quelque peu byzantin mais qui permet aux deux parties de sauver les apparences et de relancer la politique contractuelle dans la fonction publique.

Le gouvernement, en accordant 6 % d'augmentation générale des traitements et deux points d'indice, donne satisfaction à ses interlocuteurs pour 1991-1992 (les augmentations intègrent la hausse des prix prévue pour ces deux années, soit 3,6 %) et annule la quasi-totalité du contenu de 1 % né de l'accord 1988-1989. Substantielles (près de 40 milliards de francs jusqu'à fin 1993), ces mesures écartent le spectre de l'indexation : le «passif» de 0,9 % au titre de 1990 (pour lequel aucun accord n'était intervenu) est en pertes et profits alors que la réduction de la clause de rattrapage, programmée en février 1993, est suffisamment imprécise pour que

le gouvernement ne se lie pas les mains. Quant aux quatre syndicats qui ont donné un avis favorable, ils ont pratiquement atteint l'objectif - une progression de 6,6 % - qu'ils s'étaient assigné puisque l'attribution de deux points d'indice équivaut in fine à une hausse de 0,5 % du traitement moyen.

Minimiser et valoriser

Pour parvenir à concilier ces deux effets d'affichage, les négociateurs ont dû recourir à une astuce. Les augmentations générales seront calculées non plus sur la base de la valeur du point au 1^{er} janvier de chaque année mais sur une «base fixe», celle du 31 décembre 1990. Si les critères traditionnels avaient été conservés, le même résultat aurait été obtenu avec une progression de l'ordre de 6,4 %. La technique choisie permet au gouvernement de minimiser les concessions accordées et aux syndicats de valoriser un compromis qui, au total, aura nécessité trente heures de discussion. De plus, ce montage avantage relativement les bas salaires, notamment ceux des fonctionnaires hospitaliers, à commencer par les infirmières, car l'attribution uniforme de deux points

d'indice (un peu moins de 50 francs par mois) s'apparente à une augmentation forfaitaire. De ce fait, la progression finale atteindra 6,9 % au bas de l'échelle (soit 376 francs par mois), 6,5 % au niveau de la rémunération moyenne mais à peine plus de 6 % pour les fonctionnaires les mieux payés.

Par contre, ces dispositions, qui aboutissent à passer encore davantage la hiérarchie des salaires de la fonction publique ont été rejetées par la CFE-COC. Les négociateurs ont également élaboré des mesures d'accompagnement : prolongation de la cessation progressive d'activité en fin de carrière (qui permet de travailler à mi-temps en percevant 80 % du traitement) et attribution d'une enveloppe de 200 millions de francs pour le logement des fonctionnaires.

Alors que les quatre signataires potentiels considéraient que «les bases d'un compromis sont réunies», la CGT a dénoncé un accord qui entérine une baisse de pouvoir d'achat et a appelé les fonctionnaires à se mobiliser dès le 24 octobre lors de la journée de grève lancée à l'initiative de Force ouvrière. «Ce n'est pas un compromis, c'est une compromission», ont d'ailleurs affirmé les dirigeants de cette dernière organisation

qui, en exigeant une hausse de 7,5 % - c'est-à-dire une stricte indexation - ont de fait refusé de participer à la négociation.

«Plus que jamais le gouvernement croit aux vertus du dialogue social», a déclaré mardi soir M. Soisson en soulignant que «cet accord permettra de fêter les bases d'une nouvelle politique contractuelle». Bloqués depuis dix-huit mois, les négociations sur les conditions de travail, la mobilité, la formation des fonctionnaires et les nouvelles technologies devaient enfin pouvoir s'engager. Quant au premier ministre, elle s'est, à peine les discussions closes, empressée de rendre hommage aux organisations syndicales, qui «ont fait preuve d'un grand sens de leurs responsabilités», et a insisté sur l'«effort important» coovert par les pouvoirs publics «pour assurer une augmentation générale des rémunérations dans un contexte économique difficile».

Une rapidité de réaction qui traduit visiblement le soulagement de M. Edith Cresson de voir son gouvernement, confronté à de multiples mouvements catégoriels, parvenir à régler un dossier essentiel sur le plan social, mais aussi sur le plan politique.

JEAN-MICHEL NORMAND

Après plusieurs semaines de manifestations

L'heure du dialogue avec les agriculteurs semble venue

Coup de semonce et apaisement. Telle semble être l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis du monde agricole, où l'effervescence, dans certaines régions d'élevage surtout, reste vive. Juste après avoir lancé sa mise en garde solennelle - ce que l'ancien ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, a qualifié d'«amoncellement comminatoire» - le président de la République recevait à Elysée M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA.

Un geste symbolique et politique destiné à montrer à la fois que le dialogue n'était pas rompu (il ne l'a d'ailleurs jamais été), que l'Etat continuait à reconnaître la représentativité des organisations agricoles, et d'abord de la principale d'entre elles, et enfin pour inviter ces responsables à reprendre en main leurs troupes déboussolées.

M. Philippe Mangin, leader du CNJA, ne manque pas une occasion, pour sa part, de réclamer à cor et à cri la tenue d'une table ronde interministérielle, dans son esprit nécessairement réunie sous la présidence de M. Edith Cresson.

Le CNJA demande une table ronde

«Nous sommes prêts à suspendre dans les départements les actions syndicales à risques comme celles qui ont lieu depuis plusieurs semaines si les pouvoirs publics, et au premier chef le président de la République, donnent dans les plus brefs délais des signes concrets d'une volonté de négociation», a déclaré mercredi 23 octobre M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs.

M. Mangin a aussi déclaré que l'ampleur du malaise paysan était gravement sous-estimée et que «la capacité d'ignorance des pouvoirs publics à l'égard de cette crise est incroyable». Pour M. Mangin, l'apaisement est possible si le gouvernement et le président de la République font un geste pour ouvrir une phase concrète de négociations et pour organiser une table ronde interministérielle sur les problèmes de l'agriculture.

Une réunion de concertation est prévue le 30 octobre avec M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, pour mettre au point des amendements qui pourraient être présentés à l'occasion de la discussion budgétaire.

F. GR.

soo, premier ministre. Il faut, selon lui, déifier des perspectives claires et des objectifs à long terme : combien d'exploitants à l'horizon 2000 ? Quelles productions encourager et exporter ? Quel mode d'occupation de l'espace rural et quel rôle social et collectif faut-il assigner aux paysans ?

Au moment où s'ouvre la discussion du budget de l'agriculture à l'Assemblée, les syndicats agricoles ont recouru à un slogan percutant : «Des milliards, oui, mais surtout des espoirs!»

Bref, après avoir conquis la compréhension, voire l'amitié des citoyens (dans la foulée de la manifestation modeste du 29 septembre à Paris), les leaders syndicaux sont plus que jamais hostiles à tout ce qui ressemblerait à la politique de la chaise vide, a fortiori à une rupture des relations partenariales.

Ce serait à la fois dangereux et contraire à une longue tradition qui veut que les problèmes agricoles soient quasiment égarés entre les pouvoirs publics et les professionnels. La modération s'est aussi manifestée dans le verdict du

tribunal de Bourges, nous indique notre correspondant dans le Cher Patrick Martinat, puisque les quatre agriculteurs interpellés le 21 octobre après de violents incidents ont été condamnés à huit jours de prison avec sursis et 2 000 francs d'amende, le procureur de la République, au oom du ministère public, n'ayant pas requis de peines de prison ferme.

Quant aux syndicalistes agricoles de Tarn-et-Garonne qui étaient gardés à vue depuis dimanche soir à la gendarmerie de Montauban, ils ont été inculpés de participation à manifestation non autorisée, mais remis en liberté le 22 octobre en début d'après-midi.

La première bonne nouvelle d'origine gouvernementale, sur la question des réformes structurelles et à long terme, pourrait être, annoncée le 7 novembre à l'issue d'un comité interministériel sur l'aménagement rural que présidera M. Cresson et qui, du Cantal à la Bretagne centrale, est impatientement attendu.

FRANÇOIS GROSCHARD

Le contrôle de la qualité des viandes importées

Les inspecteurs vétérinaires dénoncent les «frontières passoirs»

Les inspecteurs vétérinaires attachés au ministère de l'Agriculture - ceux-là mêmes qui sont révoqués en pleine nuit par des éleveurs en colère pour vérifier le chargement de camions contenant des animaux vivants ou des carcasses - sont insoucis et dénoncent la «contradiction entre les décisions politiques annoncées devant les médias et les propositions budgétaires soumises au vote des parlementaires».

En charge de la protection de la santé publique et de celle des cheptels, ce bataillon de 483 personnes est notamment chargé du contrôle aux frontières. Or, le ministère ne dispose que de 20 vétérinaires inspecteurs pour 96 postes-frontières ouverts aux denrées animales et 38 aux animaux vivants. Difficile, dans ces conditions, d'effectuer un contrôle efficace de la viande importée, explique M. François Gerster, président du Syndicat national des vétérinaires inspecteurs du ministère de l'Agriculture (455 adhérents), qui reconnaît donc que les frontières sont des «passoirs». D'autant que, sur place, les inspecteurs ne disposent pas des lieux de déchargement adaptés au contrôle

de camions qui peuvent contenir 50 ou 100 unités, parfois vivantes.

Or, le 18 septembre, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, donnait l'ordre aux douanes de procéder à des «contrôles systématiques» des importations de viande (Le Monde du 20 septembre). M. Charasse allait plus loin le lendemain en affirmant qu'à cette fin, 50 postes de vétérinaire inspecteur seraient créés. La grigne des inspecteurs est montée d'un cran à la lecture du projet de loi de finances, 1992, qui se traduit, affirme M. Gerster, par la suppression de 4 postes dans les services vétérinaires. «Le décalage entre le discours et les propositions budgétaires (...) tourne à la manipulation», affirme-t-il. Devançant la critique sur la nécessité de créer des emplois pour les contrôles aux frontières à la veille de l'instauration du grand marché unique, il assure enfin que ces cinquante inspecteurs supplémentaires seront utiles au bon fonctionnement (24 heures sur 24) des 20 postes-frontières entre la CEE et les pays tiers.

F. V.

Alors que le mécontentement des paysans s'accroît en Allemagne et en Finlande

La Communauté va modifier le régime de soutien aux producteurs d'oléagineux

La réforme de la politique agricole de la Communauté européenne (les ministres de l'Agriculture se sont mis d'accord pour modifier le régime de soutien aux producteurs d'oléagineux) a suscité des mécontentements en Allemagne et en Finlande. Mardi 22 octobre, huit mille paysans de Schleswig-Holstein et de Mecklembourg-Poméranie ont défilé à Lübeck pour protester contre les baisses de prix annoncées pour les céréales, le lait et la viande. A Helsinki, ils étaient près de dix mille à exprimer leur opposition à une entrée de la Finlande dans la CEE, soutenue par le ministre du commerce extérieur finlandais, actuel président de l'AELE, qui milite pour une suppression des subventions aux agriculteurs.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Communauté va modifier le régime de soutien dont bénéficient ses producteurs d'oléagineux - colza, tournesol, soja, - parmi lesquels les Français occupent, et de loin, la première place. L'économie générale du nouveau régime a été approuvée, mardi 22 octobre, par les ministres de l'Agriculture des Douze, réunis à Luxembourg. Mais cet accord, pour devenir définitif, devra obtenir le feu vert du Parlement européen.

La Communauté se conforme ainsi aux injonctions d'un «panel» (une instance d'arbitrage prévue par les procédures du GATT, accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) convoqué en 1989 à la demande des Etats-Unis. Le panel avait donné tort à la CEE au moins quant aux modalités d'octroi de l'aide accordée à ses producteurs.

Apparemment, les dispositions prises maintenant par la CEE pour se mettre en règle ne satisfont pas les Américains, qui estiment que la protection assurée aux exploitants de la Communauté est excessive, qu'elle les incite à produire davantage, avec comme conséquence une diminution de leurs propres exportations de soja vers les Douze. Ils menacent de réclamer au GATT la révision d'un ouvrage panel. «Nous avons agi avec le souci de pacifier le commerce international. L'espère qu'on ne va pas encore nous chercher des poux dans la tète», s'est exclamé M. Ray Mac Sharry, le commissaire chargé des affaires agricoles. L'objet de la réforme décidée n'est pas de modifier le niveau mais le mode d'octroi

de l'aide. L'important, pour éviter que les exploitants se détournent des oléagineux et produisent encore davantage de céréales, est de les convaincre qu'en termes de soutien, donc de revenus, cette réforme sera neutre. C'est à quoi s'est employé M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, et ce n'était pas facile compte tenu du fait qu'un des amendements réclamés par le panel vise à ce que les producteurs européens soient moins protégés et davantage exposés au grand vent du marché mondial.

Désormais, l'aide sera forfaitaire et versée directement aux producteurs. Elle sera calculée à l'hectare, par rapport à un prix international de référence, et en fonction des rendements de céréales, ou bien de gains oléagineux, dans la région de production. La recette de l'exploitant proviendra d'une part de la vente de son colza ou de son tournesol sur le marché à un niveau proche du prix mondial, d'autre part de cette aide forfaitaire. Le montant de celle-ci sera corrigé en cas de fluctuation du prix international de plus de 8 %. M. Mermaz a demandé à la Commission que l'aide puisse également être ajustée en cas de forte fluctuation du dollar. Pour accorder les garanties fournies aux producteurs, la France souhaite qu'ils puissent bénéficier d'un «prêt de campagne», autrement dit d'une avance de trésorerie. La Commission verra si c'est possible.

En France, 700 000 hectares sont plantés en colza, 1,1 million d'hectares en tournesol, plus de 100 000 hectares en soja.

L'aide à l'élevage

D'autre part, neuf ministres sur douze se sont prononcés en faveur d'une augmentation de 20 écus (140 francs) de la prime à la vache allaitante, réservée à l'élevage en pâturage. Elle passerait de 65 écus à 85 écus par tête. Le Parlement doit donner son avis, et les ministres pourraient décider de coovertre cette mesure très attendue dans les campagnes françaises.

Le débat sur la réforme de la politique agricole commune (PAC) est désormais bel et bien engagé. Les groupes d'experts vont examiner au cours des prochaines semaines les propositions présentées en bonne et due forme juridique par la Commission de Bruxelles, si bien que les ministres devraient être en mesure d'avoir un premier débat de synthèse en novembre ou en décembre. L'objectif des Douze est de parvenir à formuler les lignes directrices de la réforme avant Noël, en se laissant ensuite quelques mois pour préciser les modalités.

PHILIPPE LEMAITRE



BNP INTERCONTINENTALE

BON PREMIER SEMESTRE 1991

Les résultats nets consolidés du Groupe BNP INTERCONTINENTALE ont atteint 191,8 millions de francs au 30 juin 1991. Ils progressent de 4,3 %. Le bénéfice, part du Groupe, passe de 109,4 à 167,6 millions de francs et le résultat net par action, pour le semestre, de 34,28 à 50,20 francs.

Les résultats des sociétés mises en équivalence concourent pour 60 % à cette évolution très satisfaisante grâce, notamment, à la BNP LUXEMBOURG, la BNP SUISSE et la BMOI à Madagascar. Parmi les filiales intégrées globalement, la BMCI au Maroc améliore sensiblement sa contribution aux résultats du Groupe, tandis que le périmètre s'est élargi avec la BIC COMORES.

Le résultat net au 30 juin de la BNP, Maison Mère, atteint 104,6 millions de francs (+ 26,1 %).

L'activité présente de la BNP et de ses filiales consolidées laisse présager la progression des résultats sur l'exercice entier.

BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER.

GROUPE



35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS lisent le Monde.

Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales.

(IPSOS 91)

Notre gamme de Sicav en 1991

Orientation	Valeur liquidative (en francs)	Performance (coupons inclus) du 28-12-1990 au 30.09.1991
Sicav Actions		
AURECIC Titres rattachés à l'or Capitalisation	1.203,08	11,61 %
CIC EUROLEADERS Luxembourgeoise - Valeurs leaders françaises - capitalisation	4.158,09	19,98 %
CREDINTER Internationale	473,54	15,39 %
EUROCIC LEADERS Valeurs leaders européennes	1.049,05	16,48 %
FRANCIC Monory	448,44	21,13 %
FRANCIC-PIERRE Monory - capitalisation	108,32	8,14 %
FRANCIC-REGIONS Monory	1.189,60	10,88 %
JAPACIC Valeurs du Pacifique	186,09	23,58 %
S.N.I. Diversifiée	1.188,79	21,27 %
TECHNOCIC Valeurs de croissance	1.033,59	16,53 %
Sicav Obligations		
CAPITACIC Capitalisation long terme	1.218,50	8,82 %
MENSUELICIC Revenu mensuel	10.047,96	6,67 %
OBLICIC MONDIAL Obligations étrangères - capitalisation	2.496,85	8,87 %
OBLICIC REGIONS Revenu annuel Obligations première catégorie	1.023,50	9,39 %
RENTACIC Revenu trimestriel	159,28	9,36 %
Sicav Court terme		
ASSOCIC Sensible	1.134,20	8,21 %
EPARCIC Monétaire - personnes morales - capitalisation	3.377,98	6,94 %
MONECIC Régulière	5.418,21	7,33 %
SECURICIC Monétaire - particuliers - capitalisation	1.644,56	8,36 %
TRESORICIC Monétaire - investisseurs institutionnels - capitalisation	121.636,81	7,09 %

Pour tous renseignements, adressez-vous à la Banque du Groupe CIC la plus proche ou renvoyez ce bon à découper à Maryse BELLANDE, BP 207 75452 PARIS CEDEX 09 - Tél. 45.96.98.10

Veillez m'adresser votre documentation sur : ☐ SICAV ☐ FCP ☐ TRESORERIE

Nom

Adresse



AMÉLIORATION SENSIBLE DE LA RENTABILITÉ AU PREMIER SEMESTRE 1991

Le conseil d'administration réuni le 21 octobre 1991 sous la présidence de M. Jean-Marc VERNES a approuvé les comptes consolidés du groupe pour le premier semestre 1991.

Les principales données consolidées se résument ainsi :

(en millions de francs)	30 juin 1991	30 juin 1990	Variation
Chiffre d'affaires	19 727	18 986	+ 3,9 %
Résultat d'exploitation	1 348	1 217	+ 10,8 %
Résultat courant avant impôts	864	762	+ 13,4 %
Résultat exceptionnel	92	578	- 84,4 %
Résultat net part BEGHIN-SAY	464	759	- 39,0 %

Tous les secteurs d'activité ont enregistré des résultats satisfaisants, en particulier le secteur « Huile Grand Public » qui est en forte progression.

Le recul du résultat net (part BEGHIN-SAY) s'explique par une diminution sensible du résultat exceptionnel. Le résultat exceptionnel du premier semestre 1990 comprenait les plus-values résultant des cessions du solde de votre participation dans KAYSERSBERG et de la Division « Adhésifs » du groupe CERESTAR.

Le premier semestre 1991 a été marqué par le succès de notre appel au marché qui nous a permis de réaliser une augmentation de capital de 1 060 millions de francs et d'émettre un emprunt obligataire convertible de 1 995 millions de francs.

Conformément à ses objectifs, le groupe a poursuivi son expansion européenne dans ses différentes branches. Les principales opérations de croissance externe réalisées jusqu'à présent :

- l'acquisition d'une participation de 40 % dans trois sociétés suédoises, représentant une part de marché de près de 40 % ;
- l'acquisition de 24,9 % du groupe espagnol ELOSUA dans le secteur « Huile Grand Public » ;
- dans le domaine de l'union, l'acquisition de 100 % de la société BIACOR, seul producteur italien d'acide citrique, qui détiend 10 % du marché européen.

Les résultats du premier semestre permettent d'envisager que le résultat d'exploitation et le résultat courant pour l'ensemble de l'année 1991 seront en progression par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil d'administration a également arrêté les comptes sociaux de BEGHIN-SAY pour le premier semestre 1991. Ces comptes se traduisent par un résultat courant avant impôts de 452 millions de francs (339 millions de francs au premier semestre 1990) et un bénéfice net de 357 millions de francs (248 millions de francs au premier semestre 1990).

Le conseil a, par ailleurs, coopéré MM. Vittorio GIULIANI RICCI, Luigi BRASCA, Romano VENTURI comme nouveaux administrateurs en remplacement de MM. Rami GARDINI, Roberto MICETTI et Marcel KILFINGER, administrateurs démissionnaires.

844 000 LECTEURS CADRES. Le Monde est le premier titre d'information des cadres (IPSOS 91)

GFC

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 16 octobre 1991 sous la présidence de M. Roger Papaz. Après avoir examiné les comptes du premier semestre 1991, il a pris connaissance de l'activité de la société et des perspectives de résultats pour l'année en cours.

Résultats du premier semestre 1991

Il est rappelé que la Société GFC a fusionné avec la Société GFII avec date d'effet du 1^{er} janvier 1991. De ce fait, pour être significatifs, les résultats du premier semestre 1991 doivent être comparés avec les résultats additionnels du premier semestre 1990 des deux sociétés fusionnées.

Cette comparaison fait apparaître une progression du résultat d'exploitation de 91 675 000 F à 98 946 000 F, soit + 7,93 % et une progression du résultat courant de 115 071 000 F à 120 278 000 F, soit + 4,53 %. Le bénéfice net de 126 507 000 F - qui inclut les plus-values de cessions - ne peut être comparé avec celui de la période correspondante de 1990 qui intégrait un important montant de plus-values.

A noter que, pour le premier semestre 1990 avant fusion, le résultat d'exploitation du GFC était de 44 767 000 F, le résultat courant de 49 751 000 F et le bénéfice net de 56 140 000 F.

Activité

L'exploitation du patrimoine se poursuit d'une manière favorable avec un taux d'occupation supérieur à 99 % pour les immeubles d'habitation et près de 98 % pour les immeubles de bureaux.

Patrimoine

Les opérations d'arbitrages d'immobilier se sont poursuivies. Les cessions ont connu un rythme freiné par la conjoncture. Les rachat s'effectuent selon les prévisions. Ainsi :

- L'investissement de bureaux d'Imp-les-Moutonniers de 5 350 mètres carrés a été achevé au cours de l'été. D'ores et déjà, 40 % des surfaces sont loués ou en négociation avancée à des conditions de rentabilité satisfaisantes.
- La construction de l'immeuble de bureaux de Suresnes de 2 700 mètres carrés sera terminée au cours du premier trimestre 1992.
- La construction de l'immeuble de bureaux de Levallois de 4 559 mètres carrés se poursuit normalement. La livraison est prévue pour le printemps 1992.
- L'immeuble d'habitation à réaliser à Paris 13^e rue Bobillot, représentant une surface habitable de 2 726 mètres carrés, est dans sa phase de formalités administratives.

Perspectives de résultats

En l'état actuel des prévisions établies pour l'ensemble de l'exercice, le dividende par action qui a été de 24 F pour l'actionnaire GFC, au titre de l'exercice précédent, devrait, pour l'exercice en cours, compte tenu de la fusion avec le GFII, être en très sensible augmentation.

Groupe



RÉSULTATS SEMESTRIELS 1991 EN NET REDRESSSEMENT

Réuni le 11 octobre 1991, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul AGUANNO, le Conseil d'Administration du Groupe SANARA a approuvé les comptes du 1^{er} semestre 1991.

A structure comparable, le chiffre d'affaires net consolidé progresse de 5,2 % à 1,22 milliard de francs.

Dans la conjoncture économique actuelle, les importants efforts de productivité, entrepris depuis un an dans nos exploitations en Europe, se sont traduits par un redressement marqué de la rentabilité du Groupe.

Le bénéfice net consolidé (part du Groupe) a atteint 12,2 millions de francs, en très forte amélioration. Le bénéfice net de SANARA SA, société mère, s'élève à 5,8 millions de francs contre 1,7 l'an dernier.

RENFORCEMENT DES FONDS PROPRES

Le Conseil a constaté l'augmentation du capital social de SANARA SA, qui est porté à 70 085 750 F.

Au niveau consolidé, les fonds propres s'établissent désormais à 150 millions de francs.

DÉVELOPPEMENT EUROPÉEN

Après avoir complété, l'été dernier, son pôle groupage européen par la prise de contrôle de TSI GOIRAN (120 millions de francs de chiffre d'affaires net, 160 personnes, un réseau de 3 agences : Nice, Marseille, Toulouse, Perpignan, Bordeaux) et le lancement de TSI PARIS (100 millions de francs de chiffre d'affaires net, 90 personnes), le Groupe SANARA se renforce sur 7 axes prioritaires :

- Le transport maritime intra-européen : Il a pris le contrôle majoritaire du groupe espagnol SEA SPAIN. Celui-ci réalise un chiffre d'affaires net de 200 millions de francs et a développé ses activités dans le secteur des prestations portuaires et de la commission de transport international. Il emploie une centaine de personnes dans son réseau (Bilbao, Barcelone, Valence, Séville, Gijón et Madrid).
- Le transport terrestre Europe de l'Est/Ouest : Il crée une filiale spécialisée SOVTRAC avec l'important groupe de transport russe SOVINTRAUTOSERVICE (SIOU véhicules) pour développer ses opérations de transport entre ses agences occidentales et l'URSS.

Ce développement complète les actions menées depuis plusieurs années avec l'Europe de l'Est par le Groupe GOTTARDO-RUFFONI.



* Avant amortissement des coûts d'acquisition.

هكر المصل

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Le déficit du commerce extérieur s'est réduit en septembre

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est réduit en septembre, atteignant 3,37 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières après 4,1 milliards en août. Les exportations ont atteint un haut niveau, avec 104,1 milliards de francs, il en a été de même pour les importations, avec 107,5 milliards de francs. Sur un an (septembre 1991 comparé à septembre 1990), les ventes françaises progressent de 9,4 %, tandis que les importations augmentent de 2,7 %.

Le déficit de la balance des produits industriels - habituel sujet d'inquiétude et de déception - tend à se réduire : il a atteint 3,49 milliards de francs contre

3,7 milliards en août. L'amélioration est plus nette quand on ne prend pas en compte le matériel militaire : - 4,1 milliards après 5,1 milliards, soit une réduction de 20 % du déficit d'un mois sur l'autre.

Le déséquilibre de la balance énergétique est resté important : - 8,1 milliards de francs après - 8,7 milliards en août, cela a causé d'une hausse des prix (la tonne de pétrole brut importé a augmenté de 5,6 % en un mois). Enfin, l'excédent de la balance agro-alimentaire est resté élevé, avec 3,59 milliards de francs contre 3,94 milliards en août.

Par pays, le fait important est la forte augmentation de notre déficit

avec les États-Unis, qui passe de 3,5 milliards de francs en août à 4,5 milliards en septembre (+28,6 %). En revanche, nos échanges avec l'Allemagne restent au niveau de l'équilibre (- 300 millions). Au total, notre commerce extérieur est à peu près équilibré avec les pays de la CEE (- 171 millions), mais se déséquilibre fortement avec les pays de l'OCDE (- 9,1 milliards après - 6,3 milliards en août). Éléments favorables : la France a déposé un solde positif (727 millions) pour la première fois de l'année, signe probable d'une reprise des commandes des pays pétroliers.

demandée par tous ceux qui critiquent la politique du gouvernement, ne sera durablement possible qu'avec une monnaie forte. M. Bérégovoy a maintenu l'appui du patronat sur ce point, ce qui est significatif d'une certaine évolution des esprits. Les chefs d'entreprise ont désormais admis dans leur majorité que sortir du système monétaire européen (SME) pour retrouver une certaine liberté des taux de change - c'est-à-dire dévaluer - nous conduirait à beaucoup plus de rigueur qu'actuellement. Non seulement nous ne pourrions pas nous offrir les facilités budgétaires de l'Europe (le déficit de 1991 avoisine les 110 milliards de francs, soit 30 milliards de plus que prévu...), mais nos taux d'intérêt devraient rester élevés pour soutenir une monnaie privée des interventions concertées du FEOM (Fonds européen de coopération monétaire).

L'économie française a très probablement souffert d'un franc surévalué lors de l'entrée de notre monnaie dans le SME en 1979. Surévaluation qui n'a été corrigée que par une dévaluation de 1981-1982. D'où le trouble et à long terme, habités les bons esprits. Mais cette « gaffe », comme il y a douze ans, est maintenant compensée par la modernisation des coûts salariaux. Il serait donc particulièrement mal venu de tout remettre en question au moment où l'économie française redevenue compétitive s'apprête à engager la mission de choix fondamentaux effectués en 1982-1983.

Si la France doit modifier sa politique économique, c'est sur deux points qu'elle doit le faire. Il est navrant d'entendre des ministres ou des hauts fonctionnaires confier qu'ils n'avaient pas vu les lacunes du pays en matière de formation professionnelle ou les immenses besoins de l'éducation nationale ou de la recherche. Sans parler bien sûr des charges sociales excessives pesant sur les salariés. Des lacunes et des faiblesses que nous reprochons depuis longtemps la plupart des grandes organisations internationales.

ALAIN VERNHOLES

ENVIRONNEMENT

Réunis au Parlement de Strasbourg

Les partisans du canal Rhin-Rhône invitent les écologistes à le négocier « mètre après mètre »

A l'issue d'un colloque sur « La liaison fluviale Rhin-Rhône » organisé le 22 octobre au Parlement européen de Strasbourg par l'Association Mer du Nord-Méditerranée - que préside M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, - et par la Compagnie nationale du Rhône (CNR), les élus et les professionnels présents ont adopté une déclaration demandant « aux instances françaises et européennes de tout mettre en œuvre pour accélérer l'achèvement de ce canal à grand gabarit. Les écologistes ont voté contre cette déclaration.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

« Le maillon manquant » qu'appellent de leurs vœux et depuis des décennies les élus de Marseille à Strasbourg, les chambres de commerce, les bourgeois et les amateurs du Rhône et du Rhin, consiste en un canal capable d'accueillir des convois poussés de 4 400 tonnes entre la Saône, non loin de Dôle, et le Rhin, via Mulhouse. Cette nouvelle route fluviale de 229 kilomètres passerait par la vallée de l'Ille, la porte de Bourgogne et la vallée du Doubs. Le projet est évalué à plus de 15 milliards de francs.

M. René Beaumont, député UDF-MR et président du conseil général de Saône-et-Loire, y croit, parce qu'il voit la seule alternative possible à l'accroissement du trafic de l'autoroute Beaune-Lyon,

qui bondit de 14 % par an. Parce qu'un convoi poussé de 4 400 tonnes équivaut à 220 camions de 20 tonnes. Parce que la voiture polluée et qu'elle est responsable de 90 % du plomb présent dans l'atmosphère. Parce que « certaines informations permettent d'affirmer que les poids lourds sont impliqués dans 50 % des accidents autoroutiers ».

An nom des écologistes de l'Association Saône vivante-Doubs vivante, le professeur Philippe Lebreton ne veut pas catégoriser le canal à grand gabarit. Aucun traitement paysagé ne peut cicatriser les blessures dues au génie civil. Le passage des bateaux érode les rives. Il n'existe plus d'herbes aquatiques pour la nidification des oiseaux et le fait des poissons.

« Le fleuve est un écosystème. Creuser son lit, l'endiguer, l'assécher, c'est l'atteindre dans sa structure physique. » De surcroît, le professeur Lebreton pense avec l'économiste Alain Bonnafant et le maire de Lyon, M. Michel Noir, que cette infrastructure est hors de prix (17,8 milliards de francs) et qu'elle n'est pas une alternative crédible à la route et par exemple aux camions espagnols de fruits et légumes.

La France à la traîne

M. Paul Granet, président de la Compagnie nationale du Rhône, est d'accord avec M. Lebreton pour dire que Rhin-Rhône n'est pas rentable selon les pures critères capitalistes. Comme ne sont pas rentables le TGV-Est, les logements sociaux et les lignes secondaires de la SNCF. Pourtant, les

Allemands creusent eux aussi des voies d'eau. « Allons-nous rester à la traîne ? » Oui, cette voie d'eau transformerait les sites, mais cela ne se pratique-t-il pas depuis des siècles ? Le pont du Gard est-il une horreur ? La CNR a commis, il est vrai, dans les années 60 quelques fautes contre le beau dans la vallée du Rhône, mais M. Granet estime que le futur canal à grand gabarit pourrait être un modèle d'insertion dans l'environnement. « Comme les écologistes allemands pour le canal du Main au Danube, négociez avec nous mètre après mètre », a-t-il proposé aux Verts français.

Après les maires socialistes de Marseille et de Strasbourg et bien d'autres intervenants, M. Karel Van Miert, commissaire européen aux transports, rappelle qu'il n'y a pas d'avenir pour le transport européen s'il ne s'oriente pas en priorité vers le rail, la voie maritime et la voie fluviale, mais, dit-il, « il faut prendre en compte l'environnement dès le départ ».

M. Georges Sarre, secrétaire d'État français aux transports, ne doute lui ni de la bonne fin du projet - « Rhin-Rhône se fait et se fera » - ni de la qualité du résultat : « Pourquoi serions-nous incapables de faire aussi bien que l'autoroute ? ». Mais, dit-il, « le projet Midit au dix-septième siècle » et pour qu'en printemps 1992 le feu vert soit enfin donné au canal à grand gabarit, il annonce la création d'un groupe paracoût de suivi écologique et d'un autre groupe chargé du cahier des charges portant sur la faisabilité financière de l'opération qui devra être achevée en dix ans.

ALAIN FAUJAS

REPÈRES

MATIÈRES PREMIÈRES

Le prix des importations a diminué en septembre

En septembre, le prix des matières premières importées par la France a baissé de 1,8 %, après avoir diminué de 3 % en août. Cette tendance masque cependant une évolution contrastée entre les prix des matières premières industrielles achetées par la France à l'étranger, qui ont enregistré une baisse de 3 % en septembre, et celui des matières premières alimentaires, dont le prix a poursuivi la hausse entamée depuis le début de l'année (+ 2,7 % en septembre).

CONJONCTURE

Légère baisse de la consommation des ménages

La consommation des ménages en produits manufacturés a baissé de 1,5 % en septembre, selon les derniers chiffres de l'INSEE publiés le 22 octobre. Cet infatigable

touché en particulier les achats de biens durables, notamment l'électronique grand public et l'ameublement, ainsi que les achats de textile-cuir. Ce retrait ne suffit pas à inverser la tendance observée sur l'ensemble du troisième trimestre, qui indique une légère progression des acquisitions de produits manufacturés. Le secteur automobile semble, lui, avoir été épargné, le nombre des immatriculations de véhicules ayant légèrement progressé par rapport au mois d'août.

AUTOMOBILE

BMW Diesel : des chevaux à gogo

BMW qui avait présenté en stand au dernier Salon de Francfort ses nouveaux « diesel » annonce qu'ils seront disponibles en France à partir de la fin du mois d'octobre. On se souvient que ces versions qui fonctionnent au fioul avaient en leur temps, lors de leur premier lancement, en 1963, provoqué chez les puristes de la vitesse, du sport automobile et pour tout dire chez les inconditionnels de la marque, un tollé. Comment imaginer, en effet, que la firme munichoise, présente sur tous les circuits de vitesse, ait un jour s'égayer dans un marché dont les troupes étaient faites de bageux surnommés les « diesel » pour leur manque de puissance sportive d'un véhicule concerné moins que l'endurance des mécaniciens ?

De nos jours d'autres considérations prévalent et pour peu que la fiabilité légendaire d'une marque, associée à des performances plus qu'honorables, s'affirment, il faut bien reconnaître, aux chiffres des ventes, que le créneau diesel a pris chez tous les constructeurs présents en France une place de choix.

Il reste que chaque modèle proposé actuellement vise une nouvelle génération de clients que les conditions de circulations et le prix qu'il faut payer pour rouler incitent. Aussi peut-on penser que le choix de BMW de mettre en avant ses versions alimentées au gazole est opportun à l'heure où la conquête doit inspirer les constructeurs plus que le

conflance dans la fidélité d'un public. Citraën qui airt eec jours-ci également une remarquable ZX diesel atmosphérique (la Monde du 19 septembre) connaît un succès, dans le genre, estimable.

Chez BMW on a visé haut. Les diesels sont tout d'abord suralimentés, et, tradition sportive étant, les chevaux se bousculent à la sortie du moteur. Une plus grande cylindrée est néanmoins à attendre du 6 cylindres à 115 chevaux monté sur la série 3 que du 8 cylindres de la série 5, mais qui sort pourtant 143 chevaux. Le raison en est simple : le poids de la 5 qui entrave, malgré une puissance supérieure, une allégresse de la mécanique bien équilibrée à l'usage. Ainsi la version 325 apparaît-elle beaucoup plus homogène.

Du côté du comportement routier, on notera des améliorations dans le train avant quel que peu tenté de se dérober dans les versions précédentes et surtout sur route mouillée. Enfin il est incontestable que la finition qui avait souffert, selon le constructeur allemand, du choix des matériaux recyclables du véhicule, a fait l'objet de soins particuliers, au point de vue somnifère et confort. Ce qui l'amène au plus haut niveau, autrefois traditionnel, de la marque.

G. L.

► Tarifs : 325 TD (turbo diesel) : 159 800 F. 525 TDS 198 500 F. Verelan Touring (break) disponible de même qu'une boîte automatique.

Impatiences et bonne gestion

Suite de la première page

Les crises économiques de 1975 et 1980 avaient désorienté tout le monde - et d'abord les économistes - parce qu'au lieu de déboucher sur des baisses de prix comme c'était habituellement le cas, elles avaient alimenté une forte inflation. D'où l'idée communément partagée que ces deux crises - méconnaissables - o'co faisaient qu'une. Or, partiellement, en 1985-1986 de « la crise comme d'un phénomène exceptionnel, mais aussi même qu'aux États-Unis la très dure récession qui avait frappé le pays en deux vagues successives (1980 puis 1982) était depuis longtemps oubliée, comme avaient été oubliés les autres creux conjoncturels des cycles précédents.

En France, il semble bien au contraire en cet automne 1991 que nous fassions machine arrière. Il aura suffi que l'activité économique se ralentisse à partir du printemps 1990 pour que renaisse l'idée d'une crise continue dans laquelle serait définitivement plongé le pays. La déflation des loyers, l'oubli de chiffres, pourtant récents, étaient flagrants dans les reproches faits mardi après-midi 22 octobre au Conseil économique et social par M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des finances et du budget. Certes, vous avez réussi à vaincre l'inflation, accorde le premier en second, mais votre victoire est stérile car vous avez échoué en matière de croissance économique, d'investissement, de commerce extérieur, de gestion budgétaire et surtout d'emploi.

Si - curieusement - M. Marchelli, qui a l'habitude d'instruire de tels procès, ne remet pas fondamentalement en cause la politique économique du gouvernement, M. Roland Raignoux, représentant de FO au Conseil économique franchit, lui, le pas : le franc fort explique le déficit de notre industrie. Il faudrait donc dévaluer. Les choses, là, sont claires. L'agitation qui a saisi la France, ou plutôt les milieux politiques au sein des très larges du terme, s'expliquent évidemment par la montée du chômage : + 180 000 en un an. Avec 2 745 000 demandeurs d'emploi se profile à l'horizon le chiffre des 3 millions. Nous en étions à un peu plus d'un million en 1976, ce qui représentait 4,4 % de la population active. Nous en sommes à 9,5 % actuellement.

Faut-il pour autant oublier que la France vient de connaître une période d'un peu plus de trois années de croissance relativement rapide et que durant ce temps ses investissements industriels se sont beaucoup développés, alors même que plus de 800 000 emplois étaient créés ? On peut estimer que le pays

aurait pu faire mieux, encore que ses performances soient égales à celles de ses concurrents, Japon excepté. Mais il est faux de dire que le pays n'est jamais sorti de la crise depuis quinze ans, et qu'il faut tout reprendre de zéro. Dans beaucoup de domaines les progrès accomplis sont considérables (notre compétitivité internationale est devenue bonne, ce qui est un fait majeur) alors même que d'autres pays - parfois cités en exemple - connaissent d'énormes difficultés : la Grande-Bretagne par exemple, ou l'Italie qui, depuis deux ans, est confrontée aux dures réalités d'une mauvaise gestion.

C'est d'une certaine façon le même oubli des rythmes économiques - faits de hauts et de bas - qui a poussé M. Michel Rocard, lorsqu'il était premier ministre, à engager beaucoup de dépenses pour moderniser le pays. Des dépenses qui étaient engagées comme si la France devait connaître éternellement des taux de croissance de 4 % l'an. Le déficit budgétaire actuel s'est creusé parce que les bénéfices des entreprises ont chuté et que les particuliers consommaient moins. L'erreur des années 1988-1990 se reproduit actuellement, mais à l'inverse.

Lacunes et faiblesses

Faut-il alors une autre politique économique pour la France ? Le représentant de FO, qui a reproché mardi 22 octobre à M. Bérégovoy son franc fort, aurait pu se rappeler que l'Allemagne - notre voisin tant envié pour ses performances industrielles - a une monnaie forte et que ceci explique probablement cela ou tout au moins ne l'empêche pas. De même M. Marchelli, qui reproche au ministre de l'économie et des finances de vouloir un taux d'inflation zéro, devrait-il se souvenir que l'Allemagne a une monnaie forte parce qu'elle n'a fait que peu de concessions sur ses facilités de l'inflation depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est bien dès 1972 que l'Allemagne, inquiète de la surchauffe mondiale, prend des mesures de restriction de son économie. Nous ne ferons de même - maladroitemment d'ailleurs - que quelques années plus tard. Il en sera encore ainsi au début des années 80. Une réputation s'acquiert en vingt ou trente ans, et il est remarquable de noter qu'en Allemagne, malgré les énormes problèmes posés par la réunification, les taux d'intérêt réels à long terme sont restés plus faibles qu'en France. Ce qui signifie que les marchés jouent l'Allemagne gagnante à terme et consentent de faire payer les primes de risque à la France. Cela aussi peut changer, mais il y faudra du temps et de l'obstination. Le baiss des taux d'intérêt,

ÉTRANGER

Dans un rapport sur l'industrie

Le patronat britannique critique le manque de soutien du gouvernement

LONDRES

de notre correspondant

Sur le plan personnel, c'est une manière détournée de faire savoir que M. Peter Lilley, ministre du commerce et de l'industrie, ne fait vraiment pas l'affaire. Sur le fond, le rapport que la CBI (Confederation of British Industry, le patronat britannique) vient de rendre public est un cri d'alarme lancé sur l'état de l'industrie britannique.

Selon le patronat, le ministre de tutelle ne joue pas son rôle, qui devrait être de promouvoir les intérêts de l'industrie dans les sphères gouvernementales de Whitehall. Dès lors, l'industrie, notamment le Trésor, ainsi que la Banque d'Angleterre souffrent d'une combinaison d'information insuffisante, d'un manque de compréhension des réalités de l'industrie manufacturière, ainsi que d'une apparente méfiance vis-à-vis des « étrangers » (sous-coteau, les patrons).

Ce rapport, qui a été approuvé par quelques-uns des plus grands noms de l'industrie (les patrons de Vickers, Vauxhall, British Aerospace, IBM, ICI, etc.), demande un « changement fondamental d'attitude » de la part des pouvoirs publics, c'est-à-dire davantage de soutien, pour que l'industrie britannique cesse de perdre

des marchés au profit de ses principaux concurrents. Le gouvernement, insiste la CBI, doit devenir le « champion de l'industrie », notamment au niveau européen, ce qui ne signifie pas - comme on pourrait le croire - que son rôle interventionniste dans la politique industrielle doit être accru.

Tout en approuvant les efforts qui ont été menés depuis dix ans pour accroître la productivité de l'industrie nationale, la CBI relève que celle-ci est inférieure de 30 % à celle de l'Allemagne (ex-REFA), de 35 % à celle du Japon, et de 45 % à celle des États-Unis. Au rythme actuel, il faudrait que la productivité britannique ait, chaque année, une progression supérieure de 3,5 % celle l'Allemagne pour parvenir à combler l'écart d'ici à la fin du siècle.

Ce document du patronat met l'accent sur un problème qui n'est pas propre à la Grande-Bretagne, mais qui est aggravé par différents facteurs, notamment l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée : comme dans les autres pays industrialisés, le secteur de la production manufacturière a très nettement fléchi depuis dix ans, alors que le « tertiaire » connaît un essor sans précédent. L'industrie a perdu près de 2 millions d'emplois, au profit des services : 900 000 emplois ont ainsi été créés depuis 1980 dans le secteur financier.

LAURENT ZECCHINI

« La performance française est bonne »

déclare M. Bérégovoy devant le Conseil économique et social

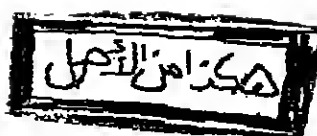
« La performance française est bonne », a déclaré mardi 22 octobre M. Pierre Bérégovoy devant le Conseil économique et social. Faisant allusion à l'activité économique, le ministre de l'Économie et des finances a rappelé que « pour la troisième année consécutive, nous aurons en 1991 une croissance supérieure à la moyenne des pays industrialisés : + 1,4 % contre + 1,2 % ».

« Loin de déprimer l'activité comme certains affirment, l'activité politique de désinflation a permis de nous donner un différentiel de croissance positif grâce à une amélioration de nos parts de marché. » Pour M. Bérégovoy, les résul-

tats « apparaissent pleinement dans les années 90. La France est bien placée pour profiter de la reprise qui viendra, même si après des débuts prometteurs, elle semble marquer le pas ».

Pour M. Bérégovoy, « il faut maintenir avec continuité le cap d'une politique de gestion sérieuse de l'économie, ce qui n'exclut pas certaines inflexions passagères lorsque la conjoncture impose : déficit budgétaire plus élevé que nous ne l'aurions souhaité en 1991 et 1992, situation de nos comptes extérieurs ».

« Le franco-pessimisme est notre principal handicap », a conclu le ministre.

Le Monde
des
Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS DE PARIS
RECRUTE SUR CONTRATS

UN TECHNICIEN

chargé du suivi de l'assistance et de la maintenance de la base pédagogique vidéo (matériel Sony Hi 8).

UN TECHNICIEN

chargé du suivi, de l'assistance et de la maintenance de la base pédagogique infographie (Macintosh et compatibles PC).

UN RESPONSABLE

du service intérieur chargé de la surveillance, de la sécurité, de l'entretien des bâtiments, de la coordination des travaux. Encadrement de 50 personnes.

UN RESPONSABLE

de la coordination technique et éditoriale des Editions et de l'imprimerie. Encadrement de 15 personnes.

Adresser les candidatures avec curriculum vitae et prétentions à
MONSIEUR L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE
NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS,
17, quai Malaquais, 75006 Paris.

AGEFOS-PME

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

AGEFOS-PME, association paritaire de collecte et de gestion des fonds pour la formation des salariés des petites et moyennes entreprises, recherche un secrétaire général pour sa délégation régionale CORSE. Sous la responsabilité d'un conseil d'administration, il mettra en place la stratégie de développement régional et assurera son suivi. Il animera les deux équipes des sites d'Ajaccio et de Bastia, et coordonnera les relations avec les partenaires institutionnels. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure justifiant d'une bonne expérience de la gestion acquise de préférence dans le domaine de la formation professionnelle. Basé à Bastia, ce poste implique des déplacements sur toute la Corse. Écrire en précisant la référence B/5040M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex.

RECHERCHONS

CADRE

pour important organisme socio-économique de la région Ile-de-France

Niveau : BAC + 5.

Formation : universitaire ou grande école de commerce.

Profil recherché :

- Comportement de généraliste capable d'être intéressé par l'ensemble des problèmes sociaux, économiques, éducatifs se posant dans un cadre de dimension régionale ;
- aptitude au travail de cabinet dans une équipe pluridisciplinaire ;
- rédaction de notes d'analyse et de synthèse ;
- préparation de dossiers d'études et de propositions ;
- participation à des groupes de travail ;
- représentation auprès d'organismes extérieurs ;
- esprit d'initiative.

Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :
Monsieur le Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,
Direction de l'administration générale,
Service du Personnel,
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.Animateur
Commercial

- sommes un organisme financier spécialisé dans les crédits aux entreprises et aux particuliers, filiale d'une grande banque européenne.
- êtes diplômé d'études supérieures, et justifiez d'une expérience de l'Animation Commerciale d'au moins 2 ans dans les secteurs bancaire, bancaire ou automobile.
- vous proposez d'intégrer notre structure d'Aide à la Vente pour vous occuper de la préparation de nos argumentaires et la conduite des réunions d'information commerciale destinées à nos principaux partenaires extérieurs.
- aurez à présenter, de façon pédagogique, nos produits financiers afin de mieux les faire vendre.
- offrons ainsi, à un spécialiste de la communication de qualité, un poste évolutif en prise directe avec notre potentiel de développement.

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée dans les grandes villes de Province.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions à notre Conseil d'Administration, 8591, 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui trans.

ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d'HAVAS et la COGECOM, ODA (4 milliards de CA) élabore la stratégie de communication de 450 000 entreprises dans les annuaires de FRANCE TELECOM. Notre Direction Commerciale recherche pour son service formation intégré :

FORMATEUR HF

Au sein d'une équipe de formateurs, vous aurez à concevoir et à animer :

- des stages de perfectionnement pour nos conseillers commerciaux ;
- des séminaires de management et de communication destinés à l'encadrement de notre force de vente.

De formation supérieure (BAC + 4), vous pouvez justifier d'une première expérience de l'animation de stage en entreprise (1 à 2 ans). Des déplacements en Province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence AB/FAO à

Annick BAUDE - ODA
7, av. de la Cristallerie
92317 SEVRES Cedex

LA MUTUELLE GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

VOTRE MISSION : Vous effectuez des études analytiques des textes officiels et réglementaires dans le cadre de la fonction publique, de la Sécurité sociale, de la santé publique et de la jeunesse.

Vous collaborez aux interventions menées auprès des organismes officiels.

VOTRE PROFIL :

- Maîtrise de droit social ou d'administration économique et sociale.
- Esprit d'analyse et de synthèse, sens de la précision et de l'exactitude des termes et qualités rédactionnelles.
- Sens de la méthode, de l'organisation et de la pédagogie aux relations humaines.

Poste situé à Paris à pourvoir rapidement.

Adresser C.V. + photo et lettre de motivation sous n° 8414,
LE MONDE PUBLICITÉ, 15-17, av. du Col-P-Avia, 75002 Paris Cedex 15.

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR PRIVE

Spécialisé Haut de Gamme crée deux Postes

- Paris : réf. 160
- Nice : réf. 1601

Ces postes s'adressent à des professionnels confirmés, à l'aise dans le relationnel auprès d'interlocuteurs de niveau élevé, confidentialité garantie.

Merci d'adresser candidature à B. Barbotini
META CONSEIL - Le Minotaure
34 av. Henri Matisse - 06200 NICE

Chambre syndicale nationale des conseils en Recrutement

JEUNES CONSULTANTS

Solennement installés dans le Conseil en Organisation, nous accueillons des diplômés grandes écoles d'ingénieurs, de commerce, BAC + 5, motivés par la gestion du changement. Vous serez :

- au cœur de l'évolution d'une clientèle variée et, grâce à des missions innovantes, conduit à prendre de larges responsabilités ;
- apprécié pour vos qualités de contact, vos facultés de réflexion, votre goût réel du travail en équipe et votre créativité ;
- retenu si vous êtes capable de vous investir dans notre développement.

ASCODE Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
72, bd Haussmann, 75008 Paris.

Factor du groupe des Banques Populaires, sur un marché en plein développement, FACTOREM renforce ses équipes et recherche des

Chargés de clientèle

En liaison avec le responsable d'exploitation, vous assurez le développement et la maîtrise des risques de vos portefeuilles d'entreprises adhérentes, et ce sur un vaste secteur géographique.

Vous êtes de formation École de Commerce, Université de Gestion ou enseignement professionnel supérieur (I.T.B. - C.E.S.B.).

Vous justifiez d'une expérience bancaire de quelques années dans l'exploitation d'une clientèle entreprise, vous êtes bien préparé à ce challenge.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV à FACTOREM - Direction Générale - 31, Quai de Grenelle - 75015 PARIS.

FACTOREM

La ville de Palaiseau (Essonne)

30 000 habitants, recrute pour son Service Jeunesse et Maisons de Quartier

1 ADJOINT(E)

Chargé(e) :

- de développer les projets dans le cadre des orientations municipales ;
- de coordonner l'activité du personnel ;
- de développer et coordonner une politique partenariale.

Emploi contractuel à temps complet renouvelable tous les ans.

Les candidatures doivent être accompagnées :

- d'une lettre motivée (manuscrite), d'un CV, des photocopies de diplômes ou attestations, d'une photo, et être adressées à :

Monsieur le Maire de Palaiseau
B.P. n° 6, 91125 PALAISEAU CEDEX.Renseignements complémentaires :
Service du personnel, 80-10-80-70 p. 454.

U.D.A.F. de la Nièvre

recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- Pour diriger et gérer ses services (représentation des familles, infirmes, accueils étrangers).
- 35 ans minimum. Études supérieures. Sans des contacts. Connaissances et expériences gestion financière et du personnel.

Envoyer C.V. et lettre candidature manuscrite au Président de l'U.N.A.F.
B.P. 235 - 58007 NEVERS CEDEX.

L'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre recrute pour le compte du SIVOM du Havre un

CHARGE DE MISSION INSERTION

Pour animer une cellule d'insertion composée d'un élu local, de représentants de l'Éducation Nationale, de l'ANPE, d'organismes de formation, d'employeurs et de la Mission Locale.

Vous menez en œuvre des actions d'insertions. Contrat à durée déterminée (1 an). Rémunération entre 200 000 et 230 000 F suivant expérience.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à M. le Directeur de l'AUH
136 rue Victor Hugo - BP 1113 - 76063 LE HAVRE Cedex. Tél. (16) 35.42.17.83.

MAIRIE DE PARIS

LA VILLE DE PARIS recrute

13 ARCHITECTES VOYERS

par voie de concours

INSCRIPTIONS : jusqu'au 22 novembre 1991

ÉPREUVES : à partir du 6 janvier 1992

CONDITIONS : • être architecte D.P.L.G. B.E.S.A. ou diplômé de l'école supérieure des arts et industries de Strasbourg ; • avoir 37 ans au plus au 1^{er} janvier 1992

S'adresser à la Mairie de Paris - Bureau du recrutement - 2, rue de Lobau - 75004 PARIS.

TEL : 42.76.49.79 OU 42.76.47.26

AUDIAR

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

« EMPLOI-FORMATION »

Pour enquêtes, études, observatoire emploi-formation.

PROFIL :

Bac + 5 (Sciences éco, Sciences de l'éducation...) + pratique des outils informatiques, exp. 3 ans min.

Envoyer CV et prétentions avant le 23 octobre 1991 à

AUDIAR, 16, bd Laennec, 35000 RENNES.

Technologies de pointe
au Japon ...

Partez aiguïser vos talents...

Vous êtes Ingénieur ou chercheur salarié d'une entreprise française...

Postulez auprès du COMITE FORME pour obtenir un de ses 6 stages en R et D au Japon ...

Vous étudierez intensivement le japonais (6 mois), travaillerez en laboratoire d'Etat ou Universitaire (6 à 12 mois) et vous effectuerez un stage dans une entreprise japonaise (6 mois).

DOMAINE : Sciences et Techniques Appliquées à l'Industrie.

DEPARTS : Printemps 1992 et Automne 1992.

Envoyez CV + photo et contactez : COMITE FORME
17, rue Hamelin - 75783 PARIS CEDEX 16
TEL : (1) 47.37.31.67.

フランス-日本工業技術協会

COMITE
FORME SOCIÉTÉ FRANCO-JAPONAISE
DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

هكراس النحل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 35

CADRE

Ingénieur temps réel pour réseau de pipelines

Débutant (ENSI, INSA,...)

Paris 15ème - Notre Société exploite le plus important réseau de pipelines de produits pétroliers en France. Sa gestion requiert des techniques sophistiquées pour assurer la fiabilité du transport et le maintien de la qualité du produit. Nous cherchons un jeune ingénieur temps réel et contrôle de processus. Au sein d'une équipe de 10 personnes, vous participerez à la conception et à la réalisation de nouveaux systèmes destinés aux centres de dispatching, pour intégrer de nouveaux outils et accroître le degré d'automatisation de ces centres.

Jeune ingénieur diplômé (Bac + 5), vous avez de bonnes connaissances des techniques de temps réel et êtes attiré par les problèmes de simulation et de modélisation. Nous vous formerons à nos outils et vous permettrons de développer vos compétences dans des domaines de pointe.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence C.131/M à Catherine CHARVET, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

STÉ DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT EN MUSIQUE ÉLECTRONIQUE

(CIRCUITS INTÉGRÉS DE SYNTHÈSE, LOGICIELS ASSOCIÉS, PRODUITS)
C.A. 90 % A L'EXPORT.

recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE OU DOCTORAT

DÉBUTANT A 5 ANS D'EXPÉRIENCE
POUR DÉVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS RÉEL.

Lieu : Bourgogne (1 h 30 de Paris TGV).

ENVOYER C.V. A DREAM
14, RUE DES SAINTES-MARIE
21140 SEMUR-EN-AUXOIS.

alain manoukian

La notoriété de notre groupe (570 MF en 1990 - 400 p.) repose sur la qualité de nos produits et sur notre réseau de distribution en France et à l'étranger. Nous créons, à notre siège de Tain l'Hermitage (26) le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Direction Financière, vous participerez à l'élaboration de nos budgets, idéaliserez notre reporting mensuel et contrôlerez nos comptes et nos procédures, dans l'optique de la bonne réalisation de notre plan d'action annuel.

A 28/30 ans, diplômé d'une ESCAE ou maîtrise de Gestion, vous avez réussi une première expérience en entreprise et connaissez, si possible, l'industrie textile et les contraintes liées à la mode.

Notre consultante, Mme Catherine de LAPORTE, vous remercie de lui écrire à : 1610 LM - ALEXANDRE TIC S.A. 7, rue Servient - 69003 LYON - CARRIÈRES GESTION FINANCE.

Société d'aménagement urbain et construction

cherche à Créteil (94)

ARCHITECTE D.P.L.G.

Chargé d'opérations pour la construction de logements, locaux d'activités, etc.

Nanti d'une solide expérience technique, il devra assurer :

- la coordination entre divers intervenants (architecte, maître d'œuvre, B.E.T., entreprises, etc.) ;
- suivre les dossiers au stade APS, APD, DCE, ainsi que la conduite des travaux ;

Il pourra être chargé, en outre, d'assurer des pré-études et des études d'aménagement de locaux d'activités, bureaux et équipements publics divers.

Une bonne connaissance informatique (tableur, base de données, etc.) est également indispensable.

Envoyez C.V. + prétentions
à SEMARC, B.P. 35 - 94001 CRÉTEIL CEDEX

sofresid IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

INGÉNIEUR

Pour assister le Directeur Commercial de son Département MINES/MÉTALLURGIE.

- Missions :
 - prospecter les marchés (étrangers notamment),
 - préparer les appels d'offres en liaison avec les équipes Process et Etudes Techniques,
 - négocier les contrats d'ingénierie (études, maîtrise d'œuvre),
 - assurer les montages financiers et de partenariat.

Les candidats ingénieurs diplômés auront une première expérience (MÉTALLURGIE de préférence ou MINES) de quelques années, 5 ans ou +, acquise soit en production exploitation au sein d'unités industrielles, soit en ingénierie industrielle (projets ou affaires), soit en recherche et négociation de travaux de montage.

- Qualités :
 - autonome, indépendant, créatif,
 - bilingue anglais, allemand ou espagnol apprécié.

Merci d'adresser votre candidature + CV détaillé s/rdc M P30 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 57, rue de la République 93100 MONTREUIL.

ROCKWELL ABS-FRANCE
recherche pour son unité de Thury (Calvados)

RESPONSABLE RESSOURCES HUMAINES (H.F.)

Le candidat aura la charge d'appliquer l'intégralité de la stratégie sociale du Groupe (prévision et gestion d'effectif, formation, bilan social, relations avec les organismes et partenaires sociaux, ...). Une formation juridique, l'expérience dans la fonction et le goût de la communication sont des critères importants de sélection. Le salaire : 250 Kf est négociable. Adresser CV+photo

sous ref. 423.
à notre conseil.

EUROPSYCHOLOGIES
BP 248 75464 PARIS CEDEX 10

Conseil juridique et fiscal

Nous sommes un Cabinet d'Audit et de Conseil, leader dans la région Poitou-Charentes-Vendée (50 Collaborateurs dont 8 Associés Experts-Comptables et Commissaires aux Comptes).

Nous recherchons un jeune professionnel d'environ 30 ans ayant le titre de conseil juridique pour animer notre département juridique et fiscal.

Il disposera, pour cela, d'une grande autonomie et de la synergie du Groupe. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 1019 MONDE à François MANUEL, CAFFOR - 15, rue du Port 70000 NIORET.

Informations Minitel 3615 code CAFFOR.

CAFFOR

ANIS - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

2005 - AIX-MAILLON - ANDRES-BEIGNON - BORDAUX - LILLE - LYON - NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TROYES - VERMILLIERS

LA MAIRIE DE GENNEVILLIERS RECHERCHE D'URGENCE UN CHARGÉ D'ÉTUDES POUR SA DIRECTION DE L'ACTION SOCIALE qui aura pour missions de conduire des études permettant de dresser le bilan de l'action en matière de politique sociale sur le territoire de la commune, d'engager un travail de médiation prospective, de mener des études spécifiques. Très bonne connaissance du domaine de l'action sociale. Expérience en matière d'analyse des politiques publiques (DESS analyse des politiques publiques). Diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes. Adresser candidature et CV à Monsieur le Maire de la Mairie de Gennevilliers, 82230 GENNEVILLIERS.

SEML de TREMBLAY-FRANCE (83) Aménagement et construction recherche CHARGÉ D'OPÉRATIONS Vous serez responsable de la conduite d'opérations de construction. Vous pourrez avoir une expérience en montage administratif et financier d'opérations de logement social, et des connaissances en aménagement. Adresser candidature + CV à SEME BP n° 6, 83290 TREMBLAY-FRANCE

LA VILLE DU HAVRE recherche pour son bureau d'études de son service de planification publique : UN INGÉNIEUR SUITEUR/CHARGÉ Responsable du bureau d'études (DPLG - CAD) VOS MISSIONS : - service de gestion, - le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique - connaissances en datalogie et en électrotechnique - connaissances en datalogie et en électrotechnique. NOUS VOUS PROPOSONS Un recrutement soit par mutation/détachement, soit par recrutement externe. Inscription sur liste d'aptitude ou en qualité d'auxiliaire. Le traitement annuel des équipements - coordonner l'action de service et diriger le personnel (techniciens, agents de maîtrise, agents techniques et administratifs) - participer à l'élaboration des programmes et en assurer le suivi. VOTRE PROFIL : - aptitude à l'encadrement et l'organisation - maîtrise de l'outil informatique -

appartements ventes

1^{er} arrdt
HALLS-MONTROU
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 Poêle, 2 ch., 2 s. b.
 conf., 2 s. b. / m.
 600 000 F. - 45-87-33-34.

2^e arrdt
LES HALLES
 Cens. total. 2 p. 31 m.
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 1 700 000 F. - 45-87-33-34.

3^e arrdt
BEL IMMEUBLE GRAND
 STUDIO. PISCINE. REFFAIT.
 PISCINE. PISCINE.
 45-04-23-15.

4^e arrdt
LES ATELIERS DU MARAIS
 HOTEL-DE-VILLE
 LUXE. 2 p. 31 m.
 Duplex, terrasse, p.
 45-72-50-50.

5^e arrdt
LUXEMBOURG
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

SQUARE ST-MEDARD
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 300 000 F. - 45-87-01-22.

R. BEVRE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

VUE UNIQUE
 S/LARD. LUXEMBOURG
 4 p. 41 m. 2 ch. 2 s. b.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

SERGE KAYSER
 43-29-60-60.

6^e arrdt
DURAND
 2 p. 31 m. 2 ch. 2 s. b.
 2 300 000 F. - 45-87-01-22.

M. DURAND, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

R. MONSIEUR LE PRINCE
 4 p. 41 m. 2 ch. 2 s. b.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

DURAND 80 m
 NON CONVENTIONNELS
 3 200 000 F. - 45-87-01-22.

BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

TRÈS RECHERCHÉ PROX.
 80 INVALEDES. 4 p. 41 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

R. DE BOURGOGNE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

7^e arrdt
DURAND 80 m
 NON CONVENTIONNELS
 3 200 000 F. - 45-87-01-22.

BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

TRÈS RECHERCHÉ PROX.
 80 INVALEDES. 4 p. 41 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

R. DE BOURGOGNE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

8^e arrdt
ELYSEE-MATTIGNON
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

9^e arrdt
CADET
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

MADELEINE
 2 p. 31 m. 2 ch. 2 s. b.
 2 300 000 F. - 45-87-01-22.

11^e arrdt
NATION PRÈS M. RELAT
 2 p. 31 m. 2 ch. 2 s. b.
 2 300 000 F. - 45-87-01-22.

appartements ventes

18^e arrdt
R. CHAMPIONNET
 Exceptionnel 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

12^e arrdt
M. DURAND, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

13^e arrdt
BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

14^e arrdt
BEL IMMEUBLE GRAND
 STUDIO. PISCINE. REFFAIT.
 PISCINE. PISCINE.
 45-04-23-15.

15^e arrdt
DURAND 80 m
 NON CONVENTIONNELS
 3 200 000 F. - 45-87-01-22.

16^e arrdt
BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

17^e arrdt
TRÈS RECHERCHÉ PROX.
 80 INVALEDES. 4 p. 41 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

18^e arrdt
R. DE BOURGOGNE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

19^e arrdt
DURAND 80 m
 NON CONVENTIONNELS
 3 200 000 F. - 45-87-01-22.

20^e arrdt
BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

21^e arrdt
TRÈS RECHERCHÉ PROX.
 80 INVALEDES. 4 p. 41 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

22^e arrdt
R. DE BOURGOGNE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

23^e arrdt
DURAND 80 m
 NON CONVENTIONNELS
 3 200 000 F. - 45-87-01-22.

24^e arrdt
BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

25^e arrdt
TRÈS RECHERCHÉ PROX.
 80 INVALEDES. 4 p. 41 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

26^e arrdt
R. DE BOURGOGNE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

27^e arrdt
DURAND 80 m
 NON CONVENTIONNELS
 3 200 000 F. - 45-87-01-22.

28^e arrdt
BOUQUET / ORNELLE
 Petit studio. 2 p. 31 m.
 45-87-01-22.

29^e arrdt
TRÈS RECHERCHÉ PROX.
 80 INVALEDES. 4 p. 41 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

30^e arrdt
R. DE BOURGOGNE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

appartements ventes

1^{er} arrdt
HALLS-MONTROU
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 Poêle, 2 ch., 2 s. b.
 conf., 2 s. b. / m.
 600 000 F. - 45-87-33-34.

2^e arrdt
LES HALLES
 Cens. total. 2 p. 31 m.
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 1 700 000 F. - 45-87-33-34.

3^e arrdt
BEL IMMEUBLE GRAND
 STUDIO. PISCINE. REFFAIT.
 PISCINE. PISCINE.
 45-04-23-15.

4^e arrdt
LES ATELIERS DU MARAIS
 HOTEL-DE-VILLE
 LUXE. 2 p. 31 m.
 Duplex, terrasse, p.
 45-72-50-50.

5^e arrdt
LUXEMBOURG
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 4 400 000 F. - 45-87-01-22.

SQUARE ST-MEDARD
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 300 000 F. - 45-87-01-22.

R. BEVRE, 194
 Imme. dom. 2 p. 31 m.
 2 390 000 F. - 45-87-01-22.

VUE UNIQUE
 S/LARD. LUXEMBOURG
 4 p. 41 m. 2 ch. 2 s. b.
 4 400

BILIERE

REPRODUCTION INTERDITE

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Le Monde • Jeudi 24 octobre 1991 37

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
60 - OISE			91 - ESSONNE			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
4 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage parking, balcon	CHANTILLY 15, avenue Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	3 500 + 1 201 2 790	MAISON 5 PIÈCES 116 m² garage	SAINT-NOM-LA BRETECHE 2, rue A.-de-Pommeron SOLVEG - 40-07-06-99 Frais de commission	6 894 + 450 7 071	2 PIÈCES 70 m², 4 ^e étage cave	SAINT-CLOUD 5, rue des Gens-Caps AGIFRANCE - 46-02-48-68 Frais de commission	5 938 + 2 011 4 436
PARIS			4-5 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 200 + 1 435 6 624	4 PIÈCES 88 m², 1 ^e étage parking, cave	SURESNES 16, av. Salomon-de-Rothschild AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	6 730 + 1 310 4 789
4^e ARRONDISSEMENT			92 - HAUTS-DE-SEINE			3 PIÈCES 79 m² rez-de-chaussée parking	SURESNES 27, avenue Georges-Pompidou SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 900 + 1 173 4 248
9 PIÈCES TRIPLEX 248 m², 5 ^e étage	16, rue Quincampoix SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	25 000 + 4 942 16 000	MAISON 5 PIÈCES 121 m² garage	EVRY 38, rue de la Tour SOLVEG - 40-07-06-99 Frais de commission	5 760 + 174 4 720	STUDIO 44 m² rez-de-chaussée parking, terrasse	SURESNES 93, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 800 + 450 3 006
6^e ARRONDISSEMENT			PAVILLON 4 PIÈCES 115 m² garage jardin 217 m²	LONGJUMEAU 4, rue des Genêts AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	5 748 + 316 4 293	94 - VAL-DE-MARNE		
2/3 PIÈCES 72 m², 4 ^e étage	1, rue Paul-Séjourné SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 000 + 1 158 6 480	92 - HAUTS-DE-SEINE			5 PIÈCES 99 m², 3 ^e étage parking, terrasse	NOISY-LE-GRAND 21, allée du Clo-Gagneur LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	3 880 + 1 376 3 078
7^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 102 m², 1 ^e étage parking, cave	BOULOGNE 33-35, rue Anne-Jacquelin AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	6 420 + 2 205 6 703	3 PIÈCES DUPLEX 88 m² 10-11 ^e étage parking	PANTIN 19-21, avenue Jean-Louis LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 000 + 757 3 150
4 PIÈCES 61 m², 2 ^e étage	189, rue de Grenelle AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	10 275 + 1 400 7 312	STUDIO 27 m² 5 ^e étage	BOULOGNE 229, boulevard Jean-Jaurès GCI - 40-18-28-71 Frais de commission	2 484 + 352 12 275	5 PIÈCES DUPLEX 110 m², 10-11 ^e étage parking, terrasse balcon	PANTIN 31-33, avenue Jean-Louis LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	6 255 + 1 163 4 806
2 PIÈCES 52 m², 3 ^e étage parking, cave	13, rue du Champ-de-Mars AGIFRANCE - 45-56-15-81 Frais de commission	6 633 + 1 158 4 720	4 PIÈCES 108 m² 8 ^e étage	COURBEVOIE 11, place des Dominicains SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 432 + 1 716 4 631	95 - VAL-D'OISE		
8^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 138 m², 3 ^e étage	NEUILLY 9-11, avenue Sainte-Foy AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	7 179 + 1 719 3 629	5 PIÈCES 96 m² rez-de-chaussée	BRY-SUR-MARNE « Le Méandre » GFC - 49-62-31-26 (H8) Frais de commission	4 900 + 1 125 3 676
2 PIÈCES 45 m², 5 ^e étage	65-67, av. des Champs-Élysées AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	5 127 + 897 3 573	3 PIÈCES 86 m² rez-de-chaussée parking	NEUILLY 34-36, boulevard Victor-Hugo SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	17 250 + 1 800 12 275	3 PIÈCES 76 m², 1 ^e étage parking	LE KREMLIN-BICETRE 1-5, avenue du Docteur-Lacroix LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	6 676 + 860 5 310
4/5 PIÈCES 148 m², 5 ^e étage	116, rue La Boétie SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	20 000 + 1 174 14 400	72 m², 3 ^e étage parking	NEUILLY 20 bis, bd du Général-Lederc GCI - 40-18-28-68 Frais de commission	7 475 + 1 238 5 382	4 PIÈCES 87 m², 2 ^e étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG - 40-07-06-99 Frais de commission	8 080 + 1 070 6 421
9^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 62 m², 4 ^e étage possib. parking balcon	NEUILLY 223, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 900 + 960 7 130	3 PIÈCES 72 m², 3 ^e étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 2 ter, rue Hoche SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 285 + 743 3 085
4 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-18-28-71 Frais de commission	7 900 + 1 997 12 250	4 PIÈCES 96 m², 6 ^e étage possib. parking balcon	NEUILLY 5, rue du Général-Laurzac CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 130 + 968 5 403	2 PIÈCES 48 m², 5 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	4 725 + 536 3 690
14^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 87 m², 1 ^e étage parking	PUTEAUX 6, rue Ampère SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 800 + 508 7 560	3 PIÈCES 69 m², 3 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 7, rue Foy LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	6 300 + 731 4 806
4 PIÈCES DUPLEX 102 m², 9-10 ^e étage box, cave, balcon	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	12 250 + 1 022 8 717	6 PIÈCES 122 m², 7 ^e étage parking	PUTEAUX 17, rue Volta SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 100 + 880 4 392	5 PIÈCES 96 m², 5 ^e étage 2 parkings balcon	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-09 Frais de commission	6 730 + 1 039 6 606
15^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 45 m² rez-de-chaussée	SAINT-CLOUD 2, rue du Bois-de-Boulogne AGIFRANCE - 46-02-48-68 Frais de commission	6 600 + 1 282 6 192	95 - VAL-D'OISE		
3 PIÈCES 60 m², 3 ^e étage cave	12, rue Duplex AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	6 831 + 600 4 661	78 - YVELINES			3 PIÈCES 70 m² rez-de-chaussée parking	MONTMORENCY 126, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 900 + 1 491 3 798
16^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 52 m², 4 ^e étage parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Usines AGF - 44-36-48-45 Frais de commission	7 851 + 820 5 445			
5 PIÈCES DUPLEX 131 m², 5/6 ^e étage box	4, rue Féliçien-David SOLVEG - 40-07-06-99 Frais de commission	16 970 + 1 105 15 378						
STUDIO 44 m², 4 ^e étage	1-9, rue Réaumur SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 000 + 610 2 880						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
GROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



GFC

SOLVEG
LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIS

LOC INTER
Transactions Tél. : 17 15 19 97

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

MARCHÉS FINANCIERS

Baisse du chiffre d'affaires, effondrement des résultats

Gros temps sur le conglomérat finlandais Nokia

Le groupe industriel finlandais Nokia (électronique et télécommunications), deuxième du pays après Neste, traverse une zone de turbulences. Déjà nettement en baisse sur l'an dernier, le meagre résultat affiché pour les huit premiers mois de 1991 masque en réalité une dégradation beaucoup plus profonde de la situation du géant nordique, dont trois des quatre principales activités sont frappées de plein fouet par la récession.

La dégringolade n'est pas si fréquente : sur les huit premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de Nokia ne s'est élevé qu'à 9,6 milliards de marks finlandais (13,44 milliards de francs), contre 13,9 milliards de marks pendant la même période de 1990. A structure constante - hors la cession en octobre 1990 du département informatique du groupe Nokia Data au britannique ICL PLC - elle est encore de 17 %, que le groupe explique par « la situation économique générale (-), spécialement en Finlande et dans les pays nordiques », ainsi que par l'arrêt de ses exportations vers l'Union soviétique.

Un déclin aussi marqué ne peut que peser sur les résultats. Les 16 millions de marks de résultat net affichés par le groupe pour les huit premiers mois de l'année ont été obtenus en effet grâce aux 317 millions de cessions d'actifs - la vente d'actions JA/Mont-Nokia notamment - et de retours d'impôts.

Force est de constater qu'aucune des activités n'a été épargnée. Le conglomérat ne détaille pas ses résultats par branche d'activité, mais reconnaît que ses divisions électronique grand public et télécommunications ont enregistré des pertes d'exploitation, alors que les profits de ses deux autres activités majeures - téléphone mobile, câbles et machines - ont fondu.

C'est ainsi que l'activité électronique grand public de Nokia a vu son chiffre d'affaires baisser de 15,4 % pour les huit premiers mois de l'année. Comme ses principaux concurrents, le troisième fabricant européen de téléviseurs couleur a été victime de la guerre des prix qui afflue ce marché et du ralentissement de la consommation en Allemagne. Traditionnelle « vache à lait », la branche télécommunications est encore plus durement touchée par la récession scandinave et la désorganisation de l'économie soviétique. D'une année sur l'autre, les ventes de Nokia Télécommunications ont chuté de 29,5 %, revenant de 1,5 milliard de marks à 1,05.

Le pari de la TVHD

Le département câbles et machines a fait à peine mieux (-15,7 %) à la suite de l'effondrement de l'activité du bâtiment en Finlande. « Le marché, qui s'est réduit de près d'un tiers par rapport à 1990, a eu une forte incidence sur les ventes de câbles et la fabrication d'équipements en gros en Finlande », explique le groupe. Quasi à Nokia Mobiles Phones, seul secteur en croissance, il doit pour une part le gonflement de son chiffre d'affaires (+12,7 %) au rachat du fabricant britannique de téléphones cellulaires Technophone (le Monde du 15 février). Nokia Mobiles Phones est quand même le seul à être, selon la direction finlandaise, « nettement bénéficiaire ».

Difficile de croire à un redressement rapide tant l'avenir immédiat du groupe paraît sombre. Ses principaux marchés se devraient de connaître de reprise avant 1993, au moment où son pari en télévision haute définition (TVHD) fragilise encore un équilibre toujours précaire. Le gigantesque travail de réorganisation entrepris ces dernières années et la réduction de ses effectifs (28 800 salariés contre 31 200 l'an dernier après la vente de Nokia Data) ont entraîné de temps à porter leurs fruits.

P. A. G.

NEW-YORK, 22 octobre

Nouveau repli

Pour la deuxième journée consécutive, la tendance s'est alourdie mardi 22 octobre à Wall Street. L'ouverture avait pourtant été prometteuse. Mais rapidement le marché a changé d'orientation et, à la clôture, après une séance de cours de 24 minutes, l'indice Dow Jones des industries américaines a enregistré une baisse de 20,68 points (-0,87 %) pour s'établir à 3 038,80. Le bilan général a été mitigé. Sur l'ensemble de la semaine, les 315 valeurs cotées ont progressé et 524 n'ont pas varié.

Deux raisons au moins ont contribué à rendre le marché de mauvaise humeur. Il y a eu d'abord l'annonce du déficit des deux grands constructeurs automobiles, General Motors et Ford, pour le troisième trimestre. Le nouveau alourdissement du marché obligeant en réaction à l'apparition d'un déficit de la balance fédérale de ne pas modifier pour l'instant sa politique de crédit. Le climat n'était toutefois pas vraiment mauvais autour du « Big Board », où quelques-uns évoquaient la possibilité d'un prochain renversement de tendance économique.

VALEURS	Cours de 21 octobre	Cours de 22 octobre
Alcoa	63 7/8	63 1/2
AT&T	28 5/8	28 3/8
Chrysler	34 1/4	34 1/8
Dow Chemical	16 3/4	16 1/2
Eastman Kodak	48 3/4	48
Exxon	61 1/4	61 1/8
Ford	28 1/2	28 1/8
General Motors	37 1/4	36 7/8
IBM	100 1/4	99 1/2
ITT	57 1/2	57
Johnson & Johnson	51 1/4	51
Merck	67 3/4	67 1/4
Pfizer	28 1/2	28 1/8
Schlumberger	28 1/2	28 1/8
Texas Instruments	42 1/4	42 1/8
United Technologies	28 1/4	28 1/8
Walt Disney	16 1/4	16 1/8
Yale	61 1/2	61

LONDRES, 22 octobre

Poursuite du recul

Les valeurs ont continué dans le rouge mardi 22 octobre au Stock Exchange. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 18,2 points, soit 0,8 %, à 2 659,5.

Le déficit de la balance des paiements courants en septembre, plus faible que les prévisions des analystes à 529 millions de livres, aida à maintenir les valeurs du marché malgré la faiblesse de la livre et les récents bondages plaçant les travailleurs en tête devant les conservateurs dans les intentions de voter ont continué de peser sur la tendance.

PARIS, 23 octobre

Hésitante

Après deux séances de bourse qui lui ont fait perdre 1,5 %, la Bourse de Paris tentait de se ressaisir mercredi en début de journée dans le marché des actions pour la liquidation mensuelle d'octobre. En repli de 0,16 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 enregistrera les plus faibles gains de 11 %. En début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street, le marché a subi un petit coup de hausse, à la suite de la hausse de 0,15 % de quelques valeurs de vendeurs à découvert pouvant équilibrer cette petite amélioration. Non dans l'attente d'un regain d'optimisme, Wall Street a subi mardi des corrections techniques à la baisse, le franc français n'étant pas en mesure de soutenir le marché. Le commerce extérieur en France a encore accusé un déficit de 3,3 milliards de francs portant le déficit depuis le début de l'année à un peu plus de 33 milliards de francs, un chiffre alarmant à celui de 1990 à la même époque. Parmi les titres, en hausse, on relevait Roussel Uclaf, le Corange, le bancaire et Eurocom. Du côté des baisses, on notait la Cegid et le Midland Bank. L'UAP ne bougeait pas après l'annonce d'un déficit de 33 % de son bénéfice semestriel.

TOKYO, 23 octobre

Nouvelles prises de bénéfices

De nouvelles prises de bénéfices se sont produites mercredi 23 octobre à la Bourse de Tokyo et l'indice Nikkei, qui la veille avait enregistré une hausse de 1,4 %, a baissé de 0,2 % à 14 948,84 en clôture. Le CAC 40 a baissé de 154,72 points.

De l'avis des professionnels, les investisseurs ont préféré constituer à nouveau leurs positions en attendant de voir si la nouvelle perspective de renouveau du marché. La communauté financière s'attend toujours à une dépression sur le marché japonais, pour l'instant, ne s'agit que d'anticiper l'évolution. Les valeurs du marché ont été affectées par la perspective d'un relâchement de l'intérêt. L'activité est restée modérée, avec 450 millions de transactions contre 500 millions la veille.

VALEURS	Cours de 22 octobre	Cours de 23 octobre
Asahi	1 000	990
Fuyo	1 000	990
Sanwa	1 000	990
Sumitomo	1 000	990
Industrial Bank of Japan	1 000	990
Long Term Bank of Japan	1 000	990
Trust Bank of Japan	1 000	990
Yokohama Specie Bank	1 000	990

FAITS ET RÉSULTATS

o Toyota, IBM et Toshiba créent un « joint-venture ». Les géants de l'industrie Toyota et IBM Japon ont conclu un accord avec le constructeur Toyota pour la création d'une joint-venture destinée à construire des systèmes informatiques intégrés avancés et des logiciels adaptés à ces équipements. L'entreprise sera dirigée par le président de Toyota, la société commune, Toyota System International, aura un capital de 700 millions de yens (31 millions de francs) dont 50 % sera apporté par Toyota, 25 % par IBM Japon et 10 % par Toshiba. Selon les prévisions, le chiffre d'affaires de cette société sera de 1,7 milliard de yens (75 millions de francs) la première année, et passera à 7,5 milliards de yens en 1997.

o « Joint-venture » entre les banques d'Alsace-Lorraine et d'Alsace-Lorraine. Le groupe agro-alimentaire Alsace-Lorraine, troisième fabricant français de produits laitiers, a été racheté par le groupe allemand Nestlé. Le chiffre d'affaires de Nestlé en France, correspondant à une production de 12 millions d'écus, a augmenté de 10 % en 1990. Le chiffre d'affaires de Nestlé en France, correspondant à une production de 12 millions d'écus, a augmenté de 10 % en 1990.

o Le Crédit du Nord reprend la Banque Courtois. Le Crédit du Nord (groupe Paribas) et la Banque Courtois, banque régionale à capital familial, fondée en 1760 à Toulouse, ont signé un protocole d'accord prévoyant la prise de contrôle majoritaire de la seconde par la première, qui « lui apportera le complément de moyens financiers et techniques nécessaires à la poursuite de son expansion ». La Banque Courtois, dirigée par M. Axel Courtois de Vieux, a enregistré en 1990 une perte nette de 25 millions de francs (pour un produit net bancaire de 150 millions), due à d'importantes provisions d'exploitation et provisions pour dépréciation. Pour le premier semestre 1991, le résultat net est en baisse de 84 millions. Le Crédit du Nord, qui dispose de cinq agences dans le Sud-Ouest de la France, renforce ainsi sa présence dans la région avec les 33 points de vente, les 346 employés, les 30 000 clients particuliers et les 10 000 clients professionnels de la Banque Courtois.

o CSEI : le tribunal de commerce de Paris a ordonné l'arrestation de la présidente du tribunal de commerce de Paris à l'occasion de la saisie de la cour d'appel de Paris. L'arrestation a été ordonnée par le tribunal de commerce de Paris à l'occasion de la saisie de la cour d'appel de Paris. L'arrestation a été ordonnée par le tribunal de commerce de Paris à l'occasion de la saisie de la cour d'appel de Paris.

o L'Union Hoehle et la Tokyo. L'Union Hoehle et la Tokyo ont conclu un accord pour la vente de la Bourse de Tokyo. L'Union Hoehle et la Tokyo ont conclu un accord pour la vente de la Bourse de Tokyo. L'Union Hoehle et la Tokyo ont conclu un accord pour la vente de la Bourse de Tokyo.

o Nouvelles localisations pour M. Asil Nadir, fondateur de Polly Tech Inc. L'Union Hoehle et la Tokyo ont conclu un accord pour la vente de la Bourse de Tokyo. L'Union Hoehle et la Tokyo ont conclu un accord pour la vente de la Bourse de Tokyo.

o M. Jean-Marie réa président de la FEDA. M. Jean-Marie réa président de la FEDA. M. Jean-Marie réa président de la FEDA. M. Jean-Marie réa président de la FEDA. M. Jean-Marie réa président de la FEDA.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	2800	2831	Renault	219	219
Amiscom	280	280	Suez	154	153 80
BAC	130	130	IP&M	72	72
Banque Paribas	118	118	Loire	239	239
Banque de France	340	340 50	Locat	70 50	70 20
Banque de Paris	235	237	Mare	39 90	39
Banque de la Réunion	880	889	Mare	188	173 80
CALDEX	358	358	Publi	370	370
CEGEP	708	701	Rea	376	376
CEGEP	140 10	140	Rhone-Alpes	376	376
CEPA	285	280	SARL	182	182
CEM	598	598	SARL	101 50	101 50
CEM	788	788	SARL	378	374
CEM	185	178 50	SARL	130	130
CEM	400 10	400 10	SARL	255	255
CEM	1240	1206	SARL	380	380
CEM	321	347 20	SARL	255	255
CEM	950	961	SARL	220	224
CEM	288	270	SARL	88	88
CEM	147	143	SARL	880	880
CEM	245	245			
CEM	245	245			
CEM	133	133			
CEM	118	118			
CEM	143	143			
CEM	421	415			
CEM	195	195			
CEM	530	530			
CEM	880	880			
CEM	228 10	228 10			
CEM	120	120			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 octobre 1991

Nombre de contrats : 113 939

ÉCHÉANCES

COURS	Déc 91	Mars 92	Juin 92
-------	--------	---------	---------

Dernier	107,19	107,12	107,19
Précédent	107,22	107,26	107,26

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
-----------------	-----------------	------------------

Dernier	Déc 91	Mars 92	Déc 91	Mars 92
---------	--------	---------	--------	---------

107	0,64	1,21	0,52	1,05
-----	------	------	------	------

CAC 40 A TERME

Volume : 8 188

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
-------	---------	----------	----------

Dernier	1 855	1 864	1 860
Précédent	1 855	1 872	1 869

CHANGES

Dollar : 5,8205 F

Le dollar poursuivait mercredi 23 octobre le mouvement de hausse entamé lundi lorsque la Maison Blanche a évoqué la perspective d'une diminution des impôts aux États-Unis. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,8205, au fixing contre 5,7853 francs mardi à la cotation officielle.

FRANCOFORT 22 octobre 23 octobre

Dollar (en DM) 1,978 1,978

TOKYO 22 octobre 23 octobre

Dollar (en yen) 134,5 134,5

MARCHÉ MONÉTAIRE (officiels privés)

Paris (23 octobre) 5,74 5,78 %

New-York (22 octobre) 5,716 %

BOURSES

PARIS (INSEE, hors 100 : 29-12-90)

22 octobre 23 octobre

Valeurs françaises 119,90 119,40

Valeurs étrangères 117 116,60

SBF, base 100 : 31-12-81

Indice général CAC 40 34,34 34,05

SBF, base 1 000 : 31-12-87

Indice CAC 40 184,57 183,79

NEW-YORK (Index Dow Jones)

21 octobre 22 octobre

Industriel 3 060,36 3 039,80

LONDRES (Index Financial Times)

21 octobre 22 octobre

100 valeurs 2 575,78 2 559,50

20 valeurs 1 978,20 1 963,40

Mitsui 170,20 174,00

Fonds d'Etat 86,26 86,22

FRANCOFORT

21 octobre 22 octobre

Dax 1 572,68 1 580,71

Nikkei Dow Jones 24 954,66 24 799,84

Indice général 1 894,27 1 877,09

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MON	DEUX MON	TROIS MON
---------------	--------	----------	-----------

\$ E.-U.	5,8095	5,8115	+183	+193	+382	+402	+1070	+1130
----------	--------	--------	------	------	------	------	-------	-------

\$ Can.	5,1480	5,1516	+30	+43	+85	+109	+310	+376
---------	--------	--------	-----	-----	-----	------	------	------

Yen (100)	4,6112	4,6241	+96	+105	+213	+230	+705	+764
-----------	--------	--------	-----	------	------	------	------	------

DM	5,4183	5,4322	-13	-6	-14	-9	-55	-2
----	--------	--------	-----	----	-----	----	-----	----

FF (100)	16,5448	16,5708	-40	-20	-40	-50	-198	+108
----------	---------	---------	-----	-----	-----	-----	------	------

PS	3,9889	3,9105	+18	+32	+49	+73	+147	+208
----	--------	--------	-----	-----	-----	-----	------	------

£ (1 000)	4,5609	4,5638	-90	-167	-134	-136	-685	-623
-----------	--------	--------	-----	------	------	------	------	------

£ (1 000)	9,9168	9,9223	-131	-182	-237	-191	-540	-411
-----------	--------	--------	------	------	------	------	------	------

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	5,18	5,147	5,18	5,14	5,378	5,316	5,716	5,916
----------	------	-------	------	------	-------	-------	-------	-------

DM	5,34	5,176	5,176	5,176	5,176	5,176	5,176	5,176
----	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

FF (100)	11,18	11,18	11,18	11,18	11,18	11,18	11,18	11,18
----------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

PS	10,09	10,34	10,34	10,34	10,34	10,34	10,34	10,34
----	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

£ (1 000)	8,1316	8,1316	8,1316	8,1316	8,1316	8,1316	8,1316	8,1316
-----------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Ces taux justifiés sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mercredi 23 octobre :

Jean Parin

président du Syndicat national

des agences de voyages

(SNAV).

Jeudi 24 octobre :

Jean-Marie Laborde

PDG de la société Hord

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUET
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUME-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beaume-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie

du « Monde »

12, L. M. Gumborg

BOU	
Comptabilisation	VALEURS
4051	C.N.E. 2%

36-152

22/10

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - ■ : marché continu

COMMUNICATION

La séance publique des cinq Académies

Droits et devoirs de l'information

«Droits et devoirs de l'information», tel est le thème choisi par les porte-parole des cinq Académies réunies mardi 22 octobre sous la Coupole pour leur séance solennelle de rentrée.

M. Raymond Triboulet, président en exercice de l'Institut (et de l'Académie des sciences morales et politiques), a d'abord insisté sur le «propre» de chacun, celui de la télévision, celui de la presse, celui de la radio, et a souligné que les pouvoirs sont exorbitants et les devoirs restent à définir.

Depuis la déclaration des droits de l'homme, l'information exerce sa puissance enveloppante du beau, man-
 teau de la liberté», dira M. Jean-Denis Bredin au nom de l'Académie française. Une liberté fragile et toujours menacée en notre époque où la vérité est «travestie par le spectaculaire».

M. Bredin poursuit : «Observez non l'accroissement du savoir, mais l'affaiblissement de l'homme moderne assailli d'informations qui s'empilent et se contredisent, incapables de le classer, de le guider, de le rassurer. Observez toujours cette passion aujourd'hui l'information fait autant qu'il se peut des meurtres, des accidents, des guerres, des tremblements de terre, de tous les drames qui doi-
 vent, un bref instant, nous effrayer, nous fasciner. Observez le cirque des affrontements substitué aux débats d'idées. Observez le temps historique sacrifié à l'instant. Observez la dégradation de notre mémoire raccourcie, érodée par le poids des événements qui se succèdent et se remplacent.

Observez surtout le dévoiement de cette liberté, l'information disposant du maître de l'homme, de la réputation, de l'avenir de chacun, ne cessant de dénoncer des coupables et s'affirmant forcément innocente».

Et de révoquer pour la presse d'une déontologie, d'une éthique dont l'urgence apparaît à beaucoup, d'une presse libre qui se tient elle-même pour responsable, qui veille à la vérité de l'information, qui répare ses erreurs au lieu de les nier.

M. Yves Coppens, délégué de l'Académie des sciences, évoque ensuite les rapports de la science et de l'information. Aujourd'hui, remarque-t-il, «la science a envahi notre vie quotidienne et professionnelle, elle nous informe, nous guide, nous rassure, elle nous rend responsables. Nécessité intéressée d'expliquer la science aux hommes qui décident, mais nécessité morale aussi d'offrir une culture scientifique à tous les hommes de la Terre».

Le mythe de l'objectivité

Représentant l'Académie des beaux-arts, Louis Pavvels dénonce le mythe de l'objectivité. «L'information, dit-il, est souvent autre chose que la recherche et l'expression de la réalité», parce que d'une part «la réalité est rarement atteignable et toujours difficilement transmissible», et que d'autre part «la complexité, le dédoublement, le jeu de la médiation entre l'événement et le public», situe, explique, commente et fait figure de témoin. Comment

alors être objectif? Quant au journal télévisé, «rituel de l'information de masse», il «n'est pas ou par tout à fait un exposé de la réalité. Il est surtout un spectacle à propos de l'actualité. Et la mise en scène du spectacle est elle-même une interprétation».

Journaliste et historien, M. Henri Amouroux, de l'Académie des sciences morales et politiques s'interroge sur les devoirs de l'information. Quels étaient les devoirs de «ceux pour qui, journalistes ou non, il n'existe pas d'information sans liberté d'enquête, sans choix des idées, sans contradiction, sans confrontation»?

M. Amouroux revient d'abord le cas de l'informateur privé de droits sous un régime autoritaire. La voix de la liberté d'information ne dispose plus que de l'éclat. Singulier alors la presse clandestine. Il y est ainsi «la Chronique des événements en cours» en URSS et les autres périodiques dissidents qu'elle a inspirés. Tous ont contribué à miner puis à déstabiliser, en les contrainçant à évoluer, quelques-uns des régimes qui dans le monde apparaissent les plus inébranlables». M. Amouroux évoque aussi la création en janvier 1941 du chandestrian Valmy et quelques jours auparavant celle de Résistance dont sept membres ont été fusillés en février 1942 au Mont-Valérien. Ils n'avaient «été aucun soldat allemand, ni fait sauter des trains, ni saboté des dépôts de munitions. Ils s'étaient battus avec de l'encre sur du papier».

JEAN-MARIE DUNOYER

Un arrêt de la cour d'appel de Rennes

Les livreurs de journaux sont des salariés et non des transporteurs indépendants

RENNES

de notre correspondant

Dans un arrêt du 8 octobre, la cinquième chambre sociale de la cour d'appel de Rennes a reconnu à un livreur de Ouest-France la qualité de salarié du quotidien.

Cet arrêt était très attendu par une profession souvent marginalisée au sein de la presse régionale. Ouest-France soutenait que son «employé», inscrit au registre du commerce, avait travaillé dans le cadre d'un contrat de transport.

Devant l'avocat du livreur a débattu que «l'inscription au registre du commerce avait manifestement été imposée par Ouest-France».

La chambre sociale de la cour constate que, «contrairement à la liberté dont dispose un transporteur indépendant pour organiser son itinéraire et négocier avec ses clients les conditions de la prestation et de son prix», la rémunération était fixée unilatéralement par le quotidien, qui imposait l'organisation et la modification de son service de distribution, laissant un délai de six jours au livreur pour accepter.

Le journal s'est donc comporté «comme un véritable employeur qui a la faculté de modifier les

conditions de travail de son salarié en fonction des impératifs de l'entreprise».

Le conseil des prud'hommes de Rennes doit encore se prononcer sur l'indemnisation demandée par le livreur, remercié en mai 1990 faute d'avoir accepté dans les délais la modification d'itinéraire imposée par son employeur.

CHRISTIAN TUAL

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 OCTOBRE

«L'histoire du Louvre, de Philippe Auguste à la pyramide», 11 heures, sortie métro Palais-Royal, terre-plein central (D. Flauriol).

«Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Monceau», 14 h 30, métro Monceau (Paris pittoresque et insolite).

«Donatello au Louvre : la sculpture italienne», 14 h 30, musée du Louvre, à la Victoire de Samothrace.

«Rites funéraires hellénistiques : des Champs élysées à la barque de Charon», 14 h 30, musée du Louvre, près de la pyramide (Le cavalier bleu).

«La collection Cognac-Jay à l'hôtel Donon», 14 h 30, 5, rue Elzevir (Paris livre d'histoire).

«Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes», 14 h 30, et 16 h 15, sous la grande horloge, ariette métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Les plus belles demeures du XIXe siècle de la place des Vosges à l'hôtel Salé», 14 h 30, sortie métro Châteaufort (Arts et casters).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 30, sortie métro Cité (R. Rojot-Kern).

«Hôtels et églises de l'île Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Des bords de Seine à l'église Saint-Eustache en passant par les Halles», 14 h 30, métro Louvre (M. Flameng).

«Clemenceau : la maison de celui qui fut la «Tigre» avant d'être «Père la Victoire» (limité à vingt-cinq personnes), 15 heures, 8, rue Franklin (Monuments historiques).

«Les salons de la grande chancellerie de la Légion d'honneur et quelques salles du musée» (nombre limité), 15 heures, 2, rue de Bellechasse (D. Bouchard).

«L'histoire du Louvre, de Philippe Auguste à la pyramide», 11 heures, sortie métro Palais-Royal, terre-plein central (D. Flauriol).

«Hôtels et maisons d'artistes de la plaine Monceau», 14 h 30, métro Monceau (Paris pittoresque et insolite).

«Donatello au Louvre : la sculpture italienne», 14 h 30, musée du Louvre, à la Victoire de Samothrace.

«Rites funéraires hellénistiques : des Champs élysées à la barque de Charon», 14 h 30, musée du Louvre, près de la pyramide (Le cavalier bleu).

«La collection Cognac-Jay à l'hôtel Donon», 14 h 30, 5, rue Elzevir (Paris livre d'histoire).

«Histoire et fonctionnement de l'Hôtel des ventes», 14 h 30, et 16 h 15, sous la grande horloge, ariette métro Richelieu-Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

«Les plus belles demeures du XIXe siècle de la place des Vosges à l'hôtel Salé», 14 h 30, sortie métro Châteaufort (Arts et casters).

«Le Palais de justice en activité», 14 h 30, sortie métro Cité (R. Rojot-Kern).

«Hôtels et églises de l'île Saint-Louis», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

«Des bords de Seine à l'église Saint-Eustache en passant par les Halles», 14 h 30, métro Louvre (M. Flameng).

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Mame SORIA, M. et M^{me} Michel CASTERA, Bernard, Florence et David, sont heureux de faire part de la naissance de

Arthur, le 14 octobre 1991, à Paris.

Bernard et Florence Soria, 69, rue de Bellevue, 92100 Boulogne.

Iris, Jean et Laure LACHAUD sont heureux d'annoncer la naissance de

Luc, le 15 octobre 1991.

5800 Arlington Avenue, Riverdale, N.Y. 10471-1418 (USA).

Carime et Jean-Marc FEDIDA sont heureux d'annoncer la naissance de

Milena, le 12 octobre 1991.

72, boulevard Saint-Marcel, 75003 Paris.

M. et M^{me} René Amiot, son épouse, Le docteur Daniel Amiot et Emmanuelle, ses enfants, Laure et Christophe Postel-Vinay, Pierre, Alexandre et Mathieu Amiot, ses petits-enfants, Sarah et Romain, ses arrière-petits-enfants, Les familles Savard, Mouchard, Barba, Pinson, ont la douleur de faire part du décès de

M. René AMIOT, survenu à Nice, le 15 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu à Paris dans l'intimité familiale.

13, rue Villodo, 75001 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Jean CAFFET, survenu le 14 octobre 1991.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Raphaël (Var).

De la part de Marie Caffet, Marc, Jean-Pierre, Marie-Christine Caffet.

19, rue Nollet, 75017 Paris.

M. et M^{me} René Comte, sa mère, M. et M^{me} Georges Comte, sa belle-sœur, M. et M^{me} Anne March-Comte, M. et M^{me} Jean-Claude Vacherot et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Comte et leur fille, M. et M^{me} Daniel Comte et leurs enfants, Ses neveux et nièces, M. et M^{me} Jacques Valentin, ses cousins, Les familles Sibert, Duvert, Poulet, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre Roger COMTE, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 25 octobre 1991, à 8 h 30, en l'église Saint-Dominique, Paris-14^e.

Tous ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre COMTE, chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur des Centres et Instituts français d'Alger, de Nairchi, du Caire et de Varsovie, survenu à Paris le 20 octobre 1991.

M. et M^{me} Richard Thil, Galeazzo et Victoria, M. et M^{me} André-Régis Voyron, M. et M^{me} Guy Voyron, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvonne COUVRAT-DESVERGNE, née Voyron, survenu le 15 octobre 1991.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité à La Voult-sur-Rhône (Ardèche).

43, rue de Richelieu, 75001 Paris.

Not abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du «Carnet du Monde», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

M. Jacques Funel et son fils Jacques Alexis, leurs familles et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Thérèse FUNEL, survenu le 21 octobre 1991.

La cérémonie religieuse se déroulera en l'église Saint-Martin de Meudon (Hauts-de-Seine), le jeudi 24 octobre, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu le 25 octobre, à 14 heures, à Gassin, dans le Var.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Louis Marcel GATESOUP, née Marie Guédon, ses enfants et petits-enfants, font part du rappel à Dieu, le 15 octobre 1991, de

M. Louis Marcel GATESOUP, ingénieur A. et M. et E.S.E., 31, avenue du Louvre, 78000 Versailles.

Marseille, L'Erat.

M. le docteur Hughes Gérard, ses enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont la grande tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Alexandre GÉRARD, leur père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père, décédé le 14 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Roches-sur-Var dans les Vosges.

Et rappellent à votre pieux souvenir,

M. Alexandre GÉRARD, son épouse, décédée le 3 janvier 1991,

M. Hughes GÉRARD, sa belle-fille, décédée le 10 décembre 1990,

M. Jean-Pierre GÉRARD, son fils, décédé accidentellement le 17 octobre 1980.

Priez pour eux dans la joie de l'espérance de la vie éternelle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, boulevard Rodocanachi, 13008 Marseille, Grange-aux-Bois, 42500 L'Erat.

M. et M^{me} C. Jean Griveau, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 14 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

Léon GRIVEAU, administrateur honoraire de la Mairie de la commune de l'éducation nationale, collaborateur de l'Institut J.-B. Dumay, Eco-musée du Creusot (Saône-et-Loire).

Selon ses volontés, les obsèques civiles et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Saint-Marc-Jaumegarde, 13100 Aix-en-Provence.

M. et M^{me} Gérard Kufeldjian et leur fille, Christine, ont la douleur de faire part du décès de leur fils et frère

Paul, survenu le 21 octobre 1991, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Etienne, 7, rue Georges-Lafont, Paris-16^e.

M. et M^{me} Marc Poupardin, M. et M^{me} Jacques Tissot, M. et M^{me} Denis Poupardin, M. François Poupardin, M. et M^{me} Didier Poupardin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean POUPARDIN, architecte DPLG, survenu le 13 octobre 1991, à Paris.

Paris, Saint-Raphaël, La Crouz.

Marion et Romain, M. et M^{me} Clauzet, M^{me} Hélène Van Den Daelen, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de

Hélène VAN DEN DAELÉN, l'inhumation aura lieu le jeudi 24 octobre 1991, à 14 heures, au cimetière d'Harcel (Aisne).

Boulogne (Hauts-de-Seine), Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), Lesailles (Gard).

Maurice Villaret, son mari, Jean-Michel et Françoise, Virginie et Julien, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Georgette VILLARET, officier des Palmes académiques, survenu par suite de la brutale évolution d'une cruralie malade, le 13 octobre 1991.

La cérémonie religieuse s'est déroulée, le 15 octobre, en temple de Lesailles, dans une intimité à la fois familiale et locale.

Anniversaires

Pour le dixième anniversaire du décès de

M. Bernard GAVOTY, de l'Institut,

une pieuse et affectueuse pensée est adressée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir, en union avec les messes qui seront célébrées à son intention le 24 octobre 1991.

Communications diverses

L'Association Mémoire juive de Paris présente l'exposition photographique, L'IMMIGRATION JUIVE ET SON INTÉGRATION DANS LA NATION (1880-1948), du 7 au 27 octobre 1991, à la mairie du quatrième arrondissement, place Beauvau, métro Hôtel-de-Ville. A l'occasion de la clôture de l'exposition, les écrivains Henry Bulwin, Serge Klarsfeld, Claude Buchenberg et Alex Beller dédicaceront leurs derniers livres, le dimanche 27 octobre, de 16 heures à 19 heures. - Entrée libre.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

à un prix minimum de 9 h

au siège du journal, 16, rue Falguère, 75016 Paris

Tél : 206 806 F

Télégramme : 45-68-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 52 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

Les lignes de capitalisation sont facturées sur le Journal de Paris. Les avis sur place sont obligatoires et facturés. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5835

1 2 3 4 5 6 7 8 9

I

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. On n'y a rien de cult. - II. Poussée à l'extrême quand ça va très mal. - III. On l'on rencontre souvent. Utilisé pour donner des coups. - IV. Au sud-est de Fougères. - V. Entre le Pô et la Saône. On n'y a pas mèche. - VI. Issus de la Pout d'ivoire un triomphe. - VII. Meurtre comme une duchesse. - VIII. Aime le travail de la terre. - IX. Crée des liens. Symbole. - X. Soumise à une épreuve. Possessif. - XI. On ne découvre qu'au moment de l'arrivée. Contra. chez le pharmacien.

VERTICALEMENT

1. Une poule vraiment huppée. N'est parfois qu'un dindon. 2. On peut se courber sous leur poids. Coule en Afrique. Pour bar. 3. Comme poisson, c'est ça qu'il y a de plus mèche. 4. Qui peut donner beaucoup de peine. 5. Petite misère. Petites, pour des bagatelles. 6. Note. En couche. 7. Pris au piège. 8. Un certain sel. 9. Se fait parfois traîner de rat. On le prend pour aller plus loin.

Solution du problème n° 5834

Horizontalement

I. Archimède. - II. Boîte. Eu. - III. Rura. Ifs. - IV. Il. Cou. - V. Berner. Na. - VI. Ut. Dolgts. - VII. Strauss. Et. - VIII. Alné. - IX. Funeste. - X. Ana. Erse. - XI. Porc. Aère.

Verticalement

1. Abrutus. Cap. - 2. Roulette. No. - 3. Cde. For. - 4. Hrondeu. - 5. Ida. Eosine. - 6. Ma. Crissem. - 7. Lo. Esse. - 8. Dufnute. Ter. - 9. Eus. Aère.

GUY BROUTY

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lasserre, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion

Nicolas Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amélie Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thierry Fereval Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Varret (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Robert Benoit-Lévy (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1989) André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUÈRE, 75016 PARIS CEDEX 15

Tél. (1) 40-65-26-25 Télécopieur : 40-65-28-99

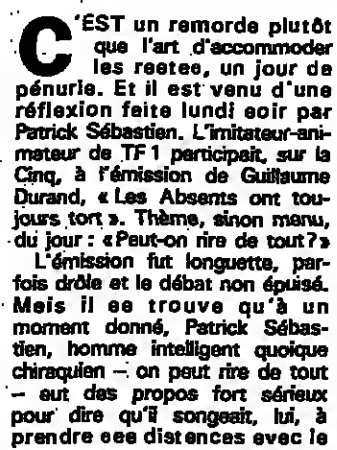
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. (1) 40-65-26-25 Télécopieur : 40-60-30-10

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Patrick Sébastien, l'imprécauteur



petit écran. Et pourquoi? Parce que dira-t-on en substance, on ne peut faire de la télévision avec tout. Surtout pas avec les maîtres des gens. Et pour illustrer son propos, Patrick Sébastien propose de différentes émissions, notamment une de TF1 « *Le monde de vue* », comme prototypes d'une télévision qui le dégoûterait de la télévision.

Patrick Sébastien, ennemi intérieur, sans peut-être viré de TF1 pour atteindre à la abréviation de l'Etat. Car de tels propos peuvent, dit-on, conduire leurs auteurs à finir, les pieds coulés dans le béton, dans le bureau de M. Le Lay. Il n'empêche, Sébastien l'imprésaireur doit être

remercié pour ce coup de folie raisonnable.

« Perdu de vue » est une émission mensuelle indignée, totalement indignée. Au point que lorsqu'on l'avait vue, un soir, on n'avait même pas osé en parler, effaçant de la mémoire et le nom du producteur et celui du présentateur. C'est de ça que garçons, confessez, qui ne méritent pas même d'être retenus.

Le principe de l'émission est de faire le trottoir avec le malheur des gans. Réunir une famille séparée, récupérer un adolescent fugueur, retrouver quelqu'un perdu de vue, tout y est prétexte à l'étalage des sentiments en gros plans. Avec larmes de pré-

férence. Tout y est totalement pervers, voyez, mais, dans la sollicitation des témoignages téléphoniques anonymes, des réconciliations de piteux, des faux espoirs provoqués, des vies mises à poil devant des millions de spectateurs.

L'elbii est toujours le même, bien sûr : rendre service, procéder à des recherches télévisées dans l'intérêt des familles. La recette est connue, qui ne s'embarrasse pas de la pudeur des sentiments et des libertés individuelles. Et l'audience est assurée, par le trou de la semure. C'est de la télévision à perdre de vue.

Mercredi 23 octobre

Les élus locaux, la démocratie locale.

22.20 **Journal et Météo.**
 22.35 **Histoire de voir, August Sander.**
 22.40 **Série : Gabriel Bard.**
 Tu simeras ton prochain, de Stephen L. Posey, avec James Earl Jones, Laila Robins.
 23.30 **Traverses.**
 Les Femmes de Kadhafi.
 La condition féminine en Libye.
 0.25 **Musique : Carnet de notes.**
 Jazz. Hampton, par le François Faure Trio.

0.25 Boulevard des clips.

LA SEPT

21.00 Documentaire : Le Rêve perdu de
Nicolas Vassilievitch Kazakov. 2. Nata-
cha, Fatiana at Lera.

23.05 Cinéma : Le Chant des sirènes. 1987
Film canadien de Patricia Rozema (1987).

0.25 Court métrage :
Apprends-moi à danser.

0.50 Court métrage : La Confession.

FRANCE-CULTURE

De 11 h à 11 h 20, Espace Education, en collaboration avec le Monde : « Du côté des auteurs, romans et évolution des adjectifs », avec Pierre Baylet, Télécom Paris, et Jean-René Lyon, de la société AXA.

20.30 Antipodes. Le roman francophone au féminin.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communautés des radios publiques de langue française. Entre le temps et l'étonné (2).

22.40 Les Nuits magnétiques. La rencontre (2).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean-Claude Péroche (Fond de cale ; l'épreuve du jour).

0.50 Musique : Coda. Nocturnes sans nocturnes, musiques autour des poèmes de Vivre avant l'aveil, d'Emily Dickinson.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 octobre au Palais de la musique et des congrès): Hella Nacht pour grand orchestre, de Dillon; Ata pour grand orchestre, Dax-Ork, concerto pour violon et orchestre, de Xenakis, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Arturo Tamayo; sol.: Irvine Arditi, violon.

23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club.

A 2
20.45 - Téléfilm : **Bonjour la galère.**

PHILIPPE ADLER
sur Antenne 2, à 20h.30
avec l'adaptation de son livre
"BONJOUR LA GALÈRE !"
et en librairie,
avec son nouveau roman
"LA MIGRAINE"
aux éditions Balland

Une comédie sur le thème de la séparation,
d'après le roman de Philippa Adler.

22.15 Magazine : Direct.
L'Europe de la haine.

23.30 1. 2. 3. Théâtre.

23.35 Magazine : Musiques au cœur de
toutes les mœuvres.
Spécial « voix noires ».

0.35 Journal et Météo.

FR 3

20 45 Magazine : Le Marché du siècle.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 20.30

20.05 Sport : Football, Coupe d'Europe des clubs champions : Marseille-Sparta de Prague, en direct.

22.20 Sport : Football, Coupe d'Europe de l'UEFA : Lyon-Trautzschendorf.

0.10 Cinéma : Voir l'éléphant. ■■ Film français de Jean Marbœuf (1990). Avec François Arnaud, Jean-Marc Thibault, Bernard Menez.

1.25 Cinéma : La Bois des ements. □ Film français de Claude Autant-Lara (1959). Avec Erika Remberg, Laurent Terzieff, Françoise Rosay.

LA 5

20.50 Histoires vraies.
Un enlèvement circulaire.
Une sordide affaire de trafic d'enfants.

22.35 Débat : Vol et trafic d'enfants.

23.40 Série : Hitchcock présente.

0.10 Journal de la nuit.

M 6

20.40 Téléfilm : **Partie gagnante.**
Pour doper ses dettes, une jeune mère de famille sans emploi joue au billard.

22.20 Téléfilm : **Sale affaire.**
Enlèvements d'enfants et trafic d'organes.

23.45 Magazine : **Vénus.**

0.15 Six minutes d'**Informations.**

0.20 Magazine : **Dzilibao.**

Jeudi 24 octobre

CANAL PLUS

16.00	Cinéma : Plain feet , ■ Film français de Jeanne Dayan (1990).
17.30	Documentaire : Les Alkumés...
18.00	Canaïlle peluche, <i>En clair jusqu'à 20.35</i>
18.30	Ce cartoon.
18.50	Le Top.
19.20	Magazine : Nulle part ailleurs .
20.31	Le Journal du cinéma.
20.35	Cinéma : Faibles femmes , ■ Film français de Michel Boisrond (1956). Avec Mylène Demongeot, Pascale Petit, Jacqueline Sessard.
22.05	Flesh d'informations.
22.10	Sport : Boxe , Réunion au Cirque d'hiver.
23.25	Cinéma : Mr. North , ■ Film américain de Danny Huston (1988).
0.55	Cinéma : Le Poursuive de pain , ■ ■ ■ Film français de Maurice Cloche (1962).

LA 5

19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 Divertissement : Lecoq Tel.
Des imitations et des chansons.
22.35 Téléfilm : Sexy Academy.
Des nouvelles recrues dans le police de Hollywood.
0.10 Magazine : C'est tout comm.
0.30 Le Club du télé-achat.
0.50 Journal de la nuit.

M 6

17.40 Jeu : Zygomusic.
8.05 Série : Mission impossible.
9.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
9.54 Six minutes d'informations.
10.00 Série : Cosby Show.
10.30 Magazine : Mode 6.
10.40 Cinéma :
La Traversée de Paris. ■■■
Film français de Claude Auriant-Lara (1956).
Avec Jean Gabin, Bourvil, Louis de Funes.

22.15 Téléfilm : Les Mutants
de la Saint-Sylvestre.
Sur une île hantée.

23.45 Série : Le Voyageur.

0.15 Six minutes d'informations.

0.20 Magazine : Dazibao.

0.25 Magazine : Sexy Clip.

0.50 Boulevard des clips.

2.00 Rediffusions.

LA SEPT

18.45 Documentaire : Salsa Opus 3. Puerto Rico : ça balance les cocotiers.
17.40 Téléfilm : Oranges are not The Only Fruit. (2^e partie).
19.05 Documentaire : L'Anthropographe. 6. Pour le meilleur et pour le pire.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Avis de tempête.
22.50 Documentaire : Living Music. 3. Graz.

FRANCE-CULTURE

De 11.00 à 11.20 Espace Education, en collaboration avec le *Monde* : à prévoir la gestion des médias et l'innovation, avec Antoine Schœn, UTC Compilgès, et Bertrand Belloin, professeur d'économie à l'université Paris-Sud.

20.30 Dramatique, Madame Paradis, d'Anne Cuneo.

21.30 Profils perdus. Jean Cassou.

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France) : *Ballade* pour violoncelle et piano en sol mineur op. 15, *Cendrillon* (Adeagio pour violoncelle et piano), *Cinq Mélodies* sur des poèmes de Balmont op. 36, *Cinq Mélodies* sur des poèmes d'Anna Akhmatova op. 27, *Sonate* pour violoncelle et piano en ut mineur op. 119, de Prokofiev par *Madalena Rosnropovitch*, Wendy Warner, violoncelles, Christian Ievdli, piano, Sylvie Valaysa, soprano.

23.07 *Poussières d'étoiles*.

PRÉVISIONS POUR LE JEUDI 24 OCTOBRE 1991

PRÉVISIONS POUR LE JEUDI 24 OCTOBRE 1991

LEGENDE

- ENSOLEILLÉE
- ÉCLAIRCIES PUIS NUAGEUX
- NUAGEUX COUVERT PLUIE
- TRÈS NUAGEUX OU COUVERT PLUIE
- MER AGITÉE
- AVERSE
- AVERSES
- ORAGES
- ORAGES ET BRUILLARDS
- PLUIE ET BRUILLARDS

TEMPS PRÉVU LE 24 10 91

VERS MIDI

Jedrej : nuages matinaux au nord, soleil au sud. — Sur une bande s'étendant de la vallée de l'Arve jusqu'au col, le nuage est encore bien présent. Le petit matin, il donnera quelques gouttes éparses. Cette couche nuageuse ne résistera pas aux assauts du soleil, qui devra éliminer ses rayons, vers 10 heures.

Plus au sud, la journée sera bien ensoleillée à deux exceptions près. Les brumes et brouillards affecteront la main les régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest, quelques averses de pluie se déclancheront, puis, vers le relief du Jura et des Alpes du nord.

Les températures restent fraîches pour la saison. Il n'entre encore dans

les villes des Alpes et du Massif Central, elne que dans la vallée de la Garonne. Il fera plus doux au nord. Les températures les plus élevées seront 10 degrés sur les côtes bretonnes et sur le pourtour méditerranéen (8 à 12 degrés). Partout ailleurs, les minima avoisneront les 2 degrés.

Les températures maximales seront très voisines de celles de la veille : de 8 à 10 degrés sur le Nord-Ouest, de 10 à 12 degrés sur le reste du nord-nord-est. Sur le littoral sud, elles s'étagèrent entre 11 et 13 degrés. Dans l'Ouest, elles atteindront de 16 degrés jusqu'à 18 degrés dans le Méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 25 OCTOBRE 1991 À 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés												
Valeurs actuelles relatives entre le 22-10-1991 à 15 heures UTC et le 22-10-1991 à 6 heures UTC												
FRANCE					L'ÉTRANGER							
ALACROU	17	7	D		TOULOUSE	9	-2	D	LOS ANGELES	23	18	D
BARCELON	12	1	D		TORONTO	1	-10	D	LONDON	10	5	D
BRESCIA	12	1	D		PORTO-PTOPI	31	22	D	MADRID	11	7	N
BURGUES	11	0	D						MAKRAKACH	16	12	A
CHERRY	12	2	D						MEXICO	21	11	A
CHERVEL	12	2	D		ALGER	19	15	C	MILAN	12	6	A
CHERVEL	12	2	D		AMSTERDAM	19	15	C	MONTREAL	15	6	A
CHERVEL	12	2	D		ATHENS	24	15	C	MOSCOW	5	2	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	31	24	C	NARONI	25	18	P
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	NEW-YORK	22	18	P
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	OSAKA	15	10	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	PALMA-DE-MAJ	18	11	D
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	PEKIN	12	9	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	PRAGUE	14	9	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	ROME	15	6	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	SAN-PAOLO	25	20	C
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	STOCKHOLM	9	2	D
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	SYDNEY	20	16	D
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	TOKYO	23	18	D
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	VALDIVIA	6	2	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	YERUSALEM	13	7	A
CHERVEL	12	2	D		BANGKOK	14	6	C	YERUSALEM	3	4	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brunse	céd cœur-ert	dél dégist	dél daugeois	orage	pluic	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Attention : en 1977, après la dernière réunion ordinaire de la Météorologie nationale,

Jusqu'au vendredi 25 octobre Les grèves perturberont fortement le secteur des transports

L'agitation sociale gâche le monde des transports, soit pour des raisons de tactique nationale élabrée par les états-majors parisiens de FO et de la CGT, soit pour des motifs propres aux entreprises concernées. Les pilotes entrainés de ces grèves sera atteint jeudi 24 octobre. Des arrêts de travail sont organisés à la SNCF, jusqu'au vendredi 25, par la CGT, la CFDT et FO, et la direction prévoit un service normal pour les TGV, les lignes de banlieue et grandes lignes au départ de la gare de Lyon, mais deux trains sur trois pour le reste du réseau.

A la RATP, la quasi-totalité des syndicats appellent à cesser le travail (effectifs, sécurité, rémunérations) durant la journée

de jeudi, ce qui réduira à une rame sur quatre le trafic du métro. En revanche, les RER A et B devraient être « moyennement perturbés » et les bus pourraient circuler sans trop d'altération, à l'exception des lignes dépendant des dépôts nord et nord-est de Paris.

Dans les ports, le syndicat CGT organise, jeudi 24, une grève de vingt-quatre heures pour protester contre le projet de réforme de leur statut de 1947. Il appelle également à cesser le travail dans la marée marchande.

Eoffio, le programme réduit d'Air Inter s'écroulait, mercredi 23 octobre, comme prévu avec un vol sur quatre environ, sauf vers la Corse, où tous les avions programmés étaient maintenus, et vers Strasbourg, où un vol sur deux était assuré. Les syndicats des personnels au sol de la compagnie intérieure entendent protester contre les projets de réorganisation du groupe Air France, auquel Air Inter appartient. Ils veulent obtenir que la spécificité de leur entreprise soit préservée.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Ideologie : « Les âmes mortes du communisme », par Daniel Rondeau..... 2

La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient..... 3

La campagne électorale en Pologne. Les aspirations de la communauté allemande..... 4

L'accord de Paris sur la paix au Cambodge..... 8-9

Le bâtonnier de Dijon déferé au parquet. Mr Bernard a été inculpé d'abus de confiance aggravé..... 13

Un nouveau patriarche de Constantinople. Election du métropolitain Bartholomée de Chalcédoine..... 14

EDUCATION • CAMPUS

Bravo-bas de combat dans les prépas • La rapide insertion des bacheliers professionnels • Saint-Martial fait de la résistance pour sauver son école • Au secours des DEUG..... 15 à 17

POINT

Le mouvement des infirmières..... 18

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

Après Miles, le déluge ? • Rencontre avec le pianiste et compositeur Joachim Kühn et avec le Brésilien Egberto Gismonti • « Jusqu'au bout du monde », le dernier film de Wim Wenders..... 19 à 30

SECTION C

Le contrôle des viandes importées

Les inspecteurs vétérinaires dénoncent les frontières « passées »..... 31

Les manifestations paysannes

L'heure du dialogue semble venue..... 31

Services

Abonnements..... 38
Annonces classées..... 34 à 37
Automobile..... 40
Carnet..... 40
Marchés financiers..... 38-39
Météorologie..... 41
Mots croisés..... 40
Radio-Télévision..... 41
Paris en visite..... 40

La télémarche du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 octobre 1991 a été tiré à 510 194 exemplaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

DES LIVRES

A Clermont-Ferrand La société Michelin va licencier 189 personnes

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Jeudi 24 octobre, le représentant de la manufacture des pneumatiques Michelin évoquera, devant le comité central d'entreprise les « résultats » du cinquième plan « résultats » en avril 1991. Ce plan prévoyait le départ avant 1992 de 4 900 personnes sur l'ensemble des sites français, dont 2 432 à Clermont-Ferrand.

Si l'on note de ce chiffre les 2 800 personnes qui bénéficieront des contrats FNE (départs en préretraite) et tous les salariés qui ont accepté de quitter l'entreprise en bénéficiant de l'une des dispositions proposées par la direction, il reste 198 personnes (dont 189 à Clermont-Ferrand) qui recevront sous peu leur lettre de licenciement, tout en disposant d'un mois de délai pour profiter de l'une des dispositions prévues initialement par la direction.

A Orléans, où l'activité industrielle est supprimée, il reste 165 salariés qui ne se sont pas encore prononcés.

J.-P. R.

Conséquence des « flux tendus » La grève de Renault-Cléon provoque du chômage partiel dans d'autres usines

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

La grève, commencée jeudi 17 octobre à l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime), perturbe gravement d'autres unités du groupe, privées de moteurs et de boîtes de vitesses, en raison de la gestion en « flux tendus » (« zéro stock »). A Sandouville, près du Havre, on est passé le 22 octobre d'une suspension de la production, avec récupération des jours perdus, à des mesures de chômage technique pour près de 6 000 des 7 000 salariés. La situation est la même à Flins (Yvelines), à Maubeuge (Nord), où sont fabriqués, respectivement, les Clio et les Express, ainsi qu'à Harin, en Belgique. A Douai (Nord), on n'a pu produire les R 19 qu'aux deux tiers de la cadence normale.

A Cléon, les portes de l'usine sont bloquées et la CGT fait état de 70 % de grévistes. La direction, elle, évoque un effritement du mouvement, le taux de participation étant tombé de 51 %, la semaine dernière, à 37 %. Au Mans, le mouvement de débrayage n'a concerné que les employés, techniciens et agents de maîtrise.

Biologie, épuration de l'eau, sécurité routière Plus de 2,5 milliards de francs pour trois grands programmes de recherche industrielle

La France prêche par l'exemple. Ayant défini ses priorités stratégiques pour sa présidence d'Europe de mai 1992 à juin 1993 (technologie, agriculture et la chimie, ce programme, auquel seront associés de grands organismes publics de recherche (CNRS, INRA, INRA, CEA...), veut radicalement transformer les méthodes de recherche sur les molécules.

Le deuxième programme est consacré aux véhicules et à la sécurité routière et vient compléter les ambitieuses recherches lancées l'an dernier sur la voiture propre. Comme ce dernier, il conjugue l'effort de l'Etat (218 millions de francs seront pris en charge par les pouvoirs publics) à celui des deux constructeurs français, Renault et PSA (410 millions d'investissements). Le (410 millions) sera apporté par l'INRETS l'institut national de

recherche sur les transports et leur sécurité. L'objectif, cette fois, est d'accroître la sécurité « passive » des passagers (par une protection accrue contre les collisions) et la sécurité « active » par l'emploi de l'informatique et de l'électronique.

Enfin, la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de l'eau constituent l'objectif du troisième programme. Un foyer sur trois seulement est actuellement équipé d'une station d'épuration, alors que les Français consomment 250 litres d'eau par jour (14 millions de mètres cubes quotidiens). Seize projets de recherche ont été définis pour y remédier. Ils associeront les laboratoires du secteur, la Générale des eaux et Lyonnaise-Dumez, les laboratoires publics et l'Etat, qui apportera plus du tiers des 300 millions de francs nécessaires.

Le gouvernement demande aux préfets de mieux contrôler le développement du littoral

Les vingt-sept préfets des départements littoraux ont été réunis, mardi 22 octobre, au ministère de l'Intérieur, pour une séance de « lecture » de la loi littoral de 1986. Confrontés aux intentions du ministre (le Monde du 7 juin 1990), le gouvernement veut reprendre en main le contrôle d'un développement devenu anarchique avec la loi de décentralisation.

Pas moins de cinq ministres s'étaient déplacés pour dialoguer avec les préfets en charge du littoral. M. Philippe Marchand, bien sûr, le ministre de tutelle, mais aussi MM. Paul Quilès (équipement), Brice Lalonde (environnement), Jean-Yves Le Drian (mer), et Jean-Michel Baylet (tourisme), tous directement concernés par le devenir des régions côtières. « Il s'agit d'un enjeu considérable », a déclaré d'emblée M. Philippe Marchand, lui-même originaire d'un département côtier (Charente-Maritime). Le ministre de l'Intérieur a rappelé qu'il avait été procédé en 1990 à 1,2 million de contrôles administratifs dans ces départements.

M. Quilès a insisté sur sa part sur le caractère « équilibré » de la loi littoral, qui s'efforce de concilier des logiques différentes comme les équipements touristiques, l'exploitation de la mer, le développement économique et la protection de l'environnement.

« Payot prend le contrôle des éditions Rivages. Les éditions Payot ont acquis la totalité des parts des éditions Rivages. M. Jean-François Lamunière, le patron de Payot devient également celui de Rivages. Il remplace M. Edouard de Andreis, qui devient conseiller éditorial. « Rivages » fondé en 1979 à Marseille a cultivé pendant quelques années sa vocation de maison d'édition régionale avant de reculer, sous la direction d'Edouard de Andreis, l'aventure parisienne, sans abandonner pour autant ses activités d'origine.

ment. Mais cette volonté d'équilibre a manifestement été des « points obscurs » que le gouvernement a essayé de dissiper avec les préfets en leur donnant des « clés d'interprétation ». Parmi ces points obscurs, on peut relever l'imprécision de termes comme « espaces proches du rivage » ou « sites remarquables », qui laisse libre cours à l'interprétation des maires et des promoteurs. De même, la loi littoral accepte la construction de « hameaux nouveaux intégrés à l'environnement », ce qui n'autorise pas des lotissements de deux cents pavillons. L'Etat procédera donc à quelques démolitions exemplaires, notamment en Corse et dans le Gard.

Le secrétaire d'Etat à la mer a rappelé qu'un préfet pouvait s'opposer à la construction d'un port de plaisance, même parfaitement légal, s'il le jugeait « superflu » dans la conjon-

ture économique générale (on dénombre déjà plus de cent vingt-cinq mille postes de mouillage en France, sans compter quelque quatre-vingt projets de port à l'étude). Interrogé sur la dotation touristique qui encourage les communes littorales à construire, et pénalise donc les municipalités « protectrices », M. Jean-Michel Baylet a indiqué que cette dotation « récompense un effort d'investissement en faveur du tourisme » et ne pouvait donc être déconsidérée de son objectif. Il faudrait une nouvelle loi de finance pour doter les communes qui préservent leur littoral.

Sans doute gêné par le déséquilibre des cinq départements ministériels représentés à la tribune, privilégiant le développement au détriment de la protection, M. Brice Lalonde a préféré garder le silence.

ROGER CANS

La réhabilitation du général soviétique Piotr Grigorienco Sain d'esprit à titre posthume

MOSCOU

de notre correspondant

C'est une « réhabilitation » d'un genre nouveau. Sept ans après sa mort, le général Piotr Grigorienco a été déclaré sain d'esprit par le parquet militaire de l'URSS, au terme d'une longue expertise « juridique, psychologique et psychiatrique ».

Le général Grigorienco - l'une des figures les plus attachantes de la dissidence des années 60 et 70 - avait été interné par deux fois dans un hôpital psychiatrique, en 1964 pour un an

et en 1969 pour cinq ans. Le premier symptôme de sa « maladie » avait été une intervention en 1961 devant une réunion du PC pour regretter que la direction du parti n'eût pas dénoncé « les conditions qui ont permis l'émergence de la dictature stalinienne ». En 1969, ce courageux « vétéran » au crâne lisse et aux épaules sourcillées avait eu le tort de prendre la défense des Tatars déportés par Staline. Après sa libération, il reprit le flambeau en adhérant, au milieu des années 70, au Groupe pour l'application des accords d'Helsinki,

tout en dénonçant la responsabilité personnelle de Staline dans les terribles revers essuyés par l'armée soviétique lors de l'attaque allemande en 1941.

Piotr Grigorienco avait fini par émigrer aux Etats-Unis, où il est mort en 1983. Il lui aurait fallu attendre le 18 octobre 1991 et l'avènement d'une tout autre époque pour apprendre que, tout bien considéré, il n'avait jamais été fou. Cette réhabilitation « médicale » est apparemment la première du genre dans l'histoire de l'URSS.

J. K.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les bleus et les blanches

Moi, il y a un truc que je ne m'explique pas. Pourquoi les infirmières, les flics, au lieu de leur taper dessus, la semaine dernière, vu qu'ils vont descendre dans la rue, à leur tour, lundi prochain ? Pour gueuler pareil. Ils sont pas assez nombreux. Plus personne veut faire la police. C'est pas payé. Quand ils bossent le dimanche et les jours fériés, on leur file royalement 4 F 73, pas 75, attention. Et sur le terrain, les plateaux-repas, t'intin. A moins d'amener leur gamelle, faut qu'ils se servent le café.

De ce côté-là, les infirmières sont moins à plaindre. D'accord, à 5 pour 90 lits, elles ont pas le temps de manger le midi, mais elles grappillent les restes des plateaux servis au pas de course aux malades. Grâce à Dieu, ils mangent parfois d'appétit. Surtout en réa. Et on leur promet d'engager d'ici la fin du siècle 4 000 blouses blanches supplémentaires.

A condition de les trouver ! Dix fois plus que les gamins du contin-

gent appelés à la rescousse des turques bleues.

Bref, hôpital et commissariat, même combat ! Le service public est en faillite et notre sécurité est en danger. Remarque, en ces temps de jacqueries, de violences, de grèves et de maris, ça tombe plutôt bien. S'il y avait encore des flics pour rappeler à l'ordre ces fous furieux d'agriculteurs en leur caressant l'échine à la mestrake, il n'y aurait pas d'infirmières pour penser leurs bobos.

Alors que là on tient le bon bout. Vu qu'il n'y a plus un sou dans les caisses de ces pays, on pourrait faire l'économie des cars de police, des ambulances, de l'hôpital, de la surveillance des banlieues chaudes, des lignes de la SNCF et de la RATP, où les agressions se multiplient, et du service des urgences, en envoyant directement les infirmières sur le terrain avec leurs compresses et leurs seringues. Comme ça serait le seul moyen de recevoir des soins, on arriverait peut-être même à recruter quelques flics assez patraques pour se risquer sur un quel que gare ou de métro.

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

Un mandat d'arrêt international est lancé contre un conseiller du ministre iranien des télécommunications

Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar, M. Jean-Louis Bruguière, a lancé, mardi 22 octobre, un mandat d'arrêt international contre M. Hossein Sheikhkhah. Ce conseiller du ministre iranien des télécommunications se voit reprocher des démarches administratives dénotant une volonté de masquer des faits afin d'obtenir des visas utilisés par les deux assassins de Téhéran. Le mandat d'arrêt a été délivré pour « complicité d'assassinat et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste ».

L'obtention des visas

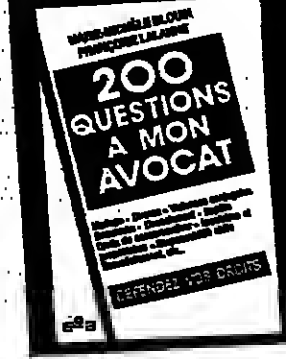
M. Sheikhkhah s'est trouvé mis en cause à la suite de l'interpellation de M. Massoud Hamed, le 17 septembre, par les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris (le Monde du 21 septembre). Membre de la famille de Faystollah Khomeiny, M. Hamed avait lui-même été inculpé de « complicité d'assassinats et association de malfaiteurs, infractions en relation avec une entreprise terroriste » par M. Bruguière, le 21 septembre. C'est au mois de mai que le membre du cabinet ministériel aurait aidé M. Hamed à procurer les visas nécessaires aux deux tuteurs présumés venus d'Iran, Mohamad Azadi et Ali Rad Vakili. Les deux iraniens étaient toutefois en possession d'un autre jeu de visas au moment de leur entrée en France, fin juillet, quelques jours avant l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah dans sa villa des Hauts-de-Seine.

o Amadeus « stupéfié » de la plainte d'Air Littoral. La société Amadeus, qui exploite l'un des grands systèmes de réservation électronique européens, s'est déclarée « stupéfiée d'apprendre par voie de presse le dépôt par Air Littoral d'une plainte auprès de la Commission des Communautés européennes » au sujet de l'absence d'adhésion sur les écrans de certains de ses vols (le Monde du 23 octobre). Amadeus déclare qu'Air Littoral a, « en toute connaissance de cause », choisi une formule simplifiée d'adhésion qui permet une mise à jour non pas quotidienne, mais hebdomadaire.

La société à capital variable LES CADRES DU MONDE se réunira à 15 h 30, mardi 12 novembre 1991, à l'ECCIP, rue Armand-Moisant 75015 Paris (école de commerce proche de Faurguère), pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

ORDRE DU JOUR :
- Rapport moral et rapport financier ;
- élection des membres du conseil d'administration ;
- Questions diverses.

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT



Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Déjà gravité. Magasin d'exposition 111, rue la Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.